هكذا من الأصل

« Le Monde des livres » : la Bible d'Alexandrie

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE – N° 14854 – 7 F

VENDREDI 30 OCTOBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Dramatisation à Moscou

« OUKAZES » en tous genres, dissolution de partis non encore constitués et d'une « garde parlementaire » aux contours incertains, avertissements et conseils de toutes sortes, tout est fait à Moscou pour dramatiser la réunion du congrès des députés de Russie qui doit s'ouvrir le 1er décembre. Le plus clair résultat en est une aggravation de la confusion, déjà très grande, qui règne depuis plusieurs mois sur la scène politique russe.

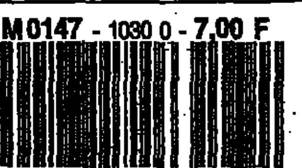
Il faut dire que la réunion de ce super-Parlement de mille députés (une institution aussi lourde qu'inutile, puisque l'essentiel du travail législatif est accompli par le Soviet suprême, plus réduit) est en soi un échec de M. Eltsine, qui avait demandé que cette session soit ajournée jusqu'au printemps, après un hiver qui s'annonce une fois de plus comme celui de tous les dangers, et dans l'espoir – nullement confirmé encore – d'une amélioration de la situation économique. Mais, de là à dire qu'une grave menace pèse sur les institutions, il y a un pas que le président russe franchit un peu plus vite qu'il n'est sans doute nécessaire.

AINSI, ce « front de salut national » qui vient d'être officiellement dissous n'avait fait son apparition que dimanche dernier. Il n'était que le dernier avatar, après bien d'autres tentatives mort-nées, de regroupement des communistes conservateurs et de quelques intellectuels obscurantistes, autrement dit de la partie la moins crédible de l'opposition au gouvernement actuel. Simplement, le « crime » commis était plus grave, dans la mesure où ces nostalgiques demandaient ni plus ni moins que la démission du président Eltsine... Ce dernier est plus indulgent avec les autres opposants, ceux qui disent n'en vouloir qu'au gouvernement et à son chef de file, Egor Gaïdar, l'homme symbole de la thérapie de choc et du Fonds monétaire international.

Il est vrai que l'alliance avec Arkadi Volski et ses amis « centristes » de l'Union civique est plus payante dans la conjoncture actuelle. Mais elle ne va pas sans contradiction. D'une part, l'arrivée en force, tous ces derniers mois, des représentants du complexe militaro-industriel dans les structures gouvernementales a non seulement terni l'image résolument réformatrice de l'équipe en place, mais aussi aggravé le poids des ministères et des nombreuses bureaucraties parallèles que le président russe, fidèle à une tradition millénaire, multiplie à l'envi autour de lui.

BORIS Eltsine semble néanmoins relativement ferme dans sa volonté de « maintenir le cap ». A la différence de son prédécesseur Mikhaïl Gorbatchev, il a confirmé sa confiance dans les membres de son équipe les plus attaqués, tels Egor Gaïdar et Andreï Kozyrev, son ministre des affaires étrangères résolument pro-occidental – quitte à se démarquer de certaines de leurs positions.

Une manière pour lui de faire passer ce message qui reste sa grande force : dans la Russie chaotique d'aujourd'hui, tout autre président que Boris Eltsine signifierait sinon un retour en arrière, du moins un coup d'arrêt aux réformes. Donc de rappeler qu'il est irremplaçable.



M 0147 - 1030 0 - 7,00 F

Le volet économique de la négociation

Conférence à Paris sur le Proche-Orient

Avec la participation de 44 délégations, une session des négociations multilatérales sur le Proche-Orient s'est ouverte, le 29 octobre, à Paris, avec pour objectif d'étudier le développement économique de la région. Autre « volet » du processus de paix – contesté par un nouveau « front du refus » palestinien, – les pourparlers israélo-arabes ont été suspendus à Washington, pour cause d'élection aux Etats-Unis.

Un « front du refus » palestinien

DAMAS

de notre envoyée spéciale

Un an après le démarrage des négociations de paix entre Israéliens et Palestiniens, les maigres résultats obtenus nourrissent les arguments des opposants palestiniens. Composé de quatre organisations membres de l'OLP, dont le FPLP de Georges Habache et le FDLP de Nayef Hawatmeh, des quatre factions du Front de salut national palestinien (FSNP) – opposé au chef de l'OLP depuis 1983 et basé à Damas – ainsi que de deux organisations musulmanes intégristes, Hamas et le Djihad islamique, ce nouveau « front du refus » s'explique avant tout, par la crainte de voir la délégation – « soumise à d'énormes pressions » – signer un accord d'autonomie.

FRANÇOISE CHIPAUX

Lire la suite page 5

Les propositions de MM. Pasqua et Séguin

Le RPR est divisé sur le « franc fort »

MM. Charles Pasqua et Philippe Séguin ont rendu public, mercredi 28 octobre, un projet social qui apparaît comme un contre-programme face à celui du RPR. Les deux chefs de file du « non » à Maastricht, qui critiquent la politique du « franc fort » défendue par les dirigeants de leur parti aussi bien que par M. Bérégovoy, proposent en particulier une réévaluation du mark par rapport au franc.

Contre-programme

par Thomas Ferenczi

A moins de cinq mois des élections législatives, les partis politiques affichent leur volonté de préciser le programme qu'ils présenteront en mars aux Français.

A gauche, le bureau exécutif du PS achève l'examen du « Contrat pour la France » que les socialistes soumettront aux électeurs, au terme d'une longue procédure qui a commencé il y a deux ans par l'élaboration, sous la responsabilité de M. Michel Charzat, d'un « Projet socialiste pour la France » et qui va se clore par la réunion d'une convention nationale les 28 et 29 novembre.

A droite, les initiatives sont prises jusqu'à présent en ordre dispersé.

Lire la suite et nos informations page 8

Rhône-Poulenc partiellement privatisé

Le ministère de l'économie et des finances a annoncé, jeudi 29 octobre, son intention de céder une partie de la participation de l'Etat (56,9 %) dans le capital du groupe chimique Rhône-Poulenc. Les pouvoirs publics devraient mettre sur le marché boursier « au moins » six millions d'actions, soit 10,6 % des titres dans les prochains mois. A l'issue de cette opération, le secteur public restera majoritaire au sein de Rhône-Poulenc.

Cette privatisation partielle devrait apporter environ 3 milliards de francs dans les caisses de l'Etat. Ces fonds seront principalement orientés vers les dotations en capital des entreprises publiques, a précisé M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances.

Lire page 16 l'article de ERIC LESER et CAROLINE MONNOT

Un bataillon français en Bosnie

1 350 soldats, avec des blindés, escorteront les convois de l'aide humanitaire aux réfugiés

VELIKA-KLADUSA

de notre envoyé spécial

Les soldats français chargés de la protection des convois humanitaires en Bosnie seront en mesure d'exercer leur mission à partir de la semaine prochaine. Sur place, les 1 350 hommes détachés de la 15e division d'infanterie (à Limoges) organisent leurs bivouacs, pour six mois, en trois implantations dans l'enclave de Bihac, où les Serbes assiègent des Musulmans bosniaques depuis le 22 mai. Ils devraient recevoir, d'ici au début décembre, un renfort de 300 hommes, avec des hélicoptères et des matériels du génie.

Le colonel Robert Bresse est catégorique : il est à la tête de « la plus grosse force tactique de Bosnie », dit-il, la seule qui, pour l'instant, ne porte pas le béret bleu de l'ONU et qui a conservé celui, bleu marine, de l'armée de terre française. Avec ses 460 véhicules, dont 115 blindés, ce bataillon français de 1 350 hommes va devoir venir en aide à une zone où vivent, plus que péniblement, 220 00 Bosniaques (dont 80 % de Musulmans) et pas moins de 50 000 réfugiés. Dans ce même secteur circulent probablement quelque 4 000 à 5 000 réguliers ou miliciens serbes, et entre 10 000 à 20 000 « combattants » bosniaques, autour d'un abcès de fixation, l'agglomération de Bihac, une cuvette où tentent de survivre – manquant de tout : farine, médicaments, huile, cigarettes, sucre, fioul pour l'hiver qui est là – 80 000 habitants ou réfugiés Musulmans.

JACQUES ISNARD

Lire la suite et nos informations page 3

La campagne présidentielle aux Etats-Unis



Lire nos informations page 7 et notre série « Désarrois américains » page 6

Le palais de l'image

L'ancien Musée national d'art moderne va devenir la mémoire du cinéma à Paris

par Frédéric Edelmann

Le temps des grands travaux triomphants marque une pause. Si le Grand Louvre et la Bibliothèque de France se donnent le temps de s'achever, l'avenir du Centre de conférences internationales, quai Branly, reste incertain et la « tour sans fin » de la Défense n'a toujours pas franchi la ligne d'horizon. Ce geste d'héroïsme architectural risquerait fort, par les temps qui courent, d'être vite rebaptisé de sobriquets désagréables – thermomètre du chômage ou de l'immobilier. Mais dans cet intermède resurgissent heureusement tout un ensemble de projets et d'urgences qui ont souvent pour point commun de relever de l'enseignement, de la science et de la culture : à Lille, la Fondation européenne pour la ville et l'architecture ; à Paris, la grande galerie du Muséum d'histoire naturelle, l'École des arts décoratifs ou encore le réaménagement du Palais de Tokyo.

Quatre ans et demi sont passés depuis l'inauguration par François Léotard, alors ministre de la culture, des premiers aménagements du « Palais de l'image » dans l'ancien Palais de Tokyo. Le projet de convertir l'ancien Musée national d'art moderne en centre des arts nés des techniques modernes – la photo, le cinéma et toutes les variations du son – remontait à son prédécesseur Jack Lang, mais le ministre de la cohabitation avait eu là, comme pour beaucoup d'autres projets, l'intelligence de confirmer l'engagement de l'Etat.

Avec « Jack Lang, le retour », comme devaient naturellement l'appeler les apprentis cinéastes de la FEMIS (Fondation européenne des métiers de l'image et du son), le Palais des arts de l'image, dernière en date de ses appellations, entra dans une période de tractations administratives, humaines et architecturales dont l'épilogue aura été la présentation de la version finale, ferme et définitive du projet de Franck Hammoutène, lauréat du concours de 1988. En quatre ans et demi, ce projet a naturellement mûri.

Lire la suite et un entretien avec M. Jack Lang page 12

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

هكذا من الأمل

DÉBATS

Europe

Le bon usage de Maastricht

par Gérard Fuchs

LE « oui » français au référendum du 20 septembre permet de poursuivre heureusement le processus de Maastricht dans les pays où la ratification du traité d'union européenne n'est pas achevée. L'étroitesse du score ne donne pas d'argument aux tenants du « non » dans leur défense de l'idée d'une renégociation ; il est encore plus évident aujourd'hui qu'une renégociation du traité aurait toute chance de s'avérer difficile car on s'aperçoit sans surprise que les opinions publiques sont plus promptes à voir les concessions consenties par leurs gouvernements que les avantages qu'ils ont obtenus. Quant au Danemark, il lui appartiendra de nous dire, d'ici à décembre, si des « déclarations interprétatives » peuvent suffire à lui faire rejoindre le peloton ou si l'importance de ses réserves conduit de fait le pays à se retirer d'une Communauté dont seul il refuserait la finalité politique.

Il n'en reste pas moins que des leçons doivent être tirées et des désordres monétaires et des réticences d'opinion qui se sont manifestés à l'occasion du référendum. Les désordres monétaires ont leur explication économique : les difficultés britanniques et italiennes sont réelles ; les taux d'intérêt américains trop bas pour cause de tentative de relance préélectorale, et les taux allemands, trop hauts pour cause de réunification financée par l'emprunt, ont accru les tensions. Il n'en reste pas moins que la cause déclenchante des désordres a été le doute soudain sur la perspective de la monnaie unique, doute découlant de l'incertitude sur le résultat du référendum français.

Des réactions tranchées

Le doute installé appelle de la part des décideurs politiques et monétaires des réactions tranchées qui me paraissent devoir être de deux ordres : renforcer le SME afin de le restabiliser, ce qui peut conduire à une mise en commun de réserves de changes et/ou à une responsabilisation accrue de la monnaie la plus déviante par rapport à l'écu ; accélérer la mise en place de la monnaie unique par un noyau dur de pays, d'ici au 1er janvier 1997, les autres s'insérant dans des périodes de transition diversifiées.

Les réticences d'opinion me paraissent quant à elles appeler quatre réactions :

– préciser le fameux principe de subsidiarité selon lequel la Communauté ne s'occupe que de ce qu'elle peut faire mieux que ses Etats membres ; il faut cependant ici ne pas se tromper de cible : les décisions passées, y compris les plus critiquées, ont toujours été prises par ou avec l'aval du conseil des ministres, et s'il est une pratique à améliorer c'est celle du conseil au moins autant que celle de la commission !

– mettre en œuvre de la façon la plus rapide le chapitre de Maastricht relatif à la coopération économique des Douze ; c'est cette coopération qui nous offre, et pour longtemps, le meilleur gisement de croissance et donc d'emplois : là donc réside le meilleur démenti aux craintes de tenants du « non » plus motivés par l'anxiété devant le chômage que par toute autre considération ;

– clarifier les perspectives du *contrôle démocratique au sein de* la future Union européenne ; grâce à la révision constitutionnelle rendue *nécessaire par Maastricht*, le Parlement français a enfin obtenu le droit de regard sur les décisions *communautaires* qu'il aurait dû avoir depuis fort longtemps ; il faut maintenant annoncer qu'en 1996 – date de la révision prévue du traité – le Parlement européen bénéficiera de la codécision avec le conseil dans tous les domaines où ce dernier tranche à la majorité et où, par conséquent, il n'est plus de contrôle parlementaire national possible ;

– enfin, c'est le plus simple *mais encore faut-il le faire à* temps, c'est-à-dire d'ici à juin 1994 : rapprocher les élus *européens des électeurs, en remplaçant* le système actuel de désignation à la proportionnelle *nationale par un système de proportionnelle* régionale.

Ainsi, sans remettre en cause un traité longuement et durement négocié, mais en utilisant au mieux ses calendriers et ses souplesses, pourront être utilement conciliées la volonté d'approfondir la construction de l'Europe et la nécessité de faire davantage de celle-ci la chose de ses citoyens.

► Gérard Fuchs est député européen et chargé des relations internationales au secrétariat national du PS.

Législatives

Une cohabitation nouvelle ?

par Maurice Duverger

SI la droite gagne les élections de 1993, M. François Mitterrand *aura pour devoir* d'aller jusqu'au bout du mandat que le peuple français lui a confié et de *ne point laisser tomber en* quenouille ses prérogatives. Il détruirait la Ve République et rouvrirait la porte aux régimes impuissants d'autrefois s'il se conduisait alors comme Alexandre Millerand en 1924 – lequel serait d'ailleurs resté à l'Elysée s'il l'avait pu. Les propos de certains leaders de l'actuelle opposition sont plus absurdes qu'indécents. Leurs auteurs le savent parfaitement. Nul ne doute qu'une défaite électorale de l'actuelle majorité parlemen*taire n'entraîne une nouvelle cohabi*tation.

Mais serait-elle une cohabitation nouvelle ? Telle est la question. Evidemment, l'ordre juridique immuable imposerait des bornes à toute innovation. Rien ni personne n'obligerait le président de la République à signer les ordonnances et les *décrets délibérés en conseil* des ministres. Rien ni personne ne l'empêcherait de présider ce dernier et d'en fixer l'ordre du jour, de réclamer une seconde délibération d'une loi ou d'en déférer le texte au Conseil constitutionnel, de refuser une session extraordinaire du Parlement ou de bloquer toute révision de la Constitution en ajournant indéfiniment le recours au référendum ou la convocation d'un Congrès. Mais ces bornes restent peu gênantes. Avec une majorité plus large et plus unie qu'en 1986-1988, le premier ministre les *contournerait plus facilement* encore que M. Jacques Chirac.

Il a été cependant le maître de la politique intérieure pendant la première cohabitation, malgré l'étroitesse et les divisions de son soutien parlementaire. *Privé de la* perspective d'un nouveau mandat présidentiel au terme de l'aventure, M. François Mitterrand serait moins puissant entre 1993 et 1995. L'absence d'une compétition finale détendrait *l'atmosphère au sommet de l'Etat.* L'évolution respective des partis tendrait encore plus à y remplacer le duel par un duo. *Moins profond* qu'on le dit parfois, le développement du consensus est incontestable. Il n'est pas vrai que M. Bérégovoy fait aujourd'hui du Balladur sans M. Balladur, ni que celui-ci ferait demain du Bérégovoy sans M. Bérégovoy. Mais la gauche a montré depuis 1988 qu'elle savait gérer l'économie et les finances aussi bien que la droite, sinon mieux, laquelle a constaté dans les deux ans précédents qu'elle ne pouvait pas aller *très loin dans le « moins d'Etat »* sans toucher à la sécurité sociale que les Français défendent énergique*ment. Mais le rythme et l'ampleur* des privatisations devraient rester très modérés si l'on ne veut pas *restreindre* encore l'investissement dans les entreprises privées, déjà trop faible.

Sur le plan intérieur, où les mentalités traditionnelles gardent leur emprise, une seconde cohabitation *ne différerait pas radicalement* de la première, à ces nuances près. Au contraire, les innovations seraient probablement très importantes sur le plan international. Problème essentiel des prochaines années, la construction de l'Europe obligera nos concitoyens à se déterminer par rapport à elle. Or, les positions révélées par le référendum du 20 septembre tendent à bouleverser le dualisme classique. Près des deux tiers des Français sont aujourd'hui décidés à voter pour la droite (UDF, RPR ou Front national), ce qui lui donnerait plus des trois quarts des députés avec le mode actuel de scrutin. Réduits à la portion congrue, la gauche et les écologistes se trouveraient néanmoins en position d'arbitrage en face d'une nouvelle majorité divisée à peu près par moitié *entre partisans du « oui » et parti*sans du « non » à Maastricht. Soutenus naturellement par les socialistes, les premiers domineraient alors l'Assemblée dans les votes concernant les affaires communautaires.

Le vote du 20 septembre

Cette superposition des clivages n'est pas limitée à notre pays. On la *retrouve en Grande-Bretagne, en* Allemagne et ailleurs. Certains pensent que l'opposition classique des *conservateurs* et des sociaux-démocrates sera remplacée un jour par celle des nationalistes et des européistes. Il paraît plus probable que la première glissera progressivement du cadre national au cadre européen, au fur et à mesure de l'affermissement de ce dernier. Cependant, l'importance de l'Europe dans les années qui viennent pourrait la rendre prédominante dans beaucoup de batailles politiques, ce qui pousserait à asseoir les gouvernements sur des *majorités fondées sur elle. Mais une* alliance de ce genre resterait évidemment prématurée dans les premières *années de la législature française* élue en mars 1993. A peine pourrait-elle poindre dans la présidentielle de 1995, où les fameuses « primaires » de la droite risquent d'avoir un parfum rétro.

Dans l'intervalle, la superposition des deux clivages bouleverserait la structure de la cohabitation en cas de victoire de la coalition UDF-RPR. Au lieu d'un président exprimant l'opposition en face d'un premier ministre chef de la majorité parlementaire, comme en 1986-1987, on verrait collaborer un premier ministre chef d'une majorité *gouvernementale de droite, et un* président chef d'une majorité européenne, l'un et l'autre présents dans *l'Assemblée, mais s'y croisant. Une* telle division du travail au niveau de l'exécutif dépasserait celle que la *Constitution suggère entre* la politique intérieure et la politique extérieure : la Communauté chevauchant les deux dans le cadre de la subsidiarité qui la limite. Il s'agirait en réalité d'une sorte d'union nationale d'un type nouveau, assez bien adaptée à la situation. Rien de plus naturel qu'une association de toutes les forces démocratiques de la nation pour participer à une œuvre qui met en cause ses orientations fondamentales.

Les Français ne sont pas près d'oublier cet été de 1992 où ils ont *pris conscience des problèmes de la* construction de l'Europe parce que M. François Mitterrand leur avait *donné le pouvoir de la soutenir* ou de la paralyser. Radicalement divisée sur ce terrain, la droite en parlera le moins possible dans les mois qui viennent. Mais elle ne parviendra pas à écarter du débat la question fondamentale posée par nos concitoyens (très nombreux) qui ont voté les uns « oui », les autres « non » la mort dans l'âme, le 20 septembre, parce qu'ils voulaient une Europe plus proche, plus démocratique et plus humaine : les premiers se résignant à l'insuffisance d'un traité qu'ils entendaient dépasser, les seconds l'écartant pour empêcher d'être figés par un système bancal. Si la coalition de droite gagne les élections de mars 1993, seule une cohabitation nouvelle – qu'elle ne pourra pas empêcher – permettra de répondre à l'attente des uns et des autres.

Le progrès et la manière de Botero

par Thierry de Beaucé

NE nous moquons pas trop des politiques minuscules. Au nom de quoi ? *Du* populisme qui brasse les mépris ? Des partis boursouflés dont les bureau*craties excessives remplacent* les militants évanouis ? Des idéologies sans raison d'être, mortes et bien mortes ? De la rue tout simplement, avec ses foules protestataires et ses sursauts de manifestants ? La politique est à refaire. Tous en conviennent sans vouloir que les données changent. Confort des routines électorales et des accords de circonscrip*tion. Facilité des pensées équarries,* si bien effacées par de multiples répétitions ? Je préfère les obstinés, ceux qui creusent leur sillon malgré les modes ou les déceptions. Ils sont peu nombreux, par définition même. Lénine célébrait des avant-gardes. Elles assuraient le levain. C'était alors « Le Parti ». Je n'aurai pas cette ambition de stratégie. Restons lucides, et donc *modestes.*

Mais, à vouloir transformer les choses, il faut démarrer sur une idée *fixe. Cent fois, nous avons tenté de* regrouper un peu du centre, des hommes qui se réclamaient d'une modération et qui, à leur manière, savaient prendre la responsabilité d'une action gouvernementale. Tradition radicale. Tradition de la *démocratie chrétienne.* Social démocratie. Il n'y avait pas d'antinomie profonde entre ces courants de pensée. Certes on gagne les élections sur de plus vastes programmes et des rêveries plus conséquentes. Autrefois, on se référait aux idéologies. Mais, quand il s'agit de gouverner, d'autres exigences s'imposent. Nous pourrions avoir la démarche inverse, *dire exactement ce que nous voulons* faire parce que nous mesurons les possibilités. Cela s'appelle la réforme au détriment de la révolution. Elle incarne une position du centre, prudente, réaliste et chiffrée. Foin de démagogie, de rêves emportés pour *un calcul plus minutieux, véridique,* des changements à accomplir. Cela n'exclut pas le courage. Au contraire.

En fondant le Mouvement des réformateurs, nous avons voulu retrouver ce *tempérament*. Les ironiques se moqueront des groupuscules. Qu'ont-ils à proposer d'autre et pourquoi ne pas respecter le fait que des hommes se rassemblent pour qu'avance la politique ? Aujourd'hui, la mode est aux désil*lusions, à l'autoflagellation, au maso*chisme idéologique. La classe politique se délite sous les coups de *boutoir des populismes de tous* bords. Les siens surtout. Elle n'ose rien avancer mais préfère les séductions d'image, une forme élémentaire de médiatisation, les refus purs et simples, la dénonciation de boucs émissaires aux consonances étrangères, que ce soient les technocrates de Bruxelles, version soft ou l'immigration, version hard. Nous voulons *proclamer le contraire. On parle de* recomposition politique comme s'il s'agissait du pareil au même avec en prime la négociation ardue de compromis d'états-majors. On parle contre les partis, en refaisant des partis à l'identique, sinon des courants tacticiens pour mieux les dénoncer avec des méthodes qui se ressemblent. Les problèmes sont pourtant d'un *ordre différent. Question de nature* dorénavant plutôt que de degré.

La politique répond mal aux questions *posées*. Les clivages qui la sous-tendent ne traduisent plus des priorités vécues. Les mots dont elle use sont trop usés. *« Il n'y a plus de foin dans la grange aux idées »*, disait Jacques Delors. Il nous appartient de reprendre à la base ce tra*vail de réflexion, de retisser la trame* du politique, auprès des associations, des clubs, des syndicats qui approchent au plus près la vie quotidienne. Pour cette action politique en minuscules, je préfère le concept de Mouvement à celui de parti. Il *indique mieux un effort, un progrès,* une direction plutôt que la délimitation d'un clan. La reconstruction démocratique, ne l'oublions pas, François Mitterrand l'a commencée, en rassemblant sur un programme plus clair des forces politiques qui ne se reconnaissaient pas, des clubs, des minoritaires.

Gauche ancienne, droite routinière

C'est lui aussi qui, patiemment, propose l'ouverture. Il faut encore du temps. Peu à peu, les lignes se déplacent. Une autre époque se dessine.

La IVe République est morte d'inadéquation. Les clivages politiques ne correspondaient plus aux réalités. La SFIO était colonialiste. La gauche se trouvait atlantiste, la *droite européenne. Voter ne signi*fiait pas grand-chose. Vous pouviez vous battre en Algérie avec Guy Mollet et soutenir l'indépendance du Maroc avec Antoine Pinay. Ces confusions mentales finissaient dans les antichambres de partis entre accords de coalitions, soutiens sans participation et bouleversements de majorités épisodiques.

De Gaulle et les institutions de la Ve République ont changé les catégories. Au risque de manichéisme, *l'électeur saurait pour quoi, pour qui* voter, en fonction de ses préférences et de ses priorités. Parler clair et parler vrai. Aujourd'hui, il s'agit de redéfinitions. Que signifie la priorité sociale ? Comment corriger les excès du libéralisme devenu le mode exclusif de la gestion économique ? Comment assurer les réformes en profondeur du système éducatif, de *la fiscalité ? Comment restaurer un* partenariat social, c'est-à-dire un dialogue véritable ? Comment met*tre en œuvre une politique d'envi*ronnement qui contribue aussi à la modification des priorités économiques ? Comment dépasser les rentabilités immédiates et intégrer le plus long terme dans l'évaluation des effets ? Comment réorienter une *politique des villes ? Comment envi*sager l'avenir du monde rural en dépassant les seules exigences du métier agricole ? Et comment prendre en compte des systèmes de valeurs quand il s'agit d'immigration, de biologie, d'ouverture culturelle ?

L'Europe esquisse un clivage neuf. Veut-on imaginer que se rapprochent des partis et des hommes qui ont de l'avenir une vision si opposée ? Qu'ils refusent une certaine *idée de l'économie*, des échanges, de l'aventure nationale, et qu'ils puissent se retrouver quand même pour proposer à l'électeur les mêmes voies – lesquelles ? – d'un avenir à faire. La démocratie se fourvoie dans ces aberrations. Bien sûr tous *les partisans de l'Europe* ne sont pas prêts à gouverner ensemble. Des perspectives les séparent et ce n'est pas plus mal. Mais admettons que leur rapprochement potentiel est plus fort et plus crédible que les alliances à contresens avec ceux qui les récusent.

A faire le compte des questions posées, on mesure mal entre les réponses, celles qui seraient plus de droite ou plus de gauche. Il paraît facile de prétendre que ces clivages *ne correspondent à rien, mais c'est* plutôt la division entre une gauche ancienne et une droite routinière figée sur des concepts hors de saison qui a perdu sa signification. Les lignes se sont déplacées. Réformateurs, nous pouvons rechercher les *idées neuves* et les *transformer* en programme de gouvernement. Réformateurs, nous pouvons aussi dépasser les attachements traditionnels et rassembler ceux qui accepteront de considérer le progrès et d'en accepter le prix de changement. On nous *soupçonne de franchir les Rubicons* de partis pris. Faux problème. La dignité de l'élection ne consiste-t-elle pas à convaincre et à comprendre, à ajuster peu à peu des points de vue qui se rejetaient ?

Travail à la marge, mais travail nécessaire et travail infiniment respectable. Plus démocratique en *somme que cet enfermement dans* des clans qu'on maintiendrait l'un contre l'autre. En remontant les Champs-Elysées, j'ai eu la vision claire des emportements qui nous détruiraient. L'avenue triomphale était bordée de personnages à l'ancienne, grossis aux hormones et déformés de satisfaction. Pour en rire peut-être, mais pour en célébrer aussi la dérision. Devrions-nous nous donner à ces politiques boursouflées, dodues et rodomondes, gloires de bronze aux torses avantageux ? Quand il s'agit d'un monde à faire et de lumières à inventer, l'opposition rend de nouveau les armes aux deux héros de son antiquité. Castor et Pollux, version péplum, vont se battre une fois encore pour savoir qui donnera son visage au buste du Rond-Point. On connaît la suite. C'est un remake. Ces politiques, à la manière de Botero, conviennent bien mal au progrès. Je *préfère nos avancées minuscules.* Elles valent mieux pour la démocratie.

► Thierry de Beaucé, ancien ministre, est chargé de mission à l'Elysée.

Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*

Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Guiu
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès
Jacques Amalric
Thomas Ferenczi
Philippe Herreman
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

هكذا من الأصل

ion nouvelle?

Le vote du 20 septembre

ÉTRANGER

A l'issue d'une deuxième mission dans l'ex-Yougoslavie

Le rapporteur de l'ONU, M. Tadeusz Mazowiecki, estime que « la purification ethnique a déjà largement atteint ses objectifs »

A l'issue d'une deuxième mission dans l'ex-Yougoslavie, du 12 au 22 octobre – après un premier séjour en août, – le rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, l'ancien premier ministre polonais Tadeusz Mazowiecki, a dressé un bilan de plusieurs mois de guerre en Bosnie-Herzégovine, cette République ex-yougoslave aujourd'hui reconnue internationalement mais déchirée entre les trois communautés qui la composent – Musulmans, Serbes et Croates.

« La purification ethnique apparaît non pas comme la conséquence de la guerre [en Bosnie-Herzégovine] *mais plutôt comme son objectif. Ce but a, dans une large mesure, déjà été atteint par meurtres, passages à tabac, viols, destructions de maisons et menaces. De telles pratiques se sont multipliées au cours des dernières semaines, et l'on constate de moins en moins de résistance de la part de la population non serbe, une part croissante de cette dernière étant prête à tout abandonner et fuir sa terre »*, écrit M. Tadeusz Mazowiecki dans son rapport. Des trois peuples de cette République, le musulman est la principale victime du conflit et est *« menacé d'extermination »*.

« Les événements récents observés dans la région de Prijedor, Doboj et Kotor-Varos [nord de la Bosnie] *prouvent que les dirigeants serbes de Bosnie-Herzégovine ne sont pas prêts à renoncer à leurs projets. Les Musulmans et les Croates vivent, dans les régions contrôlées par les autorités serbes, sous d'énormes pressions et dans la terreur. Des centaines de milliers de gens sont forcés de quitter leur maison et d'abandonner tous leurs biens afin de sauver leur vie »*, explique M. Mazowiecki dans son rapport, rendu public mercredi 28 octobre.

A la suite de ces constats, M. Mazowiecki donne deux exemples de *« la résistance à cette politique – toutes deux vaines » : « Les habitants du village musulman de Mahovljani ont cherché à échapper à la déportation en démontrant leur loyauté aux autorités locales serbes, y compris en livrant leurs armes et en acceptant d'effectuer un service militaire s'ils y étaient requis. En dépit de cela, ils sont l'objet d'attaques perpétuelles de la part « d'inconnus ». Les habitants de Vesici, dans la région de Kotor-Varos, ont opté pour la résistance armée. Le rapporteur spécial* [M. Mazowiecki] *est intervenu personnellement auprès de M. Radovan Karadzic, leader des Serbes de Bosnie, pour tenter de prévenir le massacre de quelque soixante-dix familles vivant à Vesici »*.

« Mauvais traitements »

Autre exemple des conséquences de la purification ethnique pratiquée par les Serbes : *« On a pu constater une situation dramatique dans la région de Travnik* [au nord-ouest de Sarajevo], *où un grand nombre de Musulmans déplacés vivent dans des conditions extrêmement difficiles. La ville de Travnik, avec une population de 19 000 personnes, doit héberger plus de 14 000 réfugiés. Nombre d'entre eux ont confié au rapporteur spécial* [M. Mazowiecki] *que tant les autorités locales* [serbes] *qu'une « agence d'émigration » à Banja-Luka* [ville du nord-ouest de la Bosnie sous contrôle serbe] *avaient organisé leur déportation et que certains d'entre eux avaient payé jusqu'à 300 deutschemarks pour rejoindre une région contrôlée par les Musulmans. Ils ont été conduits vers la ligne de front mais ont été forcés de descendre des autocars quelques kilomètres avant de l'atteindre et de traverser les zones de combats comme ils pouvaient. »*

Sur la route, dit encore le rapport, ces déportés ont régulièrement fait l'objet de mauvais traitements.

Après avoir souligné que les combats dans la région de Travnik menaçaient la sécurité des personnes déplacées ainsi que l'acheminement de l'aide humanitaire, M. Mazowiecki déclare avoir été *« particulièrement choqué par les conditions de vie dans le camp de Trnopolje, où des gens se sont rassemblés dans l'espoir de fuir la purification ethnique pratiquée par les Serbes. Plus de 3 000 personnes se sont entassées dans trois bâtiments et quelques petites maisons, où elles vivent dans une saleté indescriptible, dormant sur de minces couvertures et des paillasses infestées de poux, buvant de l'eau croupie et survivant avec de maigres rations de pain. Certaines sont restées dans ce camp pendant plus de quatre mois »*.

Le rapporteur spécial de l'ONU précise que Trnopolje est décrit par les autorité locales serbes comme étant un *« camp ouvert »* mais que les conditions alentour, *« où pratiquement toutes les maisons appartenant aux Musulmans et aux Croates ont été détruites »*, sont telles que les prisonniers ne peuvent se déplacer qu'en risquant leur vie : *« Même à l'intérieur du camp, ils se sentent menacés par les miliciens de garde. »*

Et le rapporteur spécial d'évoquer le sort de ces personnes déplacées qui ne pourraient survivre qu'en trouvant refuge hors de la Bosnie-Herzégovine mais qui sont refoulées aux frontières, tant par les Croates – qui hébergent déjà chez eux quelque 700 000 réfugiés – que par les « casques bleus » de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU), qui limitent les entrées à l'intérieur des zones placées sous leur protection et refoulent nombre de réfugiés.

Sarajevo à l'agonie

Quant à Sarajevo, M. Mazowiecki la décrit comme une ville à l'agonie, dont la population désespérée perd toute confiance dans l'efficacité de l'aide étrangère. *« Seul un cessez-le-feu immédiat peut sauver la population de Sarajevo, comme celle d'autres villes assiégées, de l'extermination. »*

M. Mazowiecki juge, d'autre part, la situation au Kosovo (province méridionale de Serbie à population majoritairement albanaise) comme *« dangereuse »*. *« Les leaders albanais, comme les représentants des communautés musulmane et catholique du Kosovo, ont fourni au rapporteur spécial la preuve de discriminations contre les Albanais de souche ainsi que de violations des droits de l'homme »*, indique le rapport, qui fait notamment état d'une manifestation réprimée par la police alors qu'elle avait été autorisée et de brutalités policières contre des manifestants. M. Mazowiecki évoque également une discrimination certaine dans les domaines de l'éducation, de la justice ou de la santé.

Le rapport cite le cas de la Voïvodine (province septentrionale serbe à population partiellement hongroise), où l'on peut constater des pratiques proches de la purification ethnique, bien que dans de moindres proportions qu'en Bosnie-Herzégovine. Les non-Serbes ont notamment été chassés d'emplois publics, comme la police, la justice et l'administration, assure le rapport, qui cite le chiffre de 90 000 Croates et Hongrois ayant fui la région tandis que le nombre de réfugiés serbes s'installant dans la province se monterait à 150 000. *« Hongrois, Croates, Slovaques, Slovènes, Ukrainiens et autres minorités craignent que les réfugiés* [serbes] *ne soient installés* [sur place] *de façon permanente, confisquant les propriétés des autres groupes ethniques et diminuant l'autonomie politique et culturelle de ces derniers. »*

« Zones de sécurité »

Autre source potentielle de conflit : le Sandjak, cette région de Serbie limitrophe de la Bosnie-Herzégovine et peuplée de Musulmans, dont le rapport dit que *« des incidents contre des membres de la communauté musulmane ont été rapportés »*, mentionnant le cas de maisons brûlées et de mosquées détruites *« lors d'attaques terroristes »*. *« Quelque 70 000 Musulmans auraient quitté la région depuis le début du conflit »* en Bosnie-Herzégovine voisine.

En conclusion de son rapport, M. Mazowiecki demande que *« la priorité soit donnée à la protection du droit à la vie »* et que en conséquence, refuge soit accordé à ceux dont la vie est en danger. Quant à l'argument selon lequel accorder asile aux personnes déplacées reviendrait à s'aligner sur la politique de purification ethnique, M. Mazowiecki, qui rappelle que les pays européens n'ont accepté, jusqu'à présent, d'accorder asile qu'à un petit nombre des personnes dont la vie est en danger, estime qu'un tel raisonnement ne peut prévaloir sur la nécessité de sauver des vies humaines. Le rapporteur préconise, en outre, la création de *« zones de sécurité »* et estime que *« les efforts en vue d'ouvrir des corridors humanitaires pour toutes les régions assiégées de Bosnie-Herzégovine »* devraient être prioritaires.

Le rapport de M. Mazowiecki mentionne, enfin, la découverte, près de Vukovar (région orientale de la Croatie conquise par les Serbes), du site d'un possible charnier et la collecte d'informations sur l'existence d'autres fosses communes à propos desquelles il estime urgent qu'une enquête internationale plus poussée soit menée (*le Monde* du 29 octobre).

Y. H.

□ **Les Serbes refusent que soient exhumés les corps du charnier de Vukovar.** – Les dirigeants serbes de Vukovar (dans l'est de la Croatie, occupé par les forces serbes) ont annoncé, mercredi 28 octobre, qu'ils refusaient *« pour l'instant »* que soient exhumés les corps du charnier récemment découvert près de Vukovar, selon un communiqué diffusé par l'agence Tanjug de Belgrade. Ces dirigeants ont indiqué avoir été contactés à cet effet par la FORPRONU, après la découverte de restes humains sur un site gardé par les « casques bleus » (*le Monde* du 29 octobre). Selon le communiqué serbe, l'exhumation annoncée est entreprise *« avec des motifs douteux, et la tendance à sataniser les Serbes et les intérêts serbes auprès d'une opinion publique internationale déjà suffisamment partiale »*. – (AFP.)

nanière de Boter

Un bataillon français en Bosnie

Suite de la première page

Ces réfugiés sont à la merci des mortiers ou des canons serbes, terriblement actifs depuis les hauteurs.

« On n'est pas des tueurs de femmes ou d'enfants, dit le colonel Bresse. *Mais, si nous sommes pris à partie par des irréguliers, je ne risquerai pas la vie d'un seul de mes hommes. Ils auront une riposte appropriée. On détruira tout agresseur. »* Dans le convoi dont il a pris la tête, depuis Rijeka, sur la côte croate, où il a débarqué, et en route vers Velika-Kladusa, qui sera sa base logistique en Bosnie, on distingue, bien en évidence de son dispositif, dix-huit chars légers Sagaie, avec leur canon de 90, mais aussi des blindés VAB, avec leur canon de 20, et, sans doute mieux cachés, des postes de missiles antichars Milan et des mortiers de 81.

Ce bataillon d'escorte, aux frais du contribuable français et non pas à la charge de l'ONU, ne reçoit ses ordres que du seul général Philippe Morillon, qui commande, depuis son PC proche de Sarajevo, une force – dite FORPRONU-2 – de 4 500 hommes venus protéger les convois humanitaires du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) et de la Croix-Rouge en Bosnie-Herzégovine, telle qu'elle est définie dans ses frontières internationales.

Cette force est indépendante des « casques bleus » et des observateurs des Nations unies ou de la Communauté européenne répartis dans l'ex-Yougoslavie. Elle rassemble aussi 1 300 Anglais (à Vitez), autant de Canadiens (à Banja Luka) et 500 Espagnols (à Mostar).

Soldats de métier ou volontaires, à vingt-trois ans d'âge moyen, ils sont venus de Brive, Clermont-Ferrand, Sathonay, Périgueux, Poitiers, Angoulême, Limoges, Castelsarrasin, Spire, Besançon, Dijon ou Wittlich découvrir la complexité yougoslave. Maisons éventrées ou mitraillées dans le no man's land après Karlovac et la Krajina (République serbe autoproclamée du Nord; barrages de soldats et de policiers croates, bosniaques ou serbes; frises anti chars; chapelets de mines étalés sur la route; contrôles débonnaires de « casques bleus » polonais ou kenyans, les 1 350 hommes du colonel Bresse ont eu droit à tout, y compris, sur le bord de la route, avant d'entrer en Bosnie, à un mannequin ridiculisant l'ONU et portant, sur son casque bleu, l'inscription *« La paix, c'est une affaire de pigeon »*. Ils ont mis toute une journée pour rallier leur base de Velika-Kladusa, en Bosnie, où – drapeaux français brandis fièrement par des enfants, *« Bonjour ! »* fusant de la foule agglutinée sur les trottoirs, – ils ont reçu un accueil comme du temps de la Libération. Là, dans d'anciennes usines de poulets et de médicaments, spécialement remises en état par la population pour l'arrivée des Français, les hommes du colonel Bresse devront s'organiser pour tenir durant tout l'hiver. 500 d'entre eux y resteront pour préparer le soutien logistique de la force : le bataillon dispose de quatre-vingt-dix jours d'autonomie pour tous ses approvisionnements, et la suite viendra directement de France. 500 autres hommes devraient s'installer, plus loin, au nord de Cazin, d'où rayonneront le PC principal et la base opérationnelle n° 1. Les 350 derniers, qui forment la base opérationnelle numéro 2 avec les blindés, doivent dresser leur cantonnement à Vrtoce, au nord de Bosanski-Petrovac, en République autoproclamée serbe de Bosnie. Le bataillon français a cette particularité, en effet, d'avoir un pied dans chaque camp, au risque, s'il déplaisait à l'un ou à l'autre, d'être pris entre leurs feux croisés.



« Trade corridor »

« Les réguliers des deux bords, explique le colonel Bresse, *ne sont pas nos adversaires, mais je crains les « mafieux » qui s'agitent tout autour. Mon ennemi principal est sans doute la Sljivovica* [l'alcool local]. *Nous sommes dans un pays où les symboles sont importants, le pays des Rambo où on ne respecte que les armes et l'uniforme, où toute escorte qui ouvre un corridor humanitaire, est en ambiance d'insécurité. »*

M. Jacques Franquin, le responsable du bureau du HCR en Bosnie, ne parle pas différemment, qui renchérit à sa manière : *« Il faut avoir des pommes dans son panier, et le contingent français nous fournit ces pommes. »* Sans l'armée française, dit-il, *« la poche de Bihac est condamnée à mourir de faim »*. Car la mission des 1 350 hommes du colonel Bresse n'est pas de simple dissuasion. *« Humanitarism corridor*, observe l'officier français, *cela veut dire aussi, pour nos interlocuteurs*, trade corridor ». Allusion au fait que ses soldats sont en Bosnie pour escorter les convois du HCR autant que pour protéger les stockages et les centres de distribution alimentaire de ce même organisme international, comme ils sont encore là pour faire en sorte que la population puisse passer l'hiver sans trop souffrir.

« On n'est pas destiné à être le défouloir à énervement de tous les camps en présence, explique le colonel Bresse, *mais nous sommes en Bosnie pour nourrir les réfugiés et aider la population locale à remettre en état les circuits économiques avec l'assistance de la protection civile, de la santé françaises et du Quai d'Orsay. »*

Précisément, M. Franquin, qui a déjà servi le HCR en Afghanistan, en Somalie ou au Kurdistan, explique volontiers ses deux objectifs : fournir aux locaux et aux réfugiés *« le panier du programme alimentaire »*, soit quelque 15 kilogrammes par personne et par mois de farine, sucre, sel, viande et fromage en boîte, poisson; et rendre leurs activités aux cliniques ou aux hôpitaux, en fournissant médicaments, couvertures et équipements. Il faudra livrer du fioul – quelque 500 tonnes par mois – aux hôpitaux, aux écoles et aux transports intérieurs dans la poche de Bihac. Aujourd'hui, on recense cinq camions de ravitaillement par semaine, quand, de part et d'autre, on consent à les laisser passer. Le but avoué est d'en compter cinquante par semaine. Répartis sur leurs trois bases d'implantation en Bosnie, les hommes du colonel Bresse n'y seront pas à demeure pendant six mois. *« Ils « tourneront » entre les postes*, dit leur chef, *pour voir qu'il y a des gens qui souffrent des deux côtés. »*

JACQUES ISNARD

□ ***TURQUIE* : sommet des Etats turcophones ex-soviétiques.** – Les présidents des cinq Républiques turcophones de l'ex-URSS devaient se réunir les 30 et 31 octobre à Ankara avec le président turc Turgut Ozal, après avoir participé, jeudi, aux cérémonies du 69e anniversaire de la République de Turquie. Le Tadjikistan (persanophone), invité, ne pourra être représenté en raison des troubles dans ce pays, précise-t-on à Ankara, en soulignant l'importance attachée à la venue du président azerbaïdjanais Eltchibey, qui effectue parallèlement, à la tête d'une délégation de 70 personnes, une visite officielle en Turquie. – *(AFP.)*

□ **ITALIE : premières arrestations pour corruption au sein de la municipalité de Rome.** – *La municipalité* de Rome est, pour la première fois, impliquée dans les enquêtes sur la corruption en Italie, avec l'arrestation d'un ancien député socialiste, *M. Nevol Querci, et du chef du* groupe social-démocrate (PSDI) au Capitole, M. Roberto Cenci, a-t-on appris, jeudi 29 octobre, de source judiciaire. Ils auraient empoché des centaines de millions de lires de pots-de-vin, lors de l'achat d'immeubles par des organismes officiels et des ministères. – *(AFP.)*

□ **Une femme élue à la tête de la démocratie chrétienne.** – Pour la première fois de son histoire, le conseil national de la démocratie chrétienne italienne a élu à la présidence du parti, mardi 27 octobre, par acclamation, une femme en la personne de Mme Rosa Russo Jervolino, actuellement ministre de l'éducation. Cette avocate âgée de cinquante-six ans, originaire de Naples et fille de ministre, est membre de la DC depuis trente-huit ans. Son élection intervient moins d'un mois après celle de M. Mino Martinazzoli au secrétariat du parti. – *(AFP, Reuter.)*

Préparé par la conférence internationale

Le projet de Constitution pour la Bosnie-Herzégovine est jugé « inacceptable » par les Serbes

Le projet de Constitution pour la Bosnie-Herzégovine préparé par la conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie (*le Monde* du 29 octobre) est *« inacceptable »* pour les Serbes bosniaques, a déclaré, mercredi 28 octobre, le chef adjoint de leur délégation à la conférence, M. Nikola Koljevic. La déclaration de M. Koljevic vient confirmer les prises de position du leader des Serbes de Bosnie, M. Radovan Karadzic, qui avait, dès mardi 27, implicitement rejeté le projet, à l'unisson des média, de Serbie, dont l'agence Tanjug qui reflète habituellement les vues officielles serbes.

Le projet constitutionnel, qui exclut tout découpage ethnique de la République, propose que la Bosnie-Herzégovine soit dotée d'un pouvoir central et soit composée de sept à dix provinces très autonomes et souveraines en matière d'économie, de police, d'éducation et d'impôt, notamment. Les représentants des trois communautés constitutives de la Bosnie (Musulmans : 44 % de la population, Serbes : 32 % et Croates : 18 %), en conflit sur l'avenir de l'Etat, ont soumis leurs premières réactions à l'un des responsables de la conférence, M. Marti Athissaari.

Seule, jusqu'à présent, la délégation serbe bosniaque a fait connaître publiquement son désaccord avec ce projet. *« Tous ses aspects non fondamentaux sont bons, mais tous les aspects fondamentaux sont très mauvais »*, a déclaré M. Koljevic en insistant sur la nécessité d'un partage de la Bosnie en trois Etats ethniques. M. Koljevic a estimé que les Croates rejetteraient également ce texte, car ils veulent aussi des *« unités constituantes ethniques »*. Les Serbes et les Croates devraient décider entre eux quels territoires ils acceptent de rendre aux Musulmans, une fois les hostilités terminées, a-t-il dit. – *(AFP.)*

هكذا من الاصل

EUROPE

ALLEMAGNE : la fin du congrès du Parti chrétien-démocrate

La CDU serre les rangs autour de M. Kohl

Le Parti chrétien démocrate allemand (CDU), réuni en congrès à Düsseldorf (*le Monde* du 28 octobre) jusqu'au mercredi 28 octobre, a serré les rangs autour du chancelier Helmut Kohl et de sa coalition gouvernementale. Le chancelier a fait approuver à une très large majorité son nouveau discours sur *« le parler vrai »* et à obtenu la liberté de manœuvre qu'il demandait pour augmenter les impôts à partir de 1995. Les débats, qui avaient été consacrés, mardi, à l'Europe, ont été dominés par les conséquences économiques de la réunification.

DÜSSELDORF

de notre envoyé spécial

Les rumeurs qui avaient couru sur une éventuelle grande coalition avec le Parti social-démocrate (SPD) sont bel et bien enterrées. Réélu avec 91 % des voix à la présidence de la CDU, M. Kohl a fait la preuve qu'il tenait toujours son parti bien en main. Les deux autres partis de la coalition, les chrétiens-sociaux de Bavière (CSU) et les libéraux (FDP), se sont, en outre, résignés à envisager de nouveaux impôts à partir de 1995, au moment où seront épuisés les fonds spéciaux mis en place pour régler le passif de l'ex-RDA.

Le président de la CSU, M. Theo Waigel, ministre fédéral des finances, qui s'était élevé contre une discussion prématurée sur un changement de politique fiscale, est venu, mercredi devant le congrès, apporter son appui au chancelier. Il avait, il est vrai, obtenu en échange que M. Kohl revienne publiquement sur le doute qu'il avait laissé planer dans son discours d'ouverture autour de la possibilité d'un relèvement des impôts avant 1995.

Derrière cet accord, qui met définitivement un terme à deux ans de discours euphorisants sur la possibilité d'une unification au moindre coût, continuent pourtant de se profiler beaucoup d'incertitudes sur les moyens de gérer la réunification. Le ralentissement de la croissance à l'Ouest va rendre plus douloureux encore les sacrifices demandés aux Allemands de l'Ouest. La course de vitesse entre l'effondrement de ce qui reste d'industrie à l'Est et la reconstitution d'un nouveau tissu économique est loin d'être gagnée d'avance.

Le chômage à l'Est continue de s'accroître et les investissements sont bien trop insuffisants pour y remédier dans un avenir prévisible. Partisans et adversaires d'une intervention, plus ou moins grande, de l'Etat se sont affrontés mercredi matin, d'une façon très théorique. Tous réclament des économies drastiques dans les budgets du gouvernement fédéral, des Länder et des communes, mais personne ne sait comment y parvenir. Les négociations à venir avec les gouvernements des Länder, dominés par le SPD, et les syndicats seront difficiles

Les délégués de l'est de l'Allemagne, venus à Düsseldorf chercher un réconfort pour affronter chez eux un mouvement de désaffection à l'encontre de la CDU, ne sont pas repartis les mains vides. Ils n'ont *pas obtenu*, *comme ils le souhaitaient*, un emprunt obligatoire pour financer davantage d'investissements, mais ils peuvent au moins se prévaloir du fait que leur parti a pris conscience de la nécessité d'un *nouvel effort national*. *L'élection de* deux personnalités de l'Est parmi les quatre vice-présidents, le ministre de l'intérieur de Saxe, M. Heinz Eggert, au franc-parler, et le ministre de la jeunesse, Mme Angela Merkel, a eu valeur de réconfort.

Deux ans après la réunification, le congrès voulait marquer, comme l'a souligné le chancelier lui-même, que les problèmes de l'Allemagne unie exigeaient davantage que la simple poursuite de politiques classiques. Mais les débats ont aussi montré qu'il était tentant de limiter la leçon à la dimension économique de l'intégration. On a pudiquement jeté un voile sur beaucoup d'autres questions, telles que la montée de l'extrémisme de droite et l'afflux des demandeurs d'asile, posées par la réunification.

HENRI DE BRESSON

□ **Libération des trois manifestants français de Rostock.** – *Les trois militants* juifs français, arrêtés le 19 octobre à Rostock, dans l'ex-RDA, après les incidents survenus à l'issue d'une manifestation organisée par les avocats Serge et Beate Klarsfeld, (*le Monde* des 21 et 23 octobre), ont été remis en liberté, mercredi 28 octobre, a annoncé la justice locale. Le parquet de Rostock a demandé à la justice française de reprendre à son compte les poursuites engagées contre les trois hommes. – *(AFP, Reuter.)*

□ **Un garde-frontière de l'ex-RDA condamné avec sursis.** – M. *Klaus* Kletzschmar, un ancien garde frontalier est-allemand âgé de quarante-deux ans, a été condamné mercredi 28 octobre à deux ans de prison avec sursis, pour avoir tué, en 1970, un Berlinois de l'Ouest, qui avait tenté de passer illégalement à l'est sous l'emprise de l'alcool. Le tribunal de Berlin a reconnu des circonstances atténuantes à l'accusé, qui a plaidé coupable et a exprimé ses regrets. – *(AFP, Reuter.)*

Le Parlement de Strasbourg a approuvé le traité sur l'Espace économique européen

STRASBOURG (Communautés européennes)

de notre correspondant

Les Parlements nationaux des Etats membres de la Communauté peuvent désormais entamer les procédures de ratification du traité sur l'Espace économique européen (EEE), signé le 2 mai dernier à Porto avec les sept pays (1) de l'Association européenne de libre-échange *(AELE)*. *L'Assemblée des* Douze a en effet donné, mercredi 28 octobre, son *« avis conforme »*, qui, selon les procédures prévues par l'Acte unique, requiert une majorité de 260 voix pour que les *accords internationaux* conclus par la Communauté puissent être appliqués. Le traité, s'il est partout ratifié en temps voulu, devrait entrer en vigueur le 1er janvier 1993.

L'objectif de l'EEE a quelque peu *changé depuis le lancement* des négociations en janvier 1989. A l'époque, il s'agissait essentiellement d'élargir le marché unique des Douze aux Etats membres de l'AELE. Aujourd'hui, l'accord est *considéré le plus souvent* comme une étape sur la voie de l'intégration, et le traité est bien plus contraignant qu'on ne pouvait l'imaginer au départ.

Il est ainsi créé un espace uniforme *de coopération commerciale* qui fait que les chefs d'entreprise, les travailleurs et les consommateurs bénéficient d'une égalité de traitement, écartant toute discrimination fondée sur la nationalité. Les *pays de l'AELE sont tenus* de respecter les règles communautaires en matière de concurrence, d'aides d'Etat, de contrôle des concentrations et d'ouverture des marchés publics. L'EEE ne prévoit cependant pas de politique commerciale commune à l'égard des pays tiers. Les *secteurs de la pêche et de l'agriculture sont également* exclus du champ d'application du traité. Il n'ouvre pas non plus la possibilité d'abolir les contrôles aux frontières entre la Communauté et l'AELE.

MARCEL SCOTTO

(1) Autriche, Finlande, Islande, Norvège, Suède, Suisse, Liechtenstein.

□ ***Polémique au Liechtenstein.*** – Une crise politique a été évitée dans la principauté du Liechtenstein, où le prince régnant, Hans-Adam II, menaçait de dissoudre le Parlement et de renvoyer le gouvernement, en raison d'un différend sur *la date du référendum* d'adhésion à l'Espace économique européen (EEE). Contrairement au Parlement et au gouvernement, le prince voulait que ce référendum soit organisé avant celui qui doit avoir lieu en Suisse, afin que les électeurs n'en soient pas influencés. Mercredi 28 octobre, pour la première fois dans l'histoire de la principauté, le prince a été hué par un millier de ses sujets, devant le Parlement. Le référendum sera finalement organisé les 11 et 13 décembre, une semaine après celui des Suisses, mais une déclaration officielle mentionnera explicitement que l'appartenance à l'EEE revêt une signification propre, indépendemment de la position de la Suisse. – *(AFP, AP, Reuter.)*

GRANDE-BRETAGNE : les travaillistes refusant de voter la motion sur Maastricht

La marge de manœuvre de M. Major s'amenuise

Les travaillistes ont annoncé, mercredi 28 octobre, qu'ils voteraient contre la motion gouvernementale – quel que soit le texte de celle-ci – concernant la ratification du traité de Maastricht, qui doit être soumise à la chambre des Communes le *4 novembre*. Dès lors, le sort du gouvernement de M. John Major dépend de l'ampleur de la rébellion des « eurosceptiques » au sein de son propre parti.

LONDRES

de notre correspondant

Les grandes manœuvres politiques avant le débat d'orientation sur le traité de Maastricht aux Communes sont dorénavant entrées dans une phase cruciale. M. Major, avec l'aide de ses principaux ministres et des *« whips »* (le chef du groupe parlementaire et ses adjoints) va tenter de convaincre les *« backbenchers »* (les parlementaires) conservateurs de faire le « bon choix », c'est-à-dire de soutenir, par leur vote, le gouvernement. Les *« whips »* sont plutôt chargés de rappeler aux uns et aux autres ce qu'ils doivent à M. Major – l'artisan de la victoire aux élections d'avril dernier – tout en laissant planer la menace de sanctions, alors que le premier ministre se réserve l'offensive de charme, pour *amadouer les « récalcitrants »*, *du* moins ceux qui hésitent encore entre leurs convictions « eurosceptiques » et leur souci de ne pas provoquer la chute du gouvernement.

De leur côté, les vingt parlementaires démocrates-libéraux de M. Paddy Ashdown ont annoncé qu'ils voteraient le texte gouvernemental, à condition que celui-ci fasse expressement référence au traité de Maastricht. Cela signifie que M. Major *dispose* d'une majorité théorique d'une quarantaine de voix, une marge de manœuvre indécise, puisque les « eurosceptiques » conservateurs – vivement encouragés par Mme Margaret Thatcher – seraient une cinquantaine.

Tout dépend donc du texte de la motion. S'il s'agit d'un argumentaire en faveur de l' « Europe de Maastricht », M. Major conserve le soutien des démocrates-libéraux mais court le risque de s'aliéner celui des « eurosceptiques ». S'il la vide de sa *substance pour en faire une simple* motion « technique », il transforme le texte en motion de confiance pour lui-même et son gouvernement : il perd alors l'appui du parti de M. Ashdown et rallie à sa cause les *« eurosceptiques »*.

Coup de pouce danois

Dès maintenant, la menace – prêtée à M. Major – de dissoudre le Parlement en cas de vote négatif s'est estompée, bien qu'elle n'ait pas été démentie. Cette bévue avait provoqué la colère des « barons » tories. M. Major espère, d'autre part, tirer profit de l'annonce des propositions du gouvernement de Copenhague destinées à permettre une relance du processus de ratification au Danemark (*le Monde* du 29 octobre).

L'un des arguments du Labour et des « eurosceptiques » pour s'opposer à la reprise de ce même processus à la chambre des Communes était, en effet, l'absence d'initiatives de Copenhague. M. Major avait assuré que le Parlement ne reprendrait pas l'examen du texte *« avant que nous sachions clairement ce que sont les intentions danoises »*. Mais ce « coup de pouce » indirect du gouvernement de M. Poul Schlüter perd beaucoup de son effet avec la fuite quasisimultanée, dans la presse britannique, d'une note interne du Foreign Office, selon laquelle les exigences danoises en matière de clauses d'exemption, en particulier pour la monnaie unique et la politique de défense, *« ont peu de chances d'être acceptables »* pour les autres Etats-membres de la Communauté.

LAURENT ZECCHINI

TURKMENISTAN

Le culte de la personnalité se porte comme un charme...

MOSCOU

de notre correspondant

Des jeunes gens qui défilent *sous la tribune présidentielle* en T-shirts ornés du portrait du président : le Turkménistan a célébré, mardi 27 octobre, l'anniversaire de son indépendance dans les meilleures traditions. Le culte *de la personnalité s'y porte* comme un charme, la presse tresse sans relâche des couronnes au président Saparmurat Niazov, l'ancien premier secrétaire du PC local, réélu chef de l'Etat en juin dernier avec 99,5 % des voix. Depuis, M. Niazov a créé un nouveau titre de « Héros du Turkménistan », dont il est devenu le premier titulaire, et un nouveau prix littéraire, qui lui a immédiatement été attribué. Le chef de son propre service de presse publie un livre à sa gloire, sous un titre sans équivoque : *Le Guide*. L'avenue Lénine a été rebaptisée avenue Saparmurat Turkmenbachi – c'est-à-dire avenue « du Chef-des-Turkmènes-Saparmurat » (Niazov).

Tout cela a commencé à faire *un peu jaser, mais pour couper* court à d'éventuelles critiques, M. Niazov a lui-même donné récemment une justification théorique à tous ces honneurs. *« Quel que soit le dirigeant,* a-t-il expliqué *dans une récente* intervention devant le personnel du ministère de l'intérieur, *il convient de le respecter »* et de *« reconnaître ses mérites »* ; c'est *« pour le bien de l'Etat »* et c'est une manière de manifester *« l'unité du pays »*, son *« harmonie »*, et par là, *« d'attirer les compagnies occidentales et les hommes d'affaires »* (le Turkménistan est par ailleurs un très important producteur de gaz naturel).

En revanche, a-t-il déclaré – cette fois lors d'une conférence de presse donnée le jour de l'anniversaire de l'indépendance – *« il faudrait être idiot pour laisser se constituer une opposition pour la simple raison que cela correspondrait à l'idée que certains se font de la démocratie »*. Dans la même veine, deux représentants d'Amnesty International ont été invités à quitter le pays, ce qui a conduit l'ambassadeur des Etats-Unis à Achkhabad à *bouder les cérémonies* de la fête de l'indépendance.

L'ambassadeur s'est ainsi privé du spectacle d'un défilé militaire original, puisque les « forces armées turkmènes » sont en fait placées sous la juridiction conjointe des autorités d'Achkhabad et de celles de Moscou, une situation unique dans les pays de l'ex-URSS.

JAN KRAUZE

□ **TADJIKISTAN : assassinat d'un dirigeant du Kouliab.** – Le chef de l'exécutif de la région de Kouliab, un des fiefs de l'opposition qui avait tenté de reprendre le pouvoir dans la capitale Douchanbe le week-end dernier, a été assassiné, a-t-on appris mercredi 28 octobre. Les troupes russes restent déployées aux abords de Douchanbe, alors que les députés de l'opposition ont interrompu une réunion tenue à Khodjent. – *(AFP.)*

□ **POLOGNE : fin du retrait des unités russes de combat.** – La dernière unité de combat ex-soviéti*que stationnée en Pologne, une* unité de vedettes lance-torpilles basée à Swinoujscie dans le Nord-Ouest, a quitté le territoire polonais mercredi 28 octobre. Mais six mille soldats russes (transport et de liaison) restent en Pologne pour le transit des troupes retirées d'Allemagne, qui doit s'achever fin 1993.

L'Assemblée des Douze lève son opposition à l'aide au Maroc

Le Parlement européen a finalement accepté, mercredi 28 octobre, de débloquer l'aide financière – 463 millions d'écus ou 3,2 milliards de francs pour la période 1992/1996 – en faveur du Maroc au titre de la politique méditerranéenne de la CEE. En janvier dernier, l'Assemblée des *Douze avait refusé de donner son « avis conforme »* à l'engagement des crédits, en raison des manquements au respect des droits de l'homme dans ce pays. Le Parlement européen a également pris une décision en ce qui concerne la Syrie. Dans ce cas, il *s'agissait de se prononcer en fait sur* deux *« protocoles financiers »* : 146 millions d'écus (1 milliard de francs) pour les années 1987/1991 et 158 millions d'écus (1,1 milliard de francs) *pour la période* quinquennale en cours. A l'issue de deux votes contradictoires, le Parlement a donné son feu vert pour le premier mais pas pour le second. – *(Corresp.)*

Bruxelles va préciser les conditions d'intégration à la Communauté des pays d'Europe centrale

Les premiers ministres polonais, hongrois, tchèque et slovaque, qui *rencontraient, mercredi 28 octobre*, à Londres, MM. Jacques Delors et John Major, ont obtenu la promesse qu'une liste de critères concrets auxquels ils devront répondre pour intégrer la CEE leur serait rapidement fournie. Lors d'une *conférence* de presse conjointe, MM. Major et Delors sont convenus qu'il était *« impossible de fixer un calendrier précis »* pour l'entrée de ces pays dans la Communauté, celle-ci devant *régler les problèmes liés à la ratifica*tion du traité de Maastricht et à l'intégration de pays comme l'Autriche et la Suisse.

Mais M. Delors a assuré que la Commission présenterait lors du sommet européen d'Edimbourg des 11 et 12 décembre, à la demande de la présidence britannique, *« un rapport sur les critères d'adhésion des pays d'Europe de l'Est »*. M. Major a insisté sur le fait que les candidats *« doivent être économiquement prêts à s'exposer aux forces d'un marché entièrement libre »*. Des accords d'association économique, permettant l'abaissement de certaines barrières douanières, doivent entrer en vigueur début 1993 avec la Hongrie *et* la Pologne, la signature avec la Tchécoslovaquie ayant été retardée par la partition en cours du pays. – *(AFP.)*

M. Delors contrôlé pendant 40 minutes par des douaniers belges

Le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, a été contrôlé, mardi 27 octobre, pendant près de quarante minutes par des douaniers belges de l'aéroport de Charleroi (Belgique) alors *qu'il revenait* de Strasbourg. La société gérante de l'aéroport a exprimé son *« indignation »* mercredi, en qualifiant ce contrôle de *« tatillon et excessif »*.

Il existe *« sans doute peu d'endroits au monde où le président Delors, qui a un statut de chef d'Etat, voit son passeport passé au crible par un gendarme, même très consciencieux »*, déplore l'un des responsables.

Jacques Delors avait déjà été retardé à son départ de Bruxelles *le matin* même par une grève de la compagnie aérienne belge Sabena. Certains vols au retour vers la Belgique avaient été déroutés vers Charleroi pour éviter un nouveau retard. La Commission n'a pas commenté l'incident. – *(AFP.)*

BULGARIE : au terme d'une crise politique

M. Dimitrov a présenté la démission de son gouvernement

Le premier gouvernement non communiste de Bulgarie, dirigé par M. Filip Dimitrov, est tombé, mercredi soir 28 octobre, à la suite d'un vote de censure du Parlement.

La motions de censure a été votée par *120 députés, c'est-à-dire* ceux du Parti socialiste bulgare (ex-communistes) et ceux de la minorité turque (MDL), contre 111. Le parti de M. Dimitrov, l'Union des forces démocratiques (UFD), ne dispose pas de la majorité absolue au Parlement, et avait donc formé un gouvernement avec le soutien du MDL après les élections d'octobre 1991. Le président de la République, M. Jeliou Jelev, lui-même un des fondateurs de l'UFD, doit à présent demander à une personnalité proposée par l'UFD de former un nouveau gouvernement.

Ce vote est l'aboutissement d'une crise politique de plusieurs mois en Bulgarie, dans laquelle s'entremêlent les problèmes dus à la transition vers l'économie de marché, les effets des privatisations et des restitutions de terre sur la minorité turque (10 % de la population), et une affaire de livraisons d'armes à la République de Macédoine. Au fil des mois, le gouvernement a fini par entrer en conflit avec le MDL, les syndicats, l'Eglise orthodoxe, la presse et même le chef de l'Etat.

La chute du gouvernement bulgare intervient à un moment délicat dans la réforme économique bulgare, d'autant plus que des négociations sont en cours sur la *restructuration* de la *dette extérieure* de Bulgarie, qui s'élève à 10 milliards de dollars. – *(AFP, Reuter, UPI.)*

هكذا من الاصل

PROCHE-ORIENT

Le processus des négociations

Quarante-quatre délégations discutent à Paris du développement économique régional

C'est presque le « tout Proche-Orient » qui a assisté, jeudi 29 octobre, à Paris, à l'ouverture de la deuxième session des négociations multilatérales sur le *développement économique régional*. Lors de la première, qui avait eu lieu, les 11 et 12 mai, à Bruxelles, Israël avait choisi la politique de la chaise vide, refusant alors de côtoyer des Palestiniens de la diaspora.

Ayant réalisé un *« grand effort »*, selon les termes de M. Uri Savir, directeur général adjoint du ministère israélien des affaires étrangères, pour aboutir à un compromis, que le porte-parole du Quai d'Orsay a jugé *« convenable »* et auquel l'Egypte a activement travaillé, les représentants de l'Etat juif se retrouvent, aujourd'hui, autour du tapis vert, entourés de quarante-trois délégations, parmi lesquelles on ne compte pas moins de douze délégations arabes – mais la Syrie et, dans son sillage, le Liban, ont, une fois encore, déclaré forfait...

L'OLP a démenti que les Palestiniens aient, en quoi que ce soit, modifié la composition de leur délégation pour satisfaire aux conditions posées par Israël : pas de membres du Conseil national palestinien (« Parlement » de l'OLP) ni de résidents de Jérusalem-Est. Or il se trouve qu'au moins deux membres de la délégation palestinienne, dont M. Yousef Sayegh, son président, ne correspondent pas à ces exigences.

Finalement, les parties en cause ont déployé des trésors de diplomatie pour faire en sorte que ces personnes, sans être rayées des listes officielles, évitent de paraître sur le devant de la scène. Ce qui permettra, a commenté le porte-parole du Quai d'Orsay, d'*« éviter aux uns et aux autres de renoncer aux principes auxquels ils sont attachés »*. Une étude de la Banque *mondiale sur la situation économique* au Proche-Orient servira de fond à ces discussions multilatérales, auxquelles participe à part entière, pour la première fois, un représentant du secrétaire général de l'ONU. Le Japon, les Etats-Unis, la France et la Communauté européenne présenteront les conclusions de leurs travaux, respectivement sur le tourisme, la formation, les transports et les communications, la coopération entre universités, villes et entreprises.

A l'ordre du jour de cette session est aussi inscrite une réflexion sur les moyens de financer un vaste effort de développement, une fois la paix revenue. *« Tout le monde a compris*, a souligné M. Savir, *que négocier sur des sujets d'une telle importance sans Israël n'aurait aucun sens politique et économique. »*

J. de B.

Un nouveau « front du refus » palestinien

Suite de la première page

« Nous sentons que ce qui risque d'arriver est dangereux, que le peuple palestinien peut y perdre son identité, et c'est cette peur qui nous rassemble malgré nos différences idéologiques ou stratégiques », affirme M. Ibrahim Ghosché, porte-parole d'Hamas. *« Ce regroupement n'est pas une nouvelle alliance et ce n'est surtout pas une alternative à l'OLP »*, renchérit M. Daoud Talhami, membre du FDLP (1).

« Nous n'avons aucune structure commune et refusons d'en avoir, car l'OLP est la seule organisation du peuple palestinien, ajoute-t-il. *Nous incitons, au contraire, les autres factions à rejoindre l'OLP et son programme en faveur d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza, avec un règlement correct – droit au retour ou compensation – du problème des réfugiés. »* Sans le dire ouvertement, certains se rendent compte que c'est la seule alternative réaliste. *« Ce programme, les organisations contestataires de l'OLP estiment, aujourd'hui, que la direction palestinienne, c'est-à-dire M. Arafat, le met en danger par des concessions gratuites. »*

ON COMPTAIT SUR VOUS POUR LE GÂTEAU !

BON Anniversaire...

PANCHO

Parmi ces dix organisations, trois seulement – le FPLP, le FDLP et Hamas – ont une véritable représentativité, *mais leur poids ne peut* pas être totalement négligé, et certains dirigeants du Fath de M. Yasser Arafat dans les territoires occupés reconnaissent que, la lutte politique devenant de plus en plus âpre, la question se pose de savoir si l'OLP aurait les moyens de faire appliquer un éventuel accord. *« Pour que les choses marchent*, admet ainsi un proche du chef de l'OLP, *il faudrait que les gens ressentent un véritable changement qualitatif dans leur vie quotidienne et aussi que les Israéliens aident par des mesures de confiance comme un retrait de leur troupes, une libération massive de prisonniers, etc. »*

Dans l'opposition, quelques-uns n'hésitent pas à évoquer la possibilité d'une *« guerre civile »*, même si les dirigeants préfèrent dire qu'ils continueront la lutte sur le terrain politique. *« Les Palestiniens de l'intérieur se divisent en trois catégories*, affirme le secrétaire général d'Hamas : *une première, intellectuelle et militante, qui refuse l'autonomie, une deuxième avec des commerçants et hommes d'affaires qui sont pour, et enfin la majorité, instable, qui passe, selon les circonstances, d'une opinion à l'autre. C'est sur cette majorité-là que le Fath et nous-mêmes travaillons pour obtenir son adhésion, et j'espère que cela se fera quoi qu'il arrive sans combat. »*

Ce regroupement hétérogène de dix organisations, laïques ou islamiques, hostiles aux négociations de paix ou bien favorables – mais à d'autres conditions – trouve aussi un large écho dans les camps de réfugiés, où la population, qui ne voit rien venir, a de plus en plus le sentiment d'être abandonnée à son sort et laissée à l'écart d'un éventuel règlement. Ce sentiment est d'autant plus fort que, faute de moyens financiers, l'OLP, et surtout, le Fath ont moins de possibilités de venir en aide aux réfugiés. Cela est particulièrement vrai au Liban, où les Palestiniens se trouvent, aujourd'hui, dans une situation économique et sociale critique, sans espoir immédiat de la voir s'améliorer.

Travail de sape

Le nouveau « front du refus », dont la quasi-totalité des organisations membres ont leur siège à Damas, se défend d'être inféodé à la Syrie. Jusqu'à maintenant, celle-ci l'a, en effet, laissé faire plus qu'encouragé, même si le renouveau d'une opposition palestinienne, unie dans son seul rejet des actuelles négociations de paix, peut représenter pour Damas un utile moyen de pression.

Selon l'évolution du processus de paix, la Syrie peut tenter de jouer de cette opposition à la fois contre le chef de l'OLP et contre les Israéliens, ou même pour justifier certaines de ses prises de position. Le « front du refus » se garde, pour sa part, de toute critique ou de tout commentaire à l'égard des négociations israélo-syriennes.

La faiblesse de cette opposition tient au fait qu'elle ne propose pas véritablement de solution alternative, dans la mesure où l'isolement des Palestiniens dans les négociations ne leur laisse pas une grande marge de manœuvre. On voit mal qui accepterait, aujourd'hui, de revoir les conditions de participation de la délégation palestinienne à ces discusssions, comme le réclame, par exemple, le FDLP.

En revanche, il n'est pas douteux que son travail de sape des positions de la délégation palestinienne, accusée de trop céder sans rien obtenir en retour et de saborder l'unité des Palestiniens en acceptant de distinguer ceux « de l'intérieur » (des territoires occupés) et ceux de la diaspora, est suffisamment efficace pour inquiéter sérieusement certains dirigeants de l'OLP.

FRANÇOISE CHIPAUX

(1) Front démocratique pour la libération de la Palestine. Le mouvement de M. Habache est le Front populaire pour la libération de la Palestine. Dans les années 70, ces deux organisations avaient déjà formé un « front du refus » pour s'opposer aux concessions de la majorité plus modérée de l'OLP.

□ **ÉMIRATS ARABES UNIS : trois condamnations à mort pour trafic de drogue.** – Un tribunal de Charjah a condamné à la peine capitale, mardi 27 octobre, trois ressortissants pakistanais, accusés d'avoir tenté d'écouler plus de trois tonnes de haschisch à l'intérieur du pays, a *annoncé*, mercredi, la presse locale. C'est la première fois que la peine de mort est requise pour trafic de drogue dans les Emirats. Elle avait été introduite il y a deux mois, pour faire face à une recrudescence des importations de stupéfiants, principalement en provenance d'Iran et du Pakistan. – *(AFP.)*

□ **IRAN : trois morts dans des attentats à l'explosif à Téhéran.** – Un *« certain nombre de bombes à Téhéran »* ont provoqué la mort de trois personnes, a révélé, mardi 27 octobre, le ministre des renseignements, M. Ali Fallahian, qui a, une fois encore, accusé l'Irak d'en être responsable. Il a précisé que *« sept agents irakiens »* avaient été arrêtés et qu'ils seraient montrés à la télévision *« dans un proche avenir »*. – *(AFP.)*

□ **LIBAN : retour au calme dans le sud du pays.** – Après trois jours d'affrontements dans le sud du pays, Israéliens et militants du Hezbollah ont apparemment respecté, mercredi 28 octobre, les appels à la retenue venant de Washington, de Paris et de Londres, où l'on était inquiet de l'impact de cette flambée de violences – qui a causé la mort de douze personnes dans les deux camps – sur les négociations de paix. De son côté, le premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin, a rejeté toute la responsabilité de ces combats sur l'Iran, estimant que *« la Syrie ne peut s'opposer totalement »* à l'influence de Téhéran sur le Hezbollah. – *(AFP.)*

A TRAVERS LE MONDE

CAMEROUN

L'état d'urgence a provoqué un mouvement de panique

La radio camerounaise a annoncé, mercredi 28 octobre, que les habitants de Bamenda, dans le nord-ouest du pays, fuient la ville, où l'armée et la police usent des pouvoirs qui leur sont conférés par *l'état d'urgence pour réprimer les* manifestations (*le Monde* du 29 octobre). La panique s'est emparée de la population, après l'arrestation de deux juristes et d'un homme d'affaires, selon des témoins. Le gouvernement français a *« regretté »* la proclamation de l'état d'urgence dans cette région. *« La France regrette cette situation, qui retarde la poursuite du processus démocratique, et réitère son appel à tous les responsables camerounais pour qu'ils respectent les règles démocratiques et s'engagent dans le dialogue »*, a déclaré le porte-parole du Quai d'Orsay.

Dans un communiqué publié mercredi, le principal dirigeant d'opposition, M. John Fru Ndi, a annoncé avoir introduit une action auprès de la Cour suprême, lui demandant d'annuler les résultats de l'élection du 11 octobre, et a appelé ses partisans à participer *« à une semaine de manifestations massives, soutenues par des opérations de grève générale, de désobéissance civile, de « villes mortes » et de « pays mort »*. A Paris, quelque vingt-cinq partisans de M. Fru Ndi ont pénétré dans l'ambassade du Cameroun, qu'ils ont occupée sans violence pendant une heure et demie, criant des slogans pour réclamer le départ du président Biya. – *(AFP, Reuter.)*

CENTRAFRIQUE

Les élections ont été annulées

La Cour suprême a annoncé, jeudi 29 octobre, qu'elle avait annulé les élections présidentielle et législatives de dimanche sur l'ensemble du territoire et dans les chancelleries à l'étranger. La veille, le président André Kolingba, candidat à la première élection présidentielle organisée dans le pays depuis onze ans, avait déposé une requête en annulation.

Dimanche, toutes les opérations électorales avaient été suspendues à Bangui et à Paris. Trois des cinq candidats à l'élection présidentielle avaient demandé l'annulation totale des élections. Aucun résultat n'a été rendu public mais, selon des informations non officielles, le score du président sortant était médiocre dans certaines régions. – *(AFP, Reuter.)*

COLOMBIE

Le chef des hommes de main de Pablo Escobar a été tué par la police

La police a abattu le chef de l'organisation militaire du cartel de Medellin, Brance Munoz Mosquera, qui était considéré comme le bras droit de Pablo Escobar, le trafiquant de drogue toujours en fuite. Surnommé *Tyson* à cause de sa ressemblance avec le boxeur américain, Brance Munoz Mosquera a, *d'après la police, été tué dans la* nuit du mardi 27 au mercredi 28 octobre dans le quartier de Fatima à Medellin, alors qu'il s'opposait par les armes à son arrestation.

Il avait trente-trois ans et était recherché pour de nombreux assassinats ainsi que pour des actions terroristes. Les autorités pensent qu'il avait organisé en 1989 l'explosion en vol d'un Boeing de la compagnie Avianca et aussi l'attentat contre le siège de la police politique à Bogota, deux actions qui avaient fait des dizaines de morts. Il était en fuite *depuis son évasion spectaculaire* de la prison Bella Vista de Medellin en 1988. – *(Reuter.)*

SÉNÉGAL

Habitants et touristes ont fui le Cap-Skirring

La totalité des touristes étrangers et la grande majorité des habitants ont fui le Cap-Skirring, le plus grand centre touristique du Sénégal, au lendemain du massacre qui a fait, selon un dernier bilan, trente-deux morts, sept blessés et trois disparus, tués par des indépendantistes casamançais (*le Monde* du 29 octobre).

Les hôtels et les magasins ont fermé. Les premiers à partir ont été les huit cents habitants du village de pêcheurs où a eu lieu la tuerie, entre les deux principaux bâtiments du Cap-Skirring, le Club Méditerranée et l'hôtel Savana. La moitié du village a été rasée par les assaillants. Les hôteliers insistent sur le fait qu'aucun touriste étranger n'a été menacé. Les Français qui habitent Cap-Skirring depuis plusieurs années affirment cependant que, pour la première fois, les indépendantistes n'ont pas hésité à frapper les Européens qui s'opposaient à leurs tentatives de s'emparer de leurs biens. *« La France condamne ces événements et leurs auteurs et réitère son appui aux efforts de dialogue que le président Diouf a constamment poursuivis »*, a déclaré le porte-parole du ministère des affaires étrangères. – *(AFP.)*

هكذا من الاصل

ENQUÊTE

Désarrois américains

IX. – *Histoire : du melting-pot au « saladier »*

Les articles précédents portaient sur les symptômes du déclin américain, la crise économique, les classes moyennes et l'éducation, la misère des centres-villes, la criminalité, la poussée du fondamentalisme religieux, la recherche et la santé (*le Monde* des 20, 21, 22, 23, 24, 27, 28 et 29 octobre).

WASHINGTON

de notre envoyée spéciale

Les visiteurs du Musée national d'histoire naturelle de Washington ont eu la surprise, à l'automne 1991, de constater que l'exposition d'anthropologie du deuxième étage était fermée au public. Le motif, tenu secret, semblait inavouable : l'Australopithèque était en train de changer de tête. Désormais, et conformément à l'opinion prévalant chez les scientifiques, on lui donnerait les traits d'un homme noir.

Ce changement, affirma *Newsweek*, n'était nullement motivé par une découverte récente, mais la conséquence d'une plainte formulée par un groupe d'études africaines du district de Columbia contre une énième « manipulation » de l'Histoire. C'est qu'il ne fait pas bon, ces temps-ci, plaisanter avec ces choses-là. *« Les peuples d'origine africaine veulent simplement rétablir les faits et leur place dans l'histoire de l'humanité*, explique un universitaire new-yorkais. *Car l'entreprise d'intoxication menée par l'intelligentsia blanche a été telle qu'elle a presque gommé l'existence des Noirs. »*

On ne compte plus les interventions ou plaintes des minorités ethniques pour corriger leur image, dénoncer les stéréotypes, contester une exclusion, revendiquer leur différence, proclamer leur légitimité et exiger la comptabilité de leurs apports. En cette année anniversaire de sa « découverte » – terme jugé offensant pour les Indiens et donc prohibé dans les écoles américaines, – jamais peut-être l'Amérique n'avait dû faire montre d'une telle vigilance dans la gestion de ses composantes, d'une telle prudence dans l'esquisse de son portrait.

Comment ne pas voir en effet que l'image officielle s'est par trop décalée par rapport à la réalité ? Que l'Amérique peinte si longtemps dans les livres d'école, héritière directe des fondateurs venus d'Europe et gardienne de l'orthodoxie, ne donnait qu'une vision parcellaire de la nation ? Que le mythe du melting-pot – formule empruntée au titre d'une pièce écrite en 1908 par Israel Zangwill, – qui symbolisait l'étrange opération transformant en Américain tout immigrant *débarquant à Ellis Island*, avait fait faillite ? Et que l'esclavage, le refus d'accorder la nationalité américaine aux Indiens (désormais appelés *native Americans* pour marquer leur antériorité sur le continent), la politique d'exclusion des Asiatiques, y compris l'internement des Japonais-Américains pendant la seconde guerre mondiale (à la différence des immigrants italiens ou allemands), avaient montré les limites de la formule, si ce n'est son hypocrisie ?

Mosaïque de races et d'ethnies

L'Amérique d'aujourd'hui a balayé ses références au melting-pot pour endosser la théorie du pluralisme culturel et adopter une autre image culinaire : celle du *salad bowl* (le « saladier »). *« Comme une salade, les Etats-Unis sont faits de différents ingrédients de peuples et de cultures,* explique un nouveau livre d'histoire pour les classes de troisième. *Bien qu'ils soient mélangés, ces ingrédients restent distincts. Et, comme chaque composante, dans un saladier comporte une saveur particulière, chaque contribution culturelle ajoute à la variété et à la diversité de la vie américaine. »*.

C'est clair : mosaïque de races *et d'ethnies qui ont fait son histoire*, l'Amérique revendique sa pluralité et brandit son « multiculturalisme » avec une vigueur d'ailleurs trop tapageuse pour n'être pas un brin suspecte. Comment croire que les différentes cultures cohabitent sur un pied d'égalité ?

Mais qu'importe ! Le « multiculturalisme » est bel et bien une obsession. Il s'impose aux politiques, aux journalistes, aux historiens, aux cinéastes ou aux conservateurs de musée, tous appelés à surveiller leur langage, proscrire les clichés réputés offensants pour certaines catégories de la population et faire preuve d'ouverture sur les cultures minoritaires. Il s'impose plus encore aux enseignants, parmi lesquels il provoque un débat volcanique. Cela commence avec la conception des livres d'école et s'achève avec des thèses sur la couleur de la peau de Cléopâtre.

Le mouvement est parti de Californie, il y a cinq ans, lorsque le conseil d'éducation de l'Etat adopta un nouveau canevas d'enseignement de l'histoire et de la sociologie pour les classes primaires et secondaires. Le programme *était ambitieux puisqu'il* étendait ces matières aux plus jeunes classes, présentait l'étude des religions comme facteur-clé de l'histoire du monde et y intégrait économie, géographie, science politique et anthropologie.

Une révolution dans un pays où l'étude de l'histoire est généralement réduite à la portion congrue (une année pour l'Amérique, une autre pour le reste du monde). Surtout, il exigeait l'adoption d'une perspective « multiculturaliste », posant comme principe que *« l'identité, l'héritage, le credo nationaux sont pluralistes »* et affirmant que *« l'histoire, qu'il s'agisse de celle de la communauté, de l'Etat, de la nation ou du monde, doit refléter les expériences des hommes et des femmes, et de différents groupes raciaux, ethniques ou religieux. Cela, à chaque niveau et dans chaque classe... »* La collection retenue (Houghton Mifflin) après un appel d'offres aux éditeurs mit en émoi le monde de l'enseignement tant était brutale la rupture avec les éditions précédentes : on en avait fini de l'Europe centre du monde et berceau des civilisations.

De l'influence du modèle iroquois

« Il était temps que l'on corrige ce décalage inouï entre les livres d'histoire et la démographie de ce pays », se réjouit Thomas Sammon à la direction des écoles publiques de San-Francisco. *« Sur les 63 000 élèves de nos écoles, on recense 55 langues maternelles ! Nos élèves s'appellent Carmen, Binah, Su-Chin. Leurs parents viennent du Mexique, d'Inde, du Laos ou des Philippines et ils n'ont rien en commun avec la culture anglo-saxonne qui imprégnait les vieux livres. Il faut qu'on exalte leurs racines si on veut les rendre acteurs de la société qui se construit ! »*

Conçus en Californie, puis largement commentés dans l'ensemble du pays, les livres ont convaincu puisqu'ils ont fait leur entrée dans des centaines d'écoles. Toutefois, les jugeant encore trop timorés, quelques enseignants radicaux – comme ceux des écoles publiques d'Oakland – ont préféré se passer de livres plutôt que de cautionner la nouvelle collection. *« Encore trop européenne ! »*, ont accusé des professeurs en dénonçant la part trop faible accordée aux « Asiatiques-Américains », la simplification *« caricaturale »* de la culture indienne, la lecture *« trop blanche »* de l'histoire du monde. *« Ceux que l'ouvrage qualifie de minorités constituent 91 % de la population de nos écoles !* dit l'un d'eux. *57 % sont noirs, 52 % viennent de familles abonnées à l'aide sociale ! Ils ont besoin de savoir que leur histoire ne se limite ni à l'esclavage ni aux dealers. Il faut les rendre fiers de leur peuple... et réécrire l'histoire ! »*

Ce discours presque fanatique effraie de nombreux enseignants – et des parents d'élèves – convaincus que la série d'ouvrages en cause constitue peut-être l'ultime espoir, dans une Amérique-mosaïque, de pouvoir enseigner l'histoire dans un livre commun. Car, à New-York, le débat n'est guère plus serein. La commission qui, sous la pression de différentes communautés ethniques, a été chargée de concevoir elle aussi un nouveau programme d'histoire, a *provoqué dans la corporation des* professeurs un véritable ouragan. Son rapport, loin d'être un brûlot, se borne à des recommandations générales sur les bienfaits de *« l'interdépendance culturelle »*.

Entre autres suggestions, il propose de ne plus parler d'esclaves mais de personnes *« en esclavage »*, de ne plus concevoir la géographie d'un point de vue européen en remplaçant par exemple *« Extrême-Orient »* par *« Asie orientale »* et d'éviter de parler de *« minorités »*, puisqu'elles font partie des *« majorités du monde »*.

La réforme n'est pas en application, mais les indices prouvant la bonne volonté des écoles en matière de multiculturalisme se sont multipliés. N'enseigne-t-on pas déjà – sous la pression, il est vrai, des leaders indiens – l'influence du modèle politique iroquois sur la Constitution américaine ?

« C'est une révolution qui ne dit pas son nom, estime, à Washington, Albert Shanker, président de l'Association américaine des professeurs, qui compte 775 000 adhérents. *La plupart d'entre nous reconnaîtront qu'elle était justifiée. L'histoire enseignée s'est trop longtemps confondue avec celle de l'Europe ; et la saga des Etats-Unis, destinée à exalter les sentiments patriotiques, ne laissait place à aucun doute sur la justesse de son action. Mais méfions-nous des dérives politiques ou racistes du mouvement... »* Certaines théories afrocentristes n'en sont pas très loin.

Pour rabattre le caquet des descendants d'Européens convaincus d'incarner la civilisation et pour redonner confiance aux descendants des esclaves noirs, certains intellectuels, comme Molefi Asante, auteur du livre *Afrocentricity*, recommandent de replacer l'Afrique et ses grands personnages au centre de l'histoire du monde.

Cette lecture de l'histoire fait chaque jour de nouveaux émules dans la communauté noire et a été adoptée avec enthousiasme par de nombreuses écoles, qui proposent un cursus « africain ». Les professeurs y portent des vêtements inspirés de costumes traditionnels, les chants enseignés rejettent évidemment les comptines enfantines de la vieille Europe, et l'histoire attribue aux Africains – *via* l'Egypte, qui fait l'objet d'une véritable OPA – l'invention des grands principes de base en mathématiques, en sciences, en médecine et en architecture...

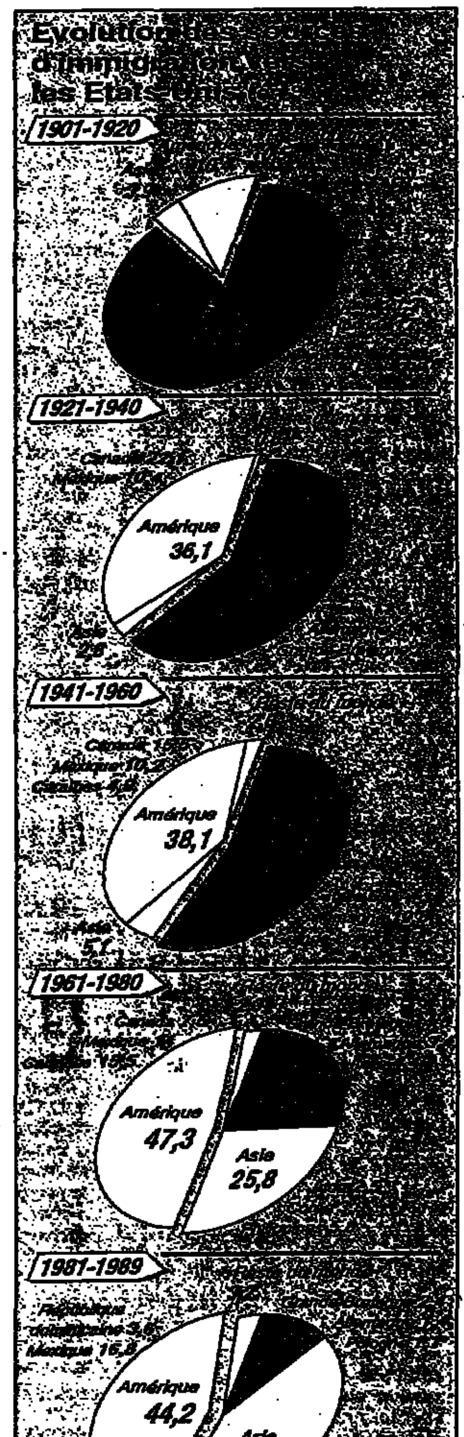
Jackson, la capitale du Mississippi, garde l'empreinte d'un passé imprégné de racisme et de réflexes ségrégationnistes. *« C'était hier,* dit le Révérend Louis Brown, pasteur de l'Eglise presbytérienne Faith, installée dans un quartier pauvre. *Les Blancs veulent oublier et aucun livre d'école n'osera évoquer le Ku Klux Klan, les lynchages, les exclusions sauvages. Mais les Noirs doivent se rappeler. Le passé récent dont ils continuent de subir les outrages mais qui leur a donné des héros, comme Martin Luther King, et le passé lointain, c'est-à-dire l'histoire de l'Afrique. »*

Le général Schwarzkopf à l'école d'Hannibal

Dans les classes primaires de sa paroisse, les grandes figures de l'histoire noire ont pour nom Cléopâtre, reine d'Egypte, Hannibal, *« dont même le général Schwarzkopf a dû étudier les théories à l'école de guerre »*, Pouchkine et même Beethoven, dont les Blancs se seraient *« empressés d'oublier l'ascendance africaine, pourtant visible à ses traits »* ... *« Cela ouvre,* déclare le Révérend, *de nouvelles perspectives aux jeunes Noirs des quartiers sans espoir »* et leur donne *« des racines pour tenir debout »*.

Tougaloo College n'est qu'à quelques kilomètres du centre de Jackson. Installée depuis 1869 sur une ancienne plantation de coton – « un symbole » auquel tient son président, qui habite la maison du maître, – c'est l'une des plus anciennes universités noires du pays. Elle a formé 50 % des médecins noirs du Mississippi, 40 % de ses avocats, et veut promouvoir *« des leaders »*. *« Pour être bien dans sa tête,* estime Adib Shakir, son président, *il faut bien connaître son histoire et avoir réglé ses problèmes d'identité. Mettre un peu moins d'emphase sur Shakespeare et un peu plus sur James Baldwin ; un peu moins sur Wagner, un peu plus sur le jazz... »* C'est la tendance que, dans le sillage de prestigieuses universités comme Stanford, Penn, Duke ou Chicago, de nombreux établissements sont en train d'adopter. Des enseignements nouveaux tournent le dos à la culture occidentale ou minimisent systématiquement les *« grands auteurs classiques »* que certains qualifient de *dead white males* (hommes blancs et morts). Le bouleversement des cursus est propice à tous les excès, et le phénomène *politically correct* (politiquement correct) prend parfois, sur les campus, des allures de terrorisme idéologique.

« Nos mythes se sont usés, la belle unité s'est fracturée, le tribalisme est de retour. L'Amérique plonge dans une grave crise d'identité », observe le sociologue Neil Postnam, qui partage l'inquiétude de l'historien Arthur Schlesinger – auteur de *The Desuniting of America* – devant cette nouvelle fragmentation, cette « ghettoïsation » de la culture américaine. Méfions-nous, insiste l'historien, de l'effet *« désintégrateur »* du nouveau culte des ethnicités. *« Il fut un temps où l'idéal national était « E pluribus unum »* (« De plusieurs, un seul »). *Allons-nous désormais minimiser* Unum *et exalter* Pluribus *? »*



Sam Wise n'entend pas le latin. *« Cela s'apprend encore ? »*, s'étonne-t-il au volant du break qui nous conduit à sa ferme, à une trentaine de kilomètres de Des Moines (Iowa). Le mot « multiculturalisme » le met hors de lui. *« C'est du sabotage ! On veut casser l'Amérique, ruiner sa cohésion. On cherche à séparer les enfants du melting-pot ! »* Entrer dans ce pays, comme l'ont fait ses grands-parents venus d'Allemagne, impliquait, dit-il, d'abandonner à la frontière *« des coutumes, des préjugés, une langue maternelle... » « Apprendre l'anglais était le gage d'une volonté de devenir américain. Aujourd'hui, le bilinguisme est de plus en plus reconnu, s'en étonner est devenu « politiquement incorrect » et il y a même des Etats où les bulletins de vote sont rédigés en espagnol. Ce n'est plus l'Amérique ! »*

Certaines manifestations du multiculturalisme ont pris une tonalité inquiétante et pourraient produire l'effet inverse de ce qu'elles visaient. *« Un membre du Ku Klux Klan souhaitant marginaliser les jeunes Noirs ne pourrait trouver outil plus efficace qu'un programme afrocentriste »*, assure Arthur Schlesinger. Pourtant le mouvement témoigne d'une réalité propre à bouleverser la donne, dont les Américains n'ont pas encore pris la mesure : d'ici un demi-siècle, l'Amérique blanche sera devenue minoritaire. Les régions côtières reflètent déjà l'Amérique de demain. Dans l'Etat de New-York, 40 % des élèves des classes primaires et secondaires appartiennent à des minorités ethniques. Dans dix ans, la proportion sera de 50 %. C'est déjà le cas en Californie, où la population de souche européenne ne représente plus, tous âges confondus, que 58 %, face aux Latino-Américains et aux Asiatiques, de plus en plus nombreux.

De quoi perdre quelques repères. Et perdre son âme, redoutent certains esprits, convaincus plus que jamais du rôle « fédérateur », « intégrateur » de la langue unique, de l'enseignement et des médias. *« Il faut a-mé-ri-ca-ni-ser ! »*, propose Albert Shanker. Comment ? En rejetant dos à dos l'idée de fragmenter le programme pour concéder à chaque culture son petit espace en marge de la grande Histoire et la démarche ségrégationniste qui aboutirait à construire deux programmes distincts : l'un pour les minorités, l'autre pour les Blancs.

« Refusons tous ces excès, et attelons-nous vite à la rédaction d'ouvrages qui démontrent, avec rigueur, la nature profondément multiculturelle des Etats-Unis, modelés, construits, inspirés par des peuples de races et religions différentes. Jouons l'unité, en aucun cas l'éclatement. » Un discours proche de celui tenu par l'historien Paul Gagnon, à qui le décalage des ouvrages d'histoire traditionnels par rapport à la société américaine rappelle le fameux « nos ancêtres les Gaulois » des colonies françaises. Mais l'urgence consiste pour lui à élaborer des *« standards nationaux »* en matière d'histoire. Une première dans ce pays dont les 16 000 districts scolaires organisent programmes, diplômes et enseignements à leur gré. *« Une priorité,* dit-il, *pour la cohérence de la nation, l'égalité des étudiants et l'éveil à la démocratie. »*

La célébration de l'arrivée de Christophe Colomb aura été l'occasion, le 12 octobre, de parades colorées sur la 5e Avenue à New-York. Elle a aussi donné lieu, à Washington, à des manifestations d'Indiens pleines de colère et d'amertume, 1992 ayant été déclarée, par certaines tribus, année de deuil national. Leur démarche n'a cependant pu surprendre aucun écolier. Le « génocide » indien est désormais évoqué largement dans les écoles. Le rêve meurtri n'est plus tabou.

ANNICK COJEAN

PROCHAIN ARTICLE

Diplomatie : discrétion oblige par Alain Frachon

« Imagine que tu sois un Indien »

LOS ANGELES

de notre envoyée spéciale

Comme les perspectives sur l'Histoire ont changé ! Voici comment un livre scolaire publié en 1947 (*My Country*), mais en vigueur jusque dans les années 60, abordait la période de la guerre civile et la question de l'esclavage : *« Les nègres étaient apportés d'Afrique et vendus au peuple de notre pays dès les premières heures (...). La plupart se trouvaient dans les Etats du Sud. Ils travaillaient tout à fait joyeusement dans des plantations où se cultivaient le tabac, le coton et le riz. Un jour, de nombreuses personnes en sont venues à penser que c'était mal de posséder des esclaves. Certaines ont dit qu'il faudrait tous les libérer. Celles qui en possédaient furent irritées. Elles déclarèrent que les Noirs étaient mieux comme esclaves en Amérique que comme sauvages en Afrique. Peut-être cela était-il vrai, puisque beaucoup d'entre eux avaient des cabanes douillettes, beaucoup de nourriture, et du travail qui, pour eux, n'était pas trop dur. La plupart semblaient ravis et contents de leur sort... »*

La collection d'ouvrages adoptée en 1990 par l'Etat de Californie – *« America will be »* – prend le contre-pied de cette vision et consacre à l'esclavage des chapitres d'une qualité graphique et narrative exceptionnelle, incluant des reproductions de documents de l'époque, ainsi que des récits d'esclaves. Par exemple celui de Josiah Henson : *« Mes frères et mes sœurs firent, un par un, l'objet d'enchères, pendant que ma mère, paralysée par la douleur, me tenait par la main. Son tour vint, et elle fut achetée par Isaac Riley du comté de Montgomery. C'était à moi d'être soumis aux enchères. Alors ma mère, éperdue à la pensée d'être séparée à jamais de ses enfants, s'est ruée dans la foule pour atteindre le coin où se tenait Riley. Elle tomba à ses pieds et se cramponna à ses genoux, le suppliant, avec des accents que seule une mère peut avoir, d'acheter son bébé avec elle, et lui garder ainsi, au moins, un de ses tout-petits... »*

A travers les siècles et les continents

Chaque livre, des petites classes aux terminales, est ainsi l'occasion d'une mise au point. Les textes, les gravures insistent sur la diversité de la palette ethnique, la richesse des coutumes ancestrales, la sagesse des Indiens, dont on décrit longuement les mythes et le lien profond avec la nature. Des exercices sont ensuite suggérés. *« Les Indiens ont souvent essayé d'aider les pionniers à s'adapter à leur nouvelle localisation. De nouvelles familles, venant de différents pays, continuent de venir dans nos communautés. Que pourrais-tu faire à ton tour, toi et ta classe, pour mieux les aider à s'établir et s'intégrer ? »* Ou encore : *« Imagine que tu sois un Indien à la tête d'un groupe de chasseurs de bisons et que tu découvres un jour une caravane de colons traversant ton terrain de chasse. Décris tes sentiments. »*

C'est une petite fille *« de langue espagnole »*, immigrée du Guatemala, *« pays connu pour son art du tissage »*, que l'on a choisie pour illustrer la fête nationale du 4 juillet. Enfin, les livres destinés aux écoliers de onze-douze ans proposent un voyage à travers les siècles et les continents. Plus question d'oublier l'Afrique ou de négliger l'Asie. Cinquante et une pages sont dévolues à l'Afrique noire, évoquant les empires du Ghana et du Mali, les migrations bantoues, la création de l'Etat du Zimbabwe, le royaume du Congo. L'histoire européenne, de la Renaissance aux guerres coloniales, n'est pas oubliée, glissée entre les chapitres sur les civilisations asiatiques, sud-américaines et indiennes (époque précolombienne).

A. Co.



هكذا من الاجل

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : la campagne présidentielle

M. Clinton reste en tête dans les sondages mais l'écart avec M. Bush se réduit

M. Bill Clinton reste toujours en tête dans les sondages mais l'écart se réduit entre le candidat démocrate et M. George Bush. Le président sortant affirme qu'il est toujours en mesure de gagner le 3 novembre.

WASHINGTON

de notre correspondant

Chaque jour qui passe, à l'approche du fatidique mardi 3 novembre, voit le moins bien placé des deux grands candidats, le président George Bush, afficher un moral plus serein. Ce n'est pas seulement affaire de façade : les républicains veulent croire qu'ils ont quelques solides raisons de pouvoir l'emporter. Les sondages commencent à aller dans leur sens, qui, tous, donnent une diminution constante de l'avance dont bénéficie le démocrate Bill Clinton sur son concurrent républicain. Elle n'est plus que de deux points, selon celui qui a été publié mercredi 28 octobre par le quotidien *USA Today* avec la chaîne de télévision CNN. Elle reste de sept points selon ABC et NBC.

Les dernières statistiques sur la situation de l'économie ont également un peu réconforté M. Bush. Le président n'a pas manqué la première bonne nouvelle depuis longtemps – une croissance de 2,7 % en rythme annuel au troisième trimestre, là ou on attendait 1,5 % – pour répéter cette semaine quelques chiffres destinés à redorer le blason de son administration : avec une croissance plus forte et un taux de chômage (7,5 %) en baisse, l'économie américaine se porterait mieux que celle de la plupart des partenaires des Etats-Unis. M. Bush y voit autant de raisons d'espérer sur le plan électoral. *« Comme dans une course hippique serrée, nous revenons ; dans sept jours, nous franchirons la ligne d'arrivée en tête »*, disait-il mardi, avant d'affirmer mercredi que la victoire était en passe d'*« échapper »* aux démocrates.

M. Bush ne cesse de dénoncer *« les sondages fous, les sondeurs cinglés »* et les commentateurs de presse qui ont déjà tranché. Un de ses slogans préférés est celui qui exhorte les électeurs à *« voter Bush pour embêter la presse »* – autrement dit, pour la démentir. Il a rappelé un des facteurs sur lesquels il fonde son optimisme : les *« indécis »*. Ils sont nombreux, peut-être 20 % de l'électorat, ils ne se décideront qu'au dernier moment, le mardi du scrutin ; ils sont sans doute les plus perméables à l'intense campagne de publicité télévisée (17 millions de dollars depuis le début du mois) lancée par les républicains pour marteler que le démocrate Bill Clinton n'est pas un homme de *« confiance »*. *« Ils iront avec moi »*, affirme M. Bush.

Les républicains font encore valoir que, si le président sortant n'est pour l'heure en tête que dans huit à douze Etats, l'avance de M. Clinton dans beaucoup d'autres n'est que de sept ou huit points, voire de trois ou quatre : il suffirait d'un faible déplacement de suffrages pour que M. Bush puisse l'emporter dans des Etats qui pèsent électoralement très lourd, comme le Michigan, l'Ohio, le New-Jersey. Dans une élection qui se décide Etat par Etat, *« nous pouvons y arriver »*, confiait récemment le très discret maître d'œuvre de la campagne républicaine, M. James Baker. Et de rappeler quelques précédents intéressants. Celui de 1976, par exemple : devançant M. Gerald Ford de dix-sept points à quelques jours du scrutin, M. Jimmy Carter ne l'avait finalement emporté que de trois points.

L'aide de M. Reagan

Depuis le dernier débat télévisé avec ses concurrents, M. Bush paraît s'être réveillé. Il semble moins attristé d'avoir à faire campagne ou s'y résoudre avec meilleure humeur. Il est parti en une épuisante tournée électorale qui ne devrait pas le voir regagner Washington avant le jour du vote. Il poursuit la même offensive, sur deux fronts : le *« caractère »* de son opposant et ses mauvaises intentions en matière de fiscalité. M. Clinton ne serait pas assez digne de *« confiance »* pour la Maison Blanche ; parce que trop porté au double langage ; son programme le conduirait inéluctablement à augmenter les impôts de la classe moyenne. *« Attention à vos portefeuilles »*, lance M. Bush dans toutes ses réunions publiques.

Il n'y a plus de débat télévisé qui puisse permettre au gouverneur de l'Arkansas de donner la réplique au président républicain. Il y a un puissant barrage de messages radio et télévisés de la campagne Bush qui commence à sérieusement ébranler une partie de l'électorat.

Même si le décompte des mandats, Etat par Etat, continue de donner l'avantage à son concurrent, M. Bush pouvait, d'étape en étape, marteler qu'il était *« convaincu d'être réélu »* dans une semaine sans que la formule paraisse uniquement relever de la méthode Coué. Le président était d'autant plus satisfait que son prédécesseur, M. Ronald Reagan, a annoncé qu'il allait lui aussi prendre la route et faire activement campagne pour son ancien vice-président. M. Reagan ira défendre les couleurs du candidat républicain en Caroline du Nord, en Géorgie, notamment, c'est-à-dire dans ces Etats du Sud sur lesquels M. Clinton voudrait pouvoir compter.

ALAIN FRACHON

Les industriels européens plutôt favorables au candidat républicain

40 % des 1 450 chefs d'entreprise de la CEE, interrogés par l'institut de sondage britannique Harris, souhaitent la réélection de M. George Bush et 35 % l'élection du candidat démocrate, M. Bill Clinton.

Les hommes d'affaires britanniques sont de très loin les plus favorables à la réélection du président républicain, 70 % d'entre eux souhaitant voir M. Bush reconduit à son poste. Selon un communiqué de la firme comptable Touche Ross, les projets fiscaux de M. Clinton concernant les compagnies étrangères implantées aux Etats-Unis inquiètent le patronat du Royaume-Uni. Si les Allemands sont plus mitigés (46 % pour le républicain, contre 32 % au démocrate), tout comme les Espagnols (50 % - 50 %), les patrons français, italiens, belges et néerlandais se prononcent majoritairement en faveur de M. Clinton.

EN BREF

□ **AFRIQUE DU SUD : remaniement gouvernemental.** – Le président Frederik De Klerk a annoncé un remaniement du gouvernement, mercredi 29 octobre, au lendemain de la démission de M. Gerrit Viljoen, ministre d'Etat sans portefeuille (*le Monde* du 28 octobre). Ce remaniement devrait notamment avoir pour effet de renforcer la délégation gouvernementale aux négociations constitutionnelles sur l'avenir de l'Afrique du Sud. Le nom du successeur de M. Viljoen, qui a présenté sa démission pour raisons de santé, n'a pas été annoncé. – *(AFP.)*

□ **ALGÉRIE : assassinat d'un policier.** – Un inspecteur de police a été tué par des tirs d'armes automatiques, mercredi 28 octobre, à Bordj-Menaïel, à 70 kilomètres à l'est d'Alger. Les auteurs de cet attentat ont réussi à prendre la fuite. Treize membres des forces de l'ordre ont été tués depuis le début du mois d'octobre. – *(AFP.)*

□ **GUATEMALA : poursuites judiciaires contre le ministre de la justice.** – Le Parlement a donné mardi 27 octobre son feu vert à l'ouverture de poursuites judiciaires contre le ministre de la justice, M. Acisclo Valladares, une procédure qui aboutit de fait à une démission forcée de l'intéressé. M. Valladares, qui s'était fait le chantre de la lutte contre la corruption, est accusé d'avoir couvert des manœuvres frauduleuses de son frère, M. Luis Domingo Valladares, portant sur 10 millions de dollars. En attendant la conclusion de l'action judiciaire, le ministre sera remplacé par son adjoint, M. Edgar Tuna. – *(Reuter.)*

□ **HAÏTI : rapatriement de 77 réfugiés qui avaient abordé à Cuba.** – Un groupe de 77 réfugiés haïtiens, qui avaient abordé les côtes de Cuba en août dernier alors qu'ils tentaient de gagner la Floride sur des embarcations de fortune, ont été rapatriés mercredi 28 octobre à Port-au-Prince à bord de deux avions cubains, rapporte un correspondant de l'AFP. Des femmes et des enfants faisaient partie de ce groupe de réfugiés, qui ont reçu à leur arrivée un viatique de 75 gourdes (7 dollars) et une assistance alimentaire, accordés par la Croix-Rouge. 3 818 réfugiés ont déjà été ainsi rapatriés en Haïti sous l'égide du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) depuis un an, à partir de Cuba et de différents autres pays des Caraïbes. – *(AFP.)*

□ ***NIGER : les Touaregs demandent la médiation de l'Algérie.*** – Le Front de libération de l'Aïr et l'Azawak (FLAA), mouvement rebelle touareg, a demandé la médiation de l'Algérie dans le conflit qui l'oppose au gouvernement nigérien, a annoncé, mercredi 28 octobre, l'agence algérienne APS. Dans un communiqué, le FLAA a recommandé que *« tous les pays sensibles à cette question »* soient associés à cette médiation – une allusion à la France. Le mouvement pose cependant comme *« préalable »* à toute négociation la libération de tous les civils arrêtés depuis le 27 août dernier et *« la cessation immédiate des massacres des populations civiles »*. – *(AFP, Reuter.)*

□ **PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE : le premier ministre annonce la reconquête de l'île de Bougainville.** – L'armée de Papouasie-Nouvelle-Guinée a pris le contrôle de Bougainville et s'est emparée du dernier bastion des rebelles, la capitale provinciale d'Arawa, a annoncé, jeudi 29 octobre, le premier ministre, M. Paias Wingti (*le Monde* du 28 octobre). *« L'autorité du gouvernement est maintenant instaurée dans le centre de Bougainville et je vais m'y rendre pour demander aux rebelles de capituler »*, a-t-il ajouté. Depuis le début de la rébellion séparatiste en 1989, plus de 150 personnes ont été tuées dans les combats et beaucoup d'autres sont mortes de maladies. – *(Reuter.)*

□ **RWANDA : les négociations de paix achoppent de nouveau.** – Les négociations de paix entre le gouvernement et les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR), dont des délégations sont réunies en Tanzanie depuis des mois pour mettre en place un Parlement et un gouvernement d'union nationale de transition, ont de nouveau achoppé, mercredi 28 octobre. Bien que les deux parties se soient entendues, lundi, sur une répartition équitable des postes gouvernementaux, aucun accord n'a pu être trouvé sur un calendrier ni sur la question de la représentation parlementaire. – *(AFP.)*

□ **SALVADOR : la guérilla « préoccupée » par la réaction du président Cristiani à la proposition de l'ONU.** – La direction de la guérilla salvadorienne s'est déclarée « préoccupée », mercredi 28 octobre, par la réponse ambiguë du président Alfredo Cristiani à la proposition des Nations unies d'accorder un nouveau délai de quarante-cinq jours aux accords de paix, mais a réaffirmé l'intention du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) de respecter ses engagements. – *(AFP.)*

□ **Prochain sommet de l'Union du Maghreb arabe en Mauritanie.** – Le prochain sommet de l'Union du Maghreb arabe (UMA) – le précédent avait eu lieu au mois de septembre 1991, à Casablanca – se réunira les 10 et 11 novembre, à Nouakchott, a-t-on appris, mercredi 28 octobre, de source officielle auprès de la présidence de la République mauritanienne. La Mauritanie, qui assure jusqu'à la fin de l'année la présidence de l'UMA, table au moins sur la présence des chefs d'Etat algérien et tunisien, celle du roi du Maroc et de M. Kadhafi lui paraissant plus aléatoire.

POLITIQUE

Pour favoriser la reprise de l'activité économique

MM. Pasqua et Séguin recommandent une réévaluation du mark

MM. Charles Pasqua et Philippe Séguin ont présenté, mercredi 28 octobre, au nom de l'association Demain la France, dont ils sont les cofondateurs, un rapport sur «la priorité sociale». Les deux auteurs expliquent dans leur avant-propos qu'ils entendent *«renouer avec l'ambition gaulliste et retrouver ainsi l'audace réformatrice, en bousculant, si besoin est, ce consensus mou qui domine aujourd'hui la scène politique française»*.

Leur texte se divise en trois parties. Dans la première, intitulée «Rompre avec le conservatisme social», MM. Pasqua et Séguin affirment que *«ni la lutte contre l'inflation ni la stimulation de la compétitivité ne justifient l'austérité salariale»*. Ils critiquent aussi la *«pseudo-politique du franc fort»*, qu'ils jugent *«tout aussi absurde que celle de la dévaluation compétitive»* car *«elle pénalise la compétitivité de nos exportations et les investissements étrangers en France»*. Ils dénoncent *«une organisation du travail dépassée»*, *«une mobilité sociale trop faible»*, *«une mécanique d'échec et d'exclusion»*, *«un chômage insupportable»*, qui *«menace de mettre en faillite tous nos systèmes sociaux»*.

Dans la deuxième partie, «Satisfaire à la double exigence d'efficacité et d'équité», les auteurs estiment qu'il faut *«sortir du piège monétaire dans lequel les gouvernements successifs ont depuis dix ans enfermé le pays»*. *«Rien ne sera possible en matière économique comme dans le domaine social*, écrivent-ils, *si les taux d'intérêt réels ne sont pas abaissés très significativement, au-dessous du niveau de 7 % qui prévalait avant la crise monétaire. Et il n'y aura pas de baisse des taux si le gouvernement n'accepte pas le principe de la réévaluation du mark par rapport au franc, conséquence logique de la politique allemande.»* Ils proposent également, en matière salariale, *«d'indexer une partie de la rémunération sur les résultats de l'entreprise, en libérant totalement la négociation du salaire fixe»*.

Un plan contre la ségrégation urbaine

Ils recommandent en outre de *«limiter et assouplir le statut de la fonction publique»*, de développer l'apprentissage, de créer *«un véritable compte éducation»*, de lancer un *«plan de lutte contre la ségrégation urbaine, systématique et déterminé»*, d'instituer un *«avoir social»* par le biais d'un *«impôt négatif»*, de fiscaliser les cotisations familiales et d'instaurer *«un prélèvement parafiscal qui servira à financer les dépenses de maladie et de retraites d'un régime unique de sécurité sociale»*.

Enfin, dans la troisième partie, *«Se donner les moyens d'une vraie politique sociale»*, MM. Pasqua et Séguin suggèrent notamment, afin de *«concentrer les moyens publics sur un petit nombre de priorités claires et décisives»*, d'affecter les 200 milliards de recettes de privatisations à un fonds destiné aux banlieues en difficulté. En conclusion, ils affirment que leur projet n'est pas incompatible avec le grand marché européen, *«à condition que l'on rompe avec la frénésie d'uniformisation de la commission»*, mais qu'en revanche l'application du traité de Maastricht *«interdirait toute politique sociale»*. Aussi réclament-ils sa renégociation.

□ MM. Juppé et Sarkozy réservés sur l'affectation aux banlieues de toutes les recettes des privatisations.– M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a déclaré, mercredi 28 octobre, qu'il n'avait *«rien contre»* l'idée, défendue par MM. Pasqua et Séguin, d'affecter les recettes des privatisations à un plan pour la banlieue, *«à condition que ce ne soit pas à 100 %»*. Pour sa part, M. Nicolas Sarkozy, secrétaire général adjoint, a estimé, au «Grand Débat» de Radio-Shalom, que *«l'argent des privatisations doit servir à rembourser la dette»*, ce qui permettra de dégager chaque année 15 milliards de francs d'économie. *«Après avoir remboursé la dette de la France et dégagé ces marges d'économie, qu'avec cet argent ainsi disponible on aide les banlieues, pourquoi pas?»*, a-t-il toutefois ajouté.

Contre-programme

Suite de la première page

M. Edouard Balladur, qui pourrait revendiquer, au nom du RPR, le poste de premier ministre en cas de victoire de l'opposition, vient de publier un *Dictionnaire de la réforme* dans lequel il explique comment *«changer les choses»*. M. Nicolas Sarkozy, l'un des principaux dirigeants du parti gaulliste, affirme que le temps est venu d'un *«véritable débat d'idées»* (*le Monde* du 29 octobre). M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, souhaite, dans nos colonnes, que l'opposition clarifie son *«projet commun»*. Voici que MM. Charles Pasqua et Philippe Séguin apportent, eux aussi, leur contribution à cette réflexion collective en définissant ce qu'ils appellent *«la priorité sociale»*.

Les deux chefs de file du «non» à Maastricht, cofondateurs de l'association Demain la France, ne craignent pas, une fois de plus, d'aller à contre-courant en mettant en cause, dans *le Monde* du 29 octobre, la *«curieuse et constante orthodoxie gestionnaire»* qui prévaut en France, selon eux, depuis plus de quinze ans. La gauche ayant renoncé, pour cause de rigueur, à *«gouverner autrement»*, comme le voulait jadis M. Mauroy, c'est donc au tour des deux principaux contestataires du RPR de tenter d'imposer une *«autre logique»* à la gestion des affaires publiques.

Le combat contre Maastricht

La mesure la plus spectaculaire, et la plus lourde de conséquences, que contient leur projet est évidemment la réévaluation du mark par rapport au franc, dont ils assurent qu'elle est la condition nécessaire, sinon suffisante, pour favoriser la reprise de l'activité économique en faisant baisser les taux d'intérêt. En dénonçant comme une absurdité la *«pseudo-politique du franc fort»*, qu'ils font remonter, non sans raison, au gouvernement de M. Raymond Barre en 1976, ils rompent, en effet, d'une manière éclatante, avec l'un des principaux acquis des quinze dernières années, auquel la gauche s'est ralliée en 1983 et que les principaux chefs de l'opposition reprennent à leur compte, plaidant, comme M. Sarkozy, pour *«le franc fort, sans Bérégovoy»* parce que tel est, selon eux, *«l'intérêt de la France»*.

La position défendue par MM. Pasqua et Séguin n'est pas une surprise. Elle est dans le droit-fil de leur combat contre le traité de Maastricht, dont l'application compromettrait, selon eux, toute politique sociale et dont ils demandent avec insistance la renégociation. Mais elle marque un pas de plus dans leur dissidence, et sans doute une étape décisive dans la division de la droite. Les deux chefs de file du «non» à Maastricht avaient laissé entendre que, au lendemain du référendum, le RPR referait son unité et qu'eux-mêmes, une fois refermée la parenthèse européenne, reviendraient se placer sous l'autorité de M. Jacques Chirac. Or il est clair aujourd'hui que le débat sur l'Europe, loin de n'être qu'une parenthèse, a creusé un fossé que les deux cofondateurs de Demain la France ne cherchent nullement à combler.

En se séparant désormais des dirigeants de leur parti sur une question aussi fondamentale que celle de la défense du franc, ils ajoutent un motif supplémentaire de désaccord, qui ne saurait être minimisé. Cette nouvelle divergence apparaît en effet comme plus grave que la précédente. On voit mal comment MM. Pasqua et Séguin pourraient, en cas de victoire de l'opposition, siéger dans la même équipe gouvernementale que M. Balladur ou que M. Juppé, sans parler de M. Millon. *On est également conduit* à se demander si la publication par les deux contestataires d'un véritable contre-programme ne va pas *nécessairement déboucher sur* la candidature de l'un ou de l'autre à l'élection présidentielle.

Dans l'immédiat, en tout cas, leur intervention ne peut que faire plaisir à la gauche. M. Pierre Bérégovoy a eu beau jeu, mercredi après-midi, de brandir dans l'hémicycle du Palais-Bourbon la page du *Monde* sur laquelle figuraient côte à côte l'article de MM. Pasqua et Séguin, le point de vue de M. Sarkozy et le compte rendu du livre de M. Balladur...

L'espoir d'une «autre logique»

Le premier ministre n'est pas encore menacé, dans son propre camp, d'une telle cacophonie. La minorité qui s'est organisée autour de M. Jean-Pierre Chevènement sur des thèmes assez proches de ceux que développent MM. Pasqua et Séguin semble marginale au sein du PS. Elle refusera certes de ratifier le «Contrat» proposé prochainement aux suffrages des militants, afin de ne pas cautionner le changement de politique de 1983, mais le texte élaboré sous l'autorité de M. Charzat, dont l'objet est notamment d'assumer le tournant de la rigueur, devrait recueillir une large approbation.

Pourtant, dans l'état de décomposition où se trouve la gauche, les conseillers du premier ministre n'ont pas tort de craindre que tous les socialistes n'aient pas complètement intériorisé la «révolution culturelle» qu'a connue le PS et que le sauve-qui-peut de ces prochains mois n'efface, en tout ou partie, l'acquis majeur du double septennat de M. Mitterrand, en faisant renaître, de ce côté-là aussi, l'espoir d'une *«autre logique»* économique.

Il reste que l'affrontement entre ces deux politiques, compte tenu de la probable défaite des socialistes en mars 1993, concerne plus aujourd'hui la droite que la gauche. Son enjeu n'est pas mince : l'issue du débat ouvert au sein de l'opposition peut engager l'avenir de la France pour de longues années.

THOMAS FERENCZI

A l'Assemblée

L'opposition accuse le pouvoir [...] la situation

Les députés ont examiné, mercredi 28 octobre, le budget du ministère des postes et télécommunications, puis celui de la Légion d'honneur et de l'ordre de la Libération, et enfin celui de la justice. Le premier a été voté par les seuls socialistes grâce à l'abstention du groupe UDC et le deuxième a fait comme de coutume l'unanimité auprès des parlementaires. En revanche, le budget présenté par M. Michel Vauzelle, garde des sceaux, a dû être réservé faute d'une majorité pour l'adopter.

En matière budgétaire, le montant ne fait paradoxalement rien à l'affaire. Prenez par exemple celui des crédits alloués à la Légion d'honneur et à l'ordre de la Libération dont les députés étaient saisis mercredi après-midi. Cent dix-sept millions de francs, pour ainsi dire peu de chose, une goutte d'eau dans les flux budgétaires. Une goutte d'eau qui ne suscite pas la discorde mais au contraire l'union sacrée, au nom de l'histoire de France. On s'émeut ici de la disparition du contingent de mille croix de la Légion d'honneur prévu pour les combattants de 14-18. On se félicite là des victoires écrasantes obtenues par les élèves studieuses des maisons d'éducation de la Légion d'honneur – 100 % de réussite pour les baccalauréats scientifiques, de quoi faire pâlir d'envie M. Jack Lang, ministre de la culture et de l'éducation nationale – et on vote le tout sans barguigner, dans un seul mouvement.

Il en va de même avec les crédits des postes et télécommunications, particulièrement modestes depuis que la loi de 1990 a consacré aux P et T une large autonomie. Deux petits milliards et quatre cent soixante millions de francs, engloutis en partie (2 milliards) par les aides à l'acheminement de la presse. Autrement dit un centième de l'ancien budget des PTT. Rien d'astronomique, en vérité. Qu'à cela ne tienne, ce budget n'en bénéficie pas moins de la mansuétude de centristes plutôt bien disposés à son endroit, contrairement aux élus RPR, UDF ou PC.

Presque pour la forme, le porte-parole de l'UDC, M. Gérard Vignoble (Nord), a subordonné mercredi l'attitude de son groupe à une réponse du ministre au sujet de *«la protection des mineurs contre les risques de violence et de proxénétisme par voie télématique»*. M. Emile Zuccarelli, ministre des postes et télécommunications, a comblé son attente en annonçant la création prochaine d'un Conseil supérieur de la télématique *«constitué de représentants de l'Etat ainsi que de représentants des acteurs de ce secteur* [et qui] *devra établir un code de déontologie et traiter toutes les questions techniques, économiques, sociales ou éthiques»*. Satisfaits, les centristes se sont abstenus, et le budget a été adopté par 276 voix contre 247.

M. Vauzelle : trois axes d'action

Rien de semblable en revanche avec les crédits, pourtant considérables, de la justice. Fort de 20 milliards de francs bien ronflants, M. Michel Vauzelle s'est efforcé de persuader les députés que son ministère constitue bien une des

POINT DE VUE

La clarification nécessaire

par Charles Millon

PARCE qu'ils ont une haute idée de la France et qu'ils se soucient de son destin, les Français attendent des responsables politiques qu'ils leur offrent une grande ambition nationale. Même s'ils ont intégré les données et contraintes extérieures et intérieures, ils ne veulent plus entendre parler de cette politique inéluctable dont on leur rebat les oreilles à tout propos : chômage, protection sociale, agriculture... Pour eux, il n'est pas question de changer d'équipe gouvernementale sans changer aussi de politique, ni de faire «du Bérégovoy sans Bérégovoy» ou «du Mauroy sans Mauroy». Il n'est pas question que le prochain gouvernement se contente d'administrer les choses et d'expédier les affaires courantes : les futurs dirigeants devront gouverner les hommes et engager une autre politique.

Cela exige de l'opposition tout entière qu'elle ne se satisfasse pas d'accords tactiques ou d'unions d'opportunité, mais qu'au-delà des différents tempéraments elle énonce clairement son projet pour la France, les objectifs qu'elle s'assigne et les moyens qu'elle est disposée à mettre en œuvre dans le cadre de l'alternance. Cette clarification est une impérieuse nécessité.

Depuis son échec à la présidentielle de 1981, l'opposition nationale avait le choix entre trois modes d'organisation : le rassemblement autour d'un homme qui, comme ce fut le cas du général de Gaulle, incarne l'ambition nationale et provoque autour de lui la conjonction des volontés pour la poursuite d'un dessein commun ; l'union des organisations politiques ayant les mêmes références philosophiques au sein d'une grande formation politique pluraliste et décentralisée, comme l'avait suggéré le mouvement des rénovateurs de 1989 ; l'alliance entre des formations politiques fondées sur un projet commun, reflet des différentes sensibilités.

Il n'est plus possible, aujourd'hui, d'envisager les deux premières solutions du fait des circonstances et de la résistance des appareils politiques. Reste la troisième, qui exige entre les deux formations de l'opposition, le RPR et l'UDF, une alliance véritable qui soit fondée sur des convictions affirmées et un projet commun.

Une alternance d'une gravité exceptionnelle

Ce projet est d'autant plus nécessaire que l'alternance que nous nous préparons à vivre sera d'une gravité exceptionnelle. Car la gauche a échoué et la majorité des Français ne lui fait plus confiance. Si la droite, une fois revenue au pouvoir, échouait, elle aussi, par impréparation, les Français ne sauraient plus à quelle force politique se vouer, et toutes les aventures – extrémistes, populistes, farfelues... – deviendraient alors possibles. Notre objectif n'est pas seulement de remplacer la gauche, mais de gouverner la France ; ce n'est pas seulement d'exercer le pouvoir pour le pouvoir, mais de mettre le pouvoir au service d'une ambition nationale.

Avant même de peaufiner nos procédures pour conquérir le pouvoir – primaire pour l'élection présidentielle, candidature unique pour les législatives, – il nous appartient donc de définir l'alternance que nous souhaitons. A quoi servirait-il de triompher ensemble si, au lendemain de la victoire, nous devions nous quereller sur les moyens à utiliser ou sur les buts à poursuivre? Et si nous sommes d'accord sur les grands objectifs – baisse du chômage, équilibre du territoire, garantie de la protection sociale, – n'est-il pas à craindre que, comme pour la construction européenne, nous différions sur les moyens à utiliser, en particulier sur le rôle à donner à l'Etat?

Certes, nous voulons un Etat fort, qui assume ses fonctions régaliennes, notamment dans les domaines de la justice et de la sécurité ; un Etat juste, qui assure l'égalité des chances en se portant garant de la solidarité, aussi bien entre les collectivités qu'entre les personnes ; un Etat puissant, qui permette à la nation de tenir tout son rôle sur le théâtre international et au sein de la Communauté européenne. Mais il est d'autres domaines pour lesquels nous devons, sans tarder, préciser nos objectifs, car une absence d'arbitrage entre les approches différentes aurait des conséquences graves.

La relance de la croissance. – Alors que nous souhaitons, pour la plupart, une politique respectueuse des grands équilibres économiques et rigoureuse en matière monétaire et budgétaire, alors que nous voulons engager une politique de désendettement de l'Etat, grâce à un nouveau plan de privatisations, alors que nous entendons poursuivre une réforme fiscale et entreprendre l'examen systématique des «services votés» du budget pour en élaguer les lignes, certains contestent cette approche. Ils laissent entendre qu'ils ne seraient pas opposés, eux, à envisager une dévaluation, à accepter une certaine dose d'inflation, à provoquer une relance par le budget... Ils paraissent avoir oublié les expériences passées et les résultats désastreux pour la France de politiques de ce type.

La réforme du système éducatif. – Chacun a constaté le lien étroit qui existe entre emploi et formation, et personne ne nie plus l'urgence d'une réforme du système éducatif. Certains, parmi lesquels je m'inscris, soulignent l'absolue nécessité – sans remettre en cause la nécessaire solidarité nationale – de se diriger vers l'autonomie des établissements scolaires et universitaires, de mettre en œuvre à la fois une décentralisation financière et une déconcentration en matière de gestion des personnels. D'autres, s'inscrivant dans la grande tradition napoléonienne et craignant pour l'égalité des chances, refusent cette démarche et souhaitent que l'Etat engage lui-même une réforme nationale. C'est là un débat majeur qui intéresse les familles, les éducateurs, les entreprises. Il mérite que l'opposition aille jusqu'au bout de sa réflexion à la veille de l'alternance.

L'aménagement du territoire. – L'aménagement du territoire n'existe plus : la révolte des banlieues comme la désertification rurale sont là pour le souligner. Une politique ambitieuse s'impose, mais en ce domaine aussi, les analyses divergent. Les uns soulignent que l'Etat doit assumer la définition de cette politique et sa mise en œuvre, les autres souhaitent que les régions en aient la maîtrise d'œuvre, l'Etat en assurant la coordination et se portant garant de l'égalité des chances entre les ressortissants des différentes collectivités territoriales. Là encore, il faut trancher.

Un projet social. – Alors que certains réduisent l'action politique à la seule gestion des équilibres économiques, d'autres souhaitent, à juste titre, que les efforts demandés aboutissent à la mise en œuvre d'un projet social véritable. Gouverner ne peut se limiter au simple jeu des agrégats économiques. L'urgence est de créer les conditions favorables au renforcement de la cohésion sociale et à l'épanouissement de chacun. En évitant toute dérive populiste, l'opposition doit offrir une ambition sociale et engager les réformes nécessaires à la participation dans l'entreprise, à la lutte contre l'exclusion... Bref, l'opposition doit engager une démarche populaire en renforçant la démocratie participative et contractuelle.

La décentralisation. – Enfin, s'il est un dossier fondamental, car révélateur de la philosophie politique de référence, c'est celui de la décentralisation. Va-t-on poursuivre le mouvement, l'améliorer par une réforme fiscale, le renforcer par une nouvelle répartition des compétences, ou va-t-on au contraire le suspendre? C'est là une question essentielle. De la réponse qui y sera faite dépend toute la valeur reconnue aux principes de subsidiarité et de responsabilité.

Les Français méritent que l'opposition clarifie très vite ses positions, qu'elle aboutisse à des conclusions nettes, qu'elle les fasse connaître sans ambiguïté, et qu'elle puisse ainsi leur offrir un grand dessein national. C'est sur ce socle de convictions et de projets que se forgera l'union pour l'alternance.

► M. Charles Millon est président du groupe UDF de l'Assemblée nationale.

هكذا من الأصل

POLITIQUE

nationale

d'avoir laissé se dégrader de la justice

priorités du gouvernement. Les socialistes se sont laissé convaincre, non sans distribuer, ça et là, quelques mauvais points. L'opposition et le Parti communiste, quant à eux, sont restés inflexibles.

Si M. Gilbert Millet (PC, Gard) a été le seul à voir dans ces crédits *«insuffisants et inadaptés»* la trace de l'Europe *«maastrichtienne»*, *«suprajudiciaire et policière»*, M. Philippe Auberger (RPR, Yonne), rapporteur spécial de la commission des finances, a choisi de critiquer l'écart croissant entre le nombre de magistrats et les charges nouvelles créées par la loi sur le surendettement des ménages ou par celle, en cours d'examen, sur la procédure pénale. *«N'est-ce pas jeter de la poudre aux yeux que de prétendre mettre en œuvre une réforme sans en avoir les moyens?»*, s'est-il interrogé. *«Pourquoi ne pas faire d'études d'impact avant toute réforme législative?»*, a renchérit M. Jean-Jacques Hyest (UDC, Seine-et-Marne).

En manque d'inspiration, M. Jean-Louis Debré (RPR, Eure) s'est contenté de redire à M. Vauzelle ce qu'il avait lancé l'an passé à son prédécesseur, M. Henri Nallet, à savoir qu'il est *«le ministre des illusions perdues»*. Plus mordant, M. Pascal Clément (UDF, Loire) a assuré que ce budget est *«un peu celui du sapeur Camember»*. *«Vous faites des trous et vous les rebouchez ensuite.* (...) *Vous avez laissé la situation se dégrader et c'est en raison de la crise de Clairvaux, non d'une volonté politique affirmée, que le budget augmente»*, a-t-il déclaré.

Piqué au vif, le ministre de la justice a sorti ses chiffres. A quoi reconnaît-on un ministère «prioritaire»? Mais au taux de progression de son budget et au nombre de créations de postes, bien sûr. *«L'augmentation pour 1993 est de 6,9 % en francs constants et huit cent dix-neuf emplois nouveaux sont prévus. Il y a donc bien un redéploiement des dépenses de l'Etat au profit de la justice,* a-t-il affirmé. *Mais l'effort a débuté depuis plusieurs années. Quatorze mille emplois ont été créés en dix ans dont 5 140 entre 1988 et 1992. La part du budget de la justice dans le budget de l'Etat est de 1,49 % pour 1993 alors qu'elle n'était que de 1,05 % en 1981. On ne peut donc pas dire que l'Etat n'a rien fait. Nous n'avons pas découvert les problèmes de l'administration pénitentiaire avec les événements de cet été.»*

Le ministre a agrémenté son propos statistique de *«trois axes d'action»* : la mise en œuvre des réformes législatives accompagnée de moyens supplémentaires pour les juridictions; la lutte contre la délinquance urbaine grâce à une justice *«de proximité»*; et le renforcement de la sécurité pénitentiaire. Répondant à Mme Denise Cacheux (PS, Nord), qui s'inquiétait de la levée de la procédure d'urgence décidée par le gouvernement sur le projet de loi de réforme de la procédure pénale, M. Vauzelle a enfin assuré que le gouvernement a *«la ferme intention»* de voir ce texte adopté avant la fin de la session budgétaire.

A la fin de la discussion, après un rapide tour de France des juridictions *«sinistrées»*, M. Vauzelle n'en a pas moins constaté la vanité de ses efforts. Sans plus insister, il a donc demandé la réserve du vote de son budget.

GILLES PARIS

La réunion du bureau exécutif du Parti socialiste

Le PS dénonce l'«amoralisme politique» de certains de ses détracteurs

Le bureau exécutif du Parti socialiste, réuni mercredi 28 octobre en fin d'après-midi, a dénoncé comme *«une forme d'amoralisme politique»* la *«critique permanente»* à laquelle certains se livrent à l'encontre du PS. Cette accusation vise principalement, même s'ils ne sont pas nommément désignés, Mme Lienemann, ministre délégué au logement et au cadre de vie, et ses amis de la Gauche socialiste, qui s'en sont pris sévèrement, à plusieurs reprises, au PS et à sa direction.

Les socialistes n'en finissent pas de condamner Mme Marie-Noëlle Lienemann. Depuis que le ministre du logement a estimé que *«le PS a fait son temps»* (*le Monde* du 22 octobre), les réactions des différents courants sont très vives, et plusieurs voix se sont fait entendre, tant parmi les responsables du PS que parmi les députés, pour demander son départ du gouvernement. A l'Assemblée nationale, mercredi après-midi, la plupart des membres socialistes de la commission de la production et des échanges ont boycotté l'audition du ministre délégué au logement, qui venait leur présenter son budget pour 1992, afin de protester contre ses *«propos inconséquents»* à l'égard du PS. *«On ne dépose pas de mines sous le siège sur lequel on est assis»*, a observé M. René Drouin, député de la Moselle. *«A force de cracher dans la soupe,* a-t-il ajouté, *on conforte des oppositions extérieures et l'on accentue un manque de confiance dans l'action gouvernementale.»*

De son côté, en dépit de la volonté d'apaisement exprimée mardi par le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, qui n'entend pas *«ouvrir une crise gouvernementale»* à propos des déclarations de Mme Lienemann, le bureau exécutif du PS a renouvelé, mercredi 28 octobre, ses avertissements tant à l'égard du ministre du logement que de ses amis de la Gauche socialiste, MM. Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon, respectivement député et sénateur de l'Essonne. Dans un communiqué diffusé à l'issue de cette réunion, le PS qualifie d'*«irresponsable»* l'attitude de ceux qui *«confondent le débat d'idées (...) et la critique permanente des personnes et de l'organisation qui touche à l'existence même du parti»*. Sans citer expressément le nom de MM. Dray et Mélenchon, qui ont pris le relais de Mme Lienemann en mettant en cause la semaine dernière la direction du PS et particulièrement son premier secrétaire, M. Laurent Fabius, le communiqué indique que ces critiques constituent *«une forme d'amoralisme politique»*, d'autant qu'elles émanent *«le plus souvent de personnalités en quête d'un statut individuel et qui doivent l'essentiel de leurs responsabilités au combat commun des socialistes»*.

Estimant qu'il est *«urgent d'en finir avec des débats stériles et des phrases inutiles»*, le communiqué du bureau exécutif appelle à la *«cohésion»* de tous les socialistes autour de M. Fabius. Ce texte a été adopté à l'unanimité des courants, en l'absence de M. Mélenchon, représentant de la Gauche socialiste au bureau exécutif. Le délégué du courant de M. Jean-Pierre Chevènement, M. Jean-Luc Laurent, a refusé pour sa part de participer au vote, en expliquant qu'il ne se sentait *«pas concerné»*.

Pendant la réunion, la plupart des dirigeants de courant étaient intervenus pour dénoncer Mme Lienemann et ses amis. M. Pierre Mauroy avait notamment jugé *«scandaleuses»* les *«mises en cause personnelles»* de M. Fabius en ironisant sur *«ceux qui veulent refonder la gauche avec des poussières de PSU»* tandis que M. Lionel Jospin rappelait que *«si le PS est un parti de débat, la chronologie politique veut que l'axe soit celui de la solidarité»*.

Les responsables socialistes ont également évoqué l'attitude des écologistes, en déplorant les récentes alliances passées par les Verts et par Génération Ecologie avec la majorité de droite de certains conseils régionaux (la Lorraine et l'Ile-de-France). Alors que le PS s'efforce de conclure des accords électoraux avec les écologistes en vue des prochaines élections législatives, la majorité des membres du bureau a souhaité les *«interpeller»* sur leur *«cohérence politique»*.

P. R.-D.

□ **M. Bergé estime que le PS *«a été tué»* par le congrès de Rennes.** – Dans un entretien publié par *l'Express* (daté 29 octobre-4 no- vembre), M. Pierre Bergé, qui fut longtemps le financier de SOS-Racisme, estime, comme Mme Marie-Noëlle Lienemann, que *«le PS a fait son temps»*. *«Le congrès de Rennes lui a été fatal,* précise-t-il. *Il a été tué là-bas, victime de combinaisons d'appareil auxquelles Lionel Jospin n'est pas étranger... Le cycle du PS s'achève sous nos yeux.»*. Le PDG d'Yves Saint Laurent regrette qu'un *«gouvernement de gauche»* n'ait pas *«comme priorité absolue la réduction des inégalités»* et *«ne songe qu'à la bonne gestion»*.

EN BREF

□ **M. Delors meilleur candidat de la gauche selon un sondage de l'IFOP.** – Selon un sondage de l'IFOP publié dans *l'Express* (daté 29 octobre-4 novembre) et réalisé du 22 au 24 octobre auprès de neuf cent quarante-quatre personnes, M. Jacques Delors l'emporterait au second tour de l'élection présidentielle sur M. Jacques Chirac comme sur M. Valéry Giscard d'Estaing par 51 % contre 49 %. En revanche, M. Michel Rocard serait battu par M. Giscard d'Estaing (57 % contre 43 %) et par M. Chirac (52 % contre 48 %). En cas de primaires dans l'opposition, M. Chirac (32 %) devancerait MM. Giscard d'Estaing (26 %), Pasqua (19 %) et Léotard (15 %).

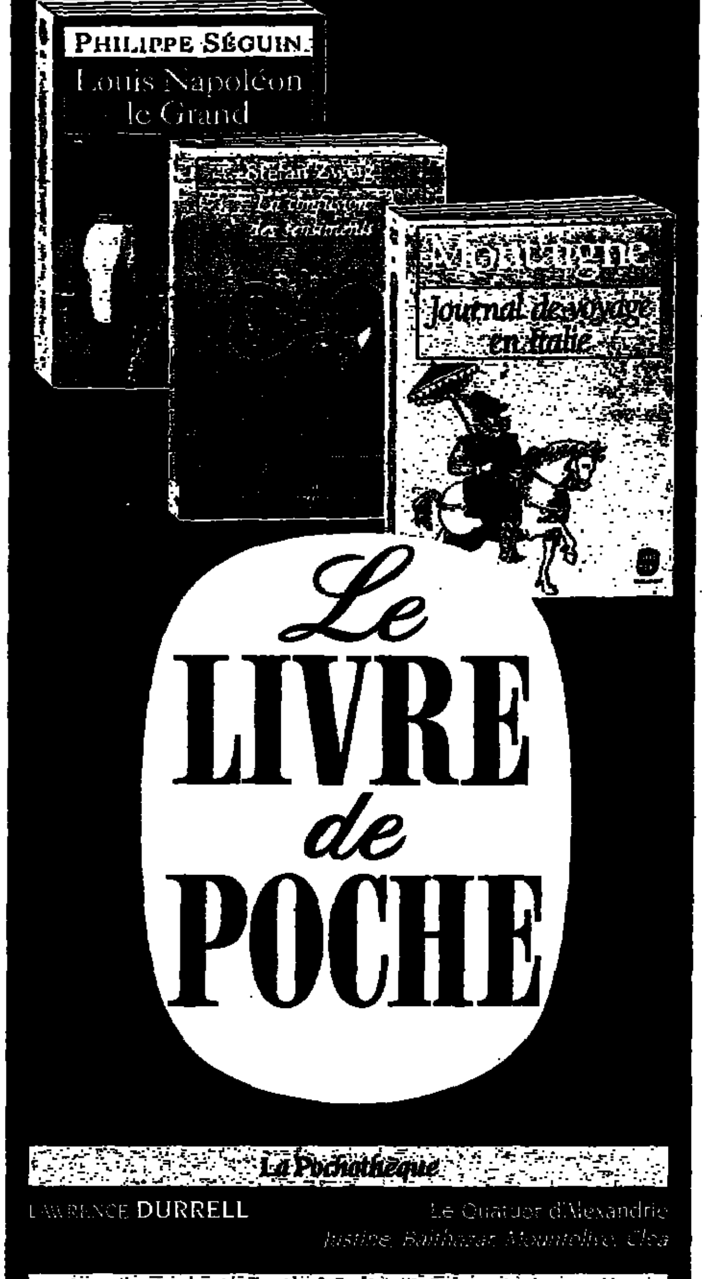
□ **M. Pierre Médecin annonce sa candidature à Nice.** – M. Pierre Médecin, frère de l'ancien maire de Nice, M. Jacques Médecin, a annoncé, mercredi 28 octobre, qu'il serait candidat aux élections législatives dans la deuxième circonscription des Alpes-Maritimes (Nice IV, V, VI et VII), dont M. Jacques Médecin fut le député de 1967 à 1988. Directeur artistique de l'Opéra de Nice, M. Pierre Médecin, membre du RPR, pourrait trouver en face de lui non seulement Mme Martine Daugreilh, député sortant (ex-RPR), et M. Jacques Peyrat (FN), mais aussi MM. Didier Linotte (PR) et Christian Estrosi (RPR), qui envisagent de se présenter dans cette circonscription (*le Monde* du 28 octobre).

□ **M. Cambadelis (PS) se réjouit de constater une «stagnation» du Front national.** – M. Jean-Christophe Cambadelis, député PS de Paris et président du Manifeste contre le Front national, s'est félicité, mercredi 28 octobre, lors d'une conférence de presse, de constater une *«stagnation»* du Front national. *«Trois facteurs sont révélateurs,* a-t-il dit : *une baisse d'adhésion au FN, une baisse de présence sur le terrain et une baisse d'agressivité.» «Dire que le Front national a disparu serait une grave erreur»*, a-t-il toutefois ajouté, en estimant que ses idées sont en train de se propager dans l'espace public français, notamment à travers certains thèmes développés par MM. Philippe de Villiers et Charles Pasqua. Il a annoncé enfin que la coordination contre le FN appelait à un rassemblement, dimanche 8 novembre au Trocadéro, à Paris, pour protester contre la fête annuelle du parti d'extrême droite.

M. Jean-Marc Ayrault est élu président de la FNESR

Le bureau de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESR) a élu à la présidence de cette organisation, à l'unanimité, mercredi 28 octobre, M. Jean-Marc Ayrault, député socialiste et maire de Nantes, qui était présenté par le bureau exécutif du PS. Il succède à M. Jean-Pierre Joseph, député socialiste (rocardien). Celui-ci avait accédé à cette fonction en mai 1990, au lendemain du congrès de Rennes, grâce à une alliance, alors surprenante, entre fabiusiens et rocardiens qui s'étaient opposés au candidat des jospinistes, M. André Laignel.

Les dirigeants du PS ont estimé qu'après avoir perdu, en mars, la présidence du conseil général du Gers, M. Joseph n'avait plus l'autorité nécessaire pour faire face à la situation difficile que connaît la FNESR; il avait d'ailleurs lui-même souhaité abandonné cette présidence. Une fois qu'il a été admis que la FNESR ne devait pas être plus intégrée qu'elle ne l'est au PS, comme l'avait un temps envisagé M. Fabius, l'accord s'est fait facilement sur le non de M. Ayrault, ancien popereniste, qui, s'il n'est membre d'aucun courant, est proche de M. Rocard.



SOCIÉTÉ

JUSTICE

Demandant des peines de prison avec sursis pour trois des quatre prévenus

Le parquet écarte la responsabilité de la SNCF dans la catastrophe de la gare de Lyon

Le substitut du procureur de la République, Mme Marie-Odile Person, a requis, mercredi 28 octobre, une peine de trois ans de prison avec sursis contre M. Daniel Saulin, quarante-sept ans, conducteur de train, qualifié « d'auteur principal » de la catastrophe ferroviaire qui a fait 56 morts et autant de blessés le 26 juin 1988, gare de Lyon. Contre l'agent d'accompagnement du train percuté, M. André Fouquet, trente-deux ans, et M. André Tholence, cinquante ans, régulateur, le magistrat a demandé une peine de dix mois de prison avec sursis. Enfin, contre Mme Odile Mirroir, vingt-cinq ans, qui avait tiré le signal d'alarme, Mme Person a demandé une *« peine de principe »*. La 14e chambre correctionnelle de Paris rendra son jugement le 14 décembre.

« La hiérarchie de la SNCF et le matériel ne sont pas en cause, et le supplément d'information réclamé par les parties civiles et la défense n'apporterait aucun élément nouveau. » En une phrase, le substitut balaie près de deux jours de plaidoiries des avocats des familles des victimes. Certes, Mme Person comprend la colère des victimes à l'égard de la SNCF ; elle comprend aussi *« l'émotion partagée par les banlieusards et par ceux qui ont relaté les débats »* en constatant : *« C'est une explosion de colère qui submerge la foule »*. Mais tout en précisant qu'elle est, elle-même, *« banlieusarde »*, Mme Person ajoute : *« Le respect de la loi m'interdit de suivre cette démarche. »*

Lors de son témoignage spontané, le président du conseil d'administration de la SNCF, M. Jacques Fournier, avait énuméré toutes les améliorations apportées pour renforcer la sécurité après l'accident, comme la suppression du robinet de conduite générale, l'installation d'un système automatique de déviation d'un train en dérive gare de Lyon et la mise en place d'un nouveau système d'alarme. *« Certains ont cru pouvoir trouver dans ces modifications l'aveu d'une situation fautive antérieure »*, relève le substitut qui estime, pour sa part, *« Cela s'appelle tout simplement le progrès. »*

Il ne reste donc plus que les quatre prévenus. En termes sévères, elle tance le comportement de Mme Mirroir qui a tiré le signal d'alarme pour faire arrêter un train qu'elle croyait omnibus à *Vert-de-Maison*. *« Naïve »*, selon le mot du magistrat, elle avait cru que si elle n'arrivait pas à l'heure pour chercher ses enfants à l'école, on les emmènerait au commissariat. *« Elle a mis en place le premier élément de l'enchaînement fatal »*, souligne Mme Person, tout en reconnaissant le caractère *« surréaliste »* de ses réquisitions. Etait-il donc vraiment nécessaire de dire à cette jeune femme qu'elle assumerait *« jusqu'à la fin de ses jours »* la responsabilité de l'accident ?

M. Fouquet, agent d'accompagnement, a pris son service en retard, et c'est pour cela que son train est resté à quai. Sans ce retard, le convoi sans freins serait arrivé sur une voie libre. *« Vous n'avez pas d'excuses*, s'indigne le substitut, *vous avez perdu du temps à renseigner des voyageurs. Ce n'était pas votre tâche à ce moment-là »*. M. Tholence, le régulateur, subit aussi sa colère pour n'avoir pas donné l'ordre d'évacuation des quais. *« Vous avez manqué d'intuition et de présence d'esprit. »*

« Jusqu'à l'humiliation »

A propos de M. Saulin, le conducteur du train sans freins, le substitut développe méthodiquement chacune des erreurs commises après le signal d'alarme : fermeture du robinet de conduite générale d'air comprimé, vidange du circuit, inobservation des textes réglementaires mis à sa disposition et absence d'essai des freins. *« Vous n'êtes pas un homme de sang-froid. Vous n'avez pas l'étoffe d'un conducteur de train. C'est uniquement par votre incompétence que vous avez transformé un train sage, obéissant, en parfait état de marche, en un train fou et meurtrier »*. Et Mme Person ajoute : *« Vous êtes un homme buté qui semble n'avoir toujours pas compris le fonctionnement du système de freinage que plusieurs jours de débats ont suffi à rendre familier. »*

« Il n'était point besoin d'aller jusqu'à l'humiliation... », rétorque son défenseur, Me Yves Lachaud, qui admet que son client ait pu commettre des erreurs. Mais il reprend chaque élément de l'accusation pour montrer que, dans tous les cas, la SNCF porte une part de responsabilité. Ainsi, sort-il de sa serviette un manomètre et le porte-t-il au tribunal en lançant : *« Ce type d'appareil ne permet pas de distinguer entre une purge et une vidange ! »* Et c'est la reprise de tous les arguments soutenus la veille par les avocats des familles des victimes, qui souhaitent un complément d'information pour que la responsabilité des cadres de la SNCF soit examinée. L'avocat plaide aussi pour M. Fouquet, en demandant la relaxe de l'agent d'accompagnement, compte tenu de *« la pagaille »* qui régnait ce jour-là et qui rend le retard du train *« légitime »*.

De son côté, Me Michel Bertin, défenseur de M. Tholence, s'étonne que le substitut ait modifié la loi sur l'homicide involontaire en rajoutant *« le manque de présence d'esprit »*, qui n'est pas un délit, et demande la relaxe.

L'avocat de la SNCF, civilement responsable, aurait pu limiter sa plaidoirie aux seuls intérêts civils. Mais Me Philippe Chaulet défend la SNCF comme si elle figurait déjà sur le banc des prévenus. Non, le matériel n'est pas en cause. Non, la conception de la gare souterraine ne présente pas de danger. Oui, la formation des agents de conduite est bonne. Et pour conclure, il se retranche derrière une attitude que les avocats de la défense et ceux des victimes ont pourtant dénoncée tout au long de l'audience. Car Me Chaulet invoque l'irresponsabilité tant contestée pendant les débats : *« Les reproches faits contre la SNCF l'ont été de manière générale et jamais ils n'ont pu être imputés à tel ou tel service. Alors, où conduirait un supplément d'information ? On n'aboutirait qu'à des situations totalement imprécises, totalement générales. »*

MAURICE PEYROT

L'affaire du sang contaminé et le débat à l'Assemblée nationale

Polémique entre les avocats de M. Garretta et la chancellerie

Parmi la foule de journalistes et de policiers qui attendaient le docteur Michel Garretta au palais de justice de Bobigny, mercredi 28 octobre, Me François Morette et Me Christian Gardel, les avocats de l'ancien directeur du CNTS, souhaitaient rencontrer leur client avant son incarcération, afin de lui manifester leur *« soutien »*. *« Nous avions contacté la chancellerie dimanche*, raconte Me Gardel. *Il ne s'agissait pas de négociations, mais de la mise au point des modalités techniques afin de garantir la sécurité de M. Garretta lors de son arrivée sur le sol français. Dans le cadre de ces discussions, qui n'étaient pas des tractations, le cabinet du garde des sceaux nous a donné l'assurance que nous pourrions rencontrer M. Garretta au cours d'un entretien de dix minutes, au tribunal de Bobigny, avant son incarcération. »*

Lors de l'arrivée mouvementée de M. Garretta à Bobigny, le procureur de la République, M. Marc Moinard, estimait cependant que les conditions de sécurité n'autorisaient pas un tel entretien. *« Les accords que nous avions passés avec le ministère de la justice ont été violés*, protestaient les avocats. *C'est la première fois qu'on voit un procureur donner des instructions à la chancellerie. C'est pousser la sécurité un peu loin que de vouloir protéger Michel Garretta de ses propres avocats. »* M. Moinard précisait pour sa part : *« J'ai appliqué la procédure, rien que la procédure. Les choses se sont passées avec M. Garretta comme elles se passent pour tout le monde. Cela m'étonnerait qu'on puisse prendre des engagements avec la procédure. Les avocats ne sont jamais présents lors des interrogatoires d'identité. »*

Le ministère de la justice précise que Me Gardel a contacté, dimanche, la chancellerie afin de rencontrer un collaborateur du cabinet, ce qui lui a été refusé. Des discussions téléphoniques ont cependant eu lieu, non sur la procédure, mais sur les mesures de sécurité mises en œuvre lors de l'arrivée et du transfert de M. Garretta vers la maison d'arrêt de la Santé. *« Me Gardel nous a demandé s'il pouvait rencontrer M. Garretta lors de son arrivée*, note-t-on à la chancellerie. *Nous lui avons dit de demander cette autorisation au commissaire de la police de l'air et des frontières, et au procureur de la République de Bobigny, ce qu'il a fait. »*

A. C.

Les réactions dans la presse parisienne

Dans *le Figaro* de jeudi 29 octobre, André Frossard remarque que l'ancien patron du CNTS *« ne ressemble pas du tout au docteur Garretta que l'on nous dépeint depuis des mois : il ne fuit pas devant sa condamnation ni même devant sa culpabilité, dont il conteste plus le degré que le principe. Le cas est plutôt rare dans une affaire où les responsabilités sont particulièrement volatiles. Le docteur Garretta n'est certainement pas seul à être impliqué dans le désastre des transfusions, mais comme il est, pour le moment, seul à se mettre en règle avec la justice, il finira par être exemplaire »*. Plus polémique, l'éditorialiste du *Quotidien de Paris* écrit que *« seul en prison, aujourd'hui, le docteur Garretta n'était pourtant pas le seul responsable à l'époque. Cette évidence est désormais une lancinante accusation pour les responsables politiques qui ont réussi à rester jusqu'ici hors de cause »*. Sous le titre « Le terrible bon élève », le directeur de *Libération*, Serge July, écrit que le docteur Garretta *« condense avec une force indéniable la face noire des années 80. Il aura, avec une énergie sans faille, traduit à la lettre certaines des valeurs qui auront enflammé ces dix dernières années »*. *« Bon élève*, écrit-il, *le docteur Garretta le sera également en ce qui concerne la manière très particulière qu'il aura d'assumer ses responsabilités. Il ne fera en ce domaine qu'appliquer les préceptes à l'œuvre dans l'appareil d'Etat, dans l'exercice du pouvoir : les politiques et, singulièrement, les gouvernants, sont devenus des spectateurs privilégiés de leurs propres actes publics. Ils peuvent les commenter inlassablement, prendre des mines contrites, ils ne sauraient assumer la moindre conséquence d'une action entreprise sous leur responsabilité. »*

« Le ministre est-il responsable bien qu'ignorant ou parce que ignorant ? », demande M. Kouchner

En réponse à une question grave mais mesurée de M. Jacques Barrot, président du groupe UDC, c'est le plus médiatique des membres du gouvernement, M. Bernard Kouchner, qui, mercredi 28 octobre à l'Assemblée nationale, a placé l'affaire du sang contaminé très loin des querelles habituelles. Evoquant la responsabilité des ministres que le RPR et l'UDF auraient voulu traduire devant la Haute Cour, M. Kouchner s'est interrogé : *« Le ministre est-il responsable bien que ignorant ou est-il responsable parce que ignorant ? »*

« Le drame terrible des malades contaminés et des familles qui les pleurent exige de l'ensemble du pays, mais d'abord de ses dirigeants, un effort accru de responsabilité et de rigueur. Ce drame constitue un vrai signal d'alarme quant au fonctionnement de l'Etat », avait estimé M. Barrot. Le ministre de la santé et de l'action humanitaire lui a répondu qu'à trop vouloir réduire le rôle de l'Etat, on aboutit à *« méconnaître certaines aspirations nouvelles, comme celles de nos concitoyens pour la sécurité sanitaire et la santé publique »*.

Le député centriste s'était aussi interrogé, dans sa question au gouvernement, sur *« le sentiment d'impunité des hommes politiques »* qui pourrait se répandre dans l'opinion. M. Kouchner a affirmé à ce propos que *« la responsabilité politique s'exprime soit par la démission, personnelle ou contrainte, soit par le suffrage universel »*. Si des informations importantes ne remontaient pas jusqu'à lui et si cette carence devait se révéler *« dommageable »*, a-t-il précisé, lui-même en tirerait les conséquences.

« Quant à la responsabilité morale individuelle, la plus haute à mes yeux, elle ne s'exprime qu'en face de sa conscience, dans un face-à-face personnel, de soi à soi, a ajouté M. Kouchner. *Lorsque les choses seront un peu apaisées, que les douleurs des victimes, si cela est possible, seront un peu moins vives, je vous convie, M. Barrot, au nécessaire débat entre nous et la société, entre nous et la médecine, et sur la responsabilité politique. Nous en avons besoin. »*

J.-L. S.

PRESSE

La disparition de « Gai Pied Hebdo »

L'itinéraire de l'hebdomadaire est le reflet des évolutions du militantisme homosexuel

Gai Pied Hebdo disparaît. Sous les verrières de la rue Sedaine où se prépare le dernier numéro, le 541, pour le vendredi 30 octobre, plus de lassitude que de révolte, et un soupçon de tristesse pour l'aventure vécue en commun, qui s'interrompt pour des raisons économiques directes, par essoufflement aussi du militantisme « gay ». Car l'histoire du journal accompagne celle d'une communauté rarement soudée, souvent menacée, une minorité décimée par la maladie sitôt sortie des ghettos de l'ordre moral. L'idée de ce lieu d'expression avait germé parmi des militants du Groupe de libération homosexuelle (GLH), et plus précisément d'une de ses tendances, Politique et quotidien. Animé par Jean Lebitoux et Gérard Vappereau, baptisé par Michel Foucault, *Gai Pied* fut d'abord un mensuel, lancé le 1er avril 1979 par des bénévoles, grâce à 30 000 F et à des souscriptions publiques. Mais il s'assume comme une entreprise, en rupture avec la militance de l'époque. Le journal s'étoffe vite, attire les signatures célèbres, publie en 1980 la dernière interview de Sartre. En 1981, il soutient le candidat de la vague rose, ce Mitterrand, pour qui *« l'homosexualité doit cesser d'être un délit »*.

Politique et érotisme, petites annonces gratuites et journalisme inventif, fantasmes et culture, l'éclectisme de la formule rassemble des publics divers. Elle détonne face à la presse gaie d'alors, cantonnée soit dans la photo, soit dans l'intellect. Fin novembre 1982 le succès permet à *Gai Pied* de se transformer en hebdomadaire – on l'y oblige, – *GPH*, seul *« magazine homosexuel d'information politique et générale »*. Ce choix de périodicité impose la professionnalisation, le système des NMPP autorise une diffusion nationale enviée par ses confrères étrangers.

Malgré les crises internes, les ruptures, les désaccords, les inflexions de ligne et les changements de rédacteurs, l'influence et l'audience croissent, pour culminer en 1985 avec 27 000 exemplaires vendus chaque semaine. Cette première moitié de la décennie voit l'éclosion des bars gais, l'abolition des lois discriminatoires, la création de Fréquence gaie. C'est l'époque des manifestations, des fêtes, de ce « come out » que *GPH* accompagne en interviewant artistes et politiques : de Raymond Barre à Madonna, de Gainsbourg à Mgr Gaillot, de Laurent Fabius à Michèle Barzach, ses colonnes interpelleront toutes les opinions sur l'homosexualité.

C'est aussi l'époque du virus. De la première interview d'un malade du sida, en juillet 1982, à l'encartage d'un préservatif dans le magazine en novembre 1985, en passant par des dossiers et la promotion active de la prévention, *GPH* chronique pas à pas la progression de la maladie. Le journal lui consacre une large place ; sa rédaction lui paie un lourd tribut.

« Le sida a fidélisé une partie du lectorat, et repoussé les autruches », analyse le gérant et principal actionnaire du titre, Gérard Vappereau, *« mais le problème de fond, c'est celui d'une communauté homosexuelle. Ceux qui vivent bien leur homosexualité estiment n'avoir plus besoin de* GPH, *les planqués n'osent pas l'acheter »*.

Après 1985, les mouvements homos s'épuisent, l'énergie se consume dans les associations de lutte contre le sida qui *« n'ont jamais renvoyé l'ascenseur, parce qu'elles ne veulent pas être assimilées aux gais »*. L'érosion des ventes est continue. Au printemps 1987, M. Charles Pasqua veut protéger la jeunesse et la morale en s'attaquant à la presse gaie. La manœuvre échoue, mais affaiblit paradoxalement *GPH*, car, dans la brèche, s'engouffrent une série de titres érotiques, copiés des publications américaines et parfois édités à Monaco. Les ventes tombent à 10 000 exemplaires fin 1988. En mars 1992, une nouvelle formule, conçue pour relancer le journal, double son format mais lui fait perdre un quart des acheteurs qui restent. A 6 000 exemplaires et 70 000 F de pertes hebdomadaires cet automne, sans guère de publicité, seule la télématique permet d'afficher des comptes équilibrés en 1991, et probablement en 1992.

Le minitel contre l'érosion du lectorat

Car le minitel est venu au secours de *GPH*. Premier service en 1984, relance en 1986 : malgré les copies, les piratages, les faillites de serveurs, la manne des messageries va masquer les difficultés de *GPH*. A raison de quarante mille heures par mois, la télématique contribue largement aux 30 millions de chiffre d'affaires de LFM et des Editions du triangle rose, deux sociétés imbriquées dont Gérard Vappereau est le gérant. Mais les menaces sur la télématique se précisent, avec une taxation alourdie, et la déconnexion récente d'autres serveurs gais.

Début septembre, le gérant jette l'éponge, préférant licencier dans de bonnes conditions le personnel plutôt que jouer l'acharnement thérapeutique. Il n'a pas trouvé l'argent nécessaire au lancement du magazine mensuel qui devait accompagner la nouvelle formule. Il veut *« remettre tout à plat et reconstruire une nouvelle entreprise dont l'objet premier serait d'éditer un journal pour homosexuels »*, mais refuse *« de manière définitive »* d'assurer la direction de ce projet. Le courrier des lecteurs afflue : les gais isolés de province, les associations de lutte contre le sida regrettent l'extinction de ce carrefour d'information. Mais la sympathie arrive tard.

Aucune solution envisagée par le personnel (majoritaire à travers des sociétés de rédacteurs et de fabricants) n'a pu prendre corps. Les salariés veulent leurs indemnités de licenciement. L'équipe espère pourtant une renaissance d'ici un an et lance une lettre mensuelle en attendant. Gérard Vappereau jette un regard en arrière sur treize ans de liberté : *« L'homosexualité passe mieux dans la société française ; mais pas chez les homosexuels, qui ne s'en sont pas encore aperçus. »*

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

□ **Rejet du pourvoi en cassation de cinq policiers, dont l'inspecteur Dominique Loiseau, condamnés pour vols.** – La chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par M. Paul Malibert, a rejeté, mercredi 28 octobre, le pourvoi en cassation de cinq policiers condamnés le 16 octobre 1991 à des peines de réclusion criminelle par la cour d'assises de Paris pour avoir participé à des vols à main armée entre 1982 et 1985. Ayant toujours clamé son innocence, Dominique Loiseau, inspecteur à la brigade de recherches et d'intervention (BRI), avait été condamné à douze ans de réclusion ; Jean-Louis Naud, gardien de la paix à Marseille, à quatorze ans ; Alain Rossi, inspecteur à la brigade des stupéfiants et du proxénétisme (BSP), et Michel Mandonnet, inspecteur à la brigade de répression du banditisme (BRB), à quinze ans, et enfin Pascal Jumel, enquêteur à la BRB, à dix-sept ans.

□ **Libération de trois militants juifs français arrêtés à Rostock.** – Les trois Français arrêtés, lundi 19 octobre, à Rostock (Allemagne), après des échauffourées lors d'une manifestation de soutien aux Tziganes (*le Monde* du 21 octobre), ont été libérés, mercredi 28 octobre. Les trois hommes, membres des organisations juives Tagar et Betar (extrême droite sioniste), avaient été inculpés de « coups et blessures, rébellion contre la force publique et libération de détenus ». Le parquet de Rostock, se référant à l'accord européen d'assistance juridique, a indiqué qu'il avait demandé à la justice française de reprendre à son compte les poursuites engagées. Dans un communiqué, Me Serge Klarsfeld, organisateur de la manifestation, redoute de voir *« les autorités françaises jouer le rôle que l'Allemagne voudrait leur faire jouer : celui de la justice et de la police de Vichy faisant le sale travail des nazis à leur place »*.

DÉFENSE

Dans le bimestriel *l'Armement*

L'amiral Coatanea constate « la modicité des moyens » de la marine nationale

« L'avenir de la marine est encore entaché de nombreuses incertitudes », écrit, dans le bimestriel *l'Armement* édité par la délégation générale pour l'armement (DGA), l'amiral Alain Coatanea, le chef d'état-major de la marine nationale qui a récemment exprimé des divergences avec le ministère de la défense (*le Monde* du 15 octobre). *« Aujourd'hui*, estime-t-il, *nous avons à modeler un nouveau visage de la marine nationale qui sera certes plus restreinte, mais aussi plus technique, plus concentrée et servie par des équipages plus sereins »*.

« Il est d'ores et déjà établi qu'à moyen terme seuls une trentaine d'avions de patrouille maritime, six sous-marins nucléaires d'attaque et quinze grands bâtiments de combat seront susceptibles d'assurer la sûreté de la force océanique stratégique [il s'agit des cinq sous-marins nucléaires lance-missiles balistiques] *et d'accompagner ou de soutenir nos deux porte-avions et nos trois grands bâtiments amphibies, tandis que nos forces de lutte contre les mines seront réduites. La modicité de ces moyens d'action*, constate l'amiral, *dont le renouvellement en temps utile devient tous les jours plus épineux, menace l'équilibre et la cohérence du dispositif. »* *« Constituer un outil naval adapté à toutes les situations d'une action d'envergure n'est plus à la portée de notre pays seul. La voie d'avenir qui semble la plus raisonnable est donc de développer autant que faire se peut*, conclut le « patron » de la marine française – qui s'en remet à des nations européennes, – *une coopération industrielle qui accroisse la complémentarité et l'interopérabilité de nos forces, tout en définissant les pôles d'excellence dont nous voulons conserver la maîtrise. »*

SOCIÉTÉ

RELIGIONS

Devant l'assemblée plénière des évêques à Lourdes

Le pasteur Stewart critique un texte du cardinal Ratzinger sur la primauté du pape

Pour la première fois depuis quatorze ans, les évêques français réunis en assemblée plénière ont débattu, mercredi 28 octobre à Lourdes (Hautes-Pyrénées), des questions œcuméniques. Un incident a eu lieu à la suite d'un commentaire critique du pasteur Jacques Stewart, président de la Fédération protestante de France, sur une récente déclaration du cardinal Ratzinger.

LOURDES

de notre envoyé spécial

L'œcuménisme ne va plus de soi. Ce constat a été dressé par les évêques catholiques à leur tour. Ils sont inquiets des accrocs du dialogue entre catholiques et anglicans ou orthodoxes, de la désaffection pour les recherches théologiques communes, de la *«somnolence»*, comme dit Mgr Decourtray, de pratiques comme la semaine de prière pour l'unité, *par la remontée*, dans les crises politiques européennes, des réflexes confessionnels.

Cette journée de discussion à Lourdes a permis de mesurer les progrès réalisés, notamment depuis la création en 1987 du Conseil d'Eglises chrétiennes en France (CECEF), qui a produit nombre de déclarations communes sur la montée du racisme, de la xénophobie, sur le commerce des armes ou la peine de mort. Mais elle a montré aussi les ambiguïtés et les limites de ce processus de rapprochement œcuménique.

Fait sans précédent, le pasteur Jacques Stewart, président de la Fédération protestante de France, et Mgr Jérémie, président du Comité interépiscopal orthodoxe, avaient été invités à s'exprimer devant les évêques au grand complet. *«L'œcuménisme n'est pas en panne»*, a affirmé le pasteur Stewart, mais il a mis en cause la hiérarchie catholique jusqu'à son plus haut niveau – le Vatican – en lui imputant la responsabilité d'une partie au moins des blocages actuels.

«Une vision réductrice de l'unité»

Courtoisement, mais fermement, il a fait part de l'*«émoi»* suscité dans la communauté protestante par la récente publication d'une Lettre aux évêques catholiques du cardinal Ratzinger. Dans ce texte (*le Monde* du 17 juin), le préfet de la Congrégation romaine pour la doctrine de la foi assigne comme objectif au dialogue œcuménique *«la reconnaissance de la permanence du primat de Pierre dans ses successeurs, les évêques de Rome»*. Et il définit cette primauté du pape *«comme un service universel présent à l'intérieur de toutes les Eglises»*.

Faudrait-il *«se ranger derrière cette doctrine catholique très centralisatrice de l'ecclésiologie de communion?»* s'est interrogé le président de la Fédération protestante de France, ajoutant devant les évêques : *«Je ne peux retenir autre chose qu'une vision réductrice de l'unité. Je crois l'unité voulue par le Christ infiniment plus large, plus accueillante, plus surprenante et plus riche de promesses pour le monde que celle exprimée par la logique de cette lettre.»*

Dans les couloirs, certains évêques ont reproché à l'invité protestant une part d'*«indélicatesse»*. Venu du Vatican, Mgr Pierre Duprey, secrétaire du Conseil pontifical pour l'unité des chrétiens, a dit qu'*«il ne fallait pas exagérer l'importance de la lettre du cardinal Ratzinger»*, tout en admettant qu'il se trouvait souvent dans la situation de *«pompier universel»*. Dressant un tableau des avancées du dialogue œcuménique, il a surtout tenté de remobiliser les évêques en faveur d'une cause qui semble largement leur échapper.

HENRI TINCQ

Après deux semaines de vifs débats à Saint-Domingue

La conférence épiscopale latino-américaine a adopté un texte de compromis

La quatrième assemblée du Conseil épiscopal latino-américain (CELAM), réunie depuis le 12 octobre à Saint-Domingue, a terminé ses travaux mercredi 28 octobre. Le document final qu'elle a adopté avant de se séparer peut être considéré *comme le fruit d'un compromis*, acceptable tant par les cardinaux de la Curie romaine que par les représentants progressistes de l'épiscopat sud-américain.

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

Dans une villa discrète de Saint-Domingue, une trentaine de théologiens parmi les plus brillants d'Amérique Latine ne cachent pas leur soulagement. Après deux semaines d'âpres débats, le document final de la conférence du CELAM reprend tous les amendements qu'ils avaient envoyés la veille aux évêques progressistes. Ni vainqueurs ni vaincus, à la vérité. La *«nouvelle évangélisation»* voulue par Jean-Paul II cinq siècles après l'apparition de la Croix en terre américaine figure en bonne place. La théologie de la libération *n'est pas citée une seule fois*. Mais le texte se situe explicitement dans la lignée des conférences antérieures de Medellin et de Puebla : le message prophétique de l'Eglise latino-américaine est préservé grâce à l'élargissement et à l'approfondissement de *«l'option préférentielle pour les pauvres»*.

«On aurait pu faire mieux, mais au moins on a tenu compte du travail des commissions», commentait l'évêque brésilien José Ivo Lorscheiter, peu après le vote final à la Casa San Pablo où l'assemblée délibérait à huis clos. La tentative de reprise en main de l'Eglise latino-américaine par Rome a largement échoué, grâce à la ténacité du président de la commission de rédaction, l'évêque brésilien Luciano Mendès. Les tensions de la dernière journée témoignent de la résistance de l'assemblée. La cinquième version du document final, élaborée par une commission où les conservateurs pro-romains étaient *majoritaires, a été accueillie par un* déluge d'amendements, plus de cinq mille.

Les modifications discrètement rédigées par l'équipe de théologiens progressistes ont profondément remanié *le deuxième chapitre* consacré à *«la promotion humaine»*, chapitre considéré par le cardinal Paulo Evaristo Arns, l'archevêque de Sao-Paulo, comme *«la partie centrale»* du document de Saint-Domingue. Tout en conservant le «schéma» voulu par le Vatican qui, à l'inverse de la tradition latino-américaine, part de l'*«illumination théologique»* pour arriver à l'analyse de la réalité, la nouvelle version de *«la promotion humaine»* dresse un constat sans concessions de la *«décennie perdue»* en Amérique latine. *«L'appauvrissement croissant dont sont victimes des millions de nos frères plongés dans une misère extrême et intolérable est le fléau le plus dévastateur et le plus humiliant qui frappe l'Amérique latine»*, s'exclament les évêques, avant de mettre en cause les *«politiques néo-libérales qui dominent aujourd'hui en Amérique latine et dans la Caraïbe»*.

La propriété et l'utilisation de la terre sont *«l'une des revendications les plus urgentes en Amérique latine»*, ajoute le document de Saint-Domingue qui se prononce en faveur de *«l'appui solidaire aux organisations de paysans et d'indigènes qui luttent pour conserver ou récupérer leurs terres»*. Pour faire face à la crise écologique, les évêques lancent un appel au dialogue avec le Nord et incitent les chrétiens à imiter *«la sagesse des peuples indigènes concernant la préservation de la nature»*. Le document se prononce pour une *«inculturation* (1) *de la liturgie intégrant les symboles, les rites et les expressions religieuses»* des Indiens et la défense des *«usages et coutumes afro-américaines compatibles avec la doctrine chrétienne»*.

Les évêques dénoncent les violences particulièrement contre les *enfants*, les *femmes*, les paysans, les indigènes et les Afro-Américains. La corruption, les excès de l'économie de marché et le fardeau de la dette extérieure sont dénoncés. Mais le document manque d'imagination à l'heure des propositions. Les renvois répétés à la *«doctrine sociale de l'Eglise»* et le vague énoncé d'une *«économie de solidarité et de participation»* décevront ceux qui attendaient des orientations plus novatrices après *«l'effondrement du socialisme réel et la crise du modèle néo-libéral»*, selon l'expression de l'économiste péruvien Javier Iguinez.

Le *«prosélytisme croissant»* des sectes

Le document est plus faible encore sur deux sujets présentés à juste titre comme deux des principaux défis que l'Eglise catholique doit affronter en Amérique Latine : les sectes et la famille. Pour faire face au *«prosélytisme croissant»* des sectes fondamentalistes *«qui disposent de puissants appuis financiers venant de l'étranger»*, les évêques se prononcent en faveur d'une *«Eglise plus communautaire et participative.»* Une revendication souvent exprimée par les catholiques latino-américains et qui a donné naissance dans les années 70 aux *«communautés ecclésiales de base»*. Mais dans le chapitre consacré à la *«nouvelle évangélisation»*, le document de Saint-Domingue manifeste une nette méfiance à l'égard de ces communautés de base *«qui peuvent être victimes de manipulation idéologique ou politique»* et sont appelées à se soumettre à l'autorité des curés et des évêques.

Largement influencée par les groupes conservateurs hostiles à toute forme de planisme familial qui ne soit pas «naturelle», la partie consacrée à la famille est sans doute celle qui s'éloigne le plus des réalités latino-américaines. A la tête d'un véritable lobby équipé de fœtus en plastique et d'une abondante documentation, *Mme Christine de* Vollmer, l'une des rares femmes de l'assemblée, déléguée par le Vatican, a bataillé sans relâche contre les politiques de contrôle des naissances *«imposées par les organismes financiers internationaux»* et dénoncé *«les millions de victimes du génocide que constitue l'avortement»*. Le document reprend largement ces thèses, escamotant toute réflexion sur le lien entre la croissance démographique incontrôlée et l'accroissement de la pauvreté, ou sur la relation entre l'absence de moyens contraceptifs et l'augmentation du nombre des avortements. *«Comment Mme de Vollmer peut-elle s'exprimer au nom des millions de femmes latino-américaines alors qu'elle appartient à l'une des familles les plus riches du Venezuela?»* s'interroge la théologienne brésilienne Ana Maria Tepedino.

En dépit des déclarations lénifiantes, rituellement répétées lors des conférences de presse officielles, sur l'unanimisme et la fraternité des débats, les clivages politiques ont marqué l'assemblée. Exclus de l'enceinte de la Casa San Pablo sur ordre du Vatican, les théologiens de la libération n'ont cessé de participer aux discussions grâce aux micro-ordinateurs, aux fax et aux modems qu'ils manient avec dextérité. La droite radicale pouvait en revanche diffuser sa propagande sans restriction. *«Le totalitarisme est-il mort? Attention à la nouvelle gauche»* : sous ce titre, un opuscule rédigé par un certain Paul Johnson était abondamment distribué *dans l'enceinte soigneusement* contrôlée où se réunissaient les évêques.

JEAN-MICHEL CAROIT

(1) NDLR. – Une adaptation de la liturgie à la culture locale.

REPÈRES

ENSEIGNEMENT

Début de la refonte des statuts du Muséum

Un décret adopté au conseil des ministres du 28 octobre modifie le statut des quelque 230 enseignants-chercheurs du Muséum national d'histoire naturelle. Dans l'ancien statut, ces personnels étaient répartis en quatre corps : les 26 professeurs-directeurs de laboratoire, les 74 sous-directeurs, les maîtres de conférences, les assistants. Dans le nouveau statut, il n'y a plus que deux corps. Le premier regroupe 26 professeurs de 1re classe (les anciens professeurs-directeurs de laboratoire) et 74 professeurs de 2e classe (les anciens sous-directeurs), qui, les uns et les autres, peuvent diriger un laboratoire pendant une période qui reste à déterminer. Le second est celui des maîtres de conférences, puisque les anciens assistants deviennent maîtres de conférences, s'ils remplissent les conditions requises (doctorat, inscription sur la liste d'habilitation à ces postes).

Ces premières mesures sont le prélude à une réforme des statuts du Muséum, dont la nouvelle version, rédigée par la direction de la programmation universitaire du ministère de l'éducation nationale, approuvée le 19 octobre par le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (du même ministère), devrait être soumise très prochainement au Conseil d'Etat.

INSTITUT

Deux nouveaux membres à l'Académie des sciences

L'Académie des sciences a élu, *au cours de sa séance du 26 octobre*, deux nouveaux membres dans ses sections «transport et nutrition *dans la plante*» et «endocrinologie et immunologie des invertébrés», en la personne de MM. Jean-Louis Bonnemain et Jules Hoffmann.

M. Jean-Louis Bonnemain, cinquante-six *ans, est actuellement* professeur à l'université de Poitiers, où il dirige le laboratoire de physiologie et de *biochimie végétales*. Ses travaux l'ont conduit à étudier notamment les propriétés de l'appareil conducteur des plantes ainsi que les modalités du transport et des produits de la photosynthèse, les propriétés des membranes végétales, les mécanismes des échanges membranaires et de la compartimentation des molécules organiques naturelles et non naturelles à l'échelle de la cellule et de la plante.

M. Jules Hoffmann, cinquante et un ans, est directeur de recherche *au CNRS, où il dirige le laboratoire* de biologie générale de l'université Louis-Pasteur de Strasbourg, ainsi *que l'unité associée «endocrinologie* et immunologie des insectes». Ses travaux l'ont amené à s'engager *dans deux voies : l'étude et* le rôle exact d'une hormone de la mue chez certaines larves d'in*sectes (orthoptères) et celle de* certains peptides bactéricides participant au système de défense *immunitaire des insectes*.

GRAND STADE

La décision devrait être prise avant fin novembre

M. Pierre Bérégovoy choisira avant la fin du mois de novembre le lieu d'implantation définitive du Grand Stade, a indiqué le ministre de la jeunesse et des sports, Mme Frédérique Bredin, mercredi *28 octobre, à l'Assemblée nationale*, en réponse à une question de M. Jean-Claude Mignon, député RPR de Seine-et-Marne.

Le premier ministre prendra en *considération* les conclusions d'une étude menée actuellement par l'inspection générale des finances *sur les deux dossiers en* compétition : ceux de Melun-Sénart et de Nanterre (*le Monde* du 1er octobre). Depuis la désignation de Sénart par Michel Rocard, le 8 février 1991, *«de nouveaux éléments sont apparus*, a expliqué Mme Bredin. *La présidence du conseil général de Seine-et-Marne est apparue moins déterminée (...). La crise de l'immobilier a modifié l'équilibre général de cette opération, et la candidature de Nanterre s'est trouvée confortée par la volonté de nombreux élus, dont Michel Sapin (PS), de soutenir cet investissement et par celle du conseil général des Hauts-de-Seine de s'y associer financièrement»*.

FAITS DIVERS

Incident au cours de la descente d'un Airbus A-320 d'Air Inter

L'équipage d'un Airbus A-320 qui effectuait au mois de septembre un vol entre Clermont-Ferrand et *Paris-Orly a eu* la surprise de constater une aberration dans la vitesse de *descente verticale de l'appareil*. Ayant choisi un mode de descente de 550 mètres par *minute, ils se sont aperçus que* l'avion perdait 750 mètres/minute et qu'en tentant de corriger cette allure à 450 mètres/minute, ils l'aggravaient à 850 mètres/minute. *Les pilotes ont* alors changé de procédure et choisi un angle (et non une vitesse) de descente et *tout est rentré dans l'ordre*.

La cause de l'incident est imputable à un composant défectueux dans *l'unité* de contrôle en vol du pilote automatique, tous deux développés *par le français Sextant-Avionique* et par l'allemand BGT et qui *équipent d'autres types* d'avions comme les Airbus A-300 et A-310. Ce genre de panne *n'est pas fréquent, mais* il fait partie des anomalies que les équipages sont formés à *corriger*.

Cet incident serait passé inaperçu si certains pilotes ne l'avaient rendu public pour esquisser un rapprochement avec la catastrophe aérienne du mont Saint-Odile survenu au mois de janvier où *quatre-vingt-sept* personnes avaient été tuées dans la chute d'un Airbus A-320 d'Air Inter. Les premières constatations de la commission d'enquête avaient pourtant fait apparaître que l'équipage s'était trompé dans le choix du mode de descente vers l'aéroport de Strasbourg et qu'il n'avait pas surveillé sa trajectoire.

A. F.

CULTURE

CINÉMA

Le Palais de Tokyo, enfin

Le nouveau « palais de l'image » devra être prêt pour les fêtes célébrant le premier centenaire du cinéma.

M. Jack Lang répond à nos questions

M. Jack Lang a annoncé, au cours d'une conférence de presse, le 27 octobre, la nature des travaux qui vont enfin commencer au Palais de Tokyo. Et, à cette occasion, défini et précisé ce que ce bâtiment porte en lui d'ambitions.

Depuis son arrivée rue de Valois, le ministre de la culture et de l'éducation voulait que ce reliquat de l'Exposition universelle de 1937, édifice siamois du Musée d'art moderne de la Ville de Paris, soit voué aux arts de l'image pour y faire cohabiter la FEMIS (Fondation européenne des métiers de l'image et du son), une partie de la *Cinémathèque française*, et le Centre national de la photographie (en place depuis 1984), rejoints par la Mission du patrimoine photographique et les bureaux du Peripheria de Jean-Luc Godard. M. Jack Lang s'explique ici.

« Le « projet Tokyo » est déjà ancien, pourquoi ne s'épanouit-il que maintenant?

– C'est vrai, beaucoup d'éléments ont retardé la mise en chantier de la dernière phase d'aménagement, qui a été confiée à l'architecte Franck Hammoutène. Le transfert des collections de peinture du Musée national d'art moderne, notamment à Beaubourg, ne s'est pas fait sans mal. Il a fallu revoir le budget des travaux, qui était excessif, et aussi s'interroger sur certains partis pris architecturaux pour ne pas dénaturer la personnalité initiale du bâtiment, ses volumes immenses, son caractère monumental. Cette phase de recherche qui a révélé toutes les difficultés de restauration d'une construction élevée avant guerre un peu à la va-vite, a tout de même occasionné une heureuse surprise : la découverte « archéologique » d'une salle de projection inconnue. Baptisée « 1937 », elle a été inaugurée, en effet, le jour de l'ouverture de Tokyo par Léon Blum et murée aussitôt, parce qu'elle ne satisfaisait pas aux normes de sécurité... Elle sera, évidemment, réhabilitée.

– Quel est donc désormais le calendrier de « Tokyo » ?

– Le palais ouvrira fin 1994, après dix-huit mois de travaux, d'un coût total de 170 millions de francs, dont 80 millions sont inscrits au budget 1993. Avant tout, et ce n'est pas un détail, il va changer de nom. « Tokyo » ne signifie rien, pour personne. Ce sera donc, très probablement, et sous réserve de l'accord de ses héritiers, le Palais Jean-Renoir. Nous avons songé aussi – tout aussi légitimement – le baptiser Palais Henri- Langlois, mais nous avons craint qu'il ne s'établisse une confusion avec le Musée Henri-Langlois, qui demeure pour l'instant à Chaillot.

» Que contiendra-t-il, que deviendra-t-il? Le Palais... Jean-Renoir se veut la concrétisation, le symbole d'un renouveau de la cinéphilie, d'un appétit pour l'histoire du cinéma qui sont en train de prendre, en France, un élan et un essor remarquables. Et ce n'est pas un hasard – ni seulement une nécessité – si son ouverture coïncide avec la célébration du premier centenaire. Le Palais sera à la fois l'aboutissement d'une politique constante de sauvetage, de conservation, de mise *en valeur et de diffusion de notre* patrimoine cinématographique, et le point de départ d'une aventure nouvelle.

» Si on peut dater des années 70 la prise de conscience de l'état de danger mortel où se trouvait le patrimoine (la création des Archives du film date de 1969), les efforts entrepris depuis dix ans sont tous *allés dans le même sens, et sans* cesse en augmentant. Un exemple : le « plan nitrate », visant à transférer des millions de mètres de pellicule auto-inflammable sur un support moderne. En 1991, 26 millions de francs ont été affectés à cette mission de survie. Le budget du « plan nitrate » a doublé en 1992, et pour 1993 la dotation de 52 millions de francs a été reconduite. Dès la mise en place du plan, en un an, le Centre national du cinéma a restauré 626 000 mètres de pellicule et la Cinémathèque française, 305 000 mètres...

» Autre chose : après la première année d'exercice de sa nouvelle équipe, présidée par Jean Saint-Geours et animée par Dominique Païni, la reconquête et la fidélisation de son public par la Cinémathèque se confirment. Et c'est très réconfortant de voir actuellement le cycle Satyajit Ray – trente et un films, dont treize inédits – remplir chaque soir la salle de Tokyo.

» Autre chose encore, le succès de Ciné-Mémoire. Initiée l'année dernière avec une énergie formidable par Costa Gavras, cette manifesta*tion, consacrée cette année* à soixante-dix ans de cinéma français, va mobiliser toutes les forces, celles de la Cinémathèque, des Archives du film, du CNC, de la Cinémathèque de Toulouse et de la Mission pour l'aménagement du Palais de Tokyo.

« Une puissante synergie »

» Et toujours dans ce même élan de réappropriation du passé, de remémoration du cinéma d'hier pour mieux aimer et connaître celui d'aujourd'hui, je vous rappelle la création de l'association Premier siècle du cinéma, le mois dernier. Chargée de coordonner les manifestations du centenaire, elle a pris la suite de la mission préparatoire dirigée par Michel Piccoli et a pour délégués généraux Alain Crombecque et Serge Toubiana.

– Le Palais Jean-Renoir sera donc celui de la « remémoration » ?

– Oui, le palais de l'amour du cinéma, le lieu privilégié d'une puissante synergie, où toutes les activités – dont certaines sont encore à inventer – se marieront, se compléteront. Imaginons. Michael Cimino est à Paris, il se rend à « Renoir », qu'il ne quitte pas de la journée! Le matin, il donne une conférence à la FEMIS, l'après-midi, la Cinémathèque présente une rétrospective de son œuvre, le soir, il offre son dernier film en avant-première, tandis que l'exposition du moment est consacrée à John Ford, l'un de ses grands inspirateurs...

» En effet à « Renoir », il y aura, ce qui n'existe pas pour le moment en France, un lieu d'exposition régulier consacré au cinéma, on y *pratiquera une forme neuve d'accès* aux œuvres, des images projetées comme des tableaux, des images vivantes. Et, surtout, une bibliothèque-filmothèque, accessible à tous, où seront réunies, inventoriées, répertoriées les richesses de tous nos grands fonds (Cinémathèque, FEMIS, Sadoul) où s'élaboreront des échanges avec la communauté *scientifique et l'étranger.*

» On pourra consulter des documents de toute sorte, scénarios, coupures de presse, photographies, et, bien entendu, « consulter » également un grand nombre de films à l'aide de dispositifs techniques modernes, le vidéodisque, notamment. Mon espoir serait qu'un peu partout naissent des filmothèques de ce genre, en liaison avec les écoles, les lycées, les universités, permettant à cette culture cinéphilique de pénétrer encore plus profondément notre société. De même que la Bibliothèque nationale a été la mère de nombreuses autres bibliothèques, je pense que la bibliothèque-filmothèque de « Renoir » pourra être la matrice d'autres établissements similaires.

– Vous parliez d'expositions temporaires de cinéma, elles risquent d'être coûteuses et difficiles à monter. N'aurait-il pas été préférable – et envisageable, si le Centre national de la photographie s'était installé ailleurs – de transférer le Musée Langlois à « Renoir » ? Il est tellement à l'étroit à Chaillot... N'est-on pas en train de manquer l'occasion de créer le plus beau musée de cinéma permanent au monde?

– Le Centre national de la photographie de Robert Delpire jouit à « Renoir » du droit du « premier occupant ». Ni Delpire ni nous n'avons jamais été opposés à ce *qu'il déménage, encore faudrait-il* trouver un lieu à sa mesure. Par ailleurs, le palais n'est pas si grand. 20 000 mètres carrés, dont 3 300 mètres carrés sont occupés par la FEMIS. Il reste 2 000 mètres carrés pour les expos photo, 2 100 mètres carrés pour les expos cinéma, 2 100 mètres carrés pour la bibliothèque. « Renoir » est déjà trop petit... »

Propos recueillis par
DANIÈLE HEYMANN

Pour l'image

Suite de la première page

Le projet s'est enrichi de la quatrième dimension, le temps, et d'une exploration approfondie de l'aile ouest de l'immense bâtiment, construit pour l'Exposition de 1937 – fruit d'un concours aux résultats abusivement orientés. Lors du cinquantenaire de cette exposition, le concours a été joliment narré par Danilo Udovicki, et l'édifice remarquablement décrit et analysé par Bruno Foucart et Jean-Baptiste Minnaert (1). Le premier nous rappelle que, pour *les Nouvelles littéraires*, le jury du Palais était *« composé de cinquante-sept membres, dont plusieurs étaient compétents »*. A l'issue du concours, Le Corbusier, qui avait été candidat, put affirmer, dans une bordée d'amabilités du même genre : *« Nous avons été faits comme des rats. »*

Un avis que ne partage pas la postérité, notamment Foucart et Minnaert, qui décrivent au contraire l'heureuse évolution du bâtiment, la façon dont les plans initiaux se mirent à respirer après l'« annexion » du terrain de l'ancienne ambassade de Pologne, et notamment l'élagage de deux des branches du peigne que formait l'aile ouest, celle de l'Etat (l'aile est étant dévolue à la Ville de Paris). Terminé trop vite, le bâtiment resta fragile et inachevé. Cet inachèvement encouragea une forme de désinvolture pour l'architecture originelle. La machinerie qui devait/aider les salles à trouver leur lumière, devenue obsolète, conduisit à de redoutables exercices de construction de cimaises et de consommation électrique. Une partie des volumes fut carrément murée, puis oubliée.

Décrire ainsi la carrière du palais, c'est paradoxalement se rapprocher au plus près du projet Hammoutène. L'architecte, en effet, s'est donné pour principe de retrouver la noblesse et la luminosité du bâtiment originel, fait d'immenses salles inondées de lumière zénithale. Sera également restauré un bijou de salle cent pour cent 1937 exhumée il y a cinq ans lors des premiers travaux. Enfin, un vaste espace public sera aménagé dans un volume résiduel, lui aussi « retrouvé », tout autour de cette salle, dans les douves qui séparent le palais de l'avenue du Président-Wilson, et dont les contreforts visibles engendrent un volume expressionniste spectaculaire.

Le projet entre dans le registre du paradoxe dans la mesure où les nouveaux équipements du palais ne semblent pas *a priori* demandeurs des mêmes performances lumineuses. Aussi, une fois retenus la définition des espaces dévolus aux divers occupants et le principe d'un « mur » technique commun qui formera la colonne vertébrale du nouvel édifice, le projet laisse tout à la fois admiratif et perplexe. Hachuré de lignes immatérielles, mais qui ne le resteront inévitablement pas, il paraît relever d'une équation dont la résolution ne se révélera possible qu'une fois achevée sa réalisation. Un pari dans le droit fil de l'histoire du palais.

FRÉDÉRIC EDELMANN

(1) *Paris 1937, cinquantenaire de l'Exposition internationale*. Institut français d'architecture/Paris-Musées éd., 1987.

Chanson pour aujourd'hui

LA PETITE AMIE D'ANTONIO
de Manuel Poirier

« J'sais pas danser et j'ai pas envie d'apprendre. » Dans la boîte triste où Antonio lui faisait une timide proposition, Claudie a lâché son refus, de sa petite voix cassée. Ce n'est pas seulement la voix qui est cassée. Elle ne s'aime pas beaucoup, Claudie, et elle aime les autres encore moins. Malgré elle d'abord, Antonio va l'aimer quand même. Et autour d'eux, une copine et son drôle de jules, la famille mal en point de la jeune fille, son « ex » qui dérive entre trafics et cynisme, vont chacun à leur façon recoller les bouts de cette fille en quenouille, sans croire à aucun sauvetage, à aucune rédemption.

Dans les bars, les rues et le port du Havre, les appartements gris et les supermarchés, Manuel Poirier promène doucement sa caméra attentive, vierge de tout misérabilisme, de tout message, de toute pitié. Ses personnages, servis par de jeunes acteurs inconnus et excellents (Hélène Foubert, Sergi Lopez, Corine Darmon, Hugues Celinain, Laurent Arnal), s'approchent, s'engueulent, tentent de s'aider. De virées en déprimes, de coups de tête « pas raisonnables » en dialogues au vif, Manuel Poirier les filme sans les exhiber ni les manipuler, avec la sympathie sans complaisance qu'on aurait pour des proches.

Et, s'il traîne un peu sur la psychologie (il y a un mystère dans l'enfance de Claudie, dont la résolution donnerait la clé de son comportement), il esquive du moins les « passages obligés » auxquels se soumettent la plupart des chroniques du quotidien difficile : ni crime ni suicide, pas de voyeurisme de la drogue, *de sida-métaphore ni de* romanesque de la fatalité. *La Petite Amie d'Antonio*, aussi modeste que ce titre qui désigne par une périphrase son héroïne si peu héroïque, va son chemin sans faire d'esbroufe, poignante et juste comme une chanson de vie. Une chanson de Charlélie Couture, par exemple, qui a donné un peu de sa musique *à la bande-son du film.*

JEAN-MICHEL FRODON



Hélène Foubert et Corine Darmon

Les méfaits de la pollution

LA FEMME DE L'ÉPICIER
de John Pozer

Parcours d'un ramoneur (un contrôleur de cheminées) timide dans une ville polluée. Timide avec les femmes, forcément : il est entouré de mégères plantureuses. Sa mère, d'abord, qui le traite comme un gamin, alors qu'il a largement atteint l'âge d'amour. Une strip-teaseuse sur le retour qui s'installe chez lui. Et la femme de l'épicier qui prétend le déniaiser. Le film du réalisateur canadien John Pozer – présenté à la Semaine de la critique au dernier Festival de Cannes – est en noir et blanc. Des noirs et blancs qui semblent d'époque, ridés, usés par le temps. Et manifestement, John Pozer recherche cet humour farfelu que Tati avait su récupérer et revivifier.

Il n'y est pas parvenu. Il patauge dans la confusion d'un récit complaisamment déstructuré, destiné à offrir une vision « personnelle et originale » de notre société, et à mettre en valeur le timide objet du désir de toutes ces femmes, Simon Webb, comédien pâlot. De plus, le scénario entend traiter avec une certaines prétention d'un thème dit « contemporain » : la pollution physique et morale des villes. La maman abusive ayant été contaminée par les miasmes du ciel noirci, la strip-teaseuse veut prendre sa place, son identité, et ce fils chéri dont elle a fait un impuissant. Quoi qu'il en soit, rien n'est plus dangereux que de désarticuler les ressorts du comique. Car l'ennui arrive au galop et s'incruste.

C. G.

MUSIQUES

La dame de La Nouvelle-Orléans

Chanteuse de blues venue d'une ville de jazz, Marva Wright impose sa voix

MARVA WRIGHT AND THE BMW'S
au Jazz-Club Lionel-Hampton

Sur scène, Marva Wright aime chanter *Built for Comfort*, vieux standard du blues dont le refrain dit : *« Je suis construite pour le confort, pas pour la vitesse. »* C'est presque exact : Marva Wright est quasiment sphérique. De La Nouvelle-Orléans, où elle est née, où elle a grandi, elle a gardé une façon de passer le temps (donc de garder le tempo) un peu décalée, traînante. Mais il ne faut pas sous-estimer son énergie : lors du dernier « Jazzfest » de La Nouvelle-Orléans, elle était omniprésente : chantant le blues avec son groupe the BMW's *(Band of Marva Wright)* sur une grande scène en plein air, le gospel avec la chorale du révérend Sammy Berfect sous une tente. Le soir, elle était dans les clubs, sous son nom, ou s'invi*tant chez certains de ses collègues.*

La voilà au Jazz-Club Lionel-Hampton, un salon d'hôtel parisien qui se transforme périodiquement en morceau de Vieux Carré (Johnny Adams, Allen Toussaint, Spencer Bohren y ont joué), malgré son décor aéroportuaire, malgré un public qui mélange hommes d'affaires en phase de décompression, amateurs et oiseaux de passage. Marva Wright y décline un répertoire classique : blues *(Little Red Rooster)*, gospel *(Just a Closer Walk With Thee, Down by the River Side)*, standards *(Do You Know What It Means...)*. Ces points de passage obligés, le jeu virtuose mais parfois transparent du groupe s'oublie très vite : sur scène, on ne voit que Marva Wright, sa formidable générosité, on n'entend que sa voix riche dont le timbre, sinon le registre, rappelle Aretha Franklin, et une époque bénie où Aretha, Carla Thomas et toute une théorie de femmes noires du Sud s'imposaient par la force, par le poids de leur voix.

On pourrait croire que Marva Wright est leur élève, qu'elle s'est mise à chanter à cause d'elles. En fait, sa carrière professionnelle n'est pas plus longue que celle de Vanessa Paradis. *« Il y a cinq ans*, se souvient Marva qui a aujourd'hui quarante-quatre ans, *je sortais avec un musicien de blues. Quand il jouait, je n'arrêtais pas de l'embêter pour qu'il me laisse chanter. Des gens m'ont entendue, et on m'a proposé de chanter à l'Old Absinth House, sur Bourbon Street. »*

A cette époque, Marva Wright ne connaissait rien au blues. Sa seule éducation musicale était religieuse : elle avait chanté en solo à Saint Stephen, l'une des plus prestigieuses églises baptistes de La Nouvelle-Orléans, fait partie d'un groupe gospel baptisé The Five Teenagers. Elle élevait ses quatre enfants et travaillait comme secrétaire pour les écoles publiques de la ville. *« A l'Old Absinth House, je chantais avec des musiciens de blues. Ils m'ont fait découvrir la musique, m'ont appris les mélodies, les textes. J'ai lu ce que je trouvais sur les chanteurs et les chanteuses. J'ai décidé de devenir une chanteuse de blues, d'abord parce qu'il n'y en a plus, à part Koko Taylor et Etta James, et aussi parce que je viens d'une ville de jazz et que l'idée d'une chanteuse de blues de La Nouvelle-Orléans était inédite »*.

Marva Wright a été engagée au Hilton de La Nouvelle-Orléans, a commencé à chanter dans les festivals de blues à travers le monde. Elle a enregistré un disque (distribué en France par Skyranch/WMD). Ses enfants ont été conquis par sa *« musique de vieux »*. *« Je ne me fais pas d'illusion, à mon âge je suis contente de ma vie. Si ma carrière va encore plus loin, si j'enregistre pour une major, tant mieux. Mais c'est déjà extraordinaire qu'autant de gens m'aient permis de chanter. »*

THOMAS SOTINEL

▶ Jusqu'au 7 novembre à 22 h 30, au Jazz-Club Lionel-Hampton (Hôtel Méridien), 81, bd Gouvion-Saint-Cyr, Paris-17ᵉ. Tél. : 40-68-30-42.

Spike Lee : « Black interviewers only »

NEW-YORK

correspondance

C'est sous ce titre fracassant que le *New York Times* rapporte les dernières exigences de Spike Lee, quatre semaines à peine (le 18 novembre) avant la sortie de son film *Malcolm X*. Non pas « exigence » mais *« requête »*, répond Spike Lee : *« Je fais simplement comme tout le monde à Hollywood (...). Je me sers du poids que j'ai en ce moment pour demander qu'on m'envoie des Afro-Américains qualifiés. Le vrai crime c'est que les publications des Blancs n'emploient pas de journalistes noirs. »*

Il est de fait que la pratique est courante à Hollywood, où des stars du gabarit de Robert Redford, Tom Cruise, Mick Jagger, Michael Douglas ou Julia Roberts s'efforcent, souvent avec succès, de manipuler les médias en exigeant de choisir elles-mêmes l'intervieweur (de préférence « sympathisant »), la date de parution de l'article, jusqu'au nombre de pages (ou, pour la télévision, de minutes), sans parler des photos. Et le mouvement fait tache d'huile.

Selon le *New York Times*, cela faisait plusieurs semaines que la « requête » de Spike Lee circulait dans les rédactions. Le cinéaste a choisi de la rendre publique dans un entretien accordé à *Newsday*. Le quotidien californien, *The Los Angeles Times* a refusé de se soumettre ; *Première Magazine, Rolling Stone, Interview* et *Vogue* ont accepté.

C'est apparemment à la suite d'un entretien publié (avec photo de couverture) par le magazine *Esquire* que Spike Lee aurait formulé sa demande auprès des rédactions. Il estimait l'en-tête *« incendiaire »* et l'article (au demeurant assez acerbe) condescendant, le faisant passer pour un raciste anti-blanc et un butor.

Une porte-parole de la Warner, distributeur américain de *Malcolm X*, a déclaré au *New York Times* que le studio, dans l'ensemble, soutenait le cinéaste. *« Spike a le sentiment très sincère*, dit-elle, *que sur* Malcolm X, *des journalistes noirs témoigneront d'un plus grand intérêt et d'une plus grande compréhension, spirituelle et intellectuelle. Cela ne signifie pas pour autant qu'ils lui faciliteront la tâche. »*

HENRI BÉHAR

هكذا من الاصل

CULTURE



THÉATRE

Une croisière sans charme

David Warrilow réussit son monologue mais Joël Jouanneau rate son but

AU CŒUR DES TÉNÈBRES et **LE MARIN PERDU EN MER**
au Théâtre de l'Athénée

Joël Jouanneau a su renouveler ces dernières années la manière d'écrire une pièce de théâtre, de produire un spectacle et d'y associer une troupe d'acteurs. Hors des *modes*, des *circuits fermés* de l'édition, il travaille longuement ses textes dont l'univers était jusque-là immédiatement repérable : une poésie jouant de la langue avec une sorte de grâce légère, dessinant des personnages inconnus jusque-là sur les planches, hommes, femmes, enfants, toujours d'une grande simplicité et de la plus haute fantaisie.

Les héros-anti-héros du *Bourrichon*, de *Kiki l'Indien*, de *Mamie Ouate en Papoâsie*, de *Gauche Uppercut* étaient à la fois comme vous et moi et en même temps infiniment beaux, poignants, curieusement intrigants. En peu de mots et beaucoup d'émotions, ils franchissaient les montagnes, les océans, les barrières du temps à la recherche d'un ailleurs plus clément et plus fraternel. Il y avait beaucoup de générosité dans cette quête, beaucoup de douleurs aussi, de solitudes déboussolées. Il y avait la patte de Jouanneau.

Jouanneau fut aussi le metteur en scène de quelques-unes de ses pièces et le défenseur d'auteurs oubliés comme Robert Pinget (*l'Hypothèse* et *l'Inquisitoire*), Robert Walser (*les Enfants Tanner*) ou d'autres bien connus, mais qui ne faisaient pas encore l'objet d'une vogue, comme Thomas Bernhardt (*Minetti*). Avec l'accord de Samuel Beckett, il nous a donné en 1991 un *En attendant Godot* jamais vu, polychrome, intense, à hautes vibrations. Il avait fait alors l'unanimité. En compagnie de ses deux comparses, Jacques Gabel pour les décors et Franck Thévenon pour les lumières, il a inventé une esthétique soignée, radieuse jusque dans ses zones d'ombre.

Jouanneau, le premier, a offert à celui qui allait devenir un frère de scène, l'acteur anglais David Warrilow, les rôles qui l'ont propulsé ici à sa juste place, c'est-à-dire au plus haut. Dans son sillage se sont embarqués une poignée d'acteurs qui ont trouvé là une famille et le cadre approprié à leurs talents très divers : Marief Guittier, Michel Raskine, Alain Aithnard, Mireille Mossé, Philippe Demarle, rejoints par d'autres au gré des projets.

La plupart d'entre eux ont participé à la création de *Au cœur des ténèbres* et du *Marin perdu en mer*. La première œuvre est une adaptation du roman de Conrad, dite en une heure par David Warrilow presque seul en scène – Marief Guittier le rejoint à l'ultime séquence du spectacle. Comme à *l'habitude, l'acteur est là, à portée* de main, sa voix enfle et émeut, Charlie Marlow prend corps et âme. C'est atrocement compliqué pour lui et formidablement simple pour nous. Le plaisir du conte encore et toujours renouvelé. Avec rien, quelques lumières, de jolis sons, et l'essentiel : un être humain, de chair et d'os, tout entier au service d'un auteur.

Excès de pudeur

L'affaire se complique avec la *création* de la *nouvelle pièce* de Joël Jouanneau. Disons d'emblée que *le Marin perdu en mer* n'aurait pas dû être donné à l'Athénée. Pour avoir aperçu le décor un jour de répétition l'été dernier à Sartrouville, on peut dire qu'il lui fallait un grand plateau, afin de l'éloigner un peu de l'avant-scène et de restituer cette distance qui sied si bien aux travaux de Jacques Gabel et à l' « effet de conte » cher à Jouanneau. Ici, les spectateurs sont *propulsés sur la poupe d'un bateau* d'opérette mal fichu, trop près pour en lire la magie et le charme. D'antant que Jouanneau auteur est porté défaillant.

Lui d'ordinaire si soigneux dans ses architectures se laisse aller au foisonnement. Il se perd dans les références à ses œuvres antérieures – *comme s'il voulait se réapproprier* les textes qu'il avait offerts à d'autres metteurs en scène, préoccupation dont peu de spectateurs seront soucieux. Il nous perd dans les références à l'époque, réglant certains comptes de manière cavalière – et particulièrement avec le totalitarisme, dont la dénonciation est inintelligible.

On sent bien qu'il a envie de nous parler de violence, de pouvoir, d'amour, des relations *hommes-femmes*, et même et surtout des relations hommes-hommes, mais il s'arrête en chemin. Sûrement pas par désinvolture, mais plutôt par un excès de pudeur dont il avait su parfaitement jouer jusque-là et qui n'est ici qu'un handicap. Du coup, bien qu'interprétés par des acteurs jamais rétifs aux manœuvres les *plus alambiquées*, ses personnages ne sont qu'esquissés, trop ou pas assez bavards, trop ou pas assez *présents, trop ou pas assez émouvants*, au gré d'un projet dont on ne voit pas la nécessité.

OLIVIER SCHMITT

► ***Au cœur des ténèbres.*** **Du mardi au samedi à 19 heures, dimanche à 16 heures. Jusqu'au 22 novembre. *Le Marin perdu en mer*, du mardi au samedi à 21 heures. Jusqu'au 21 novembre. Tél. : 47-42-67-27.**

□ **Le 28e Sigma de Bordeaux.** – Sigma aura lieu du 9 au 14 novembre prochain dans la capitale girondine. Ce festival recevra deux compagnies américaines, le Wooster Group de New-York avec *Brace up*, spectacle en création française d'Elizabeth Lecompte inspiré des *Trois Sœurs* de Tchekhov et Dar A Luz, de Los Angeles, avec *The Hip-Hop Waltz of Eurydice*, de Rezah Abdo. De nombreuses compagnies françaises participent à la manifestation.

► **Renseignement et réservations : hangar 5, face à la place Jean-Jaurès. Tél. : 56-43-00-92.**

Entre Sade et les Pieds nickelés

Un conte « inavouable » de Bataille

UNE HISTOIRE DE L'ŒIL
au Théâtre de la Main-d'Or Belle de Mai

« Que penses-tu en général de la littérature érotique ? » demande Paul Eluard à André Breton. *« Je pense le plus grand mal de la littérature érotique »*, répond Breton. C'était en 1932, lors d'une discussion du groupe surréaliste sur la sexualité. Georges Bataille, à ce moment, n'était pas surréaliste. Il traitait Breton de *« vieille vessie religieuse »*, de *« gros abcès de phraséologie cléricale »*. Et pourtant, l'un des livres qu'il avait déjà publiés (sous le manteau, tant l'érotisme en est violent), *Histoire de l'œil*, n'appartient pas seulement à la descendance de Sade, mais s'apparente, par beaucoup de ses « attributs », aux surréalistes. L'invitation de l'exposition de juin 1933 annonçait, par exemple : *« objets inavouables, sexes, objets à flairer, phobies, souvenirs intra-utérins, buste de femme rétrospectif, œufs sur le plat »*.

Un délire à trois

L'œuf sur le plat, l'œuf en général, est l'un des protagonistes majeurs de *Histoire de l'œil*. Bataille écrit : *« Le blanc d'œuf était du blanc d'œil, et le jaune était la prunelle. »* Mais le délire se joue à trois : l'œuf (mollet, déshabillé de sa coque), le globe de l'œil (énucléé), et l'une des deux génitoires (de taureau, de préférence). *« Les glandes, de la grosseur et de la forme d'un œuf, étaient d'une blancheur nacrée, rosée de sang, analogue à celle du globe oculaire. »* L'une des scènes de *Histoire de l'œil* a lieu aux arènes de Séville. Une jeune femme est venue voir toréer Manolo Granero Valenciana, et elle a demandé que lui soit apportés, après la course, les testicules d'un taureau.

Michel Leiris, ami fidèle de Bataille, en vient pourtant à reconnaître que *« ces héros demeurent empreints d'une irréductible gaminerie, à travers des tribulations impossibles à situer ailleurs que dans une période de grandes vacances »*. Ce qui renvoie à l'une des quelques déclarations que fit Georges Bataille lors de son assez brève liaison avec les surréalistes en 1935-1936. Bataille écrit : *« La base de la morale sociale en régime capitaliste est la morale imposée par les parents aux enfants. A cette morale de la contrainte, nous opposons comme point de départ la morale spontanée qui s'établit chez les enfants au cours de leurs expéditions et de leurs jeux. »*

Ce rappel, *tout à fait juste*, aux grandes vacances vient aussi de ce que les délires d'*Histoire de l'œil* sont situés par Bataille dans un paysage de plages, de falaises. Bataille raconte *« un énorme rat entrant dans l'orbite oculaire d'un évêque »*. Mais, aussitôt, nous respirons : *« Nous partîmes presque sans mot dire dans la direction de la mer. »*

Il n'est pas facile de distinguer la part du sérieux et celle de la plaisanterie chez Bataille comme chez son ami Leiris. C'est sans rire du tout que Leiris qualifie l'œil de *« candide produit du poulailler campagnard »*, ou, dix lignes plus loin, rappelle que, chez Stevenson, l'œil est *« une friandise cannibale »*.

Dans sa mise en scène, somptueuse, très soignée, Jean-Christian Grinevald a su respecter cette hésitation constante entre le tragique et le rire. L'extrême élégance des robes, et les maquillages très blancs et déréalisants, tempèrent l'obscénité des tableaux. Rarement, chez un auditoire de théâtre, l'œil est comblé comme par cette *Histoire de l'œil*, qui court à bride abattue entre deux balises qu'indique Michel Leiris : Sade et les Pieds nickelés.

MICHEL COURNOT

► **15, passage de la Main-d'or, 75011. Jusqu'au 7 novembre. Tél. : 48-05-67-89.**

EXPOSITIONS

Nous publions le *jeudi* (daté vendredi) la liste des expositions qui ont lieu à Paris et en région parisienne à partir de mercredi. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté *jeudi*).

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (44-78-12-33). T.l.j. sf mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

LAURE ALBIN-GUILLOT, ELI LOTAR. Galerie du forum. Jusqu'au 22 novembre.

L'ART EN JEU. Atelier des enfants. Jusqu'au 28 mars 1993.

IMAGINAIRES D'ILLUSTRATEURS EUROPÉENS. Salle d'actualités. Jusqu'au 18 janvier 1993.

MANIFESTE. Jusqu'au 2 novembre.

CHARLOTTE SALOMON : VIE OU THÉATRE ? Salle d'art graphique, 4e étage. Jusqu'au 3 janvier 1993.

Musée d'Orsay

1, rue de Bellechasse (40-49-48-14). T.l.j. sf lun. de 9 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h.

PHILIPPE BERTIN, HARIS YIAKOUMIS. *Photographies. Jusqu'au 1er novembre.*

HILL ET ADAMSON, LE PREMIER REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE, 1843-1845. Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 17 janvier 1993.

LES PALAIS D'ARGENT, L'ARCHITECTURE BANCAIRE EN FRANCE DE 1850-1930. Exposition-dossier. Entrée : 31 F. Jusqu'au 10 janvier 1993.

PIERRE LAPIN AU MUSÉE D'ORSAY. Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 10 janvier 1993.

SISLEY. - rez-de-chaussée. Entrée : 32 F, 45 F (billet jumelé musée-exposition). Du 30 octobre au 31 janvier 1993.

UNE FAMILLE D'ARTISTES EN 1900 : LES SAINT-MARCEAUX. Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès du *musée). Jusqu'au 17 janvier 1993.*

Palais du Louvre

Porte Jaujard - côté jardin des Tuileries (40-20-51-51). T.l.j. sf mar. de 9 h à 17 h 15, nocturnes un lun. sur deux et tous les mer. jusqu'à 21 h 15.

DESSINS DE LIOTARD (1702-1789). Pavillon de Flore. Entrée : 31 F (billet d'entrée du musée). Jusqu'au 14 décembre.

PANNINI (1691-1765). Pavillon de Flore. Entrée : 31 F (ticket d'entrée au musée). Jusqu'au 15 février 1993.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris

12, av. de New-York (40-70-11-10). T.l.j. sf lun. de 10 h à 17 h 30, mer. jusqu'à 20 h 30.

HANS-PETER FEDMANN. Mois de la photo. Entrée : 35 F. Du 29 octobre au 17 janvier 1993.

PARCOURS EUROPÉEN III : L'ALLEMAGNE. Qui, quoi, où ? Un regard sur l'Allemagne en 1992. Jusqu'au 17 janvier 1993.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-Eisenhower.

LES ÉTRUSQUES ET L'EUROPE. Galeries nationales (44-13-17-17). T.l.j. sf mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 40 F (possibilité de billet jumelé avec Picasso : 60 F). Jusqu'au 14 septembre 1993.

FIAC 92. (42-25-99-00). T.l.j. de 12 h à 19 h 30, sam., dim. de 10 h à 19 h 30, jeu. 29 octobre jusqu'à 23 h. Entrée : 50 F. Jusqu'au 1er novembre.

PICASSO ET LES CHOSES. Galeries nationales (44-13-17-17). T.l.j. sf mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 36 F (possibilité de billet jumelé avec les Etrusques : 60 F). Jusqu'au 28 décembre.

RÉTROSPECTIVE ALFRED MANESSIER. Galeries nationales (44-13-17-17). T.l.j. sf mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 32 F. Jusqu'au 4 janvier 1993.

Galerie nationale du Jeu de Paume

Place de la Concorde (42-60-69-69). T.l.j. sf lun. de 12 h à 19 h, sam. et dim. de 10 h à 19 h, mar. jusqu'à 21 h 30.

GÉNÉRIQUE 1 : DÉSORDRES. Galerie nationale du Jeu de Paume. Entrée : 30 F. Jusqu'au 8 novembre.

MUSÉES

5e SALON INTERNATIONAL DE L'ARCHITECTURE. Grande Halle de la Villette, 211, av. Jean-Jaurès (42-49-77-22). T.l.j. de 11 h à 20 h, sam. et dim. de 10 h à 19 h, nocturne jusqu'à 22 h mer. 30 octo*bre. Entrée : 50 F. Jusqu'au 1er novembre.*

L'ALBUM PEAUX-ROUGES DU PRINCE ROLAND BONAPARTE. Mois de la photo. Musée de l'homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-43-70-60). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 30 novembre.

ANIMAUX DE TOUT POIL. Musée des Arts décoratifs, galerie des jouets, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf lun. et mar. de 12 h 30 à 18 h, *dim.* de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F, enfants : 5 F. Jusqu'au 7 octobre 1993.

L'ART RENOUVELLE LA VILLE. Urbanisme et art contemporain. Musée national des Monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (44-05-39-10). T.l.j. sf mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 16 F. Jusqu'au 15 novembre.

LES BIJOUX DE TORUN. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf lun. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F (gratuit avec le billet d'entrée du musée). Jusqu'au 3 janvier 1993.

CHINE CONNUE ET INCONNUE. Dix années d'acquisitions. Musée Cernuschi, 7, av. Vélasquez (45-63-50-75). T.l.j. sf lun., 1er, 11 novembre, 25 décembre et 1er janvier de 10 h à 17 h 40. Du 29 octobre au 28 février 1993.

LA COURSE AU MODERNE. France et Allemagne dans l'Europe des années vingt. Musée d'histoire contemporaine, hôtel des Invalides, cour d'Honneur (45-55-30-11). T.l.j. sf lun. de 10 h à 13 h et de 14 h à 17 h 30. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

EUGÈNE DELACROIX. Le voyage au Maroc. Musée Delacroix, 6, rue de Furstenberg (43-54-04-87). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 12 F. Jusqu'au 4 janvier 1993.

DES LIVRES ET DES ROIS. La bibliothèque royale de Blois. Bibliothèque Nationale, galerie Mansart, 58, rue de Richelieu (47-03-81-10). T.l.j. de 10 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 17 janvier 1993.

DIGITAL PHOTOGRAPHY. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Jusqu'au 4 janvier 1993.

EN AVION. Mission du patrimoine photographique, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 8 novembre.

FIGURES DE PIERRE. L'art du guerrero dans le Mexique précolombien. *Musée-galerie de la Seita, 12, rue Surcouf* (45-56-60-17). T.l.j. sf dim. et jours fériés de 11 h à 18 h. Jusqu'au 21 novembre.

FRAGONARD ET LE DESSIN FRANÇAIS AU XVIIIe SIÈCLE. Musée du Petit Palais, avenue Winston-Churchill (42-65-12-73). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 30 F. Jusqu'au 14 février 1993.

HÉRACLÈS ARCHER. Musée Bourdelle, 18, rue Antoine-Bourdelle (45-48-67-27). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 17 janvier 1993.

HOMMAGE A MICHEL LEIRIS. Musée Picasso, hôtel Salé - 5, rue de Thorigny (42-71-25-21). T.l.j. sf mar. de 9 h 30 à 12 h (groupes scol. et groupes adult sur réserv. 42.71.70.84.) et de 12 h à 18 h (indiv.), dim. de 9 h 30 à 18 h. Entrée : 26 F. Jusqu'au 30 novembre.

HOMMAGE A YVES BONNEFOY. Bibliothèque Nationale, salon d'honneur, 58, rue de Richelieu (47-03-83-30). T.l.j. sf dim. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 30 novembre.

IIIe TRIENNALE DU BIJOU CONTEMPORAIN. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf lun. et *mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 12 h à* 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 20 décembre.

IMPRESSIONS DE CHINE. Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-26). T.l.j. de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 6 décembre.

INDIENS DE PAPIER. Exposition-dossier. Musée des Arts et Traditions populaires, galerie culturelle, 6, av. du Mahatma-Gandhi (44-17-60-00). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 4 janvier 1993.

MAX JACOB, LA PASSION EN PEINTURE. Musée de Montmartre, 12, rue Cortot (46-06-61-11). T.l.j. sf lun. de 14 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 13 décembre.

JEAN LURÇAT. Tapisseries : *1917-1956. Pavillon des Arts, 101, rue* Rambuteau (42-33-82-50). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 12 h 45 à 18 h 30. Entrée : 30 F. Jusqu'au 4 novembre.

KALINA. Des Amérindiens de Guyane à Paris en 1892. Musée des Arts et Traditions populaires, 6, av. du Mahatma-Gandhi (44-17-60-00). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 4 janvier 1993.

MITTELEUROPA, FIN DE SIÈCLES. Mois de la photo. Grande Halle de la Villette, 211, av. Jean-Jaurès (40-03-39-00). T.l.j. sf lun. de 16 h à 21 h, sam. et dim. de 12 h à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 4 décembre.

MOINS TRENTE 92. 5e Biennale de la jeune photographie en France. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du *Président-Wilson* (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 9 novembre.

MONNAIES DE CHINE. Bibliothèque Nationale, cabinet des Médailles et Antiques, 58, *rue de Richelieu* (47-03-83-30). T.l.j. de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 6 décembre.

NADAR : L'œIL LYRIQUE. Mois de la photo. Caisse nationale des monuments *historiques, hôtel de Sully - 62, rue Saint-*Antoine (44-61-20-00). T.l.j. sf lun. de 11 h à 19 h. Entrée : 25 F. Du 30 octobre au 10 janvier 1993.

LES NYMPHÉAS AVANT ET APRÈS. Musée national de l'Orangerie des Tuileries, place de la Concorde (42-97-48-16). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 26 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

LA PHOTO PICTORIALISTE EN FRANCE. Mois de la photo. Bibliothèque Nationale, galerie de photographie - galerie Colbert, 2, rue Vivienne et 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-10). T.l.j. sf dim. de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 15 novembre.

PORTRAITS D'UNE CAPITALE. De Daguerre à William Klein, les collections photographiques du musée. Musée Carnavalet, 29, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l.j. sf lun. et fêtes de 10 h à 17 h 45, jeu. jusqu'à 20 h 30. *Entrée : 30 F. Du 30 octo*bre au 10 janvier 1993.

PRIX NIEPCE 92. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 9 novembre.

RAO-POLYNÉSIES. Musée national des Arts africains et océaniens, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 30 sam., dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 23 F. Jusqu'au 29 mars 1993.

MAN RAY. Les Années Bazaar, photographies de mode 1934-1942. Musée des arts de la mode, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf lun. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 31 janvier 1993.

REGARDS TRÈS PARTICULIERS SUR LA CARTE POSTALE. Musée de la Poste, 34, bd de Vaugirard (43-20-15-30). T.l.j. sf dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 30 janvier 1993.

ERNEST RENAN. Musée de la vie romantique - maison Renan-Scheffer, 16, rue Chaptal (48-74-95-38). T.l.j. sf lun. de 10 h à 17 h 45. Entrée : 20 F. Jusqu'au 10 janvier 1993.

LA RÉPUBLIQUE FÊTE SON BICENTENAIRE A LA MONNAIE. Hôtel de la Monnaie, 11, quai Conti (40-46-56-66). T.l.j. sf lun. de 13 h 30 à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Jusqu'au 3 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAITRES DU REGARD. Art et médecine en Ethiopie. Musée national des Arts africains et océaniens, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 30 sam., dim. de 10 h à 17 h 50. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

ROSSINI A PARIS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l.j. sf lun. et fêtes de 10 h à 17 h 40, jeu. jusqu'à 20 h 30. Entrée : 30 F. Jusqu'au 31 décembre.

MARECK RUDNICKI. Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 2, rue Vivienne et 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-10). T.l.j. sf dim. de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 31 octobre.

SCULPTURE ET STATUE, ANNE BARBIER. Musée Carnavalet, cour de l'hôtel Le Peletier de Saint-Fargeau, 29, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l.j. sf lun. et fêtes de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 28 octobre.

SCULPTURE GABONAISE CONTEMPORAINE. Musée national des Arts africains et océaniens, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 30 sam., dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 4 janvier 1993.

SIGNES ET ÉCRITS - PHOTOGRAPHIE. Mois de la photo. Musée de la Poste, 34, bd de Vaugirard (43-20-15-30). T.l.j. sf dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 30 novembre.

STARS EN UNIFORME. Mois de la photo. Musée de l'armée, hôtel national des Invalides, salle d'honneur, place des Invalides (45-55-37-70). T.l.j. sf jours de fêtes de 10 h à 17 h. Entrée : 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 6 décembre.

TRÉSORS DE L'ÉCRIT. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarine, 58, rue de Richelieu (47-03-81-10). T.l.j. de 10 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 15 janvier 1993.

VIVE LA RÉPUBLIQUE ! 1792 - 1992, liberté - égalité - fraternité. Archives *nationales, hôtel de Rohan, 87, rue Vieille-*du-Temple (40-27-60-09). T.l.j. sf lun. de 12 h à 18 h. Visites guidées sur demande au 40.27.62.18. Entrée : 20 F. Jusqu'au 10 janvier 1993.

LES VOITURES D'ATGET. Mois de la photo. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l.j. sf lun. et fêtes de 10 h à 17 h 40. Voitures à cheval de collection les 5, 6 et 7 *novembre*, promenades en voiture à cheval le 8 nov. Entrée : 30 F. Du 30 octobre au 10 janvier 1993.

CENTRES CULTURELS

4 X 1 PROJETS. Mois de la photo. Hôtel d'Albret, 31, rue des Francs-Bourgeois (42-76-67-00). T.l.j. sf sam. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 27 novembre.

ACCORD A CORPS. Collection du pro*fesseur Desbonnet, mois de la photo.* Maison de la Villette, 30, av. Corentin-Cariou (42-40-27-28). T.l.j. sf lun. de 13 h à 18 h. Projections de films du mar. au dim. de 13 h. Du 29 octobre au 15 janvier 1993.

AKSELI GALLEN-KALLELA ET L'ÉVEIL DE LA FINLANDE. Du naturalisme parisien au symbolisme nordique. Institut finlandais, 60, rue des Ecoles (40-51-89-09). *T.l.j. sf lun. de 14 h à 19 h, jeu. jusqu'à* 21 h. Jusqu'au 14 novembre.

ALBUMS DE LA JEUNE ARCHITECTURE. Maison de l'architecture, 7, rue Chaillot (47-23-81-84). T.l.j. sf dim. et lun. de 13 h à 18 h, sam. de 11 h à 17 h. Jusqu'au 7 *novembre*.

LES AMÉRIQUES LATINES EN FRANCE, DEUX SIÈCLES D'INFLUENCES CULTURELLES. Maison de *l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain* (49-54-75-35). T.l.j. sf sam. et dim. de 10 h à 22 h. Jusqu'au 25 novembre.

L'AMOUR ET L'ORIENT. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 10 janvier 1993.

L'ARCHI S'AFFICHE, 24 ŒUVRES D'ARCHITECTES FRANÇAIS. Maison de l'architecture, 7, rue de Chaillot *(47-23-81-84). T.l.j.* sf dim. et lun. de *13 h* à 18 h et le sam. de 11 h à 17 h. Jusqu'au *28 novembre.*

ARRABAL ESPACE. Paris Art Center, 36, rue Falguière (43-22-39-47). T.l.j. sf dim., lun. et jours fériés de 14 h à 19 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 28 novembre.

L'ART ACTIF - ART WORKS. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 11, quai Malaquais (42-60-34-57). T.l.j. sf mar. de 13 h à 19 *h*. Du 31 octobre au 20 décembre.

ASPECTS DE LA PHOTOGRAPIE PORTUGAISE. Mois de la photo. Espace Montmartre-Dali, 11, rue Poulbot (42-64-40-10). Entrée : 20 F. Jusqu'au 27 *novembre*.

WALTER CARONE. Mois de la photo. Espace photographique de Paris, Nouveau Forum des Halles, place Carrée - 4 à 8, Grande Galerie *(40-26-87-12). T.l.j. sf lun.* de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 19 novembre.

CARTE BLANCHE A REVUE NOIRE. Photographes africains. Centre Wallonie-Bruxelles, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-26-16). T.l.j. sf lun. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 29 novembre.

CHEFS-D'ŒUVRE DE LA PEINTURE FRANÇAISE DES MUSÉES NÉERLAN*DAIS. (XVIIe et XVIIIe siècles). Institut* néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-85-99). T.l.j. sf lun. de 13 h à 19 h. Exposition ouverte les 1er et 11 novembre. Entrée : 20 F (comprenant l'exposition Muses de la Meuse). Du 30 octobre au 20 décembre.

LA COLLECTION. Fondation Jean Dubuffet, 137, rue de Sèvres (47-34-12-63). T.l.j. sf sam. et dim. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 1 décembre.

LE CORBUSIER. Quatre projets d'architecture, genèse. Fondation Le Corbusier, 10, rue du Docteur-Blanche (42-88-41-53). T.l.j. sf sam., dim. de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h. Jusqu'au 15 décembre.

CARL DE KEYZER. Mois de la photo. Fnac Forum des Halles, niveau - 3, porte Lescot (40-41-40-00). T.l.j. sf lun. matin et dim. de 10 h à 19 h 30. Jusqu'au 4 janvier 1993.

MARTINE DIAS. Centre culturel algérien, 171, rue de la Croix-Nivert (45-54-95-31). T.l.j. sf dim. matin de 9 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

GEORGES FEVRE, YVONNE ALEXIEV, MARTINA DRINEK, GALLE PELACHAUD. ADAC galerie-atelier, 21, rue Saint-Paul (42-77-86-26). T.l.j. sf lun. de 14 h à 19 h. Du 30 octobre au 20 novembre.

GÉNÉRIQUES. Le visuel et l'écrit. Hôtel des arts. Fondation nationale des arts, 11, rue Berryer (42-56-71-71). T.l.j. sf mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 31 octobre.

MICHEL GOUERY, CHANTAL PETIT, MARC REBOLLO. Hôtel de Ville, salle Saint-Jean, 3, rue Lobau, porche côté Seine. T.l.j. sf lun. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 6 décembre.

RENÉ GRBLI. Mois de la photo. Mairie du dixième, 72, rue du Faubourg-Saint-Martin (42-40-10-10). T.l.j. de 10 h à 18 h 30. Du 30 octobre au 28 novembre.

HÉLIOPOLIS. Le rêve du baron Empain. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 22 novembre.

HOMMAGE A LUIGI GHIRRI. Mois de la photo. Institut culturel italien à Paris, hôtel de Galliffet, 50, rue de Varenne (42-22-12-78). T.l.j. sf sam. et dim. de 9 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 18. Du 3 novembre au 12 décembre.

JANINE NIEPCE : FRANCE 1947-1992. Mois de la photo. Espace Electra, 6, rue Récamier (45-44-10-03). T.l.j. sf lun. et fêtes de 11 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 15 décembre.

YVES KLEIN, UNE ZONE DE SENSIBILITÉ. Renn Espace d'art contemporain, 7, rue de Lille (42-60-22-99). T.l.j. sf dim., lun., mar. de 12 h à 17 h, sam. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 28 mars 1993.

M.O.A. Centre culturel suédois, hôtel de Marie, 11, rue Payenne (44-78-80-20). T.l.j. sf lun. de 12 h à 18 h. Du 29 octobre au 29 novembre.

MOIS DE LA PHOTO 92. Musées, galeries, centres culturels et autres lieux, point d'information Fnac Forum (40-41-40-89). T.l.j. sf dim. de 10 h à 19 h 15, rens. Minitel ville de Paris : 36.15 Capitale, minitel Fnac : 36.15 Fnac. Jusqu'au 27 novembre.

MUSES DE LA MEUSE, LA COLLECTION DE LA VILLE DE ROTTERDAM. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-85-99). T.l.j. sf lun. de 13 h à 19 h. Entrée : 20 F (comprenant l'exposition Chefs-d'œuvre de la peinture française). Du 30 octobre au 20 décembre.

KATSUHITO NISHIKAWA. Carré des Arts, parc floral de Paris, esplanade du château de Vincennes (43-65-73-92). T.l.j. sf lun. et mar de 10 h 45 à 13 h et de 14 h à 17 h 45, à partir du 1er novembre t.l.j. sf lun. et mar. de 9 h 45 à 13 h et de 14 h à 16 h 45. Entrée : 8 F (entrée du parc), à partir du 1er novembre : 5 F. Jusqu'au 13 *décembre*.

OH CET ÉCHO !, EMMA KUNZ. Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). T.l.j. sf lun. et mar. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 1er novembre.

GUY PELLERIN, RICHARD-MAX TREMBLAY. Service culturel, ambassade du Canada, 5, rue de Constantine (45-51-35-73). T.l.j. sf lun. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 31 octobre.

RAYON LINGERIE. Bibliothèque Forney, hôtel de Sens, 1, rue du Figuier (42-78-14-60). T.l.j. sf dim. et lun. de 13 h 30 à 20 h. Jusqu'au 28 novembre.

MARC ROSENSTIEHL. Maison Fenton - Entrepôts du Grand Bercy, 14-16, cours Louis-Proust (44-68-94-13). T.l.j. sf dim. et lun. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 2 novembre.

STADTPARK I. Mois de la photographie. Institut autrichien, 30, boulevard des Invalides (47-05-27-10). T.l.j. sf sam. et dim. de 10 h à 13 h et de 15 h à 18 h. Du 29 octobre au 27 novembre.

CHRISTER STRÖMHOLM - ETRE LA. Mois de la photo. Centre culturel suédois, hôtel de Marie, 11, rue Payenne (44-78-80-20). T.l.j. sf lun. de 12 h à 18 h. Du 30 octobre au 29 novembre.

LA TENTATION DES GOBELINS. Gare d'Austerlitz, grande verrière. T.l.j. de 14 h à 19 h, sam., dim. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 2 novembre.

TRANS-VOICES. American Center, 51, rue de Bercy (44-73-77-77). T.l.j. sf sam. et dim. de 9 h à 19 h. Jusqu'au 15 novembre.

VERS UNE ATTITUDE PHOTOGRAPHIQUE. Collection d'œuvres photographiques. Caisse des dépôts et consignations, 56, *rue Jacob* (40-49-94-63). *T.l.j. sf sam.,* dim. et lun. de 10 h à 18 h 15. Du 3 novembre au 31 décembre.

VISAGES, PHOTOGRAPHIES DE GOTTFRIED HELNWEIN. Mois de la photographie. Goethe Institut de Paris, 17, *av. d'Iéna* (44-43-92-30). T.l.j. sf sam. et dim. de 10 h à 20 h. Jusqu'au 16 décembre.

VISION D'OCÉANIE. Musée Dapper, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.l.j. de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 15 mars 1993.

YÉMEN. Architecture millénaire. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 10 janvier 1993.

GALERIES

ECKARD ALKER. Galerie Diane Manière, *11, rue Pastourelle (42-77-04-26)*. Jusqu'au 28 octobre.

MARCEL ALOCCO. Galerie Alain Oudin, 47, rue Quincampoix (42-71-83-65). Jusqu'au 31 octobre.

ALQUIN. Sculptures et dessins. Galerie du Jour Agnès B, 6, rue du Jour (42-33-43-40). Jusqu'au 31 octobre.

ATTERSEE. Galerie Baudoin Lebon, 38, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie *(42-72-09-10). Jusqu'au 21 novembre.*

ANDRÉ BEAUDIN. Galerie Framond, 3, rue des Saints-Pères (42-60-74-78). Jusqu'au 15 décembre.

REINER BERGMANN. Galerie Philippe Casini, 13, rue Chapon (48-04-00-34). Jusqu'au 31 octobre.

PHILIPPE BEZARD. Les petites Chinoises. Galerie Pascal Gabert, 80, rue Quincampoix (48-04-94-84). Jusqu'au *15 novembre.*

JEAN-LOUIS BILWEIS. Galerie 1900-2000, 8, rue Bonaparte (43-25-84-20). Jusqu'au 31 octobre.

JULIEN BLAINE. Galerie J. et J. Donguy, 57, rue de la Roquette (47-00-10-94). Jusqu'au 14 novembre. / Galerie Roger Pailhas, 36, rue Quincampoix (48-04-71-31). Jusqu'au 28 novembre. / Galerie Lara Vincy, 47, rue de Seine *(43-26-72-51). Jusqu'au 30 novembre.*

DAVID BNO. Galerie des Archives, 1, impasse Beaubourg (42-78-05-77). Jusqu'au 17 décembre.

MARTINE BOILEAU. Galerie Barbier-Beltz, 7 et 8, rue Pecquay (40-27-84-14). Jusqu'au 7 novembre.

GIORDANO BONORA. Mois de la photo. *Galerie Jean-Pierre Lambert*, 3, place du Marché-Sainte-Catherine (42-78-62-74). Jusqu'au 21 novembre.

LE BOULCH, DENIS RIVIÈRE, ANTONI TAULE. Galerie du Centre, 5, rue Pierre-au-Lard (42-77-37-92). Jusqu'au 28 novembre.

LOUISE BOURGEOIS. Galerie Karsten Grève, 5, rue Debelleyme (42-77-19-37). Jusqu'au 30 janvier 1993.

VÉRONIQUE BOUTINOT. Galerie Ariel, 21, rue Guénégaud (43-54-57-01). Jusqu'au 14 novembre.

BRUNO BREITWIESER. Galerie Nicole Ferry, 57, quai des Grands-Augustins (46-33-52-45). Jusqu'au 13 novembre.

JOL BRISSE. Galerie Philippe Gravier, 7, rue Froissart (42-71-55-01). Jusqu'au 28 novembre.

JAMES BROWN. Galerie Lelong, 13, rue de *Téhéran* (45-63-13-19). Jusqu'au 28 novembre. / JGM Galerie, 8 bis, rue Jacques-Callot (43-26-12-05). Jusqu'au 21 novembre.

CLAUDE CAHUN. Galerie Zabriskie, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 26 novembre.

CÉSAR. Ave Lenine. Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 7 novembre.

CHAN KAI-YUEN. Galerie Bellefroid, 8, rue Debelleyme (42-72-09-33). Jusqu'au 14 novembre.

JEAN COUSIN. Galerie Peinture fraîche, 29, rue de Bourgogne (45-51-00-85). Du 3 novembre au 28 novembre.

BERNARD COUSINIER. Galerie Jorge Alyskewycz, 14, rue des Taillandiers (48-06-59-23). Du 29 octobre au 28 novembre.

DAROCHA. Galerie Krief, 50, rue Mazarine (43-29-32-37). Jusqu'au 1er novembre.

JEAN DEGOTTEX. Galerie Charles Sablon, 21, av. du Maine (45-48-10-48). Jusqu'au 31 octobre.

JEPHAN DE VILLIERS. Galerie Caroline Corre, 14, rue Guénégaud (43-54-57-67). Jusqu'au 7 novembre.

JEAN-PIERRE DUBORD. Galerie Wally Findlay, 2, av. Matignon (42-25-70-74). Jusqu'au 20 novembre.

GÉRARD DUCHENE. Galerie Alessandro Vivas, 12, rue Bouchardon (42-38-63-12). Jusqu'au 28 octobre.

HAROLD EDGERTON. Le temps arrêté. Galerie Gérald Piltzer, 78, avenue des Champs-Elysées (43-59-90-07). Jusqu'au 5 décembre.

ENDO. Galerie Gutharc Ballin, 47, rue de Lappe (47-00-32-10). Jusqu'au 21 novembre.

MAX ERNST. Les sculptures de Saint-Martin-d'Ardèche. Galerie Eric Touchaleaume, 54, rue Mazarine (43-26-89-96). Jusqu'au 12 décembre.

L'EXPOSITION NOIRE ET BLANCHE. Galerie Franka Berndt Bastille, 4, rue Saint-Sabin (43-55-31-93). Jusqu'au 31 octobre.

HELMUT FEDERLE. Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe (48-06-92-23). Jusqu'au 14 novembre.

LEONOR FINI. Galerie Dionne, 19 bis, rue des Saints-Pères (49-26-03-06). Jusqu'au 15 décembre.

JL FISHER, MARKUS RAETZ, DANIEL TREMBLAY. Galerie Farideh-Cadot, 77, *rue des Archives* (42-78-08-36). Jusqu'au 28 novembre.

ALAIN FLEISCHER. Mois de la photo. Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaubourg (42-78-05-62). Jusqu'au 28 novembre.

GIUSEPPE GALLO. Galerie Di Meo, 9, rue des Beaux-Arts (43-54-10-98). Jusqu'au 21 novembre.

SIGRID GLŒERFELT. Galerie Stadler, 51, rue de Seine (43-26-91-10). Jusqu'au 14 novembre.

ANDY GOLDSWORTHY. Galerie Aline Vidal, 70, *rue Bonaparte* (43-26-08-68). *Jusqu'au 7 novembre.*

LÉON GOLUB. Galerie Darthea Speyer, 6, rue Jacques-Callot (43-54-78-41). Jusqu'au 31 octobre.

EVE GRAMATZKI. Galerie Bernard Jordan, 52-54, *rue du Temple* (42-72-39-84). Jusqu'au 7 novembre.

THOMAS GRUNFELD. Galerie Jousse-Seguin, 32-34, rue de Charonne (47-00-32-35). Jusqu'au 28 novembre.

HECTOR GUIMARD ET LE FER. Galerie Alain Blondel, 4, rue Aubry-le-Boucher (42-78-66-67). Jusqu'au 14 novembre.

JAMES GUITET. Galerie Regards, 11, rue des Blancs-Manteaux (42-77-19-61). Jusqu'au 10 novembre.

SIMON HANTAI. Galerie Katia Granoff, 13, quai Conti (43-54-41-92). Jusqu'au 12 décembre.

HOMMAGE A LUIGI GHIRRI. Mois de la photo. Galerie Contrejour, 96, rue Daguerre (43-21-41-88). Du 3 novembre au 24 décembre.

CHRISTIAN JACCARD. Reliefs-objets et papiers calcinés. Galerie Louis Carré, 10, av. de Messine (45-62-57-07). Jusqu'au 31 octobre.

RONALD JONES. Galerie Gilles-Peyroulet, 18, rue Keller (48-07-04-41). Jusqu'au 21 novembre.

KALFAS. Galerie Patrice Trigano, 4 bis, rue des Beaux-Arts (46-34-15-01). Jusqu'au 28 novembre.

JEAN KAPÉRA. Galerie Fanny Guillon-Laffaille, 4, avenue de Messine (45-63-52-00). Jusqu'au 17 novembre.

KARSKAYA. Galerie Philip, 14, rue Sainte-Anastase (48-04-58-22). Jusqu'au 7 novembre.

IMI KNBEL. Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 9, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au *30 novembre.*

JUTTA KTHER, LAURENT JOUBERT. Galerie Lage-Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 28 novembre.

JEAN LAMORE ET FRANÇOIS LAMORE. Galerie Levignes-Bastille, 27, rue de Charonne (47-00-88-18). Jusqu'au 26 novembre.

PIERRE LANNELUC. Galerie Samy Kinge, 54, rue de Verneuil (42-61-19-07). Jus*qu'au 6 janvier 1993.*

ELIANE LARUS. Galerie 15, 15, rue Guénégaud (43-26-13-14). Jusqu'au 28 novembre.

PETER LINDBERGH. Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 9, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 15 décembre.

ALBERTO MAGNELLI. Galerie Lahumière, 88, bd de Courcelles (47-63-03-95). Jusqu'au 20 novembre.

LOUISE *MAISONS.* Galerie Jacqueline Felman Bastille, 8, rue Popincourt (47-00-87-71). Jusqu'au 8 décembre.

CHRISTIAN MARCLAY. The Wind Section. Galerie Jennifer Flay, 7, rue Debelleyme (48-87-40-02). Jusqu'au 28 novembre.

CORINNE MERCADIER. Mois de la *photo. Galerie Isabelle Bongard*, 4, rue de Rivoli (42-78-13-44). Du 29 octobre au 5 décembre.

GABRIELLA MERCADINI. Mois de la photo. Picto Bastille, 53 bis, rue de la Roquette (47-00-28-28). Jusqu'au *16 novembre.*

RV MILOUX. Espace Art & Patrimoine, 22, rue des Blancs-Manteaux (48-04-87-77). Jusqu'au 21 novembre.

CHARLES-HENRI MONVERT. *Quinze ans de peinture.* Galerie Barbier-Beltz, 7 et 8, rue Pecquay (40-27-84-14). Jusqu'au 7 novembre.

BRIGITTE NAHON. Galerie Praz-Delavallade, 10, rue Saint-Sabin (43-38-52-60). Jusqu'au 28 novembre.

NERSES. Galerie Arlette Gimaray, 13, rue de Seine (46-34-71-80). Jusqu'au 7 novembre.

ROMAN OPALKA. Galerie Froment et Putman, 33, rue Charlot (42-76-03-50). Jusqu'au 1er novembre.

MIMMO PALADINO. Galerie Templon, 4, avenue Marceau (47-20-15-02). Jusqu'au 21 novembre.

PANAMARENKO. Galerie Catherine et Stéphane de Beyrie, 10, rue Charlot (42-74-47-27). Jusqu'au 18 décembre.

DIDIER PAQUIGON. Galerie Queyras, 29, rue Guénégaud (46-33-79-74). Jusqu'au 14 novembre.

JEAN-LUC PARENT. Galerie Farideh-Cadot, 77, rue des Archives (42-78-08-36). Jusqu'au 30 octobre.

PHILIPPE PERRIN. That's all... my friends. Galerie Montaigne, 36, avenue Montaigne (47-23-32-35). Jusqu'au *15 décembre.*

PIER. Galerie Samy Kinge, 54, rue de Verneuil (42-61-19-07). Jusqu'au 14 novembre.

JEAN-PIERRE PINCEMIN. Galerie Montenay, 31, rue Mazarine (43-54-85-30). Jusqu'au 31 octobre.

PRUSZKOWSKI. Mois de la photo. Galerie Agathe Gaillard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe (42-77-38-24). Jusqu'au 28 novembre.

RAMSA. Galerie Thorigny, Patricia Heuillet, 13, rue de Thorigny (48-87-60-65). Jusqu'au 22 novembre.

ERNESTO RIVEIRO. Galerie Françoise Palluel, 91, rue Quincampoix (42-71-84-15). Jusqu'au 20 novembre.

JAMES ROSENQUIST. Galerie Thaddaeus Ropac, 7, rue Debelleyme *(42-72-99-00). Jusqu'au 21 novembre.*

JEAN-JACQUES ROSSBACH. Galerie Bellint, 28 bis, bd Sébastopol (42-78-01-91). Jusqu'au 14 novembre.

CLAUDE RUTAULT. Galerie Arnaud Lefebvre, 30, rue Mazarine (43-26-50-67). Du 3 novembre au 28 novembre.

CAMILLE SAINT-JACQUES. Galerie Gérard Delsol & Laurent Innocenzi, 18, rue *Charlot (48-87-41-63). Jusqu'au* 26 novembre.

JULIAN SCHNABEL. Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-09-33). Jusqu'au 16 novembre.

DAVID SEIDNER. Mois de la photo. Galerie Samia Saouma, 16, rue des Coutures-Saint-Gervais (42-78-40-44). Du 3 novembre au 28 novembre.

WOLFGANG SEIRERL. Galerie Keller, 15, rue Keller (47-00-41-47). Jusqu'au 26 novembre.

DANIEL SENISE. Galerie Michel Vidal, 56, rue du Faubourg-Saint-Antoine (43-42-22-71). Du 29 octobre au 1er novembre.

ANDRES SERRANO. Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-09-33). Jusqu'au 18 novembre.

SHIM MOON SEUP. Galerie Jacqueline Moussion, 110-123, rue Vieille-du-Temple (48-87-75-91). Jusqu'au 14 novembre.

PIERRE SOULAGES. Galerie de France, 50-52, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 12 décembre.

SOUVENIRS DE VOYAGES D'OSKAR KOKOSCHKA. Dessins aux crayons de couleur. Galerie Lambert Rouland, 62, rue La Boétie (45-63-51-52). Jusqu'au 19 décembre.

MIKE ET DOUG STARN. Mois de la photo. Galerie Thaddaeus Ropac, 7, rue Debelleyme (42-72-99-00). Du 3 novembre au 28 novembre.

TABLEAUX VOLÉS. Galerie Sylvane Lorenz, 13, rue Chapon (48-04-53-02). Jusqu'au 31 octobre.

TABUCHI. Galerie Ariel, *140*, bd Haussmann *(45-62-13-09)*. Jusqu'au 6 novembre.

RICHARD TEXIER. Galerie Hadrien Thomas, 3, rue du Plâtre (42-76-03-10). Jusqu'au 14 novembre.

ALBERTO TRUCCO. Galerie Patricia Dorfmann, 39, rue de Charonne (47-00-36-69). Jusqu'au 31 octobre.

BERNARD TURIOT. Galerie Zürcher, 56, rue Chapon (42-72-82-20). Jusqu'au 19 novembre.

THIERRY URBAIN. Mois de la photo. Galerie Pons, 16, rue de Montreuil (43-72-38-71). Du 29 octobre au 5 décembre.

VALLORZ. Galerie de la Présidence, 90, rue du Faubourg-Saint-Honoré (42-65-49-60). Jusqu'au 31 octobre.

MAXIME VARDANIAN. Galerie Flak, 8, *rue des Beaux-Arts (46-33-77-77). Jusqu'au 2 novembre.*

VELICKOVIC. Galerie Enrico Navarra, 75, rue du Faubourg-Saint-Honoré (47-42-65-66). Jusqu'au 31 octobre.

JEAN VÉRAME. Galerie Alain Oudin, 47, rue Quincampoix (42-71-83-65). Du 3 novembre au 28 novembre.

ISABELLE WALDBERG. Galerie Artcurial, 9, av. Matignon (42-99-16-16). Jusqu'au 14 novembre.

JAMES WELLING. Galerie Samia Saouma, 16, rue des Coutures-Saint-Gervais (42-78-40-44). Jusqu'au 31 octobre.

WYCKAERT. Galerie Protée, 38, rue de Seine (43-25-21-95). Jusqu'au 3 novembre.

YAMADA. Galerie Claude Samuel, 18, pl. des Vosges (42-77-16-77). Jusqu'au *21 novembre.*

ZEIMERT. Galerie Jean Brience, 23-25, rue Guénégaud (43-26-85-51). Jusqu'au 14 novembre.

هكذا من الأصل

ÉCONOMIE

Les prévisions des instituts de conjoncture et le débat sur la politique économique

Les licenciements sous contrôle ?

Signe d'exaspération, M. Pierre Bérégovoy a durci le ton à propos des licenciements, en réponse à une question que lui posait M. André Lajoinie, mercredi 28 octobre, à l'Assemblée nationale. En vingt-quatre heures, n'a-t-on pas appris que Cap Sesa allait réduire ses effectifs de 600 personnes, IBM-France de 1 500, et Chausson de 1 300 ?

Mais, par le contenu de sa réponse, le premier ministre a aussi légèrement mordu sur la ligne jaune, et par deux fois. En déclarant, pour le cas des entreprises du secteur privé, qu'il avait donné « son accord » pour *« qu'aucun plan de licenciement* [...] *ne soit accepté dès lors qu'il ne comprend pas de mesures de conversion à la clé »*. En affirmant, pour celui des entreprises publiques, *« qu'aucun plan de licenciement ne sera accepté si, auparavant, il n'y a pas eu discussions entre partenaires sociaux et direction de l'entreprise pour voir si l'on peut trouver une solution, soit par la réorganisation du travail, soit par la réduction du temps de travail, qui permette de sauvegarder le maximum d'emplois. »*

En réalité, et en droit, les pouvoirs publics ne disposent plus de tels pouvoirs, depuis la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, en 1987. Et ce même à l'égard des entreprises publiques, sauf à utiliser les moyens de pression de l'actionnaire principal. Ils ne peuvent plus rejeter un plan social si celui-ci ne fait pas appel à des aides de l'Etat et ne peuvent s'opposer, éventuellement, qu'aux licenciements de représentants du personnel. Tout autre est la situation quand une entreprise, pour mener à bien son opération, doit recourir à des préretraites FNE (Fonds national de l'emploi) ou à divers dispositifs de soutien qui supposent un financement public. La délégation à l'emploi peut alors négocier des modifications ou même refuser d'octroyer des allocations.

Comment faire quand le gouvernement s'inquiète du peu de qualité de ces plans et de l'excès de licenciements *« de précaution »* ou *« d'anticipation »* ? Depuis octobre 1991, une circulaire du ministère du travail *« recommande »* d'être plus vigilant et de conseiller des mesures de conversion. Les pouvoirs publics se réservent ainsi la possibilité d'intervenir dans le débat public en faisant état de propositions alternatives qui peuvent placer le chef d'entreprise en porte à faux. Mais encore faut-il que cet appel à l'opinion publique, dont Mme Aubry use et abuse, frappe juste. Or M. Bérégovoy vient de manquer la cible. Au point de faire croire au retour de *l'autorisation administrative* dont il a rappelé qu'il n'en voulait pas.

ALAIN LEBAUBE

□ **Accord entre dockers et patronat à Sète.** – Les entreprises de manutention et les dockers CGT du port de Sète ont signé, mercredi 28 octobre, un protocole d'accord sur la réorganisation du travail sur les quais. Il prévoit que soixante-quatre dockers seront mensualisés et qu'il n'y aura aucun travailleur intermittent. Trente-deux dockers âgés de plus de cinquante ans partiront volontairement avec 65 % de leur salaire payé jusqu'à soixante-cinq ans. Les futurs ouvriers mensualisés bénéficieront d'un salaire *mensuel d'au moins 10 000 francs*, assorti de primes journalières.

***M. Michel Sapin*, ministre de l'économie et des finances, a rejeté, mardi 27 octobre, devant le Conseil économique et social (CES), toute idée de dévaluation du franc, déclarant qu'il « est d'autant plus nécessaire de maintenir fermement le cap de notre politique économique que l'environnement international est incertain ». Le CES a adopté, mercredi 28 octobre, un projet d'avis qui se prononce pour une politique de *« relance sélective »*.**

Par ailleurs, l'INSEE a publié, mercredi 28 octobre, son analyse de conjoncture économique pour le deuxième semestre 1992. L'institut *n'est guère plus* optimiste que la plupart des organismes de conjoncture : révisant à la baisse la croissance pour 1992 (2 % au lieu des 2,5 % annoncés en début d'année), l'INSEE juge *« difficile »* d'anticiper *« à brève échéance »* une reprise de l'activité économique.

Le Conseil économique et social souhaite une « relance sélective »

Le rapport de conjoncture du Conseil économique et social (CES) sur le second semestre 1992 a été présenté, mardi 27 octobre, par M. José Bidegain, rapporteur d'un projet d'avis au gouvernement. Alors que les principaux instituts de conjoncture révisent à la baisse leurs prévisions de croissance pour 1993, M. Bidegain n'a pas manqué de critiquer le rapport économique, social et financier rédigé par le gouvernement en septembre lors de la présentation du projet de loi de finances pour 1993.

« La stratégie de désinflation compétitive (...) *n'est pas suffisante à elle seule pour sortir de la croissance faible et de la crise de l'emploi »*, a souligné le rapporteur qui a rappelé que, malgré les bonnes performances de la France en matière de prix et de commerce extérieur, le pays *« connaît toujours un taux de chômage supérieur à la moyenne européenne »*. Ne partageant pas l'*« optimisme »* du gouvernement qui, selon lui, *« surestime la reprise de la consommation* [interne] *et de l'investissement »* pour 1993, M. Bidegain a souhaité que soient évitées *« une société duale et une explosion sociale »*.

M. Bidegain a invité le gouvernement à définir une politique de *« relance sélective »*, consistant en des mesures de soutien dans des secteurs qui jouent *« un rôle essentiel »* (construction de logements, travaux publics...). Le CES ne prône-t-il pas, dans le même temps, une diminution du déficit public ? Selon M. Bidegain, la contradiction peut être levée notamment grâce à la *« cession par l'Etat d'une part du capital de certaines entreprises publiques (...) »*.

Rejeter toute « reprise de l'inflation »

Intervenant dans le débat, M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, a une nouvelle fois insisté sur la nécessité de *« maintenir le cap d'une politique économique saine en faveur de la croissance et de l'emploi »*. *« La croissance de la France est appelée à s'accélérer »* en 1993, a déclaré M. Sapin, reprenant la prévision de 2,6 % de croissance annoncée par le gouvernement pour 1993, alors que la plupart des instituts de conjoncture anticipent une croissance comprise entre 1,5 % et 2 %.

« Le franc est une monnaie stable et le restera », a précisé le ministre avant de rejeter toute *« reprise de l'inflation »*. Arguments à l'appui, M. Sapin n'a pas manqué de mentionner deux faits : les taux d'intérêt, qui ont *« baissé d'environ un point en Allemagne au cours du dernier mois »* et le dollar *« qui a repris 8 % depuis début octobre »*.

O. P.

Le Crédit national envisage une stagnation de l'activité jusqu'au printemps

Le scénario le plus probable pour l'économie française est une stagnation de l'activité jusqu'au printemps 1993, suivie d'une amélioration progressive, estime le Crédit national, qui vient de se doter d'une nouvelle *« identité visuelle »*, un logo représentant un archer bleu sur fond rouge.

Pour son directeur des études, *M. Dominique Vallet*, cette stagnation d'une année (du deuxième trimestre 1992 au deuxième trimestre 1993) correspond à une progression moyenne du produit intérieur brut (PIB) de 1,4 %, de 1992 à 1993, après 1,9 % de 1991 à 1992. L'aggravation des tensions et des doutes et le comportement attentiste, voire restrictif, de l'ensemble des agents économiques ne permettent pas d'envisager une reprise à court terme. Au-delà du deuxième trimestre 1993, la rigidité des évolutions normales de revenus à court terme implique une hausse du pouvoir d'achat de 1,5 % par an et donc une orientation plus dynamique de la consommation des ménages. Cette dernière viendra prendre le relais des performances commerciales et des gains de parts de marché, qui ont assuré 1,4 % sur 1,8 % de croissance au premier semestre 1992.

La baisse des prix en dollars du pétrole et des matières premières importées, conjuguée avec la dépréciation de la livre, de la lire et de la peseta, induiront un net recul du prix des produits intermédiaires et une baisse d'un demi-point du rythme d'inflation, qui pourra s'établir pendant quelques mois au-dessous de 2,5 % par an. Ce phénomène devrait favoriser la croissance de la consommation. Enfin, la décrue des taux d'intérêt, qui pourrait s'amorcer au début de l'année prochaine, fera naître des anticipations moins sombres de la part des agents économiques. Toutefois, estiment M. Lyon-Caen, président du Crédit national, et M. Vallet, ce scénario *« fait apparaître les bénéfices et les limites de la stratégie de désinflation compétitive mise en œuvre depuis 1983. Hier nécessaire pour replacer la France dans la compétition internationale, elle apparaît aujourd'hui insuffisante, voire impuissante à endiguer le chômage, plus important et surtout plus long que chez nos voisins. »*

Le Crédit national enregistre sur les huit premiers mois de 1992 une baisse de 15 % des demandes de crédits, après trois années très fortes. Le président du Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises, M. Michel Prada, fait état d'une « cassure » de la demande de prêts en septembre, de l'ordre de 25 %, attribuée à un changement d'attitude pendant l'été reflétant un certain attentisme des chefs d'entreprise, dont il ne sait pas s'il est profond et durable ou seulement psychologique. Toute possibilité d'éclaircie serait liée à l'apparition d'un signal collectif significatif. Un tel signal ne saurait se manifester avant les élections législatives *de mars 1993, au plus tôt.*

FRANÇOIS RENARD

L'INSEE revoit à la baisse la croissance française en 1992

« Alors que le premier semestre [1992] *est resté dans la tendance du second semestre 1991, la croissance s'affaiblit dans la deuxième moitié de l'année. »* L'analyse de conjoncture de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), publiée mercredi 28 octobre, n'apporte guère de note optimiste sur l'éventuelle reprise de l'activité économique. Selon l'institut, la croissance du produit intérieur brut (PIB) marchand sera, en 1992, de l'ordre de 2 % en moyenne annuelle, alors qu'il prévoyait en début d'année + 2,5 % (*le Monde* du 24 avril).

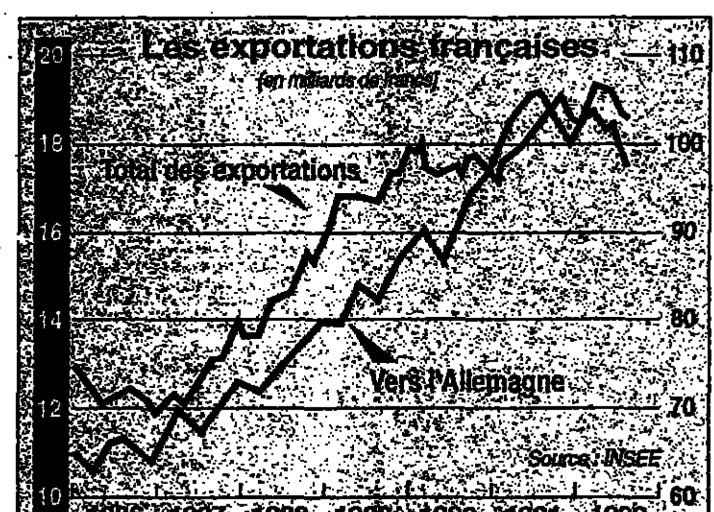
La bonne tenue des exportations françaises au premier trimestre 1992, qui avait supporté l'activité en fin d'année 1991 et au début 1992, ne s'est pas confirmée : les exportations *« se sont tassées dès le deuxième trimestre et ne sont pas relayées par la demande intérieure » (voir le graphique)*, souligne l'organisme, qui précise que les gains de « compétitivité-prix » de l'industrie française ne sont pas *« suffisants pour compenser l'affaiblissement de la demande mondiale »*.

Autre facteur de morosité : le recul de l'investissement des entreprises sera *« de plus grande ampleur en 1992 qu'en 1991 »*, note l'INSEE, qui prévoit une baisse de volume de 4 % en 1992. Deux éléments affectent, selon l'INSEE, l'investissement des entreprises : l'*« incertitude »* de la reprise de la demande et l'*« effet négatif »* des taux d'intérêt élevés sur la *« profitabilité »*.

L'institut souligne que l'effort d'investissement mené à la fin des années 80 a permis une rénovation et un accroissement des capacités de production au point que *« celles-ci sont à l'heure actuelle jugées suffisantes »*, poursuit l'étude, rappelant que le faible niveau des taux d'utilisation – approchant 80 % pour l'industrie manufacturière – laisse une marge aux entreprises.

Seul signe encourageant, l'inflation est contenue – le glissement annuel des prix à la consommation s'est établi à 2,6 % en septembre, contre 3,1 % fin 1991 – permettant *« des gains de pouvoir d'achat au second semestre »*. *« Le retour de la confiance serait de nature à faire redémarrer la consommation »*, poursuit l'étude tout en soulignant que, en dépit de la *« modération des coûts salariaux »*, les dernières enquêtes dans l'industrie permettent *« difficilement d'anticiper à brève échéance une reprise de l'activité »*.

O. P.



Après les bonnes performances enregistrées en 1991 et au premier trimestre 1992, les exportations françaises se sont tassées dès le deuxième trimestre, suite au ralentissement de la demande, notamment en provenance de l'Allemagne.

Un mois après la tourmente monétaire

La Banque de France ramène le taux des prises en pension à 10,5 %

Profitant de la baisse des taux d'intérêt à très court terme observée depuis plusieurs séances sur le marché parisien, la Banque de France a annoncé, jeudi 29 octobre, une diminution de l'un de ses taux d'intérêt directeurs, celui des prises en pension à 5-10 jours, de 13 % à 10,5 %. Elle a, en revanche, laissé inchangé le principal taux directeur, celui de l'escompte (ou des appels d'offres), à 9,60 %. Les pensions permettent d'alimenter, en complément des appels d'offres, les établissements bancaires en liquidités.

Les autorités monétaires ont donc ramené le taux des pensions à son niveau précédant la tourmente monétaire de septembre. *« C'est un retour à la situation normale »*, commentait jeudi un responsable gouvernemental français. Le 23 septembre, alors que le franc subissait de très violentes attaques spéculatives, le taux des prises en pension avait été relevé de 10,5 % à 13 %, alors que, sur le marché, le jour le jour – celui des échanges interbancaires – montait jusqu'à près de 30 %. La fin de la tourmente monétaire de septembre s'est traduite par un assouplissement du crédit dans plusieurs pays européens, aussi bien en Italie et en Angleterre, dont les monnaies ont quitté le mécanisme de change du SME (système monétaire européen), qu'en Allemagne et dans les pays voisins. En France, la Banque de France est intervenue au cours du mois d'octobre pour reconstituer les 160 milliards de francs de réserves dépensés au cours de la crise afin de défendre la parité de la monnaie française, et le cours du mark s'est stabilisé autour de 3,39 francs, tandis les taux d'intérêt se sont peu à peu détendus. Le taux au jour le jour se situait jeudi à 8,85 %.

De nombreux opérateurs s'attendent maintenant à une baisse du taux de l'escompte, fixé à 9,60 % depuis le 23 décembre 1991. Il faudrait pour cela, estiment les spécialistes, que l'écart entre le rendement des obligations françaises et allemandes puisse être encore diminué, afin de limiter les risques de nouvelles attaques contre la monnaie française. Jeudi, le taux des emprunts d'Etat allemands à 10 ans s'établissait à 7,28 %, tandis que celui de l'OAT à 10 ans (obligation assimilable du Trésor) était de 8,17 %. M. Michel Sapin, ministre de l'économie, a souligné, le 29 octobre, *« l'évolution encourageante des taux d'intérêt à long terme »*.

F. L.

Un rapport du conseil des impôts

L'immobilier malade de sa fiscalité

Clarifier et stabiliser. Telles sont les deux grandes recommandations faites par le conseil des impôts dans un rapport très critique sur la fiscalité de l'immobilier. Ce document, le premier du genre, apporte de l'eau au moulin des professionnels qui ne cessent d'affirmer qu'ils sont victimes d'une inégalité, surtout lorsqu'ils comparent ladite fiscalité avec celle des valeurs mobilières.

Au total, le produit de l'ensemble des impôts assis sur le patrimoine immobilier urbain bâti (immeubles d'habitation, professionnels...) est évalué à 193 milliards de francs en 1989 en hausse de 52,5 % en cinq ans (126 milliards de francs en 1984). Sur ce total, la TVA rapportait 90,7 milliards de francs en 1989, à comparer avec 67,7 milliards en 1984. Rapportée à la valeur du patrimoine, la pression fiscale monte ainsi à 1,24 % en 1989, supérieure de 20 % à ce qu'elle était en 1984 (1,04 %). *« Non seulement ce niveau de pression fiscale peut paraître élevé, mais il est, quels que soient le type de bien ou l'agent retenus, sensiblement plus fort en 1989 qu'en 1984 »*, commente le conseil.

La construction supporte 40 % de la charge, la détention également, 20 % frappant la transmission des immeubles. Le conseil souligne notamment le bond (70 %) de cette dernière : par exemple, les produits venus des seuls droits de mutation à titre onéreux ont monté de 113 % entre 1985 et 1989, soit une croissance de près de 21 % par an. Si l'Etat continue de recueillir la plus grosse partie de la fiscalité frappant l'immobilier (62,8 % en 1989), sa part relative baisse par rapport à 1984 (67,8 %), en raison de la croissance plus rapide de l'impôt immobilier local (plus 12 % et plus 7 % respectivement en moyenne). *« Impositions locales, la taxe foncière sur les propriétés bâties, les droits de mutation à titre onéreux et les taxes d'urbanisme sont d'un rendement dont la forte augmentation s'accompagne d'une hétérogénéité préoccupante des situations locales. »*

Hétérogène, la fiscalité immobilière pesant sur le parc locatif social l'est également : le parc social « de fait » *« ne bénéficie en pratique d'aucune véritable aide fiscale »*, alors que les HLM la concentrent quasi totalement *« sans pour autant toujours accueillir, conformément à sa vocation, des ménages à ressources modestes »*. Le conseil se prononce donc *« contre toute extension des dispositions fiscales propres aux HLM et contre toute prorogation de leur durée d'application. Il estime en outre que leur maintien, dont le coût varie entre 6 et 7 milliards de francs, devrait être subordonné à un respect plus strict de la mission sociale »* qui leur est confiée. Une proposition parmi d'autres qui suscitera certainement une levée de boucliers chez les intéressés.

F. V.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ÉCONOMIE

Après le Crédit local de France, Elf et Total

L'Etat engage la privatisation partielle de Rhône-Poulenc

Dans un communiqué diffusé le jeudi 29 octobre dans la matinée, le ministère de l'économie et des finances a annoncé son intention de céder une partie de la participation de l'Etat (56,9 %) dans le capital du groupe chimique Rhône-Poulenc. Les pouvoirs publics devraient mettre sur le marché boursier au moins 6 millions d'actions, soit 10,6 % du capital, dans les tout prochains mois.

A l'issue de cette opération de privatisation partielle, le secteur public devrait toutefois, précise le communiqué, rester majoritaire dans le tour de table de Rhône-Poulenc. Cette privatisation partielle, qui fait *suite à celles du Crédit local de* France en novembre 1991, d'Elf-Aquitaine en mars et de Total en juin, devrait rapporter environ 3 milliards de francs dans les caisses de l'Etat.

La crise monétaire de la fin du mois de septembre a rendu les marchés financiers bien fragiles. Dans ce contexte, on croyait les pouvoirs publics résignés à ne pas procéder à de nouvelles opérations de privatisations partielles. Apparemment, les contraintes budgétaires en ont décidé autrement.

Les 3 milliards de francs, environ, qui seront ainsi rapportés au budget de l'Etat seront principalement orientés vers les dotations en capital des entreprises publiques, a précisé M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, lors de son traditionnel point de presse le jeudi 29 octobre. On indique aussi, à Bercy, que cette opération favorisera le développement du groupe en renforçant et en simplifiant sa structure financière.

Ce sont au moins 6 millions d'actions détenues par les pouvoirs publics, soit 10,6 % du capital, sur un total de 32,3 millions qui seront cédées. Les 11,7 millions de certificats d'investissement prioritaires (20,6 % du capital) dépourvus de droits de vote et actuellement cotés à la Bourse de Paris ainsi que les titres participatifs (TP) déjà émis par le groupe, dont la cotation était suspendue jeudi matin, seront transformés en actions de plein exercice avec droit de vote. La parité d'échange retenue sera d'un certificat ou un TP pour une action. Les investisseurs *« auront, alors, accès à un marché d'actions ordinaires de Rhône-Poulenc, unifié et d'une meilleure liquidité. Ces actions seront traitées sur les grandes places financières internationales »*. Les salariés de Rhône-Poulenc se verront réserver 10,5 % des actions mises sur le marché.

A l'issue de la privatisation partielle, le secteur public restera majoritaire dans le capital du groupe chimique. Aujourd'hui figurent aux côtés de l'Etat, actionnaire à 56,9 %, des entreprises publiques comme le Crédit lyonnais pour 9,85 %, les Assurances générales de France pour 8,6 % et divers autres groupes dont le total représente 8 % des titres. En tout, le secteur public, hors Etat, détient 20,8 % de Rhône-Poulenc.

Si, sur le plan financier, l'opération peut sembler précipitée, le choix de la privatisation de Rhône-Poulenc n'est pas à proprement parler étonnant. M. Jean-René Fourtou, président du groupe depuis juillet 1986, l'a réclamée avec une belle constance. Coïncidence ? M. Fourtou, qui devait recevoir jeudi 29 octobre, dans la soirée, le titre de « manager de l'année » du *Nouvel Economiste*, en présence du premier ministre, M. Pierre Bérégovoy a vu, pour partie, ses vœux exaucés. Pour partie seulement. Plutôt que de parler de privatisation, on préfère, à Matignon, parler de *« simple redistribution d'actifs publics »*.

Rhône-Poulenc a réalisé en 1991 un chiffre d'affaires de 84 milliards de francs, dégagés pour les trois quarts hors de France. Le groupe chimique a été recentré sur la pharmacie, qui aujourd'hui compte pour 34,8 % des ventes.

ÉRIC LESER
et CAROLINE MONNOT

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Un « vivier » de 1 000 entreprises

La banque CIO et Ouest-Atlantique s'associent pour relancer la décentralisation industrielle

Le Crédit industriel de l'Ouest (groupe CIC) et l'Association Ouest-Atlantique *ont signé*, mercredi 28 octobre, sous le parrainage de la délégation à l'aménagement du territoire (DATAR), une convention – la première du genre – aux termes de laquelle ils vont démarcher ensemble des industriels installés en région parisienne pour les inciter à transférer leurs installations et leurs sièges sociaux dans les régions de l'Ouest (Bretagne, Pays de la Loire, Poitou-Charentes).

On estime à 1 000 environ le nombre d'entreprises d'Ile-de-France qui n'ont pas de raison majeure d'y demeurer et dont la croissance pourrait aussi bien avoir *lieu dans le grand Ouest. Les signa*taires de la convention mettent en avant quatre atouts spécifiques de ces régions : un prix au mètre carré construit égal au prix au mètre carré annuel locatif à Paris, des coûts de sous-traitance beaucoup moins élevés, une plus grande pro*ductivité de la main-d'œuvre*, un taux d'absentéisme inférieur. Un fonds d'aide à la décentralisation (FAD) de 100 millions de francs est inscrit au budget de l'aménagement du territoire en 1993 pour favoriser ces transferts industriels.

TRANSPORTS

Présenté par la SNCF, la SNCB et British Rail

« Eurostar » sera le futur service ferroviaire transmanche

La SNCF, la Société nationale des chemins de fer belges (SNCB) et British Rail ont présenté, mercredi 28 octobre à la Défense, Eurostar, le nouveau service dont pourront bénéficier les voyageurs des trains à grande vitesse transmanche. Prévu au départ pour circuler à l'ouverture du tunnel, fin 1993, ces TGV spéciaux ne seront mis en service qu'au milieu de l'année suivante.

Ils relieront le centre de Paris à Londres en 3 heures, et la capitale britannique à Bruxelles en 3 h 15 mn puis dès 1996 en 2 h 40 mn grâce à la réalisation de lignes à grande vitesse en *Belgique*. Ces TGV, qui pourront atteindre la vitesse de 300 km/h en France, ne rouleront sur les voies britanniques modernisées qu'à 160 km/h. Il faudra attendre l'an 2000 pour que le Royaume-Uni s'équipe de lignes à grande vitesse. Au total, trente-huit rames ont été commandées à un consortium européen mené par GEC-Alsthom, dont sept desserviront par la suite des villes de Grande-Bretagne au-delà de Londres. Chaque rame représente un investissement d'environ 210 millions de francs.

Ces TGV sont spécialement conçus pour utiliser les trois systèmes nationaux d'alimentation électrique et quatre systèmes de signalisation. Une quinzaine de trains circuleront dans la journée entre Paris et Londres ainsi qu'entre Londres et Bruxelles. La tarification sera modulable en fonction de l'offre et de la demande et tiendra compte de la concurrence des avions pour la clientèle d'affaires et des ferries pour les touristes. Les titres de transport incluront le billet et la réservation et, pour des raisons de sécurité, un enregistrement est prévu en gare avant l'embarquement à bord d'Eurostar.

هكذا من الأصل

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Un déficit « historique » pour Fujitsu

L'électronique japonaise poursuit sa glissade

La publication, ces derniers jours, des résultats semestriels des groupes japonais d'électronique et d'informatique a confirmé les difficultés structurelles auxquelles ils sont confrontés. Une crise qui pourrait leur imposer de réduire effectifs et capacités de production.

Hier fleuron de l'archipel, l'industrie électronique et informatique japonaise poursuit sa glissade. L'année fiscale, close en mars, s'était achevée par un recul général des résultats, un essoufflement des ventes sur le marché intérieur et à l'exportation, le désengagement de Toshiba de la production de matériels audio (*le Monde* du 28 octobre). La publication, cette semaine, des résultats semestriels des principaux groupes nippons est venue accréditer le récent propos du ministre des finances, M. Tsutomu Hata, ne prévoyant *« pas de vraie reprise avant le début de l'année prochaine »*.

Erreurs stratégiques

Tous les indicateurs, en effet, s'affichent à la baisse. Les chiffres d'affaires semestriels (non consolidés) déclinent tant pour Toshiba (– 1,2 %) que pour Mitsubishi Electric (– 4,5 %), Hitachi (– 6 %) et plus encore NEC et Matsushita (– 7 % chacun). Les profits avant impôt suivent la même pente, plongeant de – 39 % pour le groupe le plus épargné – Toshiba – à – 74 % pour Mitsubishi Electric. Les bénéfices imposables du géant de l'électronique grand public Matsushita, du constructeur de matériels électriques Hitachi et du premier fabricant mondial de semi-conducteurs NEC, plongent respectivement de – 51 %, – 53 % et – 71 %. Des baisses d'autant plus frappantes qu'elles font suite à des résultats annuels déjà en berne. Mais, pour Fujitsu, numéro un japonais et numéro deux mondial de l'informatique, les choses semblent aller plus mal encore. Le premier semestre fiscal s'est soldé par une perte nette consolidée de 19,1 milliards de yens (800 millions de francs) contre un bénéfice de 31 milliards de yens, pendant la même période de 1991.

Une contreperformance « historique » pour ce groupe qui n'avait jamais connu le rouge dans le passé. Une contre-performance qui s'accompagne néanmoins d'une progression de ses ventes de 6,7 %, grâce à un bond de 30 % de son chiffre d'affaires à l'étranger où le groupe réalise désormais plus du tiers de son activité (34,1 %) grâce à sa filiale britannique ICL. Fujitsu attribue ces résultats mitigés *« au ralentissement économique mondial, à la baisse des marges due à une concurrence accrue, à la morosité persistante du secteur des semi-conducteurs et à l'appréciation du yen »*. Dans son plaidoyer, Fujitsu évite tout ce qui pourrait ressembler à une remise en question de sa stratégie ou de ses choix. Pourtant, la crise – réelle – traversée par l'économie japonaise met en relief les erreurs stratégiques commises ces dernières années par les entreprises de l'archipel : surcapacités, surendettement et sureffectifs.

Les énormes investissements réalisés ont engendré d'importantes surcapacités alors que les marchés se rétractent ; le surendettement est rendu plus douloureux par la chute de la Bourse de Tokyo et l'assèchement, pour les entreprises, de leur principal mode de financement à bon marché. Les sureffectifs sont d'autant plus difficiles à gérer et à résorber que l'emploi, dans les grands groupes, est normalement garanti à vie. L'effondrement des profits contraint aujourd'hui les firmes de l'archipel à prévoir redéploiements, réductions d'effectifs et, parfois, baisses de salaire dans l'encadrement. Une première.

P.-A. G.

Les profits d'ICL

Fujitsu peut se féliciter du rachat d'ICL, le fabricant britannique d'ordinateurs passé sous son contrôle il y a deux ans. Le *rose aux joues*, le géant japonais de l'électronique vient de boucler un exercice 1991-1992 particulièrement difficile. Les pertes – les premières de son histoire – dépassent, après consolidation, les 800 millions de francs. Loin d'avoir chargé une barque lestée par les semi-conducteurs, son acquisition britannique *résiste vaillamment*.

De tous les grands constructeurs informatiques européens, ICL est le *seul à avoir dégagé* des profits en 1991. L'an passé, le groupe informatique a enregistré un bénéfice net de 39 millions de livres (347 millions de francs) pour un chiffre d'affaires de 1,87 milliard de livres (16,5 milliards de francs). Un *profit en repli de 40 %, mais du* profit quand même. Invité du Club de la presse informatique, mardi 27 octobre, le PDG d'ICL, M. Peter Bonfield, a souligné le contexte économique particulièrement difficile dans lequel ce résultat a été acquis. Malgré la chute de la livre sterling, ICL table sur un exercice bénéficiaire *cette année*.

SOCIAL

Au mois d'août

Le chômage est resté stable dans les pays de l'OCDE et dans la CEE

En août – derniers chiffres connus, – le taux de chômage standardisé est resté inchangé, par rapport à juillet, dans les pays de la zone OCDE. Il *s'établit à 7,5 % de la population* active, alors qu'il était de 6,9 % en août 1991. Pour les Etats-Unis, une baisse de 0,1 % est intervenue *qui ramène le taux de chômage à* 7,5 %. Le Japon demeure stable, avec 2,2 %, ainsi que le Canada, avec 11,6 %. En revanche, la Suède passe de 5,2 % à 5,3 %.

Selon les informations disponibles, le chômage pourrait cependant baisser en septembre. Dans quatre des sept pays dont les données sont connues, le mouvement à la diminution est de 0,1 point pour les Etats-Unis, *de 0,5 point en Suède, de* 0,3 point en Australie et au Canada.

Toujours pour août, les dernières statistiques fournies par Eurostat montrent que le taux de chômage, estimé à 9,5 % de la population active en données corrigées des variations *saisonnières*, est *resté sans* changement, depuis mai, dans les douze pays de la Communauté européenne. Il aurait augmenté de *0,5 point depuis août 1991*. Au total, l'office européen évalue à 14 millions le nombre des chômeurs. Il relève que le Royaume-Uni détient, à lui seul, 51 % des chômeurs supplémentaires et que le niveau atteint (11 %) correspond à celui de juin 1987.

Par pays, en évaluations homogènes, le classement s'établit ainsi : Irlande, 18,1 % ; Espagne, 17,1 % ; Royaume-Uni, 11 % ; Italie, 10,6 % ; France, 10 % ; Danemark, 9,7 % ; Belgique, 8,3 % ; Allemagne, 4,7 % ; *Portugal, 4,6 % et Luxembourg*, 2 %. Les données pour la Grèce ne sont pas disponibles et celles pour les Pays-Bas (6 %) datent de *juillet*.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311F

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie du « Monde »
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Le Monde PUBLICITE S.A.
Président directeur général : Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction : Jacques Guiu, Philippe Dupuis, Isabelle Tsaïdi.
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75902 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Télex MONDPUB 634 128 F
Téléfax : 46-62-98-73. - Société filiale de la SARL *le Monde* et de Médias et Régies Europe SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE *ou 36-15 - Tapez LM*

En novembre

Le Club de Paris devrait procéder à un rééchelonnement de la dette de l'ex-URSS

Le Club de Paris, réuni mercredi 28 octobre, a souligné sa profonde inquiétude quant aux arriérés de paiements accumulés par l'ex-URSS. Si rien n'a été décidé sur le rééchelonnement de la dette, les dix-huit pays créanciers ont indiqué dans un communiqué qu'*« il leur paraissait possible qu'un accord puisse intervenir avant la fin du mois de novembre »*. La dette extérieure totale est évaluée à 70 milliards de dollars (360 milliards de francs *environ*).

Jeudi 29 octobre, M. Richard Erb, directeur général adjoint *du Fonds monétaire international* (FMI), a annoncé, lors d'une conférence internationale sur *l'aide à l'ex-URSS à Tokyo*, que la Russie aura besoin de 22 milliards de dollars pour assurer le financement de ses comptes extérieurs en 1993.

COMMUNICATION

Craintes d'absorption et de licenciements

Le personnel de « l'Express » s'interroge sur le sens de l'alliance avec « le Point »

Réunis en assemblée générale, mercredi 28 octobre, les salariés de *l'Express* ont mandaté à l'unanimité leurs élus au comité d'entreprise (CE), pour que ceux-ci obtiennent davantage de précisions sur le *groupement d'intérêt économique* (GIE) créé en septembre entre *le Point* et *l'Express*, et qui devrait être opérationnel en janvier prochain (*le Monde du 18 septembre*). *Ils les ont* aussi chargés de s'opposer *« par tous les moyens »* à un *« éventuel plan de restructuration »*. Cette crainte fait suite aux indications données par le PDG du groupe Express, Mme Françoise Sampermans, sur la difficile situation financière de l'hebdomadaire et l'hypothèse d'une restructuration entraînant des licenciements (*le Monde* du 29 octobre). Le CE doit se réunir le 4 novembre.

Des journalistes s'interrogent sur l'intérêt du GIE pour *l'Express*. Selon eux, *l'Express* va facturer des services au *Point* à des tarifs inférieurs au marché, l'organigramme du futur GIE comprendrait plus de responsables du *Point* que de *l'Express*, etc., modalités qui traduiraient une *« vampirisation »* du second par le premier. La mauvaise santé de *l'Express* leur fait également redouter 100 à 110 licenciements (sur un total de 390 salariés), qui pourraient avoir lieu au printemps. Enfin, les salariés s'interrogent sur les *« desseins réels »* du GIE et, par extension, du groupe propriétaire de *l'Express*, Alcatel-Alsthom, qui détient aussi 40 % du *Point*, notamment dans la perspective des élections de 1993.

M. Pierre Suard, PDG d'Alcatel-Alsthom, a déclaré à *l'Expansion* du 29 octobre que cette participation *« vise à conforter chacun des titres, dans la conjoncture difficile, en leur permettant de réduire leur coûts (...) mais sans faire de contorsions intellectuelles pour voir des synergies là où il n'y en a pas »*. Il note que la *« presse française est fragile »* et qu'il *« serait dommage que demain les journaux français soient contrôlés par des intérêts moins attachés à la culture française »*. Enfin, il conclut qu'il n'est *« certainement pas »* tenté par la politique.

Y.-M. L.

Les difficultés de la presse à Lyon

Nouveau rapprochement entre « le Progrès » et « Lyon-Matin »

La direction lyonnaise du groupe Hersant a annoncé mardi 27 octobre un nouveau rapprochement entre les quotidiens lyonnais *le Progrès* et *Lyon-Matin*. Une opération qui avait été envisagée cet été, en raison des difficultés économiques des deux journaux (*le Monde* du 14 août). Elle devrait intervenir au 1er décembre.

Alors que plusieurs services rédactionnels (faits divers, justice, quartiers) sont déjà communs aux deux titres, ils n'auront, à cette date, que des « unes », des « manchettes » et quelques pages différentes. Ces décisions s'accompagnent de suppressions de postes, sans licenciements secs, et de *mutations* au sein du *Progrès* et d'autres journaux régionaux du groupe Hersant. Celui-ci cherche aussi à améliorer sa situation *financière, par des ventes d'actifs* et par une cession-bail des locaux de l'imprimerie de Lyon-Chassieux, transactions qui n'ont pas encore *été finalisées*.

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

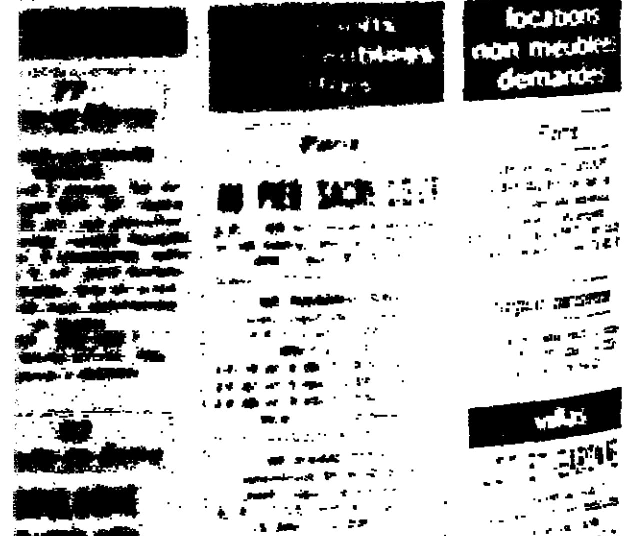
● **Budget : nouveau record du déficit.** – Le déficit budgétaire américain a atteint le montant record de 290,2 milliards de dollars (1 450 milliards de francs) pour l'année fiscale 1992 achevée *le 30 septembre, contre 269,5 milliards durant l'année fiscale* 1991, a annoncé le département du Trésor. Ce déficit est inférieur aux prévisions de l'administration Bush qui tablait en début d'année sur un trou de 399,7 milliards de dollars. Cependant, de nombreuses dépenses, en *particulier celles liées à la restructuration* du système bancaire, ont été reportées à l'exercice fiscal 1993, pour lequel le gouvernement a prévu un déficit de 341 milliards. L'année fiscale 1992 marque le 23e exercice déficitaire consécutif, et porte la dette publique américaine à 3 970 milliards de dollars.

● **Commandes de biens durables : – 0,4 % en septembre.** – *Le département du commerce a annoncé, mercredi 28 octobre,* que les commandes de biens durables aux Etats-Unis avaient baissé de 0,4 % en septembre, après une diminution de 0,4 % en août et une chute de 2,7 % en juillet. Les experts tablaient *généralement sur une hausse de 0,5 % de cet indicateur en septembre*. Le résultat est essentiellement dû à la chute de 15,7 % des commandes militaires. A l'exclusion de ces dernières, les commandes de biens durables ont en effet progressé de 0,5 %.

MIE

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

« Eurostar » sera le futur service ferroviaire transmanche



46-62-73-02
46-62-73-90
FAX : 46-62-98-74

VIE DES ENTREPRISES

La recapitalisation de Worms et le conflit avec Suez

M. Peyrelevade cherche à régler au plus vite les dossiers « chauds » de l'UAP

Les compagnies d'assurances n'échappent pas à la morosité ambiante. L'Union des assurances de Paris (UAP) a annoncé, mercredi 28 octobre une baisse de 59 % de ses profits pour les six premiers mois de l'année (*le Monde* du 29 octobre). Une *« traduction sèche »* de la réalité qui reflète à la fois la poursuite de la dégradation de l'activité d'assurance-dommage, le refus de M. Jean Peyrelevade, président de l'UAP, de faire usage du moindre *« cosmétique »* sur ses comptes, et les mauvais résultats de la banque Worms, touchée par la crise de l'immobilier.

Un dossier « chaud » que la compagnie publique veut régler au plus vite. La banque Worms, filiale à 100 % de l'UAP, sera recapitalisée dans les prochaines semaines pour un montant supérieur à 1 milliard de francs, afin de supporter des pertes qui pourraient approcher les 700 millions de francs sur l'année. La banque Worms doit être *« hors d'eau quelque part dans l'année 1993 et des mesures nécessaires seront prises à cet égard »*, explique M. Peyrelevade en soulignant qu'il n'était *« pas question que les mauvais résultats s'étalent sur quatre ou cinq ans »*.

Autre dossier encore plus épineux, celui du différend avec Suez au sujet de la participation minoritaire de l'UAP dans Victoire, filiale d'assurances de la Compagnie financière. A la tête de 34 % de Victoire depuis 1990, l'UAP cherche sans succès à sortir de sa position de minoritaire pour obtenir en échange le contrôle de la filiale allemande de Victoire, Colonia. Un conflit larvé qui traîne en longueur. Le président de l'UAP a une nouvelle fois confirmé qu'il négocie l'échange de sa participation dans Victoire. Les négociations sont en *« approche finale »* mais « [je suis] *totalement incapable d'en prévoir l'issue »*, souligne M. Peyrelevade.

« Si aucune entente ne se dégage, nous en resterons au statu quo », ajoute M. Peyrelevade. Mais il n'est pas sûr que le maintien de la situation en l'état soit tolérable pour l'UAP. La compagnie est engagée dans une course contre la montre. Il lui faut réussir à déboucler cette affaire avant mars 1993 et un éventuel changement de majorité à l'Assemblée nationale. Elle dispose d'ailleurs de moyens de pression non négligeables. Elle a franchi au début du mois d'octobre (*le Monde* du 13 octobre) le seuil des 10 % de droits de vote dans le capital de Suez, ce qui n'a pas été vraiment apprécié du côté de la Compagnie financière.

E. L.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

CRISES

□ **Le sidérurgiste néerlandais Hoogovens va durcir son plan d'assainissement.** – Enregistrant depuis le début de l'été des résultats encore plus mauvais qu'au premier semestre, qui s'était soldé par une perte de 228 millions de francs, le numéro un de la sidérurgie aux Pays-Bas, Hoogovens, s'attend à clore l'année sur un déficit avoisinant le milliard de francs. Cette contre-performance record s'explique par la concurrence des aciéristes est-européens et par la surcapacité de production des producteurs ouest-européens. La direction du groupe a fait savoir aux représentants du personnel, mercredi 28 octobre, qu'elle étudiait un durcissement du plan d'assainissement annoncé à la mi-septembre (*le Monde* du 16 septembre). Celui-ci prévoyait la suppression de 4 500 des 14 000 emplois de la division «acier» d'ici à 1995. Les nouvelles mesures concernent les 12 000 autres salariés de Hoogovens, qui n'a encore donné aucun ordre de grandeur des coupes complémentaires. – *(Corr.)*

□ **Chausson : projet de suppression d'emplois de 1 300 salariés.** – La direction de Chausson, filiale commune de Renault et Peugeot (près de 4 200 salariés), devrait annoncer, lundi 2 novembre, devant le comité central d'entreprise, un plan de suppressions d'emploi concernant près de 1 300 salariés. Un député socialiste, M. Jean Anciant, a cité ce chiffre, mercredi 28 octobre, lors de la séance des questions d'actualité à l'Assemblée nationale, en précisant que sur ce total, 1 200 concerneraient l'usine de Montataire près de Creil, située dans sa circonscription. Selon d'autres sources dignes de foi, les suppressions d'emploi prévues dans le projet de la direction sont ainsi réparties : 1 104 à Montataire (sur 2 500), 161 à Genevilliers (Hauts-de-Seine), et 20 à la direction centrale d'Asnières, soit 1 285 en tout.

□ **Cap Sesa : la direction confirme la réduction de 10 % des effectifs.** – Le groupe Cap Sesa (6 000 salariés), filiale française du holding international Cap Gemini Sogeti, première société de services informatiques en Europe, a confirmé mercredi la suppression prochaine de quelque 600 emplois, touchant à la fois Cap Sesa et ses filiales. *« Le groupe Cap Sesa et ses filiales viennent de se résoudre à réduire leurs effectifs d'environ 10 %, ainsi qu'il ressort des projets soumis aux comités d'entreprise et d'établissement »*, indique un communiqué de la direction. Celle-ci explique ces mesures en faisant valoir que *« personne ne se hasarde plus à prévoir que la sortie de la crise actuelle interviendra avant une assez longue période »*. Le syndicat CFDT avait affirmé mardi que 600 suppressions d'emplois étaient programmées. Cap Gemini Sogeti a enregistré un recul de 20 % de son bénéfice net (part du groupe) au premier semestre 1992, à 142,5 millions de francs contre 179,2 MF au premier semestre 1991, et les prévisions pour l'ensemble de l'exercice 1992 ne tablent pas sur un redressement.

□ ***IBM France voudrait supprimer* environ 1 500 emplois en 1993.** – La direction d'IBM France a convoqué, mardi 3 novembre, le comité central d'entreprise pour lui présenter ses projets de suppression d'emplois pour 1993, soit le départ d'environ 1 500 personnes en cumulant les pré-retraites, les départs volontaires et les départs dits *« naturels »*. La direction n'a pas de projet de licenciements secs, a-t-on indiqué auprès de la filiale française du géant informatique américain. Elle compte proposer aux syndicats des *« initiatives originales »*, facilitant notamment le passage au travail à temps partiel de certains employés aujourd'hui à temps plein. Après deux ans de gel de l'embauche, elle doit également proposer d'embaucher 200 nouveaux cadres, dont une majorité de jeunes diplômés. Ces projets pour 1993, s'ils se confirment, interviendraient après la suppression de 2 300 emplois chez IBM France en 1992 et 2 300 en 1991. Depuis fin 1986, la filiale française du géant informatique américain a ainsi perdu près du quart de ses effectifs, qui sont passés de 21 859 à 16 634 fin 1992.

RÉSULTAT

□ **Porsche : premier déficit de son histoire en 1991-1992.** – Porsche AG a été déficitaire pour la première fois de son histoire au cours de l'exercice qui s'est terminé le 31 juillet, avec des pertes de 65,8 millions de deutsche marks (222 millions de francs) contre un bénéfice de 17,1 millions de marks (66 millions de francs) en 1990-1991, a annoncé, mercredi 28 octobre, le constructeur automobile allemand. Le chiffre d'affaires du groupe a chuté à 2,7 milliards de marks (9,18 milliards de francs) contre 3,1 milliards en 1990-1991. La firme a vendu dans le monde entier 23 060 véhicules en 1991-92, contre 26 486 l'exercice précédent. Les ventes ont augmenté de 9,2 % en Allemagne, mais elles ont diminué de 26 % à l'étranger. Porsche, qui emploie actuellement 8 000 personnes, a annoncé 1 850 suppressions d'emplois d'ici le milieu de l'année prochaine.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 28 octobre ⬇

Déprime

Après quatre séances consécutives de hausse, la Bourse de Paris était déprimée, mercredi 28 octobre, alors qu'une nouvelle fois l'espoir d'une baisse prochaine des taux d'intérêt allemands s'éloigne. En recul de 0,64 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 ne cessait ensuite d'accentuer ses pertes pour s'inscrire en baisse de plus de 2 % dans le courant de l'après-midi. Le CAC 40 se reprenait en fin de séance pour céder finalement 1,39 % à 1 749,86 points. L'indice se retrouve ainsi à nouveau sous son niveau du début de l'année.

Principale cause de la morosité ambiante, le fait que, mercredi matin, la Bundesbank a alloué des liquidités à 8,75 %, soit un taux inchangé par rapport à la précédente opération. Pour les milieux financiers, c'est le signe que la Bundesbank ne modifiera pas sa politique monétaire jeudi lors de sa réunion bimensuelle. Par ailleurs, la hausse, plus forte que prévue, du PIB au troisième trimestre aux Etats-Unis ne parvient pas à dissiper les craintes sur la conjoncture américaine et plus encore sur les conséquences de l'élection présidentielle dans moins d'une semaine.

Enfin, les résultats semestriels des entreprises françaises continuent à être médiocres. L'UAP a annoncé une baisse de près 60 % de son bénéfice pour les six premiers mois de l'année, et le titre a perdu 4,8 %. LVMH a indiqué que son chiffre d'affaires avait progressé de 3,1 % pour les neuf premiers mois de l'année, une progression jugée insuffisante par les *analystes et l'action LVMH a abandonné 6,1 %.*

NEW-YORK, 28 octobre ⬆

Progression

Wall Street s'est ressaisie mercredi 28 octobre dans l'après-midi après avoir enregistré des pertes modestes au cours de la matinée. En clôture, l'indice Dow Jones des valeurs vedettes a terminé à 3 251,40 points en hausse de 15,67 points, soit une progression de 0,48 %. Le volume des transactions a été élevé, avec quelque 203 millions de titres échangés. Les valeurs en hausse ont dépassé celles en baisse : 1 015 contre 716, alors que 616 actions sont restées inchangées.

Ce renversement de tendance s'est effectué en dépit de l'annonce d'une baisse de 0,4 % des commandes de biens durables aux Etats-Unis. Selon les analystes, une grande partie des gains du Dow Jones est à mettre au compte du bond de 6 dollars, à 53 dollars, du titre McDonnell Douglas, malgré la publication la veille, après la clôture du marché, par le groupe américain d'une perte nette de 15 millions de dollars (39 cents par action) au troisième trimestre de 1992.

VALEURS	Cours du 27 oct.	Cours du 28 oct.
Alcoa	68 3/4	69 7/8
ATT	44 1/8	44 1/4
Boeing	36 3/8	36 1/8
Chase Manhattan Bank	24	24 1/4
Du Pont de Nemours	48 1/4	48 7/8
Eastman Kodak	41 7/8	41
Exxon	62 3/4	62 1/2
Ford	39 7/8	38 1/8
General Electric	78 5/8	77 3/4
General Motors	32 3/8	31 3/8
Goodyear	69 3/4	69 3/8
IBM	65 3/4	67 1/8
ITT	66 1/4	66 3/8
Mobil Oil	64 1/8	64 1/4
Pfizer	74	74 1/2
Schlumberger	67	65 1/2
Texaco	62 1/4	61 3/4
UAL Corp. ex-Allegis	121 3/8	121 3/8
Union Carbide	13 3/4	14 1/2
United Tech.	45 3/8	45 3/4
Westinghouse	12 3/8	12 1/2
Xerox Corp.	76	76

LONDRES, 28 octobre ⬇

Repli

Les valeurs ont terminé dans le rouge, mercredi 28 octobre, à la Bourse de Londres. Au terme des échanges, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a perdu 19,4 points à 2 650,4 points, soit un recul de 0,7 %.

Ce mouvement de baisse, général dans tous les secteurs, a été amplifié par une série d'avis négatifs de maisons de courtage sur des titres vedettes comme ICI ou Pearson. Seules les compagnies de distribution d'eau et d'électricité sont restées franchement haussières. De plus, le maintien des taux d'intérêt allemands à 8,75 %, au même niveau que la semaine passée, lors des opérations de refinancement de la Bundesbank a déçu les investisseurs, qui espéraient qu'un abaissement rapide des taux d'intérêt britanniques aurait pu avoir lieu si la Bundesbank avait assoupli sa position mercredi.

TOKYO, 29 octobre ⬇

Sous les 17 000 points

La Bourse de Tokyo a clôturé en baisse jeudi 29 octobre. En abandonnant 130,70 points (– 0,77 %), l'indice Nikkei est repassé sous la barre des 17 000 points pour finalement s'établir à 16 937,71 points. Quelques 160 millions de titres ont changé de mains, contre 200 millions environ mercredi.

Les investisseurs sont restés sur la touche préférant attendre que la saison des résultats de sociétés soit terminée et que commence la session parlementaire. Les opérateurs ont été *également déçus de voir que la réunion* des directeurs régionaux de la Banque du Japon s'est achevée sans qu'aucune indication sur une éventuelle détente des taux n'ait été donnée.

VALEURS	Cours du 28 oct.	Cours du 29 oct.
Ajinomoto	1 280	1 270
Bridgestone	1 120	1 110
Canon	1 280	1 280
Fuji Bank	1 780	1 790
Honda Motors	1 290	1 250
Matsushita Electric	1 130	1 150
Mitsubishi Heavy	541	538
Sony Corp.	4 030	3 990
Toyota Motors	1 390	1 390

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Câbles	4335	4351
B.A.C.	23 70	...
Boiron (Ly)	521	508
Boisset (Lyon)	229	.
C.A.I.-de-Fr (C.C.I.)	800	800
Calberson	195	. .
Cardif	736	736
C.E.G.E.P.	155 10	.
C.F.P.I.	258	...
C.N.I.M.	960	960
Codetour	257	....
Conforama	...	...
Creeks	111	...
Dauphin	179	.
Delmas	950	..
Demachy Worms Cie	350	..
Devanlay	928	...
Deville	99	.
Dolisos	110	...
Editions Belfond	200	...
Europ Propulsion	160 20	166 50
Finacor	107	....
G.F.F. (group fon f.)	48	..
G.L.M.	427	..
Gravograph	140	...
Guntoli	720	...
I.C.C.	155	. .
Idianova	42 95	. .
Immob. Hôtelière	1000	1010
Internt. Computer	100	
I.P.B.M.	51 80	
Locamic	70	
Matra Comm.	295 70	.
Molex	140	
N.S.C. Schlumberger	770	.
Publ.Filipacchi	362	. .
Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	308	. .
Select Invest (Ly)	70	.
Serbo	150	
Sopra	298	.
TF1	328 90	325
Thermador H. (Ly)	330	.
Unilog	236	.
Viel et Cie	96	
Y. St-Laurent Groupe	664	675

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 28 octobre 1992
Nombre de contrats estimés : 116 492

COURS	ÉCHÉANCES		
	Déc. 92	Mars 93	Juin 93
Dernier	110,66	111,34	111,42
Précédent	110,52	111,10	110,98

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Déc. 92	Mars 93	Déc. 92	Mars 93
111	0,38	1,59	0,81	1,33

CAC 40 A TERME

(MATIF)

Volume : 18 624

COURS	Oct. 92	Nov. 92	Déc. 92
Dernier	1 750	1 765,50	1 782
Précédent	1 777	1 790	1 807

CHANGES

Dollar : 5,22 F ⬆

Le dollar s'échangeait en légère hausse jeudi 29 octobre, à 5,22 francs contre 5,2075 francs la veille selon le cours indicatif de la Banque de France. A Paris, le franc était stable après l'annonce de la baisse du taux des prises en pension.

FRANCFORT	28 oct.	29 oct.
Dollar (en DM)	1,5346	1,5465
TOKYO	28 oct.	29 oct.
Dollar (en yens)	122,05	123,10

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (29 oct.) .... 9 7/8 %
New-York (28 oct.) .... 3 %

BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 31-12-91)*

	27 oct.	28 oct.
Valeurs françaises	101	101,10
Valeurs étrangères	85,50	85
(SBF, *base 100 : 31-12-81)*		
Indice général CAC	464	465,37
(SBF, *base 1000 : 31-12-87)*		
Indice CAC 40	1 774,48	1 749,86

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

	27 oct.	28 oct.
Industrielles	3 235,73	3 251,40

LONDRES *(Indice « Financial Times »)*

	27 oct.	28 oct.
100 valeurs	2 669,80	2 650,40
30 valeurs	1 978,50	1 956,50
Mines d'or	74,70	73,70
Fonds d'Etat	93,53	94,18

FRANCFORT

	27 oct.	28 oct.
Dax	1 533,77	1 510,30

TOKYO

	28 oct.	29 oct.
Nikkei Dow Jones	17 068,41	16 937,71
Indice général	1 292,39	1 287,13

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	5,2330	5,2360	5,3150	5,3210
Yen (100)	4,2562	4,2604	4,3209	4,3280
Ecu	6,6575	6,6625	6,6533	6,6637
Deutschemark	3,3905	3,3910	3,3978	3,4007
Franc suisse	3,8058	3,8108	3,8383	3,8464
Lire italienne (1000)	3,9272	3,9339	3,8786	3,8895
Livre sterling	8,2472	8,2572	8,2985	8,3144
Peseta (100)	4,7724	4,7796	4,7260	4,7400

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	3 1/16	3 3/16	3 7/16	3 9/16	3 7/16	3 9/16
Yen (100)	3 3/4	3 7/8	3 5/8	3 3/4	3 1/2	3 5/8
Ecu	10 1/8	10 1/4	9 7/8	10	9 9/16	9 11/16
Deutschemark	8 13/16	9	8 3/4	8 15/16	8 1/4	8 7/16
Franc suisse	6	6 1/8	6 1/16	6 3/16	6	6 1/8
Lire italienne (1000)	14 1/2	15	14 1/4	14 3/4	13 3/8	13 7/8
Livre sterling	7 7/8	8 1/8	7 1/4	7 1/2	6 5/8	6 7/8
Peseta (100)	13 3/8	13 3/4	13 3/8	13 3/4	13 1/4	13 1/2
Franc français	9 3/4	9 7/8	9 3/4	9 7/8	9 5/16	9 7/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 29 OCTOBRE

Cours relevés à 11 h 15

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
4890	C.N.E 3%	4881	4880	4940	+ 1 21
802	B.N.P. T.P.	805	811	812	+ 0 87
796	Cr.Lyon. T.P.	811	793	812	+ 0 12
1665	Renault T.P.	1596	1598	1610	+ 0 88
1645	Rhone Poul. T.P.	1651	1680	1680	+ 1 76
1019	Saint Gobain T.P.	1015	1015	1015	....
790	Thomson T.P.	790	790	790	....
530	ACCOR	554	556	550	- 0 72
735	Air Liquide	746	750	735	- 1 47
635	Alcatel-Alsthom	843	845	840	- 0 47
1440	Als.Superm.	1400	1410	1400	....
240	A L S P I	249	....	....	....
410	AGF Sté Centrale	421	420	417 10	- 0 93
124	Avenir H. Média	116 40	117 50	108 10	- 7 13
815	Axa (ex Cie Midi)	780	795	772	- 1 03
147	Bafip	146 10	146 10	146 10	....
80	Bail-Equipem.	73 80	75	73 80	....
610	Bail Investiss.	623	618	615	- 1 28
370	Bancaire	372 50	372	366	- 1 74
630	Bazar H.-V.	616	610	607	- 1 46
1210	Berger (M)	1200	....	....	....
390	Bertrand Faure	400	400	400	....
865	Bic	874	882	876	+ 0 23
1050	B.I.P.	1065	1080	1060	- 0 47
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
845	Créd. Foncier	859	862	856	- 0 35
300	Crédit Loc France	307	305 20	305	- 0 65
420	Cr Lyon.(CI)	415	417	418	+ 0 72
1020	Credit Nat.	1070	1070	1060	- 0 93
355	CSEE	380	380 20	392	+ 3 16
2950	Damart	3000	3000	3000	....
345	Dassault Aviation	342 10	364	364	+ 6 40
157	Dassault Electr.	156	156	152	- 2 56
1470	De Dietrich	1470	1500	1500	+ 2 04
470	Degremont	475	476 90	477	+ 0 42
52	Dév.P.d.C.(Li)	53	....	....	....
67	Dév.R.Sud-Est	71	72	72	+ 1 41
275	D M C	291	276 80	280	- 3 78
385	Docks France	400	392	392	- 2 00
140	Dynaction	136	135	130	- 3 70
1950	Eaux (Gle)	1998	1985	1958	- 2 00
800	E.B.F.	798	798	798	....
305	Ecco	340	338	342	+ 0 59
350	Elf Aquitaine	348 90	351 90	349 50	+ 0 17
1090	ElfSanofiExSanofi	1065	1073	1047	- 1 69
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

[illegible]

COMPTANT (sélection)

Obligations

[illegible]

Actions

[illegible]

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Cambodge	945	....	Oréal (CI)	498	498
Carbone Lorraine	308 10	313	Origny-Desvroise	546	....
Caves Roquefort	3 40	....	Palais Nouveauté	1300	....
C.B.C.	233 80	223 10	Paluel Marmont	519	....
C.E.G.F (Frigor.)	693	....	Parfinance	152	....
Centenaire Blanzy	307	....	Paris France	238	....
Ceragen	28 50	....	Paris Orléans	198	....
Champex Ny	33 90	....	Parthena Invest	253 10	....
CIC (CIP)	139 90	135	Pathé Cinéma	....	....
C.I.M.	612	....	Piper Heidsieck	879	....

Étrangères

[illegible]

Hors-cote

[illegible]

SICAV (sélection) 28/10

[illegible]

Marché des Changes

COURS INDICATIFS	COURS préc.	COURS 28/10	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats Unis (1 usd)	5 217	5 207	4 9	5 4
Ecu	6 647	6 663	....	....
Allemagne (100 dm)	339 220	339 250	328	348
Belgique (100 F)	16 474	16 478	15 9	16 9
Pays-Bas (100 fl)	301 490	301 430	290	310
Italie (1000 lires)	3 918	3 932	3 5	4 2
Danemark (100 krd)	88 230	88 240	83	91
Gde-Bretagne (1 L)	8 202	8 259	7 8	8 6
Grèce (100 drachmes)	2 617	2 615	2 3	3
Suisse (100 f)	380 700	381 090	368	388
Suède (100 krs)	90 010	90 120	85	93
Norvège (100 k)	83 140	83 240	78	86
Autriche (100 sch)	48 212	48 209	46 6	49 6
Espagne (100 pes)	4 782	4 791	4 5	5
Portugal (100 esc)	3 806	3 806	3 3	4 1
Canada (1 $ can)	4 194	4 213	4	4 4
Japon (100 yens)	4 264	4 244	4 1	4 3

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 28/10
Or fin (kilo en barre)	56700	56500
Or fin (en lingot)	56600	56700
Napoléon (20f)	323	322
Pièce Fr (10 f)	445	.....
Pièce Suisse (20 f)	325	326
Pièce Latine (20 f)	331	318
Souverain	429	429
Pièce 20 dollars	2080	1995
Pièce 10 dollars	997 50	990
Pièce 5 dollars	575	.....
Pièce 50 pesos	2150	2120
Pièce 10 florins	339	332

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

هكذا من الأصل

AGENDA

Le communiqué du conseil des ministres

***Le conseil des ministres s'est* réuni, au palais de l'Elysée, mercredi 28 octobre, sous la présidence de M. François Mitterrand. *Au terme des travaux,* un communiqué a été rendu public dont voici des extraits :**

• Ratification d'ordonnances relatives à l'outre-mer

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer a présenté au conseil des ministres deux projets de loi portant ratification des ordonnances prises en application des lois du 4 janvier 1992 et du 28 décembre 1991 relatives à l'*adaptation de la législation* applicable dans les territoires d'outre-mer d'une part, dans la collectivité territoriale de Mayotte d'autre part. Vingt-deux ordonnances ont été prises en vertu de ces lois.

• Pompes funèbres

(Le Monde *du 21 août.*)

• La qualité des transports collectifs urbains

Le ministre de l'équipement, du logement et des transports a présenté une communication sur la qualité des transports collectifs urbains.

L'amélioration de la qualité de vie en *ville* dépend en grande partie d'un plus large usage des transports en commun, plus respectueux de l'environnement que l'automobile.

Dans la région parisienne, cette priorité se sera traduite par la réalisation, entre *1989 et 1993, d'un* volume d'investissements égal à 35 milliards de francs dans le domaine des transports collectifs. Les subventions d'investissement inscrites au projet de budget du ministère de l'équipement pour 1993 s'élèvent à 712 millions de francs, en progression de 42 % par rapport à 1992.

Le développement des transports en commun est l'une des priorités du projet de schéma directeur de l'Ile-de-France.

Mais l'effort engagé en matière d'investissement doit être accompagné d'une action d'amélioration de la qualité du service rendu aux usagers.

Le ministre a présenté cinq types de mesures adoptées en conséquence par les établissements publics de transport ou par l'Etat.

1. Développer la concertation avec les usagers

La SNCF et la RATP intensifieront encore la concertation engagée avec les représentants des usagers. Un dialogue direct avec les voyageurs continuera d'être recherché, notamment sur les lignes connaissant des difficultés particulières.

Ces établissements publics élaboreront des chartes de qualité contenant des engagements précis en matière de confort, de régularité, de propreté et de satisfaction des usagers.

Un observatoire régional rassemblera et diffusera sous forme d'indicateurs toutes les informations d'intérêt général relatives aux déplacements en région parisienne. Ces indicateurs porteront sur les aspects qualitatifs aussi bien que quantitatifs des services offerts.

2. Renforcer la sécurité

Les dispositions prises depuis 1989 ont prouvé leur efficacité : dans le métro et dans le réseau express régional (RER), les agressions et les vols à la tire ont respectivement diminué de 27 % et de 35 % ; les agressions ont reculé de 6 % sur le réseau de banlieue de la SNCF.

La mise en place des unités de police exclusivement consacrées à la sécurité du métro, du RER et des lignes de banlieue de la SNCF sera achevée au premier trimestre de 1993. L'installation de bornes d'appel dans les gares de la SNCF et les stations du RER sera accélérée.

3. Améliorer le confort

Les actions entreprises pour rénover les gares et les stations seront poursuivies.

Le parc de wagons à deux niveaux exploité sur le réseau de banlieue de la SNCF et sur le réseau RER sera élargi, notamment avec de nouveaux matériels plus confortables. Le nombre de places offertes aux heures de pointe sur les lignes les plus chargées du RER sera ainsi accru de 30 % à 45 %, et de 70 % en ce qui concerne les places assises.

4. Mieux informer les voyageurs

La RATP achèvera en 1993 d'installer dans les stations de la ligne A du RER les écrans d'information des voyageurs. Elle commencera en même temps d'en équiper la ligne B.

La SNCF engagera notamment la mise en place d'un réseau d'information par écran sur les lignes de la banlieue nord.

5. Résorber les difficultés particulières de la ligne C du RER.

Les efforts engagés pour améliorer la fiabilité des équipements de cette ligne et la ponctualité des trains seront poursuivis.

∴

Pour tirer parti de l'expérience d'autres grandes agglomérations françaises et étrangères, le ministre de l'équipement a chargé un inspecteur général de l'équipement d'établir un rapport d'analyse et de comparaison sur l'information des usagers et la qualité du service qui leur est rendu.

• Le bilan de la recherche sur le sida

Le ministre de la recherche et de l'espace a présenté une communication relative au bilan de la recherche sur le sida.

L'Agence nationale de recherche sur le sida (ANRS) a été créée en *1988* pour soutenir les efforts engagés par les chercheurs français, qui sont les premiers à avoir découvert le virus responsable du sida.

La France est le deuxième pays au monde, après les Etats-Unis, pour les moyens consacrés à la recherche sur le sida.

L'ANRS est le plus important des organismes européens consacrés à cette recherche. Les crédits dont elle dispose, qui ont augmenté de 30 % en cinq ans, s'élèveront à *210 millions de francs en* 1993.

L'agence a déjà conclu plus de cinq cents contrats de recherche avec trois cents équipes. Ces contrats ont permis de faire progresser la recherche dans plusieurs directions.

En matière de vaccin, deux essais sur l'homme sont en cours.

Vingt essais de médicaments ont été mis en œuvre ; quinze autres doivent débuter au cours des prochains mois. La France est au pre*mier rang dans le domaine de* la thérapie génique, consistant à intervenir sur les gènes pour enrayer le développement de la maladie.

Une grande importance est aussi accordée à la recherche épidémiologique et aux aspects de la maladie relevant des sciences sociales. *Plus de cinq mille malades font* l'objet d'un suivi épidémiologique. Une enquête sur le comportement sexuel des Français, faite auprès de vingt mille personnes, a été menée à bien. Une enquête sur les jeunes de quinze à dix-huit ans doit être prochainement réalisée.

S'agissant de la formation à la recherche, deux cents bourses ont été accordées par l'ANRS.

∴

Dans la préparation du prochain programme-cadre européen de recherche et de développement, la France agira pour renforcer la recherche sur le sida à l'échelle de la Communauté européenne tout *entière.*

Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres, réuni mercredi 28 octobre, a procédé, sur la proposition de M. Paul Quilès, ministre de l'intérieur et de la sécurité publique, au mouvement préfectoral suivant (*le Monde* du 29 octobre) :

AIN : M. Jean-Pierre Lacroix

M. Jean-Pierre Lacroix, directeur central de la police territoriale, est nommé préfet de l'Ain, en remplacement de M. Michel Festy, placé hors cadre par le conseil des ministres du 23 septembre.

[Né le 30 juin 1942 en Avignon, licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'ENA, M. Jean-Pierre Lacroix a com*mencé sa carrière en 1972 comme admi*nistrateur civil affecté au ministère de la défense. Nommé sous-préfet, directeur du cabinet du préfet du Haut-Rhin en 1974, il devient secrétaire général du Lot en 1976, puis en 1978 sous-préfet de Saint-Gaudens. Secrétaire général de l'Eure en 1980, chef de cabinet de M. Maurice Faure au ministère de la justice en 1981, puis secrétaire général pour les affaires régionales d'Auvergne *en 1982, il avait été nommé secrétaire* général dans le Pas-de-Calais en 1984. Le 27 juillet 1988, il devient préfet de la Guyane, puis est nommé en mai 1990, préfet hors cadre, directeur des affaires politiques, administratives et financières au ministère des départements et territoires d'outre-mer. M. Lacroix était directeur du cabinet du ministre des DOM-TOM, porte-parole du gouvernement depuis janvier 1992 quand il a été nommé, le 26 février dernier, directeur central de la police territoriale à la direction générale de la Police nationale.]

DIRECTION CENTRALE DE *LA POLICE TERRITORIALE* : M. Bernard Bonnet

M. Bernard Bonnet, préfet, adjoint pour la sécurité auprès des préfets de la Corse-du-Sud et de la Haute-Corse, est nommé directeur central de la police territoriale, en remplacement de M. Jean-Pierre Lacroix, nommé préfet de l'Ain.

[Né le 11 février 1948 à Grünstadt (Allemagne), ancien élève de l'ENA, M. Bonnet a été nommé sous-préfet en 1976, directeur du cabinet du préfet de Vendée. Il occupe le même poste en 1978 auprès du préfet du Pas-de-Calais et devient, en 1979, secrétaire général de l'Aude. Sous-directeur des personnels à la direction des personnels, de la formation et de l'action sociale au minis*tère de l'intérieur en 1985, il est nommé* en 1989 sous-directeur du corps préfectoral des administrateurs civils et des tribunaux administratifs puis, en janvier 1991, adjoint pour la sécurité auprès des préfets de la Corse-du-Sud et de la Haute-Corse.]

CORSE : M. Fedini préfet, adjoint pour la sécurité

M. Jean Fedini, sous-préfet de Montbéliard, est nommé préfet, adjoint pour la sécurité auprès des préfets de la Corse-du-Sud et de la Haute-Corse, en remplacement de M. Bernard Bonnet, nommé directeur central de la police territoriale.

[Né le 26 août 1938 à Vire (Calvados), M. Fedini a été successivement secrétaire administratif de préfecture *(1962)*, attaché de préfecture (1967), chargé de mission au cabinet de M. Olivier Stirn au secrétariat d'Etat, chargé des relations avec le Parlement puis à celui des DOM-TOM (1973, 1978), directeur du cabinet du préfet de la Haute-Loire, puis sous-préfet de Vouziers. De 1980 à 1982, sous-préfet de Châteaulin puis commissaire adjoint de la République de l'arrondissement de Bernay, il était de 1984 à 1985 chef du bureau des personnels de préfecture à la direction des personnels, des affaires politiques et de l'administra*tion territoriale. Il était directeur du* cabinet du commissaire de la République de la région Pays de la Loire et du département de la Loire-Atlantique depuis 1986 quand il a été nommé en juin 1989, sous-préfet de Montbéliard.]

LOTO — MERCREDI 28 OCTOBRE 1992

19H55 — 4 6 7 18 35 40 — complémentaire 45

6	4	904 550 F
5 + compl.	11	165 170 F
5	831	7 755 F
4	53 597	123 F
3	1 111 140	8 F

20H35 — 6 15 19 27 41 46 — complémentaire 2

6	3	2 637 890 F
5 + compl.	36	46 965 F
5	906	6 485 F
4	49 149	126 F
3	906 882	9 F

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5900

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II		■			■	■			■
III									
IV						■			
V				■			■		
VI					■				
VII									
VIII		■	■					■	
IX									
X	■	■			■				■
XI						■			

HORIZONTALEMENT

I. Ne prête pas à rire. – II. Est parfois très ridé. Adverbe. – III. Cabinet particulier. – IV. Câbles. Dans un certain sens, il est mobile quand il est faux. – V. Navigua sans aucune carte marine. Symbole. Infime partie de la Turquie. – VI. Fait son lit chaque jour. Les vieux jours. – VII. Pas tellement expansives. – VIII. Marque de possession. – IX. Est parfois appelée à donner la confirmation. – X. Degré. On le met à toutes les sauces. – XI. Tas sur un pré. Une petite folle.

VERTICALEMENT

1. Un endroit où il est fortement déconseillé de perdre la carte. – 2. C'est un principe. – 3. Grecs. Le temps permet de mieux l'apprécier. – 4. Se remarque quand il est grand. Dépassées. – 5. Une bonne partie de la messe. Opéra-comique. – 6. Permettent de fixer. – 7. Souci de chancelier. Allait et venait à Rome. – 8. Qu'on a pris le temps d'apprécier. Cri étranger. – 9. Cartouche pour armes.

Solution du problème n° 5899

Horizontalement

I. Arracheur. – II. Haillons. – III. Utopistes. – IV. Remettre. – V. Soie. – VI. Spa. Clean. – VII. Si. Rye. Is. – VIII. Achab. Ali. – IX. Nô. Yeux. – X. Trio. Rime. – XI. Senne. Sûr.

Verticalement

1. Ahurissants. – 2. Rate. Picore. – 3. Riom. In. – 4. Alpes. Rayon. – 5. Clitocybe. – 6. Hostile. Ur. – 7. Entrée. Axis. – 8. Usée. Ail. Mu. – 9. Ensiler.

GUY BROUTY

CARNET DU Monde

Naissances

– Anne
et
Eric LESER-de CONINCK

ont la joie d'annoncer la naissance de

Simon,

à Paris, le 18 octobre 1992.

Mariages

– M. et Mme Alain GASCUEL,
M. et Mme Jean GAUDEMET,
M. et Mme Denis TALLON,

sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants et petits-enfants

Christine
et
Xavier,

célébré le 24 octobre 1992, à Quincié-en-Beaujolais (Rhône).

Décès

– Mme Françoise Durupt,
et ses enfants,
Et toute la famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Elisabeth CARAYOL,

survenu à Paris le 27 octobre 1992.

« In manus tuas, Domine. »

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 30 octobre, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Champs, Paris-6e, sa paroisse, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien de Bagneux, dans le caveau de famille.

29, rue Manessier,
94130 Nogent-sur-Marne.

– M. et Mme Gouiven Guilcher,
Et leurs enfants
Emmanuelle et Ludovic,
M. et Mme Lucien Pellat,
ont la douleur de faire part du décès de

Charles PELLAT,
professeur honoraire
de langue et littérature arabes
à la Sorbonne,
directeur de l'édition française
de l'Encyclopédie de l'islam,
membre de l'Institut,

survenu le mercredi 28 octobre 1992 à l'aube, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Ses obsèques seront célébrées en l'église Saint-Gilles de Bourg-la-Reine, le vendredi 30 octobre, à 10 h 30.

Si vous désirez perpétuer le souvenir de sa générosité discrète, adressez un don à l'UNICEF, Secours catholique et Villages d'enfants (Fondation Salve-Liban).

21, rue Ferdinand-Jamin,
92340 Bourg-la-Reine.

[Né le 28 septembre 1914 à Souk-Ahras (Constantine), agrégé d'arabe, docteur ès lettres, Charles Pellat a d'abord enseigné au Maroc (il était professeur au collège de Marrakech) avant de venir à Paris. Il fut professeur au lycée Louis Le Grand et à l'Ecole des langues orientales, puis professeur d'arabe à la Sorbonne, où il dirigea la section d'études islamiques. Charles Pellat, qui a *été le maître d'œuvre de l'édition française de* l'Encyclopédie islamique, a, en outre écrit plusieurs livres sur la littérature arabe. Il avait été élu *en 1984 à l'Académie des inscriptions et belles-lettres.*]

– M. Philippe Guillot de Suduiraut,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Michel Guillot de Suduiraut,
et leurs enfants,
M. et Mme André Giraud,
leurs enfants et petit-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Dominique GUILLOT
de SUDUIRAUT,

survenu à Magence, le 27 octobre 1992, dans sa soixante-neuvième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 31 octobre, à 15 heures, en l'église de Saint-Pierre-de-Mons (33210 Langon).

– Madeleine Rougemont,
son épouse,
Ses enfants, petits-enfants et toute sa famille,
ont la tristesse d'annoncer le décès de

Pierre ROUGEMONT,

Les obsèques et l'inhumation ont eu lieu à Noirmoutier-en-l'Ile (Vendée).

Une messe sera célébrée en l'église Notre-Dame-d'Auteuil, à Paris, le mardi 10 novembre, à 18 heures.

36, rue Chardon-Lagache,
75016 Paris.

– Venaco. Casamaccioli. Castineta (Corse).

Les enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Les cousins, parents, amis et alliés,

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Veuve
Toussaint SANSONETTI,
née Madeleine Ambrosi,

survenu le 27 octobre 1992.

Les obsèques auront lieu à Venaco le 30 octobre, à 15 h 30.

Sansonetti,
3, cours Paoli,
20250 Corte.

Remerciements

– M. et Mme Francis Gutmann,
Mme Simone Vercoutre,
profondément touchés des marques de *sympathie que vous leur* avez témoignées lors du décès de

Mme Jeanne Suzanne
Frédérique KUSEL,
dite « Frédérique »,

vous prient de croire à l'expression de leurs très sincères remerciements.

Anniversaires

– Il y a deux ans, disparaissait

Marc PAOLOZZI.

Il nous manque cruellement.

– En mémoire de

Pierre PRENTOUT,

décédé le 30 octobre 1989.

Sa famille, ses amis.

Soutenances de thèses

– Stéphane Benoist : « Recherches *sur la fête à Rome sous les règnes d'Au*guste et des Julio-Claudiens », le samedi 31 octobre 1992, en Sorbonne, amphithéâtre Guizot, à 14 h 30.

– *M. G. Danou*, docteur en médecine, *a soutenu*, le samedi 17 octobre 1992, une thèse de littérature française à l'université Paris-VII : « Le corps souffrant : littérature et médecine ». Le jury, composé de Roger Dadoun et de Louis-Vincent Thomas, était présidé par notre collaborateur Francis Marmande.

CARNET DU MONDE

Renseignements :

40-65-29-94 ou 40-65-29-96

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques	96 F
Abonnés et actionnaires	85 F
Communicat. diverses	100 F
Thèses étudiants	55 F

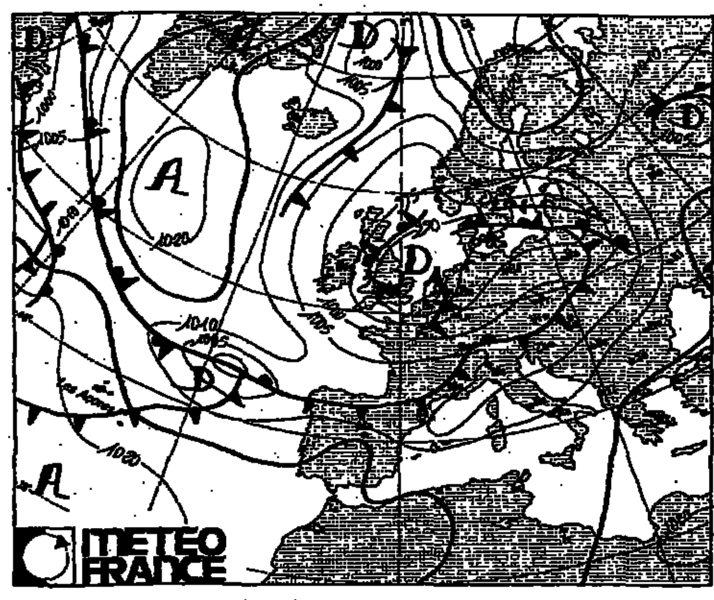
Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

هكذا من الاصل

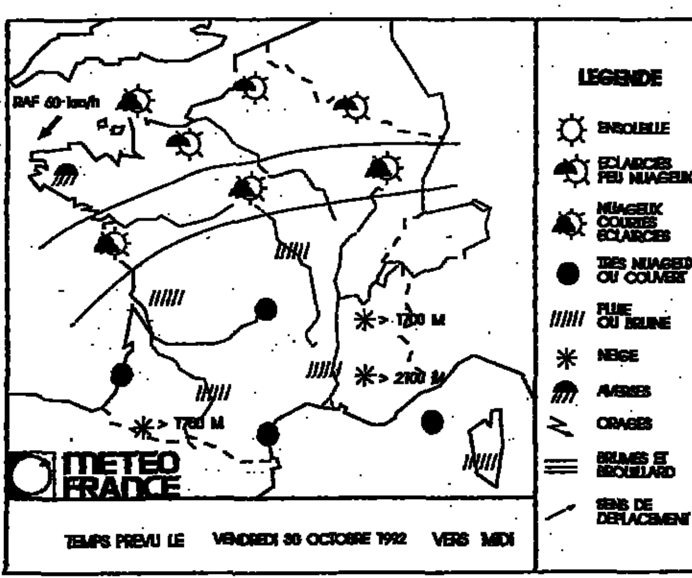
CARNET DU Monde

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 29 OCTOBRE A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 30 OCTOBRE 1992



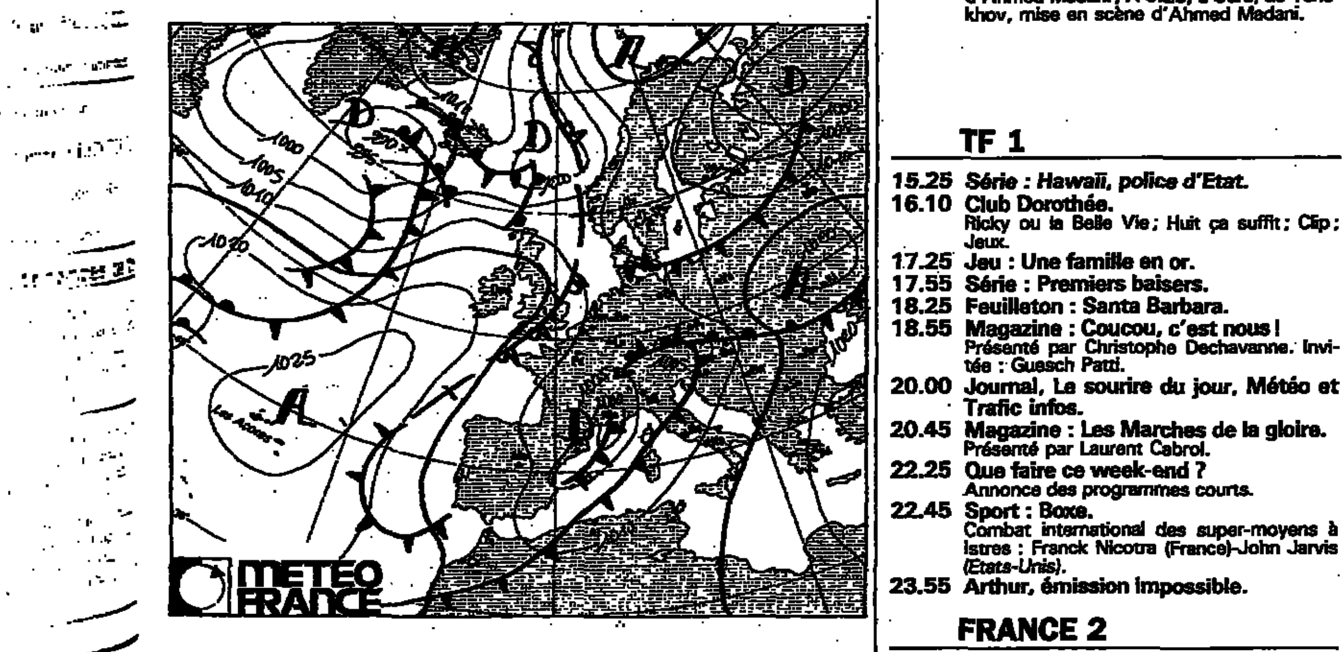
Vendredi. – Sur les Charentes, l'Aquitaine, le Midi-Pyrénées et jusqu'au Massif Central, la journée débutera sous les pluies. En cours de journée, elles gagneront progressivement la Vendée, le Centre, la Bourgogne, la Franche-Comté, la Champagne, la Lorraine et l'Alsace. Elles s'étendront aussi vers le Sud-Est où elles seront parfois fortes. L'après-midi, les pluies cesseront de l'Aquitaine à la Vendée.

Le soleil fera des apparitions de la Bretagne au Nord. Des averses se produiront l'après-midi sur la Bretagne avec un vent de nord-est soufflant à 60 km/h près des côtes de la Manche.

Au lever du jour, les températures seront comprises entre 8 à 10 degrés sur le Sud-Ouest, 10 à 13 degrés sur le pourtour méditerranéen, 13 à 15 degrés sur la Corse et 1 à 5 degrés partout ailleurs.

L'après-midi, elles atteindront 9 à 12 degrés sur le Nord, 12 à 15 degrés sur le Sud, 16 à 17 degrés sur le pourtour méditerranéen et 18 à 20 degrés sur la Corse.

PRÉVISIONS POUR LE 31 OCTOBRE 1992 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 29-10-92
Valeurs extrêmes relevées entre le 28-10-1992 à 18 heures TUC et le 29-10-1992 à 6 heures TUC

FRANCE			
AJACCIO	20	19	C
BIARRITZ	15	9	P
BORDEAUX	15	10	C
BOURGES	11	6	D
BREST	12	6	D
CAEN	11	7	D
CHERBOURG	11	8	N
CLERMONT-FER.	16	7	N
DIJON	11	6	D
GRENOBLE	13	8	P
LILLE	8	6	C
LIMOGES	10	5	N
LYON	14	8	N
MARSEILLE	19	13	N
NANCY	10	6	N
NANTES	13	6	D
NICE	19	13	N
PARIS-MONTS	12	7	N
PAU	15	8	P
PERPIGNAN	20	13	C
POINTE-A-PITRE	32	23	D
RENNES	13	7	D
ST-ETIENNE	16	7	C
STRASBOURG	11	6	D
TOULOUSE	16	8	P
TOURS	12	6	N
ÉTRANGER			
ALGER	26	13	D
AMSTERDAM	10	5	N
ATHÈNES	24	16	N
BANGKOK	32	24	C
BARCELONE	22	16	N
BELGRADE	21	14	N
BERLIN	8	4	C
BRUXELLES	7	5	C
LE CAIRE	27	18	D
COPENHAGUE	8	3	A
DAKAR	30	23	D
DELHI	30	16	D
GENÈVE	13	6	C
HONGKONG	–	–	–
ISTANBUL	21	16	D
JÉRUSALEM	22	11	P
LISBONNE	19	16	P
LONDRES	11	5	P
LOS ANGELES	19	16	C
LUXEMBOURG	8	5	P
MADRID	19	14	C
MARRAKECH	29	14	D
MEXICO	23	9	N
MILAN	13	8	B
MONTRÉAL	8	6	C
MOSCOU	–4	–7	D
NAIROBI	21	14	N
NEW-YORK	15	6	D
OSLO	–	–	–
PALMA-DE-MAJ.	24	17	D
PÉKIN	16	9	D
RIO-DE-JANEIRO	–	–	–
ROME	22	19	D
SEVILLE	21	16	P
SINGAPOUR	32	25	N
STOCKHOLM	3	0	*
SYDNEY	–	–	–
TOKYO	20	12	P
TUNIS	26	14	D
VARSOVIE	7	4	N
VENISE	14	12	B
VIENNE	15	6	P

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMANN

Amour operator

« LA Marche du siècle » manifeste parfois un touchant désir de faire « le tour du sujet », comme ces circuits qui proposent la Haute-Egypte en trois jours, ou les châteaux de la Loire en une demi-journée. Cavada faisait ainsi visiter aux béotiens, en une heure et demie, l'étrange et exotique territoire de l'amour. Au programme : escalade du pic « à l'amour, à la mort », vue panoramique sur les premiers émois à la communale, détour par une piste de tango, et atterrissage à frissons par le sida, le tout guidé, évidemment, par deux professeurs.

Deux professeurs d'amour ? Exactement. Défense de rire, ça existe. Peut-être qu'un jour on pourra passer des licences, des certificats d'aptitude en amourologie. Invités pour élever le débat, les amourologues révélèrent que *« notre société a peur du désir »*. A les entendre, on repensait, on ne sait pourquoi, à cette scène hilarante d'un roman de David Lodge, *Changement de décor*, dans laquelle un digne professeur, au cours d'une émission de radio, disserte des bienfaits de la libération sexuelle, de la fin des inhibitions, etc. Survient l'appel d'une auditrice inattendue : sa femme, qui lui annonce qu'elle va le tromper. Déroute de l'orateur, et fin de l'émission.

On attendait donc, avec un rien de voyeurisme, les témoignages à la première personne. Lesdits témoins avaient tous en commun, quelle coïncidence, qui un disque, qui un livre, qui un film en rapport avec le sujet. On put contempler un frêle petit bibelot du show-biz, nommé Elsa. A côté d'elle, une autre rescapée immédiate de l'adolescence, authentiquement humaine, celle-là, pas de doute, Romane Bohringer. Du haut de ses dix-huit ans, Romane survola les vastes étendues de son expérience. D'habitude, ça se passe comme ci, mais il arrive aussi que ça se déroule comme ça. Pour un peu, comme Cavada, elle aurait sorti ses fiches. On se sentait un peu vieux, tout d'un coup. L'amoureuse la plus poignante de la soirée n'avait ni chanson, ni film, ni livre à vendre. Elle s'appellait Chloé. C'était une vieille routière, Chloé, avec ses huit ans. Elle raconta longuement son coup de foudre pour Steve depuis qu'ils sont assis à la même table à la cantine. Etre amoureux, c'est bien, mais il y a des inconvénients. Quand on fait ses devoirs, par exemple, ça perturbe. Elle était assise au deuxième rang. Pendant une heure et demie, elle entendit parler de codes sociaux et de séropositivité. On aurait donné cher pour savoir ce qu'elle avait retenu du voyage.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 29 octobre

TF 1

20.45 Téléfilm : Jo et Milou. De Josée Dayan.
22.25 Magazine : L'Amour en danger. Présenté par Jacques Pradel et Catherine Muller. Mère ou maîtresse.
23.35 Journal, Météo et Bourse.
23.45 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.
0.40 Série : Passions.

FRANCE 2

20.50 ▶ Magazine : Envoyé spécial. De Paul Nahon et Bernard Benyamin. Spécial Etats-Unis. L'héritage (les Afro-Américains), d'Anne Gintzburger et Roger Motte ; L'avortement, de Michel Parbot et Bernard Dufourg ; Navajoland, de Denis Poncet et Jean-Xavier Delestrade.
22.20 Visages d'Europe.
22.25 Cinéma : Le Tambour. ■■■ Film franco-allemand de Volker Schlöndorff (1979).
0.45 Journal et Météo.
1.00 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field.

FRANCE 3

20.45 Cinéma : Un prince à New-York. ■ Film américain de John Landis (1987).
22.45 Soir 3 et Météo.
23.20 Théâtre : Festival de Pau. On purge bébé, de Feydeau, mise en scène d'Ahmed Madani ; A 0.25, L'Ours, de Tchekhov, mise en scène d'Ahmed Madani.

CANAL PLUS

En clair jusqu'à 20.30
18.30 Ça cartoon. Présenté par Valérie Payet.
18.50 Le Top. Présenté par Yvan Le Bolloc'h.
19.20 Flash d'informations.
19.30 Magazine : Nulle part ailleurs. Best of, présenté par Philippe Gildas et Antoine de Caunes.
20.05 *Sport : Football.* Saint-Etienne-Nantes. 13e journée du Championnat de France de D1.
22.35 Cinéma : Pretty Woman. ■ Film américain de Gary Marshall (1990) (v.o.).
0.30 Cinéma : Deux drôles d'oiseaux. ■ Film américain de Michael Apted (1981).

ARTE

20.40 Soirée thématique : Créer en URSS. Soirée réalisée par Jacques Baynac et Philippe Nahoun.
20.41 Entretien : Le Monde de l'art avant la révolution. Avec Efim Etkind.
20.55 Cinéma : Le Thème. ■■■ Film soviétique de Gleb Panfilov et Alexandre Tchervinski (1979) (v.o.).
22.30 Portrait : Vladimir Vissotsky.
22.50 Documentaire : Créer en URSS. *Efim Etkind, professeur à l'université Parix-X, sert de guide à travers la création picturale, musicale, littéraire et cinématographique depuis les premières années de la révolution en URSS. Montage d'archives.*
23.45 Documentaire : Créer après l'URSS. *En compagnie de l'écrivain russe Limonov. La création après la chute du communisme.*

M 6

20.45 Cinéma : Le Phare du bout du monde. ■ Film hispano-américain de Kevin Billington (1971).
23.00 Téléfilm : Six pour un magot. De Boris Sagal
0.20 Magazine : Fréquenstar.

FRANCE-CULTURE

20.30 Avignon 92. Pontormo, de Denis Bélanger et Michel Ouimet.
21.30 Profils perdus. Claude Morgan.
22.40 Les Nuits magnétiques. Visage, visages (3).
0.05 Du jour au lendemain. Avec Colette Deble (Partie de dominos).
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné les 19 et 20 mars à Stuttgart) : De profundis pour orchestre de chambre, d'Avni ; Concerto pour violoncelle et orchestre nº 1 en mi bémol majeur op. 107, de Chostakovitch ; Symphonie nº 6 en ré majeur op. 60, de Dvorak, par l'Orchestre symphonique de la Radio de Stuttgart, dir. Yuri Ahronovitch ; Heinrich Schiff, violoncelle.
23.09 Ainsi la nuit. Quatuor à cordes nº 2, de Sauguet ; Sonate pour violoncelle et piano op. 65, de Koechlin ; Quatuor à cordes nº 18 op. 308, de Milhaud ; Chant élégiaque pour violoncelle et piano, de Schmitt.
0.33 *L'Heure bleue.* Jazz s'il vous plaît, par André Clergeat.

Vendredi 30 octobre

TF 1

15.25 *Série : Hawaii, police d'Etat.*
16.10 Club Dorothée. Ricky ou la Belle Vie ; Huit ça suffit ; Clip ; Jeux.
17.25 Jeu : Une famille en or.
17.55 Série : Premiers baisers.
18.25 Feuilleton : Santa Barbara.
18.55 Magazine : Coucou, c'est nous ! Présenté par Christophe Dechavanne. Invitée : Guesch Patti.
20.00 Journal, Le sourire du jour, Météo et Trafic infos.
20.45 Magazine : Les Marches de la gloire. Présenté par Laurent Cabrol.
22.25 Que faire ce week-end ? Annonce des programmes courts.
22.45 Sport : Boxe. Combat international des super-moyens à Istres : Franck Nicotra (France)-John Jarvis *(Etats-Unis)*.
23.55 Arthur, émission impossible.

FRANCE 2

15.20 Variétés : La Chance aux chansons. Emission présentée par Pascal Sevran. Les années 70.
16.15 Jeu : Des chiffres et des lettres.
16.40 Feuilleton : Beaumanoir.
17.05 Magazine : Giga. Lycée alpin ; La Fête à la maison ; Reportages ; Sauvés par le gong.
18.30 Le Jeu ! Animé par William Leymergie.
19.20 Jeu : Que le meilleur gagne plus. Animé par Nagui.
20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
20.50 *Série : Le Lyonnais.* Sanguine, de Paul Vecchiali, avec Kader Boukhanef, Pierre Santini.
22.30 Visages d'Europe.
22.35 Magazine : Sportissimo. Présenté par Gérard Holtz. Spécial cyclisme.
23.50 Journal des courses, Journal et Météo.
0.10 Cinéma : Le Coursier. ■ Film soviétique de Karen Chakhnazarov (1987).

FRANCE 3

15.35 Série : La croisière s'amuse.
16.20 Magazine : Zapper n'est pas jouer.
17.55 Magazine : Une pêche d'enfer.
18.25 Jeu : Questions pour un champion.
18.55 Un livre, un jour. *Napoléon II*, de Jean Tulard.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.30, le journal de la région.
20.05 Jeu : Hugodélire.
20.15 Divertissement : La Classe.
20.45 Magazine : Thalassa. Dans le sillage de Stanley, d'Yves Bourgeois et Patrick Boileau. 2. Zanzibar, perle de l'Afrique.
21.45 Magazine : Caractères. Présenté par Bernard Rapp. Invités : Michael Ignatieff *(Asya)* ; Eduardo Manet *(l'Ile du lézard vert)* ; Joyce Carol Oates *(Cette saveur amère de l'amour)* ; Catherine Velay-Vallantin *(l'Histoire des contes)*.
22.45 Soir 3 et Météo.
23.10 Traverses. Amériques 500, à la redécouverte du Nouveau Monde, de Pierre Dupont, Claude Lortie et German Gutierez. 3. Les frontières de l'avenir : le Pantanal menacé (Pantanal, Brésil) ; le cœur des Amériques (Miami, Etats-Unis) ; à la frontière de deux mondes (Tijuana, Mexique ; San Diego, Etats-Unis).
0.00 Continentales. L'Eurojournal : l'info en v.o.

CANAL PLUS

15.35 Documentaire : Le Plongeon, chanteur de charme. De Andrew Anderson et Dodo Humphreys.
16.05 Téléfilm : Papa veut pas que j't'épouse. De Patrick Volson, avec Martin Lamotte, Josiane Stoléru.
17.35 Le Journal du cinéma.
18.00 Canaille peluche.
En clair jusqu'à 20.35
18.30 Le Top.
19.20 Flash d'informations.
19.30 Magazine : Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.35 Téléfilm : La Croix de feu. De Paul Wendkos.
22.15 Flash d'informations.
22.20 Documentaire : Les Sentinelles de la savane. De Hugo Van Lawick et William G. Levy.
22.45 Magazine : Jour de foot.
23.15 Cinéma : 48 heures de plus. ■ Film américain de Walter Hill (1990).
0.50 Cinéma : Danger haute tension. ■ Film américain de Paul Golding (1988).

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00
17.00 Documentaire : La Foire du livre de Francfort. Extraits de la soirée thématique du 4 octobre (rediff.).
19.00 Documentaire : Budapest entre deux terres. D'Yves de Peretti et Germain Gumplowicz.
19.55 Série : Monty Python's Flying Circus.
20.30 1/2 Journal.
20.40 Magazine : Transit. Présenté par Daniel Leconte. Spécial Etats-Unis. A l'occasion de l'élection du président américain. Deux familles américaines : l'une vote Bush et l'autre Clinton. Daniel Cohn-Bendit commente la revue de presse. Invité : Herald Krause, journaliste au *Herald Tribune*.
22.10 ▶ Téléfilm : Sabine. De Philippe Faucon.
23.35 Documentaire : Karl Otto Götz, peintre de l'informel. De Christel Koerner.

M 6

14.50 Magazine : Destination musique.
17.15 Jeu : Zygopolis.
17.35 Série : Campus Show.
18.05 Série : Equalizer.
19.00 *Série : Les Routes du paradis.*
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Magazine : Capital (et à 0.00).
20.45 Téléfilm : Un flic trop expéditif. De James Darren, avec Robert Conrad, Benjamin Bratt.
22.30 Série : Mission impossible, vingt ans après.
23.20 Magazine : Emotions.
0.20 Magazine : Rapline. Spécial rap français. Soon E MC, Sai Sai, EJM.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives.
21.30 Musique : Black and Blue. Le gospel et la transe. Avec Siné et Jacques Perrin. Au Festival New-Orleans Jazz and Heritage.
22.40 Les Nuits magnétiques. Visage, visages. 4. Derrière le visage.
0.05 Du jour au lendemain. Dans la bibliothèque de... Jacques Meunier.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 25 septembre à Francfort) : Le Mandarin merveilleux, Le Château de Barbe-Bleue, de Bartok, par l'Orchestre symphonique de la Radio de Francfort, dir. Eliahu Inbal ; sol. : Katalin Szendrenyi, soprano, Falk Struckmann, baryton.
23.09 Jazz club. Par Claude Carrière et Jean Delmas. En direct du New Morning à Paris : le Sextette du saxophoniste Jackie McLean (Steve Davis, trombone ; Rene McLean, saxophone ténor ; Steve Nelson, vibraphone ; Alan Palmer, piano ; Phil Bowler, contrebasse ; Eric McPherson, batterie) et leur invité Roy Hargrove, trompette.

L'enquête sur l'explosion du DC 10 d'UTA

La croisière inachevée du juge Bruguière

Ce voyage en Libye, pour enquêter sur l'explosion du DC 10 d'UTA au-dessus du désert du Ténéré qui, le 19 septembre 1989, avait causé la mort de cent soixante-dix personnes, le juge d'instruction français, M. Jean-Louis Bruguière, ne le « sentait » pas vraiment. D'expérience, il n'ignorait rien de l'inconstance, voire de la duplicité des dirigeants de Tripoli, qui lui avaient lancé une invitation à se rendre sur place, pour imaginer autre chose, derrière ce geste, qu'une comédie de mauvais goût.

Aussi est-ce en traînant les pieds que M. Bruguière avait pris, sous bonne escorte, mardi 27 octobre, le chemin de Tripoli pour y rencontrer son homologue libyen, M. Mohamed Murci, qu'il avait reçu, le 12 octobre, à Paris. Il comptait aussi entendre des témoins, sans toutefois être autorisé à auditionner les quatre suspects contre lesquels, il y a un an, Paris avait lancé des mandats d'arrêt internationaux, parmi lesquels le propre beau-frère du colonel Mouammar Kadhafi.

M. Bruguière était-il à ce point naïf pour croire que, *« toutes les autorisations nécessaires obtenues »*, le « Guide de la révolution » accepterait, malgré tout, de le voir débarquer de l'aviso *Commandant de Pimodan*, équipé, comme de coutume, lors de chaque déplacement, de torpilles et de missiles Exocet ? D'impérieuses raisons de sécurité l'auraient-elles donc contraint à embarquer à bord de ce bâtiment de guerre, dans le port tunisien de Sfax, au lieu de gagner Tripoli soit par hydroglisseur à partir de l'île de Malte, soit en voiture à partir de l'aéroport tunisien de Djerba ? Comme tout un chacun, depuis que, le 15 avril 1992, la Libye a été placée par l'ONU sous blocus aérien pour cause de terrorisme d'Etat ?

Les autorités françaises n'ont, semble-t-il, pas rechigné à mettre à la disposition de M. Bruguière et de sa suite un aviso, qui a dû faire machine arrière ; elles se sont trouvées les premières *« à protester auprès du gouvernement libyen, responsable de cette situation »*. Tripoli a justifié son *« brusque revirement »* par la présence, insolite à ses yeux, d'armements lourds à bord de l'aviso. Ce *« malentendu »* n'a probablement ni surpris ni mécontenté M. Bruguière, investi d'une mission qu'il juge impossible, à savoir obtenir l'extradition de quatre Libyens qui ne sont pas, tant s'en faut, des gens sans relations.

Mais le gouvernement français se devait-il d'être partie prenante dans cette démonstration navale d'un autre âge et d'ajouter ainsi, dans ce drame du DC 10 d'UTA, le rocambolesque à l'inadmissible ?

JACQUES DE BARRIN

Installés au abords du château depuis le 21 mai

Les Maliens de Vincennes ont été évacués par la police

D'importantes forces de police ont procédé, jeudi 29 octobre dès 6 heures du matin, à l'évacuation des familles maliennes installées sous des tentes de fortune et qui occupaient, depuis le 21 mai, les abords du château de Vincennes. Une ordonnance d'expulsion avait été rendue le 9 juin par le président du tribunal administratif de Paris.

Selon M. Serunte Komté, porte-parole des familles, le camp était encore occupé, la nuit précédant l'expulsion, par plus de 200 familles regroupant un millier de personnes.

Des minicars ont commencé, dès 7 heures, à emmener les familles et leurs baluchons vers des communes de banlieue, Athis-Mons (Essonne), Sarcelles (Val-d'Oise), Meudon (Hauts-de-Seine) et Viroflay (Yvelines). Jusqu'au milieu de la matinée, ces opérations se sont déroulées dans le calme.

La préfecture de police de Paris affirme, dans un communiqué, que l'évacuation *« constitue une mesure de sauvegarde pour la santé des familles, notamment des femmes et des enfants, à l'approche de l'hiver alors que toutes les voies de négociation ont été exploitées »*. *« Des abris*, poursuit le communiqué, *sont proposés aux familles qui disent n'avoir aucun hébergement. Plusieurs centaines de places ont été dégagées pour les accueillir, à titre provisoire, en anticipant sur les opérations pauvreté-précarité qui démarrent d'habitude à la mi-novembre et en rassemblant diverses autres possibilités d'hébergement provisoire. »*

Présent sur les lieux mais tenu à l'écart, Mᵉ Jacques Vergès, avocat des Maliens, a déclaré : *« C'est l'atmosphère d'une rafle. Ici, un gouvernement socialiste embarque des gens qui travaillent et qui sont en situation régulière. »*

Avec la publication d'une correspondance « secrète »

La polémique sur Hongkong s'avive entre Pékin et Londres

Pékin et Londres ont publié, mercredi 28 octobre, des documents confidentiels échangés en 1990 sur le degré de démocratie souhaitable à Hongkong d'ici à sa rétrocession en 1997. La Chine utilise ces textes pour discréditer les propositions du gouverneur de la colonie, M. Chris Patten.

PÉKIN

de notre correspondant

La *« convergence »* de vues que Londres et Pékin avaient voulue pour règle à la rétrocession de Hongkong est, cette fois, morte et enterrée. La publication quasi simultanée et en apparence identique des lettres confidentielles échangées voici presque trois ans sur les structures politiques de la colonie britannique est, en fait, son tombeau.

Cette publication fait suite aux révélations du responsable officiel de la politique chinoise envers Hongkong, M. Lu Ping, à l'issue du récent séjour houleux de M. Patten à Pékin, sur l'existence d'un *« accord »* secret sino-britannique que M. Patten aurait *« violé »*. Les sept documents rendus publics sont des lettres et notes diplomatiques échangées – du 18 janvier au 26 février 1990 – entre M. Douglas Hurd, secrétaire au Foreign Office, et son homologue chinois M. Qian Qichen.

Ils portent sur divers aspects techniques des dispositions à prendre entre 1991 et 1997 pour introduire dans les institutions une plus nette représentation populaire, que ce n'était le cas en cent cinquante ans d'administration coloniale. Dans l'ensemble, M. Hurd y plaide en faveur d'une démocratisation suffisante pour satisfaire les milieux modérés de la colonie, de manière à les associer au processus devant permettre à l'opinion hongkongaise, lors de la rétrocession, d'accepter le passage sous autorité communiste au nom de la formule *« un pays, deux systèmes »*.

Les seuls documents chinois, deux lettres de M. Qian, illustrent la rigidité de Pékin, alors en pleine crise de xénophobie diplomatique après la tragédie de Tiananmen. Le ministre refuse de revenir sur les propositions les plus restrictives de la Chine et déclare sèchement à M. Hurd que, du fait que *« la sincérité de la Chine n'a pas été payée de retour par une réponse positive appropriée de la partie britannique*, [il] *ne voit pas, dans ces conditions, le besoin d'envoyer* [les] *collègues* [de M. Hurd] *à Pékin pour une nouvelle série de consultations »*.

Subtile reculade

Il faut à Pékin une certaine mauvaise foi pour présenter ces textes comme une preuve que les *« changements importants décidés par M. Patten de manière unilatérale (...) vont à l'encontre de l'entente atteinte par les parties chinoise et britannique »*.

Si les chefs des deux diplomaties s'assurent mutuellement de leur souci de s'accorder sur la stabilité à Hongkong, on n'y relève pas pour autant l'existence d'un accord à proprement parler. C'est ce que soulignent les autorités britanniques. Au reste, Pékin a paru faire une subtile reculade en faisant état, non plus d'un *« accord »* passé, mais d'une *« entente »* mutuelle.

L'essentiel n'est pourtant pas là, mais dans le but secrètement recherché par Pékin par cette action inhabituelle. La manœuvre, accompagnée de déclarations perfides, vise avant tout à discréditer M. Patten auprès de la population de la colonie en faisant valoir qu'il a les mains liées par Londres, et qu'il s'efforce de donner le change avant de replier définitivement l'Union Jack, le 30 juin 1997.

« Dans quatre ans, M. Patten partira. Que ce soit en avion, en bateau, en voiture ou en vélo, il partira. Nous, nous aurons une responsabilité à long terme envers Hongkong », a déclaré, lundi, M. Lu à un groupe de syndicalistes de la colonie opportunément venus à Pékin recueillir ses propos. L'ère de la « convergence » ainsi close, s'ouvre celle de la confrontation.

FRANCIS DERON

Japon

La belle et le sumotori

TOKYO

de notre correspondant

« Peut-on vous filmer en train d'envoyer la *grande nouvelle ? »* – *« Laquelle ? »* – *« Mais enfin, le mariage ! »* Au bout du fil, ce producteur de télévision survolté parut des plus dépités par ce « ratage » commis par le correspondant du *Monde*. Réparons-le. Sans avoir chassé l'empereur et l'impératrice du Japon de la « une » des grands journaux, la nouvelle à laquelle étaient consacrés des titres presque aussi gros semblait effectivement rivaliser avec le voyage historique en Chine du couple princier (*le Monde* du 29 octobre).

De la chaîne publique NHK à l'organe du Parti communiste, *Akahata*, en passant par les journaux sportifs, qui ont balayé de leur « une » les résultats de base-ball, tous les médias ont consacré une place démesurée à l'annonce du mariage de deux superstars : la jeune coqueluche du moment, Rie Miyazawa, actrice de dix-neuf ans, et le sumotori (lutteur de sumo) Takahanada (vingt et un ans), le plus populaire des jeunes espoirs du sport national.

Même un homonyme moins chanceux que la jeune actrice dans les sondages, le premier ministre, Miyazawa (sans lien de parenté), sollicité par les journalistes, s'est félicité de porter le même nom. En novembre 1991, Rie Miyazawa, née de père néerlandais et de mère japonaise, avait défrayé la chronique et fait grincer les dents de la pudibonde censure nippone avec un album de nus intitulé *Santa-Fé*, qui l'a fait passer du registre de l'innocence, jusqu'alors le sien, à celui de sex-symbol : une manière de préparer la sortie de son film *les Liaisons érotiques* présenté actuellement à Tokyo et qui s'est traduit par la vente de l'album à un million d'exemplaires.

Quant au futur époux, fils d'un « grand champion » (*ozeki*), il est, avec son frère aîné Wakahanada, une idole des médias et des jeunes filles. Une agence de presse américaine a comparé ce mariage à celui du champion de base-ball Joe Di Maggio avec Marilyn Monroe dans les années 50.

Ph. P.

SOMMAIRE

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Le Monde des livres » folioté 23 à 30

Le numéro du « Monde » daté 29 octobre 1992 a été tiré à 477 224 exemplaires.

Au Sénat

Le projet ouvrant certains marchés publics à la concurrence européenne est adopté

Les sénateurs ont adopté, mercredi 29 octobre, le projet de loi relatif aux procédures de passation de certains contrats dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications, présenté par Mᵐᵉ Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la consommation. Les groupes de la majorité sénatoriale et les socialistes ont voté pour. Les communistes ont voté contre au motif que ce texte s'inscrit dans *« la logique de l'ultralibéralisme communautaire »*, selon la formule de M. Robert Pagès (PC, Seine-Maritime).

Le projet transpose dans le droit interne la directive européenne du 17 septembre 1990 ouvrant à la concurrence des pays de la CEE les marchés publics de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications. Les contrats visés par cette directive ont atteint en 1991 100 milliards de francs.

Les sénateurs ont adopté un amendement de M. Robert Laucournet (PS, Haute-Vienne), rapporteur au nom de la commission des affaires économiques et du Plan, visant à insérer les établissements publics à caractère économique et commercial (EPIC) dans le champ d'application de la loi.

Ils ont également suivi Mᵐᵉ Neiertz qui avait déposé un amendement tendant, au nom du principe de subsidiarité, à *« dégager progressivement »* la commission de Bruxelles du traitement de nombreux dossiers ne présentant pas *« d'intérêt communautaire suffisant »* et pouvant *« tout aussi bien être traités au plan national »*. Aux termes de cet amendement, le ministre de l'économie et des finances disposera sur ces dossiers des pouvoirs d'enquête qui lui sont déjà reconnus en droit interne.

F. B.

□ **L'Eglise et le sida : un démenti de Mgr Duval.** – En ouvrant la séance, jeudi 29 octobre, de l'assemblée plénière des évêques à Lourdes, Mgr Joseph Duval, président de la conférence épiscopale, a déclaré : *« Contrairement aux informations largement diffusées par les médias audiovisuels, l'assemblée des évêques n'a pas délibéré sur le sida, ni sur les moyens prophylactiques pour lutter contre le développement de cette maladie. Il n'y a jamais été question, sur ce sujet, d'un changement de position de l'Eglise »*.

Demain dans « le Monde »

« Sans visa » : Cendrars était-il dans le train ?

Chaque semaine, le Transsibérien quitte Moscou avec Blaise Cendrars à son bord. Chaque semaine, embarque une ombre qui, peut-être, ne le prit qu'en rêve, mais lui attacha son nom.
Dans le même numéro : Prague, crayons de combat. Buenaventura, port oublié des Colombiens.

Supplément : Italie, la nouvelle donne

De profonds changements sont intervenus dans la Péninsule ces derniers mois dans les domaines économique et politique, avec le plan d'austérité draconien présenté par le gouvernement Amato et les remous qui secouent les partis traditionnels. Au sommaire également : la lutte contre la Mafia et un entretien avec le ministre des biens culturels.

هكذا من الاصل

Le Monde

DES LIVRES

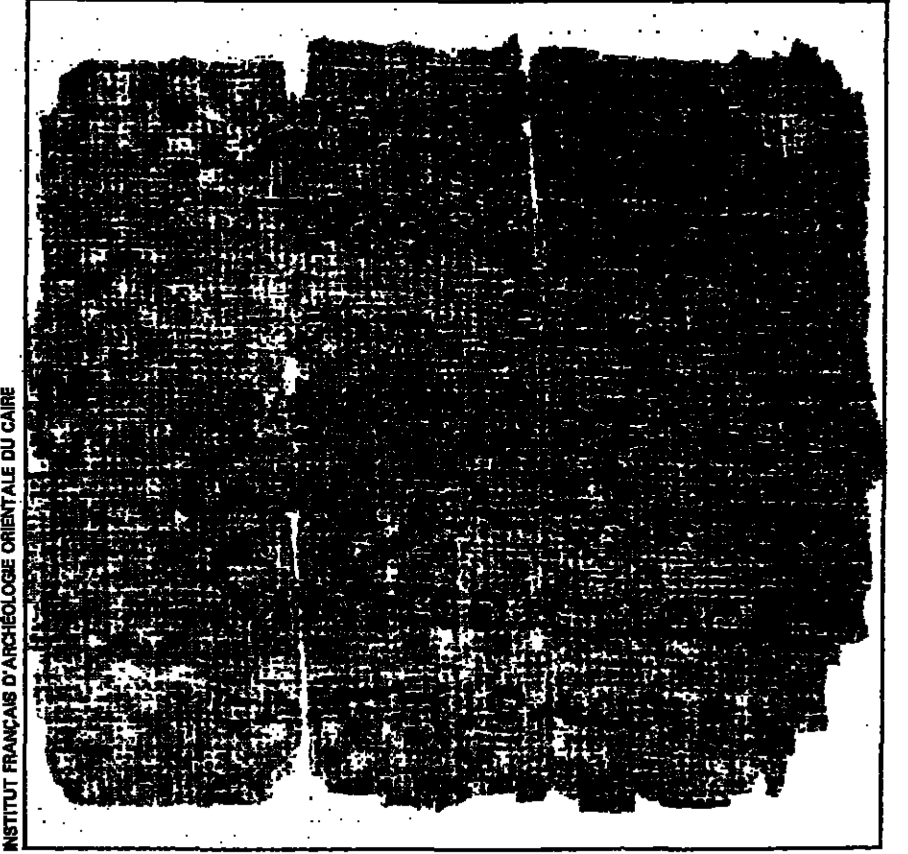
La divine traduction

Soixante-douze juifs traduisant, de l'hébreu en grec, les vieilles Ecritures et parvenant, sans se consulter au même résultat : ainsi est née, selon la fable, la Bible d'Alexandrie, qui est aux sources du christianisme

LA BIBLE D'ALEXANDRIE
Le Deutéronome
Traduction du texte grec de la Septante, introduction et notes par Cécile Dogniez et Marguerite Harl, Ed. du Cerf, 366 p., 185 F.

LA LANGUE DE JAPHET
Quinze études sur la Septante et le grec des chrétiens
de Marguerite Harl. Ed. du Cerf, 292 p., 150 F.

Non loin du Phare, à l'écart du brouhaha de l'Alexandrie cosmopolite du troisième siècle avant l'ère nouvelle, «Septante» ou plutôt sans doute soixante-douze juifs parfaitement bilingues traduisent, de l'hébreu en grec, les vieilles Ecritures que leur Dieu unique souffla jadis à Moïse au mont Sinaï. Venus exprès de Jérusalem à l'invitation de Ptolémée II Philadelphe (285-246 ; à moins qu'il ne s'agisse de son prédécesseur ?), installés confortablement dans soixante-douze maisonnettes, recevant toutefois la stricte consigne de ne jamais se consulter, nos sages se mettent au travail. L'ouvrage achevé, c'est la stupéfaction ; il n'y a *«pas le moindre désaccord»*, et, jusque dans les plus infimes détails, les mêmes passages sont traduits par *«les mêmes expressions, les mêmes mots»*. Aux yeux de tous, cet accord merveilleux prouve qu'il s'agit là d'Ecritures divines traduites sous l'inspiration sacrée d'un Dieu vraiment unique.


INSTITUT FRANÇAIS D'ARCHÉOLOGIE ORIENTALE DU CAIRE

Fragment d'un papyrus (vers l'an 100 avant notre ère) de la Septante. Mêlé au texte grec, le tétragramme du nom divin apparaît en hébreu (troisième ligne).

Le miracle de la concordance

Ce miracle de la concordance, le Talmud et les écrits des Pères de l'Eglise le célèbrent, offrant, comme il se doit pour toute fable, des développements divers à cet événement mémorable. Sur les circonstances et les raisons historiques de cette divine traduction, les biblistes ne s'entendent pas plus que les sources anciennes. D'autres traditions, s'inspirant sans doute de la fameuse *Lettre d'Aristée*, évoquent ainsi au contraire un atelier de soixante-douze sages discutant, se concertant sans cesse pour aboutir à une traduction unique, achevée (autre correspondance miraculeuse !) très précisément en soixante-douze jours ; d'autres retracent encore les aventures de trente-six paires de traducteurs, mémoire anachronique et préfiguration des soixante-douze disciples que Jésus envoie en tous lieux porter une Nouvelle Parole, deux par deux (Luc, 10). Que cette traduction ait été entreprise à la demande d'un roi Philadelphe, curieux de «sagesses barbares» et amateur de livres rares pour sa grande Bibliothèque, ou que ce soit la communauté juive d'Alexandrie, ne lisant plus l'hébreu, qui suscita cette version grecque de leur Bible, l'un des motifs n'empêchant d'ailleurs pas l'autre, un fait demeure assuré : à partir du troisième siècle avant J.-C. la Loi juive est accessible à ceux, nombreux depuis les conquêtes d'Alexandre le Grand, qui pratiquent le grec sur les pourtours de la Méditerranée.

Outre un fragment retrouvé à Qoumrân, des papyrus égyptiens, conservés à Manchester, contiennent en effet des extraits du *Deutéronome* en grec que les spécialistes datent du deuxième siècle avant J.-C. Quant à l'original hébreu ayant servi à cette traduction, il nous est inconnu, puisque les textes conservés de la Bible hébraïque lui sont postérieurs – si l'on excepte désormais deux fines lamelles d'argent trouvées à Jérusalem, datées du septième siècle avant J.-C, où on peut lire en hébreu des fragments de la «bénédiction des prêtres» (consignée dans les *Nombres*, VI, 24-26) (1).

De cette Bible appelée communément la Septante, *«un texte juif, qui exprime en grec une théologie, une piété, des idées juives»*, Marguerite Harl, professeur honoraire à la Sorbonne, a entrepris avec une équipe la traduction commentée dont les volumes paraissent régulièrement aux Editions du Cerf depuis 1986 (2). Les analyses qui accompagnent les pages de cette traduction d'une Bible pas comme les autres nous initient aux sources du premier christianisme. Car, il ne faut pas l'oublier, pour les anciens chrétiens, il n'existe qu'une seule Ecriture révélée, celle des juifs, saisie désormais à travers le filtre interprétatif d'une série de traditions locales, dont le Christ et ses apôtres sont les acteurs.

La rhétorique de l'annonciation

Ce sont ces nouveaux récits qui se cristallisent en un message évangélique pour former le Nouveau Testament – faisant ainsi de l'autre un Ancien, vers la fin du deuxième siècle. Si, pour les premiers adeptes de l'ère nouvelle, l'hébreu et l'araméen *ont pu être le véhicule de traditions* orales, les plus anciennes formulations chrétiennes nous sont parvenues dans la langue de la Septante. C'est également en grec que le Nouveau Testament citera l'Ancien – le plus grand nombre de ces citations provenant d'Isaïe, des Psaumes et, en troisième lieu seulement, du Pentateuque.

Marguerite Harl met en évidence la rhétorique de l'annonciation propre au Nouveau Testament : ainsi, pour introduire des extraits de l'ancienne Ecriture, on fait un usage fréquent des verbes signifiant «accomplir», «remplir», comme pour mieux souligner que les actes de Jésus se déroulent conformément à un plan divin déjà inscrit dans les vieilles archives juives. C'est encore dans le grec de la Septante que les rédacteurs des écrits néotestamentaires puisent des arguments leur permettant, dans leurs disputes avec des juifs, d'affirmer que *le Messie est venu en la personne de Jésus*. C'est l'adjectif *khristos*, «propre à l'onction», «oint», dont se sert en effet la Septante pour traduire les passages où il est question en hébreu de l'onction du Roi ou du prêtre. Et c'est désormais sous cette forme que les écrits chrétiens désigneront l'Oint du Seigneur, le Christ.

Maurice Olender

Lire la suite page 28

(1) Les lamelles sont exposées au Musée Israël de Jérusalem (*le Monde* du 23 janvier 1987).

(2) Font partie de l'équipe : C. Dogniez, P. Harlé, G. Dorival, A. Le Boulluec, O. Munnich, D. Pralon et P. Sandevoir. Des cinq Livres du Pentateuque, il ne manque plus que les *Nombres*, à paraître à la fin de 1993.

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Avoir du nez

«A peine, en louchant un peu, ce que nous pouvons voir de nous, c'est notre nez, ou du moins son extrémité.» Cet appendice, que Montaigne nommait *«Monsieur ma partie»*, que Giacometti illustra d'une sidérante sculpture, le voici partout présent dans un petit livre érudit et réjouissant de Jean Clair, le directeur du Musée Picasso à Paris.
Il n'est pas absent non plus du premier roman de Philippe Balland qu'un éditeur avisé a... flairé comme étant de l'excellente graine. Où l'on voit un jeune homme, las des études, devenir le goûteur professionnel d'un riche industriel. Un sort qui n'est enviable qu'en apparence...

Page 24

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

La jolie vie !

Lytton Strachey, écrivain anglais, vécut de 1880 à 1932. Mais c'est pour le dix-huitième siècle qu'il avait des nostalgies, parce qu'il le considérait sans doute comme celui de la «douceur de vivre». C'est sous ce titre en tout cas qu'ont été réunis les portraits qu'il fit d'Emmanuel de Coulanges, de David Hume, de Horace Walpole et de quelques autres personnages. Portraits ? Croquis plutôt tant Strachey avait l'art d'attraper des silhouettes pour les soustraire, quelques moments, à la course des années.

Page 24

Dialectique du pas de côté

«Je ne sais pas ce que je suis, mais je ne suis pas les autres» : Willem De Kooning parle et écrit comme il peint, par glissades et bonds

ÉCRITS ET PROPOS
de Willem De Kooning. Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Chr. Bounay, de l'italien par M. D. Nobécourt, du néerlandais par D. Van Leeuwen, préface d'Yves Michaud, Ecole nationale supérieure des beaux-arts, 310 p., 160 F.

Willem De Kooning a quatre-vingt-huit ans. Malade depuis plusieurs années, il ne peint plus guère et se montre encore moins. Il est devenu le fantôme de la peinture américaine, héros retiré à East-Hampton, survivant spectral d'un passé plus fertile que le présent, grand homme invisible dont les toiles et les fusains magnétisent les collectionneurs et inquiètent les artistes.

Aux uns et aux autres – et plus encore aux seconds, – on ne saurait trop conseiller la lecture du petit volume gris qui réunit ses écrits et propos sur l'art, enfin traduits en français. Ils y trouveront pêle-mêle, sous forme d'axiomes, anecdotes et apologues, une leçon d'histoire et une leçon de morale esthétique.

Pour l'histoire, c'est assez simple : dans les années 60 et 70, quand Pollock, Kline, Rothko et Newman furent morts, De Kooning a tenu, un peu contre son gré, le rôle du dernier témoin illustre. Des journalistes et des biographes ont sollicité sa mémoire. Ils ont exigé de lui des souvenirs et des récits, qu'il ne leur a accordés qu'avec réticence, se méfiant des légendes et des potins, refusant les simplifications et les indiscrétions, respectant les secrets et la complexité de chacun. A la première allusion au suicide de Rothko que se permet l'enquêteur, il se crispe et réplique que *«tout ce dont* [il est] *sûr, c'est que le temps passe vite»*. Sollicité au sujet de Pollock, il coupe court : *«On ne parlait pas beaucoup. Il n'aimait pas parler.»*

«C'est difficile à expliquer»

Sur Gorky, il se livre un peu plus, mais à sa façon, péremptoire et elliptique. *«Qu'avez-vous appris de Gorky ?»*, lui demande-t-on. Réponse en ces termes : *«La méthode de travail. Vous trouvez un type vraiment très bon, et vous sentez ce qu'il fait. C'est difficile à expliquer. Ce n'est pas de la technique, c'est comme un concert – il s'agit seulement d'avoir les idées justes. Il voyait juste. Je veux dire qu'il faisait comme il fallait faire. Il explosait.»* C'est difficile à expliquer : *le motif revient souvent, celui de* l'imperfection des mots et du danger de s'en servir à la légère. Est-il même possible de parler de l'art sans consentir aussitôt à des gauchissements et des malentendus, possible d'atteindre dans la langue à cette justesse de la vision dont Gorky était capable ? C'est, au fond, le principal sujet *de réflexion de De Kooning – le* doute qui fonde ce qu'on appelait à l'instant une «morale esthétique».

A ne conserver qu'un seul de ses propos, ce serait, lâchée en 1950 au cours d'un débat new-yorkais entre artistes et critiques, cette maxime foudroyante : *«Nous nommer nous-mêmes est catastrophique.»* Dès lors que la menace apparaît, De Kooning prend ses distances par rapport à ceux, historiens ou confrères, qui tenaient à se définir en quelques mots simples et frappants, quelque formule qui retienne l'attention. Chaque fois qu'il converse en public avec l'un de ces amateurs de typologies, De Kooning le tourne en ridicule. «Expressionnisme abstrait» ? Il ne sait pas ce que ça veut dire. «Action painting» ? Il ne sait pas ce que c'est. Son autoportrait tient en peu de mots : *«Je ne sais pas ce que je suis, mais je ne suis pas les autres.»* C'est tout. Cela suffit. *Le reste, l'essentiel autrement dit,* il faut le demander aux œuvres, loin des discours théoriques.

Ennemi des programmes, il ne l'est pas moins des panthéons organisés pour toujours et de manière bien démonstrative, étape après étape sur la voie droite de l'histoire officielle. Ingres, Rubens, Rembrandt, Picasso, les Mésopotamiens, Watteau : aucune référence n'est interdite, aucune préférence inavouable, aucune curiosité inutile. Alors que se cristallise et se durcit la vulgate moderniste selon laquelle l'addition Picasso plus Matisse plus Miro plus Mondrian produit nécessairement l'avant-garde américaine, forme ultime du mouvement artistique, De Kooning fait un pas de côté. A Harold Rosenberg, doctrinaire de l'action painting, qui veut sonder ses goûts, il déclare un peu brutalement ceci : *«Il se trouve que je suis un peintre éclectique. Je peux ouvrir le premier livre de reproductions venu et y trouver un tableau qui aurait pu m'influencer. C'est très satisfaisant de faire quelque chose qui se fait de par le monde depuis trente mille ans.»*

Philippe Dagen

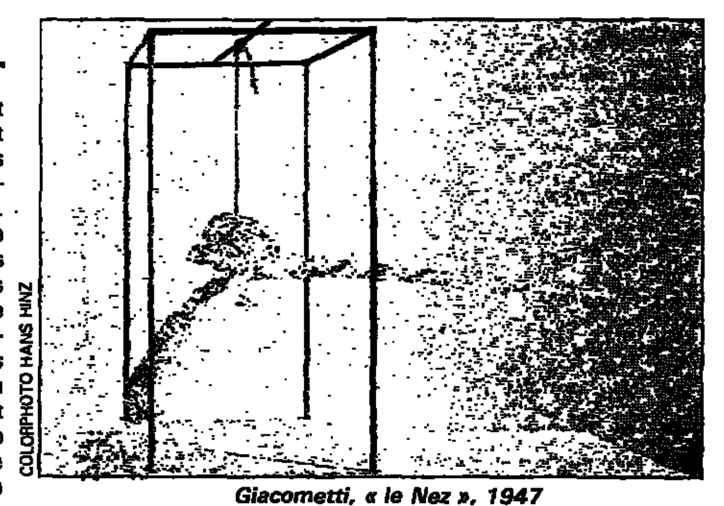
Lire la suite page 29

هكذا من الامل

AFFAIRES DE GOUT
de Philippe Balland.
Julliard, 260 p., 100 F.

LE NEZ DE GIACOMETTI
de Jean Clair.
Gallimard, 90 p., 120 F.

LE FEUILLETON
de Michel Braudeau


COLORPHOTO HANS HINZ

Giacometti, « le Nez », 1947

Avoir du nez

AVOIR du nez, pour un critique littéraire, un éditeur, c'est indispensable. Avoir un nez, pour tout le monde, c'est inévitable. Et comme on le pressent, à l'appui de ces *fortes évidences*, il découle de tout cela des conséquences dont on ne mesure pas toujours les suites. Ainsi l'éditeur qui a flairé dans le manuscrit de Philippe Balland de l'excellente graine dont parfois sont porteurs les premiers romans ne s'est pas trompé. Passons tout de suite sur les plates réserves qui sont le lot du chroniqueur (en gros, trouver quelque chose à redire, sinon de quoi aurait-on l'air, et comment continuer à faire le pion ?), à savoir : il n'a pas encore un style très affirmé, ou, pour parler comme en ville, son écriture est un peu blanche. Ce qui revient à dire que ça se lit très bien, ça coule tout seul et les lecteurs migraineux devraient se ruer dessus, parce que cette transparence discrète, si elle ne le place pas tout de suite au pinacle des gens au ton fortement marqué, ceux qu'on imite à loisir pour leur claudication chantante, lui donne librement *accès à un public qui a déjà montré son intérêt pour un auteur* comme Patrick Süskind avec *le Parfum*, en 1986.

C'EST l'idée de départ qui est bonne et nous entraîne : un jeune homme, Nicolas, las des études, décide d'exercer des petits boulots, pour apprendre à vivre. Il en invente au besoin. Ainsi, il fait la queue pour les autres, au cinéma. Il remplit les parcmètres, pour les autres, il fait même du stop pour les autres. Puis décide, un jour, de partir en stop, pour lui. Il découvre l'Afrique et ses miracles, l'Amérique et ses mirages, le Japon et une belle Japonaise, avant de revenir à la case départ, à Paris, serveur dans un restaurant, chez Raymond, gros fumeur de Gitanes, où vient souvent déjeuner un certain Frédéric Delamont, PDG de la multinationale des cosmétiques Delamont. Et là, coup de chance, Frédéric le remarque en lui demandant de bien vouloir goûter pour lui les friands qu'on lui propose en amuse-gueule, tâche délicate dont Nicolas s'acquitte avec talent. Son destin est noué. Le tout-puissant Frédéric Delamont va se payer en la personne de Nicolas un de ces caprices cultivés dont ne se régalaient autrefois que les empereurs, de Chine notamment : un goûteur professionnel.

Nicolas va devoir renoncer au tabac, qui gâte le palais, et se laisser habiller de pied en cap, aux frais du prince, pour accompagner ce dernier dans tous les dîners d'affaires et voyages où il est bon de montrer que l'on a du personnel de luxe capable de nous aider à vivre avec nos phobies. Il faut éduquer Nicolas, qui, par chance, a la même taille que son patron (celui-ci n'emploie personne qui soit plus grand que lui), mais pas forcément les mêmes préférences. Par exemple, Frédéric n'aime pas le poisson et le fromage. Nicolas doit se soumettre à une cure de conditionnement pavlovien pour devenir malade à la seule pensée de ces mets qu'il appréciait jusqu'alors. Entre nous, on peut se demander pourquoi un esthète tyrannique et raffiné comme Delamont peut détester les fruits de mer, les poissons et les trois cent soixante et quelques fromages que notre admirable Hexagone produit. Ce Frédéric n'est pas un bon vivant, quelque part dans son intime. Il y a un refus des odeurs persistantes dont on peut soupçonner *celle qui a trait aux choses de l'amour, sans pour* autant être un maniaque du fumet *sui generis* comme Henri IV.

DU reste, cette méfiance à l'égard du vivant se vérifie en d'autres domaines : après les restaurants et les plats, Frédéric demande à Nicolas de goûter pour lui les films, les livres (comme votre serviteur, en somme), et bien sûr, les femmes. Il lui demande même de goûter à sa place aux joies de la paternité... Qu'il ait en réalité envie de goûter au goûteur – c'est le fin mot de ce que Gide aurait désigné comme une sotie plus qu'un roman – se voit comme le nez au milieu de la figure.

Ce nez, frémissante cheville de notre digression, est l'objet d'une passionnante et précieuse réflexion de Jean Clair, directeur du Musée Picasso à Paris et auteur de divers ouvrages d'esthétique, dont *Considérations sur l'état des Beaux-Arts*. En 1921, Alberto Giacometti, âgé de vingt ans, voit mourir, en l'espace de trois jours, son père idéal, d'adoption affective, Peter Van Meurs, dans une chambre d'hôtel de Madonna-di-Campiglio. La vision soudaine du retour au néant, de cette *« tête jetée en arrière, la bouche ouverte »*, sera l'expérience décisive de sa jeunesse et fondatrice de son art. Il s'en explique dans ses écrits et s'en inspire pour la *Tête sur tige*, visage de souffrance, de cadavre. *Le Nez* de 1947, dont il existe, outre la fonte en bronze, deux exemplaires en plâtre, conservés l'un à Bâle, l'autre à Paris au Centre *Pompidou, s'il évoque aussi la mort et le décharnement cadavéri*que, s'orne d'un élément démesuré, extravagant, en ce nez peint d'une spirale d'ocre, rayures diaboliques, qui lui donne un trait carnavalesque.

Jean Clair dispose d'un large éventail de curiosités qui s'étend de la psychanalyse, des écrits de Lacan notamment, à l'ethnologie, de Roger Caillois à Stanley Kubrick en passant par Pinocchio. On passe allègrement – le livre est court, bien illustré et d'une prose fort élégante – par nombre de considérations érudites et amusantes qui tournent autour du nez, du visage. *« Qu'est-ce qu'un visage, sinon ce que je sais le moins ? Qu'est-ce que cet objet, hier vivant et ce matin mort, « cette tête devenue objet, petite boîte mesurable, insignifiante ? »* Le visage, en l'absence de *miroir*, c'est la seule partie de notre corps que nous ne pouvons voir (avec aussi un grand creux entre les omoplates). *« A peine, en louchant un peu, ce que nous pouvons voir de nous, c'est notre nez, ou du moins son extrémité. »*

LES rapports du nez et du sexe masculin sont connus de longue date. Certaines délurées à l'œil impertinent évaluent la taille du second à l'aune du premier. Jean Clair suggère qu'on pourrait imaginer une civilisation où ce serait les hommes qui devraient porter le tchador, intuition déjà présente – ajoutons cette pensée à son florilège – au chapitre VI (« Le rut d'Ambert ») des *Copains*, de Jules Romains, où il est fermement déclaré : *« Le nez d'Omer exigeait un pagne. »* De Gogol à Moravia, nombreux sont les écrivains qui ont célébré l'indépendance, l'autonomie, la personnalité fantasque de ce nez que Montaigne désignait comme *« Monsieur ma partie »*. Le grand Institut Pasteur lui-même s'est penché sur le nez et nous offre à présent un tout nouveau syndrome, dit de Kalmann de Morfier, *qui voit coïncider l'absence d'odorat et le* déficit génital (ce qui confirme notre diagnostic de la sexualité timorée du personnage de Philippe Balland, voir plus haut) .

Les propos de Jean Clair sur le carnaval en Italie du Nord sont réjouissants, tout comme son étude de Pinocchio, dont le nez s'allonge quand il *ment (encore que l'on pourrait se demander si* Pinocchio, adolescent travaillé par les hormones, n'est pas contraint au mensonge parce que son « nez » s'est allongé et qu'il en a tiré un plaisir défendu, inversion classique dans les rêves comme dans les contes), et n'ont jamais la pesanteur d'une thèse universitaire. On en conclut simplement au terme d'une lecture constamment éclairée que ce nez dément et bariolé que Giacometti ajoute au visage de la mort grimaçante est sa manière à lui de la nier, de la braver, de lui faire, comme disent les Italiens, un *palmo di naso*, un pied de nez.

LA DOUCEUR DE VIVRE
(Biographical Essays)
de Lytton Strachey.
Traduit de l'anglais
par Bernard Turle.
Le Promeneur, 94 p., 70 F.

LE SPECTATEUR FRANÇAIS
de Marivaux.
Avant-propos d'Yves Le Gars.
Alinéa, 320 p., 59 F.

L'INDIGENT PHILOSOPHE
de Marivaux.
Armand Colin, 118 p., 80 F.

HISTOIRES LITTÉRAIRES
par François Bott

La jolie vie !

L'HONORABLE Lytton Strachey était l'ami de Virginia Woolf. Mais ce n'était pas sa seule particularité ni sa seule occupation. Il se mêlait aussi d'écrire. Il faisait des portraits ou plutôt des croquis. Il connaissait l'art d'évoquer les gens très brièvement. Son métier, c'était d'attraper des silhouettes et de les soustraire, quelques moments, à la course des années. Cet Anglais, qui vécut de 1880 à 1932, avait des nostalgies pour le dix-huitième siècle. Il le considérait sans doute de la même façon que George Sand : à cette époque, disait-elle, *« on jouissait de la vie, et quand l'heure était venue de la perdre, on ne cherchait pas à dégoûter les autres de vivre »*. Lytton Strachey n'était pas très content de son époque. Alors, il prenait l'air. Il allait se promener dans le siècle de Marivaux et de Diderot. C'est recommandé pour le traitement de la mélancolie, et cela coûte moins cher que de séjourner sur les bords du lac Léman. L'année dernière, on a publié les portraits que Lytton avait faits de Mme du Deffand et de la chère Julie de Lespinasse (1). Voici maintenant les silhouettes d'Emmanuel de Coulanges, de David Hume, de l'abbé Morellet, de Horace Walpole et de quelques autres personnages. Naturellement, ils sont réunis sous l'enseigne de *la Douceur de vivre*.

A vrai dire, Emmanuel de Coulanges fut à cheval sur les dix-septième et dix-huitième siècles. Né en 1633, il était de la même génération que Mme de La Fayette, mais il obtint une prolongation de séjour. Il s'aventura dans l'époque suivante et connut les débuts de la Régence. Il eut certainement des airs de « personne déplacée », mais il se consola facilement de paraître démodé. Il n'en fit pas une maladie. Il avait une heureuse nature. C'est d'autre chose qu'il mourut en 1716... On l'avait toujours appelé « le petit Coulanges ». Il avait sept ans de moins que sa cousine, Mme de Sévigné. Malgré sa bonne volonté, il ne rattrapa jamais son retard. Il l'augmenta même, car il ne vieillissait pas. *« La jolie vie !*, lui écrivait la marquise, le 8 janvier 1690. *Quel avantage de ne point vieillir ! Voilà le comble du bonheur. »*

EMMANUEL semblait n'apercevoir que *« de loin »* le passage du temps. *« Cela*, lui disait-elle, *ne s'approche point de vous avec horreur, comme de quelques personnes que je connais. »* Bien que *« souffrant de la goutte »*, il avait encore l'apparence d'un enfant, si l'on en croit Lytton. Il composait des *chansons pour se distraire*. Elles eurent beaucoup de succès auprès des *« jeunes duchesses »*, et l'éternel *« petit Coulanges »* soigna sa goutte *« en se baignant tout un été dans la Seine »*... Hélas ! Mme de Sévigné mourut le 17 avril 1696, et les personnes de son entourage retrouvèrent leur condition de « silhouette ». Emmanuel devint, comme tout le monde, une ombre qui s'éloigne et s'efface. Car la marquise était *« le soleil »* de ces gens. Elle les priva de lumière en *« s'éclipsant »*. Du moins Lytton Strachey la voit-il ainsi (2).

Le dix-huitième siècle ressemblait à un théâtre.

Emmanuel de Coulanges *venait de quitter la scène quand* Horace Walpole fit son entrée. Né en 1717, celui-ci était le fils d'un homme d'Etat anglais. Il allait inaugurer le roman noir, avec *le Château d'Otrante*, et inspirer une passion (tardive) à la marquise du Deffand, cette autre épistolière française, qui *avait pourtant dénigré les illusions* de l'amour... Walpole s'était ennuyé durant sa jeunesse. Il *avait dépeint « l'ennui »* comme une sorte de fantôme que l'on est obligé de *« recevoir chez soi »*. Il s'efforça de l'expulser. Il occupa son temps à jouer aux cartes, à converser avec les dames, à écrire, à rêver, à contempler la Tamise. Et il cessa de s'ennuyer. Il se reprochait parfois de mener ce genre d'existence. Mais, s'il n'avait dissipé lui-même sa vie, elle se *serait dissipée toute seule*. Alors, pourquoi se faire du souci ? *« L'on disparaît si vite*, se disait-il, *et les mondes succèdent aux mondes. »* Horace rendit l'âme en 1797, après avoir épuisé tous les charmes du dilettantisme. André Morellet naquit dix ans après le rêveur de la Tamise. Il n'était pas fils de ministre. Son père était *« marchand de papier »*. *Cela* n'empêcha pas André de faire une belle carrière, car il apporta les preuves de son intelligence. *« Or, à cette époque, un peu d'intelligence vous menait loin »*, comme l'écrit Lytton Strachey. Devenu abbé, le jeune Morellet eut la chance de rencontrer Diderot et le bonheur de susciter son intérêt. L'auteur des *Bijoux indiscrets* lui donna des leçons de philosophie tous les dimanches matin, et lui commanda des articles pour *l'Encyclopédie*. C'est ainsi, d'après Lytton, que Morellet *« fit l'apprentissage de la douceur de vivre »*...

IL brilla dans le genre polémique. Il avait la vivacité et la méchanceté nécessaires. Ses traits d'esprit contre l'obscurantisme lui valurent, par la suite, les compliments de Voltaire, qui *le surnomma « l'abbé Mords-les »*. Il fréquenta les salons de Mme Geoffrin, de Mlle de Lespinasse et de Mme Helvétius. Il aimait séjourner chez la troisième, car elle habitait Auteuil. A l'époque, c'était encore la campagne. Et l'abbé songeait que rien ne vaut la compagnie des jolies veuves quand on savoure, avec elles, les dernières chaleurs de septembre... Il s'était trouvé parmi les apprentis sorciers de 1789. Il avait *« œuvré »* pour cela. Mais il regretta le désordre et le tumulte. C'est pourtant le métier des révolutions. Après quoi Morellet se survécut. Il alla jusqu'à l'année 1819. On attrape froid lorsqu'on change de siècle. Il se demandait ce qu'il faisait *dans le dix-neuvième. Il avait dû* s'égarer. Il ressassait des rêveries de fantôme.

J'ignore si l'abbé Morellet rencontra David Hume dans les *salons. C'est probable. Né en* 1711, cet Ecossais forme une sorte de tandem avec l'Irlandais George Berkeley. Ce sont les Roux-Combaluzier de la philosophie des îles Britanniques. Lorsqu'ils avaient mal dormi, ils mettaient en doute la réalité du monde extérieur. D'après Lytton Strachey, la principale vertu de David Hume, c'était son art du *« détachement »*. Il profita d'une escapade de jeunesse, à Reims et en Anjou, pour écrire son *Traité de la nature humaine*. C'était de la philosophie très aérienne... David Hume revint en France, à l'automne 1763. Il fut très « à la mode » pendant le temps qu'il y resta. Les Français adoraient le contraste entre l'aspect *« rustaud »* de ce personnage et les séductions de sa métaphysique. Comme l'abbé Morellet et comme Marivaux, il fut invité chez Marie-Thérèse Geoffrin. Qui n'allait pas chez cette dame ? Mais quand David Hume arriva, l'auteur de *la Double Inconstance* venait de partir. Je veux dire qu'il était déjà mort.

DE 1721 à 1724, Marivaux avait publié, sous le titre *le Spectateur français*, des « feuilles » dans lesquelles il méditait sur lui-même ou sur les mœurs de ses contemporains. Il avait recommencé en 1727, sous le titre *l'Indigent philosophe*. On a récemment réédité ces deux journaux. C'est un ravissement. *« Je suis né de manière que tout me devient une matière de réflexion »*, disait Marivaux. *« Je vais voir tout le monde dans les rues »*, écrivait-il encore. Il philosophait en se promenant. Il prouvait les charmes de la digression, les mérites de la légèreté, les vertus de l'insolence et les avantages de la fantaisie.

BERENICE CLEVE

(1) *Scènes de conversation*. Le Promeneur. Voir *le Monde des livres* du 14 juin 1991.

(2) Signalons également la nouvelle édition du livre de Roger Duchêne, *Mme de Sévigné et la lettre d'amour*. Editions Klincksieck.

هكذا من الأصل

Le mystère des îles

Des marins qui rêvent au large d'une île encerclée par les brisants : Bruno Bontempelli dit à merveille les silences de la mer

L'ARBRE DU VOYAGEUR
de Bruno Bontempelli.
Grasset, 274 p., 105 F.

Bruno Bontempelli ne croit pas aux îles. Improbables, dans cet *Arbre du voyageur*, elles ne sortent du bleu que pour y disparaître aussitôt, faussent compagnie sans raison et, recensées au petit bonheur, *parfois fausses, ne sont qu'un* semis d'utopie et de beaux mensonges à la surface des mers. Alors, à quoi bon s'échiner à les atteindre ? Antant attendre qu'elles se livrent d'elles-mêmes. C'est ce que font les marins de l'*Entremetteuse*, arrêtés, dans l'absence de vent, au large d'une île encerclée par les brisants. Prenant à rebours le roman d'aventure, Bontempelli consacre à cette attente l'essentiel de son roman.

Mais il ne se veut pas un Buzzati des océans et, au lieu de viser à une abstraction métaphysique, use de son talent frais de coloriste – déjà remarquable dans *les Parapluies sauvages*, – d'une ingénuité imaginative pour peindre le désert des eaux où marine le vaisseau, étirant *« ses figures de grosse ballerine »* tandis que, dans le silence de début du monde, on entend seulement sur la coque *« le bruit de succion d'une vache qui boit »*. Que se passe-t-il sous la vaste incandescence du ciel ? Rien, ou presque : l'éclatement d'une pluie passagère, un canot qu'on envoie en reconnaissance, le glissement de linceuls fantômes enveloppant les marins consumés par le scorbut, une fumigation destinée à éloigner les pestilences, des ébauches paresseuses de complots.


GUY VIVIEN
Bruno Bontempelli : une vibrante attente.

Et pourtant Bruno Bontempelli sait rendre vibrante cette attente, grâce à une alliance de scrupules et de songes dans ses descriptions, le rythme circulaire de l'apparition et du retour de ses personnages qui déambulent dans un climat d'irréalité tendue. L'écrivain ne cherche pas à faire d'eux des héros contrariés. Ce sont juste des aventuriers rêveurs, un peu déboussolés, mais pas vraiment désespérés de l'être : le capitaine Bloche promène son dépit d'être constamment « floué » par les îles hypothétiques ou rétives ; le chirurgien Saint-Foin semble, dans sa nonchalance clinique, ne jamais vouloir mettre la mort à l'ordre du jour ; Malestro, l'écrivain de bord, le seul, paradoxalement, à être assoiffé d'or, avide d'un trésor caché dans un recoin de l'océan, essaie de résoudre l'énigme de « l'arbre du voyageur », qui, pourtant, restera à l'état de mirage ; l'hydrographe Cornelius Trinquet, replié dans ses petits travaux d'écriture destinés au Bureau des longitudes, se perd dans ses calculs. Mais l'âme de l'attente est le chevalier du Mouchet : il tente de conserver en lui un espace de candeur et d'illusion qui lui permette de continuer à aimer les îles. Il ne se soucie pas de les conquérir, car il connaît trop *« le moment fâcheux où l'on se rend compte qu'on en avait fait le tour »* et craint que le bonheur d'y demeurer ne soit bientôt empoisonné par *« le sentiment insidieux de l'enclos »*. Il ne se rappelle pas le nom de celles qu'il a connues, ne retient que ces moments de volupté passés dans les *« profondeurs odorantes des forêts et les débauches de chair végétale »*.

Sa jouissance suspendue d'une lente approche donne au livre son apesanteur romanesque. Comme à regret, dans un élan qu'ils savent suicidaire, les marins de l'*Entremetteuse* décident enfin de partir à la rencontre de l'île et d'affronter les brisants. Mais ce qui aurait pu donner lieu à une « scène de genre » tonitruante où n'auraient manqué aucun mât rompu ou cordage éclaté – au moment où le navire se démembre dans l'orage de la mer – devient, grâce à la légèreté narrative de l'auteur, une féerie noire, une pirouette funeste du navire illuminé parmi les écueils, aussi aérienne que tout le roman où éclate le talent frais de Bontempelli.

Jean-Noël Pancrazi

Guy Scarpetta en musique

LA SUITE LYRIQUE
de Guy Scarpetta.
Grasset, 460 p., 140 F.

20 septembre 1945. A Zurich, Kurt Lewenstein reçoit une gifle pour avoir dit : *« Les Américains sont comme les nazis. »* Il a dix ans et porte ce jugement hâtif parce que son ami Weber vient *d'être tué par erreur par un soldat* d'outre-Atlantique. Même jour, même heure, à New-York, Barbara Peterson reçoit d'une infirmière sa première gifle – rite de la bienvenue au monde. A ce moment précis, à Suzette, hameau provençal, Mireille Jourdan reçoit de son mari *« sa première raclée »*. Aucune raison pour que ces trois-là chantent ensemble une passion amoureuse.

Rien de commun entre Kurt, chef d'orchestre viennois, spécialiste d'Alban Berg, Barbara, chanteuse d'avant-garde, et Mireille, paysanne qui couche avec les employés de son mari. Rien si ce n'est Stanislas Skolinski, journaliste. Avec sa femme Leslie, il a acheté une maison, « Les Granges rouges ». Mireille aime s'en approcher, voyeuse des ébats du couple. Stanislas, de passage à New-York, a rencontré Barbara *et il la reçoit chez* lui avec Kurt, son amant. A la suite du drame qu'il serait dommage de dévoiler ici, Kurt et Mireille se rejoignent pour un bref et vulgaire échange sexuel répondant en contrepoint douloureux à un semblable échange qui, quinze ans plus tôt, a profondément marqué Kurt – sa partenaire d'alors était une cantatrice qui lui avait lancé : *« Tu aimes ça, hein, salaud... Tu t'es enfin payé une sale nazie. »*

Tout cela est l'armature d'un roman dont il faut suivre le rythme, comme celui d'une partition. Exposé des thèmes et développement. Ils se croisent, se *répondent* en canon par les voix des trois interprètes et des deux narrateurs que sont Stanislas Skolinski et Guy Scarpetta. Sur le trio, se greffent des contrepoints, l'origine juive de Kurt, ses rapports avec son père, la misérable condition des musiciens viennois au début du siècle, l'Autriche de l'après-guerre, le New-York des années 70, le conflit israélo-arabe... Autant de pans d'une histoire qui, à la manière de la basse continue d'une pièce musicale, s'impose à la vie des individus en ce qu'elle a de plus intime, apparemment de plus extérieur aux événements qui bouleversèrent le monde.

Remarquable maîtrise

On peut, dans ce concerto, trouver excessive la répétition d'un leitmotiv où l'érotisme frôle la fameuse frontière, jamais définie, qui le sépare de la pornographie – il n'est guère de variations possibles sur le thème des accouplements, même quand le fouet bat la mesure du *crescendo* de la sodomie au sadisme, – mais l'insuffisance de ce duo ne saurait amoindrir la réussite de l'ensemble. C'est là un roman *dont la composition est d'une* remarquable maîtrise (y compris l'érudition musicale jamais pesante) et dont le style témoigne qu'avec de telles tonalités la narration a encore de beaux jours. Le « je », le « il », l'adresse directe aux lecteurs et jusqu'à ces points de suspension des dialogues, tout est exactement dosé, en correspondance et harmonie avec le propos du moment. De l'essayiste et du critique d'art Guy Scarpetta, les qualités sont connues. Celles du romancier sont désormais évidentes.

Pierre-Robert Leclercq

La cuisine de la littérature

Dans les romans d'Hervé Le Tellier, il y a, littéralement, à boire et à manger. Pour mieux écrire la vie en jouant avec les mots

LE VOLEUR DE NOSTALGIE
d'Hervé Le Tellier.
Seghers, coll. « Mots »,
220 p., 120 F.

Hervé Le Tellier aime la littérature, *la cuisine* et *la cuisine de la* littérature. Il y a un peu plus d'un an, il publiait *Sonates de bar* (1), quatre-vingt-six nouvelles d'un feuillet qui donnaient une recette de cocktail. Des histoires dans un bar de New-York avec Jay, le patron, Rose, la serveuse, Archie, le pianiste noir qui joue du blues, du jazz, et les clients, habitués ou de passage. Les personnages ont une forte propension à la nostalgie. Ils boivent pour se souvenir.

Quelques titres pour décrire une atmosphère : *les Larmes de l'alexandra, la Couleur rouge du bloody mary, les Amants du blue lagoon, le Swing du champagne daisy* ... Des images viennent à l'esprit. *Casablanca* bien sûr, mais le noir et blanc du film de Michael Curtiz est sans doute un peu trop léché. Il faut quelque chose de plus flou, de plus syncopé, « jazzé ». Comme cette vieille série américaine avec Cassavetes : « Johnny Staccato ».

Une lettre de Florence

Le Tellier aime les parodies et les hommages. Une des nouvelles est intitulée *A l'ombre du black italian, ou du côté de chez Jay...* et Proust nous sert un cocktail. Dans une autre *(la Disparition à Raymond)*, il n'utilise qu'une fois la lettre « e », comme dans un roman de Georges Perec. L'auteur de *la Vie mode d'emploi* apparaît également – sous l'anagramme de Pr. Serge C. Ogee – dans *le Voleur de nostalgie*, le second livre d'Hervé Le Tellier, où l'exercice de style et les jeux parodiques deviennent plus complexes.

Le narrateur est chroniqueur gastronomique dans un hebdomadaire parisien. Chaque semaine, il raconte une histoire en donnant une recette de pâtes. Il signe Giovanni d'Arezzo. Un jour, il reçoit de Florence une lettre étrange signée... Giovanni d'Arezzo. Sans adresse. Le Giovanni parisien envoie une lettre à trois Giovanni d'Arezzo trouvés par les renseignements internationaux. Un retraité de Bologne et un jeune prisonnier de Pise lui répondent. Le roman se compose de la correspondance de ces quatre homonymes, des recettes publiées dans le journal et d'extraits du carnet du narrateur.

Cette structure complexe et souple permet toutes les variations oulipiennes, les manipulations et les jeux littéraires. Les vraies fausses confidences précèdent les erreurs d'aiguillage, les trahisons suivent les aveux, l'humour alterne avec la cruauté. Les Giovanni se perdent dans des jeux de masques et des intrigues florentines. Et le narrateur y perd quelques plumes. Le journal s'apprête à publier une recette qu'il n'a jamais écrite. Celui qui se croit manipulateur se découvre manipulé, celui qui croit détenir les clés de la fiction s'aperçoit que la serrure a changé, que la fiction l'a dépassé.

Hervé Le Tellier joue à merveille des ressources cruelles du roman épistolaire. Le jeu semble parfois un peu gratuit, un peu trop virtuose. Mais il n'exclut pas l'émotion, il la tient simplement à distance et la remet en question au moment où l'on pourrait en abuser. C'est l'une des marques de la belle collection de Paul Fournel (2) : jouer avec les mots pour mieux écrire la vie, sans pathos, et sans sentimentalisme. Chez Le Tellier, les sentiments, comme les nostalgies, ne se répandent pas. Ils se volent.

Alain Salles

(1) Seghers, coll. « Mots », 1991. 194 p., 110 F. Les textes de *Sonates de bar* sont parus dans *l'Événement du jeudi*.

(2) Dommage qu'on l'ait prié d'aller jouer ailleurs. Paul Fournel a été licencié par les éditions Laffont qui appartiennent au groupe de la Cité (*le Monde* des 6 et 12 juin).

Julien l'apostat

ON
d'Yves Laplace.
Seuil, 182 p., 89 F.

« On venait d'éteindre la voûte céleste. » Comme les romans de Zamiatine auxquels se réfère explicitement son titre, *On*, comme ceux d'Orwell ou de H. G. Wells, le dernier roman d'Yves Laplace est un faux roman de science-fiction : une fable politique. Comme ses prédécesseurs, Laplace, caché derrière ses scribes, ses missionnaires, ses vestales sacrifiées à l'Eglise universelle du lien, nous parle de nous. *« J'essaie*, dit-il, *de parler du présent en le projetant, en essayant de me souvenir aussi des persécutions et des utopies. »*

Son héros, Julien Trespar, grand prêtre dans ce monde du XXVIe siècle qu'ont remodelé conjointement les pires excès du fanatisme religieux, les techniques les plus sophistiquées et le totalitarisme politique, est un apostat, et c'est son procès que le livre évoque.

Comme dans tout procès, il s'agit de montrer, tant du côté de l'accusation que de celui de l'accusé – et, ici, du point de vue du liquidateur de toute cette affaire, situé, lui, plus loin sur l'échelle du temps, le 3 mars 3333 à Caracas, – comment on en est arrivé là : il y a eu un grand nettoyage. *Les télévangélistes, enfants et* petits-enfants de ceux qui soulèvent déjà les foules américaines, ont purifié la Terre et répandu des *« courants de sympathie »*. On a mis au point de nouvelles méthodes de communication, fondées sur la diffusion d'images subliminales – mais nous connaissons déjà cela. Une sorte de chaînage mental s'est répandu sur la planète.

La force d'évocation cauchemardesque d'Yves Laplace tient ici à ce qu'il nourrit ses visions fantastiques de descriptions minutieuses et reconnaissables, suivant la leçon de Kafka, qui disait que c'est quand l'écrivain décrit les choses les plus imaginaires qu'il se doit d'être le plus sec, minutieux et réaliste.

Le début de l'hérésie

Dans l'affaire de l'apostasie et du martyre de Julien Trespar, tout a donc commencé avec les *débuts de ce fameux chaînage* des esprits. Et Yves Laplace a trouvé l'origine de ce chaînage : ces chaînes de chantage et de menace que chacun a trouvées, un jour dans sa boîte aux lettres et qui s'autoproclament chaînes du bonheur.

Oui, tout a commencé bêtement, avec M. Bergneau, qui l'a reçue, l'a renvoyée vingt-cinq fois et a gagné au Loto, avec M. Albert, qui fut, lui aussi, obéissant *et monta en grade*, avec M. Pina, qui oublia et perdit son emploi, avec Mme Berlay, qui eut le front de brûler la lettre et vit ses *parents mourir brûlés vifs*, longue palinodie du bonheur de ceux qui croient et obéissent, du malheur de ceux qui n'en font qu'à leur malheureuse tête.

A moins que les choses ne se *soient passées autrement... La* force du livre est de faire rebondir toute interrogation, car toute question sur les origines est le début de l'hérésie. Et c'est de cette maladie humaine de poser des questions et d'oser avoir froid, même quand *On* vous dit qu'il fait chaud, qu'est victime Julien Trespar. Julien Trespar, parce qu'il est involontairement amené à voir et à sentir autrement qu'il est exigé par l'Eglise *du lien universel, tombe de* surcroît amoureux. Et tombe du même coup victime de ses pensées, de ses sensations et de ses sentiments, dans cette catégorie cent fois maudite, nous dit Laplace : un écrivain.

Mais peut-être sera-t-il, à son insu, la victime de cette autre éternelle maladie humaine du dogmatisme et des refondations et l'origine d'un nouveau culte, d'une nouvelle religion. Car la fièvre lyrique et inquiète d'Yves Laplace ne saurait se contenter de cette paix illusoire que donnent les mots, leur musique. Les mensonges sont toujours à recommencer.

Geneviève Brisac

هكذا من الامل

EN POCHE

• Dans Le Livre de poche, *trois romans d'auteurs de la* Vienne «fin de siècle» : *la Confusion des sentiments* de Stefan Zweig, *traduit par Olivier Bournac* et Alzvir Hella, révisé par Brigitte Vergne-Cain et Gérard Rudent *(nº 9521)* ; *le Poids de la grâce,* de Joseph Roth, qui a obtenu le prix Halpérine Kaminsky en 1962, traduit par P. Hofer-Bury (nº 3052) ; et de Franz Werfel, *le Passé ressuscité,* avec une préface de Félix Bertaux, traduction de Louise Faisans-Maury (nº 3182).

• *Pour continuer avec des* écrivains de langue allemande, signalons, dans la collection bilingue *«Folio» de Gallimard, la Marquise d'O,* suivi de *Duel,* de Heinrich von Kleist, traduits, préfacés *et annotés par Martin Ziegler (nº* 27). Et *l'Etrange histoire de Peter Schlemihl,* de Adelbert von Chamisso, *traduit par* Albert Lortholary, préfacé et annoté par Bernard Lortholary (nº 26).

• Dans la même collection bilingue, deux classiques anglais : *l'Étrange cas du Dr. Jekyll et M. Hyde,* de Robert Louis Stevenson, traduit, préfacé et annoté par Charles Ballarin (nº 29) ; cinq nouvelles de Rudyard Kipling, *Wee Willie Winkie,* traduites, préfacées et annotées par Sylvère *Monod (nº 28).*

• Toujours en «Folio», mais en littérature française cette fois, signalons la reprise de *l'Amour,* de Marguerite Duras (nº 2418).

• Dans la collection «Lire et voir les Classiques», Presses Pocket propose une nouvelle présentation, en trois volumes, des *Misérables,* de Victor Hugo. Une édition présentée et commentée par Arnaud Laster, accompagnée d'un dossier documentaire et d'un cahier iconographique en couleurs (nº 6097-99).

• «Les Cahiers rouges» de Grasset reprennent *Méditation sur un amour défunt,* le deuxième roman d'Emmanuel Berl, écrit en *1925 (nº 166).*

• Yves Bonnefoy est doublement présent chez Gallimard. A l'occasion d'une exposition à la Bibliothèque nationale, un recueil de textes, *l'Improbable et autres essais,* paraît en «Folio essais» (nº 203), tandis que *Rue Traversière et autres récits en rêve* est repris dans la collection «Poésie».

• *Du latin en «Folio»* ... Au moins en traduction : *les Métamorphoses,* d'Ovide, dans une *traduction de Georges Lafaye ;* une édition préfacée et annotée par Jean-Pierre Néraudau (nº 2404).

• Dans la «Petite Bibliothèque» Payot, *l'Enfant du miroir,* un dialogue entre Françoise Dolto et J. D. Nasio sur la psychanalyse et l'enfant (nº 110). En outre, J. D. Nasio publie, dans la même collection, ses recherches sur l'*Enseignement de 7 concepts cruciaux de la psychanalyse*. Dans *Thalassa, psychanalyse des origines de la vie sexuelle,* Sandor Ferenczi, un disciple de Freud, établit une théorie de la sexualité à travers le *développement onto* et phylogénétique. Présentation de Nicolas Abraham et traduction *de Judith Dupont* et *Myriam Vilker* (nº 112). Enfin, toujours dans cette collection, signalons *Fragment d'une analyse,* de Donald W. Winnicott, avec une préface de M. Masud et R. Khan (nº 113).

• En «Points» Seuil, *les Calendes grecques,* où Dan Franck donne la parole à un vétéran de la guerre d'Espagne (nº R555). Et aussi *Chaque homme dans sa nuit,* de Julien Green. Après une éducation sentimentale – comment concilier la *chair et l'esprit ? –, le cœur a le* dernier mot lorsqu'il comprend que le vrai amour dépasse le désir charnel (nº R556).

Passage en revues

Littérature, poésie

• Bien avant la psychanalyse, la tragédie antique a mis en lumière et en scène la part de délire et de violence qui existe au fond de l'intimité des rapports mère-fils. Le thème est assez riche pour n'avoir pas été épuisé pour autant. Les quelques pages de prose d'Yves Charnet – dont le nom avait déjà pu frapper les lecteurs d'un récent numéro de *Po&sie* – en propose, dans le dernier numéro de *Nioques* (nº 5), une nouvelle et très impressionnante variation : *« Je pense à vous, ma mère, fillette aux cheveux blanchis, à votre erreur hirsute dans le couloir des nuits, votre geste maladroit pour épouvanter les chauves-souris, votre rage à exterminer la vermine qui infecte vos rêves, votre angoisse de ne pas comprendre l'obscure serrurerie de la cave, d'avoir renversé ce vin absurde que n'absorbe plus le sol, d'entendre sans fin marcher derrière vous sans parvenir à vous retourner. »*

La singulière puissance de l'écriture d'Yves Charnet réside dans une crispation excessive autour de ce nœud de violence et de ténèbre, dans la volonté presque hallucinée d'épeler, d'épuiser l'*« alphabet mal disposé »*, les *« paroles en souffrance »* de toutes ses *« enfances tuméfiées »*. C'est au réel que l'image poétique veut revenir, c'est sa face d'ombre que les mots révèlent et reconstruisent : *« O mon Dieu, qui dira la messe du grand pardon pour l'ancestrale tricoteuse aux doigts engourdis d'oubli. – Déjà des rats rongent la couture de cette femelle ravagée par la rage des familles. »* Si la condescendance devait céder le pas à l'admiration, il faudrait avancer la formule convenue : « auteur à suivre ». *(Nioques,* La Sétérée, Jacques Clerc éditeur, 4, rue de Cromer, 26400 Crest. 95 F.)

• Yves Charnet a également apporté sa contribution à un numéro récent de la revue *Europe* (nº 760-761) consacré à Baudelaire. Analysant le poème en prose *le Mauvais Vitrier,* il traite de cette *« inspiration fortuite »* et de ses *« élans »* qui, pour le poète des *Fleurs du mal « autorisent à croire que des démons malicieux se glissent en nous et nous font accomplir, à*



notre insu, leurs plus absurdes volontés ». Dans le même numéro : Yves Bonnefoy, Jacques Borel, Michel Butor... (*Europe*, 146, rue du Faubourg-Poissonnière, 75010 Paris. 95 F.)

• Sans en faire une limite audelà de laquelle il serait interdit de s'aventurer, la revue *Pleine marge* ne cherche pas à dissimuler sa référence au surréalisme, domaine d'études à la fois historique et actuel – ou actualisé. Du numéro 15 qui vient de paraître, retenons, outre un hommage à Maurice Blanchard (avec quelques inédits) et un autre au *« Nouveau Monde et à ses civilisations immolées »* (dont un très beau poème anonyme inca), un ensemble de poèmes de Pierre Picon. Mort en 1990, frère de Gaëtan Picon, ce professeur de philosophie fut un moment, au début des années 20, proche des surréalistes ; mais l'histoire de ce mouvement n'a guère retenu son nom. Il est vrai que ces quelques poèmes écrits dans les années 50 ne gardent que peu de souvenirs de l'esthétique poétique défendue par Breton et ses amis. Le lyrisme se fait ici *« sagesse »*, approche attentive et respectueuse des formes impondérables du vivre : *« Heureux celui qui sait au filtre des années / Cribler l'or et l'écume enchanter les saisons / Vivre de ce qu'il donne épouser ce qu'il quitte / Voir la source se perdre en une herbe sans voix / Ce ciel couler autour de lui comme la mer. » (Pleine marge,* Editions Peeters-France, 52, boulevard Saint-Michel, 75006 Paris. 100 F.)

• La dernière livraison de *Théodore Balmoral* (12-13) s'ouvre sur un texte en prose de Philippe Jaccottet sur *les Pivoines*. Il y a dans ces pages comme un souvenir de Ponge, un Ponge dilaté, davantage livré à la « chose » même qu'au langage qui cherche à la traduire et à la fixer : les pivoines *« habitent un autre monde en même temps que celui d'ici ; c'est pourquoi justement elles vous échappent, et vous obsèdent. Comme une porte qui serait à la fois, inexplicablement, entrouverte et verrouillée. »* Dans ce même cahier : Henri Thomas, Guy Goffette, Antoine Emaz, Odette Pagier... (*Théodore Balmoral*, 5, rue Neuve-Tudelle, 45100 Orléans. 80 F.)

• A Philippe Jaccottet précisément, la revue suisse *Ecriture* (nº 40) consacre un riche cahier d'hommage, accompagné d'inédits du poète, dont des *« variations inachevées, à partir du mot Russie »* et des lettres qu'adolescent il adressa à Gustave Roud. Dans ce même numéro, des interventions présentées lors d'un colloque qui s'est tenu en décembre 1991 à Lausanne sur l'auteur de *la Semaison*. (*Ecriture*, Case postale 547, 1001 Lausanne 30 F suisses.)

• A propos de Francis Ponge, lui aussi déjà cité, *Po&sie* (nº 61) publie un long entretien entre l'auteur des *Poèmes* et Serge Gavronsky réalisé en 1972. Comme il l'a souvent fait, Ponge s'explique longuement sur son travail poétique et sur ses filiations littéraires. Retenons la définition qu'il donne de ce travail : *« J'essaie de faire dans le monde verbal quelque chose qui ait autant d'existence concrète que l'objet dont je parle dans le monde physique. »* Dans ce même cahier consacré à la prose : Eugène Nicole, Martine Broda, Judith Schlanger, François Fédier... (*Po&sie*, Ed. Belin. 60 F.)

Patrick Kéchichian

Cet impossible sujet...

La revue « Quai Voltaire » s'attaque aux « mœurs littéraires »

«Les mœurs littéraires»... Sujet passionnant, sujet impossible, sujet de thèse, objet de débats infinis. La revue *Quai Voltaire* s'y est courageusement attaquée dans son nº 6 (1). On remarquera, en premier lieu, un intéressant dossier sur le prix Nobel avec une lettre doucement humoristique de Claude Simon, une étude de Pascale Casanova («Le prix de l'universel»), une analyse de la réception du Nobel de Camus dans la presse, en 1957, par Catherine Lépront, et un article, à la fois drôle et très informé, de Michel Contat sur Sartre et le Nobel (prix qu'il a refusé, en 1964).

Comment parler des mœurs littéraires sans en revenir à Roland Barthes ? On saura gré à *Quai Voltaire* d'avoir accueilli le texte de Bernard Comment «Roland Barthes : la hantise du malentendu». Passionnant, mais aussi émouvant, pourquoi ne pas le dire ? *«Il est tout de même amusant que, aujourd'hui (...), certains pères-la-rigueur, mandarins de l'Université (...), finissent dès qu'ils le peuvent par s'exhiber sur les plateaux médiatiques. Ne sont-ce pas les mêmes, ou leurs pairs, qui autrefois qualifiaient ou faisaient qualifier Roland Barthes d'imposteur ?»* Ou encore : *«La plus belle leçon de Barthes réside peut-être dans cette façon de travailler constamment sur ses propres faiblesses, ou manques, sur ses propres démons, sur sa bêtise (...). C'est qu'ils sont nombreux, dorénavant, à vouloir nous gaver de certitudes pour étouffer les doutes.»*

On craint d'avoir envie de rapprocher cette phrase du long éditorial (annoncé comme «à suivre») d'Alain Nadaud, le directeur de la revue. Sous le titre «Malaise dans la littérature», c'est son propre malaise qu'exprime d'abord Alain Nadaud, d'une manière confuse et ambiguë. Si ses attaques, justes parfois, contre la critique littéraire notamment, rejoignent celles de Milan Kundera dans son texte de *l'Infini* sur Rushdie («le Monde des livres» du 23 octobre), elles n'en ont pas la netteté. Commençant par une mise en cause de Guy Debord, qui aurait été soudainement «médiatisé» en 1989 avec *Panégyrique* au moment même où son écriture devenait *«pâteuse»* (2), Alain Nadaud continue en enfonçant – sans s'en cacher – quelques portes largement ouvertes par le même Debord, ce qui n'est pas un reproche, car on n'analysera jamais trop ce qui se passe *«quand on devient soi-même marchandise»*.

Mais il aurait pu éviter de se borner à juxtaposer des jugements. Il constate, par exemple, que «certains» se sont «ralliés» au système médiatique et que, pour se dédouaner, ils prétendent dénoncer un complot contre les écrivains, mais ne sont plus crus, ni compris, ni écoutés. Sans même voir que sa phrase confirme les propos de ceux qu'il dénonce, il soutient, plus loin, que d'autres, refusant la stratégie médiatique, donnent une image identique, en négatif, avec *«une originalité promotionnelle à long terme dont l'intérêt est loin d'avoir échappé à certains»*. Il avait là le sujet d'un long article. Peut-être même d'un numéro entier de sa revue. Il a préféré faire simple. Dommage. D'une attaque non argumentée contre la peinture contemporaine à quelques lieux communs sur la littérature *«faisant eau de toutes parts»*, on en arrive à ce modèle de phrase : *«Il est aujourd'hui tout aussi à la mode d'évoquer l'inévitable déclin de la littérature française que, par perversité ou duplicité, de prétendre le contraire en prenant appui sur des œuvres qui justement constituent des exemples on ne peut plus significatifs d'un tel déclin.»* Alain Nadaud va-t-il enfin nous donner la liste des œuvres dignes d'être défendues ? Est-ce si aisé de savoir, dès maintenant, tout ce qui comptera dans la littérature du XXe siècle ? Avant de se mettre au travail pour nous livrer très vite ce catéchisme, Nadaud aura-t-il une pensée pour Roland Barthes ?

Josyane Savigneau

(1) *Quai Voltaire*, nº 6, automne 1992, éd. Quai Voltaire, 98 F.

(2) Si être médiatisé signifie «apparaître», Guy Debord n'est pas médiatisé. Si cela signifie avoir des critiques dans la presse, dès le 14 février 1968, Pierre-Henri Simon consacrait un feuilleton du *Monde* à *la Société du spectacle*.

★ Signalons aussi, pour alimenter la *réflexion sur les mœurs littéraires*, le dossier «L'écrivain à la fin du siècle» dans le nº 23/24 de la revue *Recueil* (éd. Champ Vallon, 100 F) : quinze contributions, dont celles de Pierre Mertens, Richard Millet, Jean Roudaut, Jude Stéfan, Petr Kral, Dominique Noguez.

□ **La dernière sélection du prix Renaudot.** – *Cinq livres restent en* lice pour le prix Renaudot, qui sera attribué lundi 9 novembre : *l'Arbre de vie*, de Bernard Chambaz (François Bourin) ; *Texaco*, de Patrick *Chamoiseau (Gallimard)* ; *Aden*, d'Anne-Marie Garat (Seuil) ; *Charles et Camille*, de Frédéric Vitoux (Seuil) ; *la Démence du boxeur*, de François Weyergans (Grasset).

DERNIÈRES LIVRAISONS
Lettres allemandes

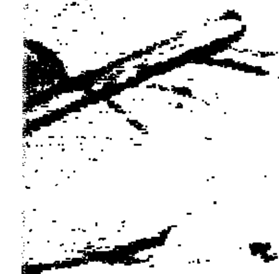
ROSMARIE BURI : *Grosse et bête.* – Issue d'une famille nombreuse, Rosmarie Buri a connu une enfance difficile, marquée par la pauvreté. En *écrivant, elle se libère de ce qui faisait d'elle une mal-aimée.* La période de sa jeunesse, où elle a travaillé comme domestique, montre que l'exploitation et l'esclavage ne sont pas l'apanage d'une antiquité révolue. Sans jamais s'insurger contre son destin, avec des mots simples et une abondance de détails, elle nous révèle ce qui fut l'une des faces sombres d'un pays opulent. (Traduit de l'allemand (suisse) par Gilbert Musy, éd. Zoé, 247 p., 110 F.)

DORRIS DÖRRIE : *l'Homme de mes rêves,* suivi de *Pour l'éternité.* – Quand Fanny rêve d'avoir une silhouette aussi sexy que celle de sa copine de lycée Antonia, cette dernière ne sait pas encore qu'elle rencontrera un jour dans la rue le sosie d'un portrait de jeune homme peint par Botticelli. Les autres nouvelles tournent autour de Fanny, Antonia et Charlotte, qui construisent des rêves d'amour et d'évasion. Dorris Dörrie, née en 1955 à Hanovre, est aussi cinéaste. (Traduit de l'allemand par Sylvie Perron, La Découverte, 324 p., 135 F.)

CLAUDE GAUDIN : *Jünger. Pour un abécédaire du monde.* – Un joli petit livre imprimé en bleu, un *essai philosophique bien argumenté* sur l'auteur des *Falaises de marbre.* Jünger est présenté comme l'explorateur de la nuit qui, au matin, engrange ses moissons, observations de la vie minuscule, celle des insectes et des végétaux. Ces observations s'ordonnent comme autant de visions qui mettent en rapport avec des royaumes interdits, sans renoncer à la lumière de la raison, ce par quoi il se distingue des romantiques. Cette opposition entre la lumière et l'obscurité qui prolonge et manifeste l'opposition entre l'expérimental et le métaphysique, Jünger essaie de la résoudre dans ses *«chasses subtiles», «paradoxal entrecroisement entre l'exactitude et l'emblématique»,* comme le dit François Dagognet auteur de l'avant-propos. La chasse subtile apparaît comme une éducation du regard, afin qu'il devienne capable de voir l'invisible, pôle véritable de toute poursuite. On n'est pas loin d'une forme moderne de mystique, mais sans l'appel à la transcendance : qu'importe l'Au-delà quand on pressent l'au-delà dans toute chose. La chasse élevée aux dimensions d'une expérience intérieure, où l'on côtoie les frontières du grand secret. (Éd. Encre marine, tél. : (16) 77-39-62-63, 139 p., 110 F.)

HEINZ SCHWARZINGER : *Ödön von Horváth, repères.* – Redécouvert dans les années 60 et consacré comme un écrivain du répertoire *moderne de langue allemande, Horváth (1901-1938),* s'est défini lui-même comme un chroniqueur d'un *«monde sans fidélité, sans foi et sans principes moraux».* La France fait plus en plus écho à cet auteur qui a écrit une vingtaine de pièces et trois romans. Le petit ouvrage de H. Schwarzinger ouvre des pistes pour situer l'homme et l'œuvre : courts textes inédits, éléments biographiques, catalogue chronologique de ses écrits. (Éd. Actes Sud Papiers, 96 p., 88 F.)

هكذا من الأمل



Exercices de transparence

Le plaidoyer de Patrick Poivre d'Arvor, l'« examen de conscience » d'Albert du Roy et les dessous rocambolesques de dix ans de « non-politique audiovisuelle »

L'HOMME D'IMAGE
de Patrick Poivre d'Arvor.
Flammarion. 187 p., 75 F.

LE SERMENT DE THÉOPHRASTE
d'Albert du Roy.
Flammarion, 234 p., 105 F.

LA TÉLÉ
Dix ans d'histoires secrètes
de Marie-Eve Chamard et Philippe Kieffer.
Flammarion, 700 p., 150 F.



Faut-il dire la vérité sur les journalistes, les médias et leur public? Oui, trois fois oui, si, plutôt que de prétendre à la vérité, on se contente d'informer sérieusement. Après tout, ceux qui font métier d'exiger la transparence doivent aussi y satisfaire : c'est la moindre des choses, sinon la plus aisée à réaliser.

Trois de ces exercices sont proposés par le même éditeur, ce qui confirme que le sujet est bien dans l'actualité. Ils traitent de la télévision, plus précisément de la genèse des médias dominants, et de la déontologie de la presse, à travers les contraintes, devoirs, faiblesses et interrogations des journalistes en général. Peu ou prou, ces derniers se posent les mêmes questions, quel que soit l'organe de presse qui les emploie, mais, selon où ils se trouvent, ils n'obtiennent pas toujours les mêmes réponses. A quels saints doivent-ils se vouer?

Il y a des règles de base, rappelle Patrick Poivre d'Arvor, interrogé par Françoise Verny. *«J'assume mes interrogations, je revendique mon droit à l'erreur»*, ajoute-t-il. Pour le reste, il se fie d'abord à son instinct qui, dit-il, *«joue un rôle essentiel dans la démarche du journaliste, même s'il doit, en permanence, être contrebalancé par le raisonnement»*. C'est la vedette consacrée de la télévision qui s'exprime, s'explique et, au passage, se justifie sur tel ou tel des manquements qu'on lui a reprochés. Plaidoyer *pro domo* d'un présentateur très en vue et, donc, très surveillé, précisément parce qu'il y a beaucoup de monde de ce côté-ci de l'écran! Ses interrogations portent sur l'impact des images, leur charge émotionnelle, qui ne favorise pas forcément la réflexion, leur pouvoir libérateur, leur caractère traumatisant. *«Nous ne mesurons pas toujours*, reconnaît-il, *l'effet que nous produisons sur le public.»* En l'occurrence, le public retrouvera facilement, dans les explications données par *l'Homme d'image*, un interlocuteur familier.

Albert du Roy a le talent de poser les questions et celui, lorsqu'il lui appartient de répondre, de livrer des réponses exactement ajustées, ce qu'il fait à propos de sa profession, sous le titre *le Serment de Théophraste* (par référence à celui d'Hippocrate, prêté par les médecins). Cet *«examen de conscience d'un journaliste»* est une excellente initiation à l'exercice d'un métier dont le fragile prestige masque les vraies difficultés. L'auteur s'appuie sur une expérience multimédiatique, à laquelle il emprunte de nombreux exemples, sans se départir de cette juste distance qui est l'une des clés de la profession.

Il souligne les paradoxes de l'information, qui n'a de crédit que par l'exactitude alors qu'elle n'est surtout pas une science exacte, et de l'informateur, obligé de vivre dans l'intimité et, aussi, à l'écart du monde qu'il observe et dont il essaie de rendre compte. Albert du Roy rappelle qu'il convient de se méfier de l'esprit de connivence, cet enfermement séduisant, et de se garder de la confusion des genres, les intérêts de l'information ne recoupant pas toujours ceux des particuliers, des pouvoirs politiques ou des entreprises commerciales et industrielles.

L'information procède d'un rapport de forces, et sa logique est *«forcément solitaire»*, ce qui lui vaut, parfois, d'être impopulaire. Elle navigue entre naïveté et démagogie, au jugé, et corrige d'autant mieux ses erreurs et ses défauts qu'elle est sans entraves. Le courage de se montrer telle qu'elle est, la concurrence interne, l'honnêteté de ses professionnels et les valeurs auxquelles sont attachées les communautés rédactionnelles, les réactions du public, encore qu'il ne récompense pas forcément l'exigence de qualité, valent mieux que toutes les tentations de codification morale.

Le troisième exercice de transparence offert aux lecteurs illustre, accessoirement (mais fort opportunément), tout ce qu'une bonne enquête journalistique peut mettre au jour de l'opaque réalité environnante. Marie-Eve Chamard et Philippe Kieffer livrent, en un gros volume, *Dix ans d'histoires secrètes de la télévision française. Un feuilleton* parfois rocambolesque, disent les auteurs : ils sont au-dessous de la vérité! On croirait une de ces séries américaines consacrées aux déchirements que, sous les dehors de l'honorabilité, les conflits d'intérêt et le choc des passions infligent à une grande famille. Récit passionnant tant la matière est riche, les rebondissements fréquents et l'action bien menée.

L'avènement incertain puis triomphant de Canal Plus, la privatisation-western de TF1, la folle navigation de La Cinq, les aléas du secteur public, les déconvenues de la CLT, les déboires du câble, les incertitudes du satellite, les métamorphoses de l'instance arbitrale de l'audiovisuel, la guerre des groupes sur le marché de la communication, les interventions incohérentes du pouvoir politique, le ballet des vedettes médiatiques : sur tous ces thèmes le déballage est complet et offre le spectacle d'un *«modèle de non-politique audiovisuelle»* qui, disent les auteurs, sombre, malgré quelques bonnes idées, dans *«la déconfiture»*.

La gauche, qui a pourtant tenté de préserver un reste d'identité à travers son action culturelle, parfois avec bonheur, toujours avec un grand sens médiatique, a raté la superbe occasion que lui offrait la réflexion sur l'audiovisuel. Les autres n'ont pas fait mieux. D'une manière générale, la rationalité des projets politiques, industriels et financiers en matière de communication, la compétence des dirigeants et des gestionnaires, n'apparaissent pas si évidentes. Qu'en conclure, sinon que la télévision semble dérégler les meilleurs esprits et que la transparence révèle comment elle a été brouillée à la source.

André Laurens

L'ordre vert

LE NOUVEL ORDRE ÉCOLOGIQUE
L'arbre, l'animal et l'homme
de Luc Ferry.
Grasset, 275 p., 115 F.

Depuis son irruption fracassante dans le champ politique, l'écologie suscite les plus grandes méfiances. Certains, comme l'économiste Gérard Bramoullé, y décèlent carrément une nouvelle *«peste brune»*. D'autres, comme les scientifiques signataires de l'appel de Heidelberg, regrettent l'asservissement des politiques à une idéologie *«irrationnelle»*, qui mène à la régression. Et voici aujourd'hui le philosophe Luc Ferry qui s'en prend aux fondements idéologiques de ce qu'il appelle *«le nouvel ordre écologique»*. La boucle est bouclée : après les milieux économiques et scientifiques, les philosophes...

L'amour des petits oiseaux, lorsqu'il devient un dogme, conduit-il au totalitarisme? Luc Ferry, bien sûr, ne prend pas ce raccourci simpliste. Mais il explique comment la démarche philosophique de l'écologisme, qui place la biosphère au sommet de la pyramide, parfois avant l'homme, peut déboucher sur un anti-humanisme viscéral, comme chez les adeptes américains de la *deep ecology*.

Aldo Leopold, le père américain (mort en 1948) de cette écologie que l'on peut qualifier de radicale, ou fondamentaliste, a fait école en Europe : en Norvège avec Arne Neass, en Allemagne avec Hans Jonas et enfin en France avec Michel Serres, philosophe très français mais imprégné de culture californienne, et donc, assure Luc Ferry, vecteur avec son *Contrat naturel* de la *deep ecology*. Cette filiation serait elle-même l'héritage des penseurs ennemis de la technique, comme Martin Heidegger et Jacques Ellul. Autant dire une pensée *«réactionnaire»*, dressée contre son temps et *«l'humanisme laïque»* cher à Luc Ferry.

Car les écologistes radicaux auraient le front de vouloir remplacer les droits de l'homme de notre glorieuse Révolution française par les droits de la nature. Or, écrit Luc Ferry, *«l'homme est, par excellence, être d'antinature»*. Son honneur a toujours été de s'arracher à sa condition naturelle (l'inégalité) pour gagner sa liberté. L'homme, être de culture et d'histoire, s'oppose à la nature, état brut.

Poussant encore sa démonstration, Luc Ferry montre les liens qui existent entre l'écologie d'aujourd'hui et une tradition allant de Spinoza au romantisme allemand, qui débouche sur le *«vitalisme nietzschéen»* et même, la législation allemande de protection de la nature en fait foi, sur l'idéologie nazie. On assisterait donc à un retour de la barbarie contre *«l'humanisme républicain»*. Retour à la peste brune.

Luc Ferry ne peut s'empêcher d'exprimer sa méfiance envers l'écologie érigée en dogme religieux. *«L'écologie profonde offre un visage antipathique au démocrate»*, écrit-il. Quant à l'écologie politique, il la juge aussi non démocratique. Est-ce à dire qu'il condamne toute forme d'écologisme? Que reste-t-il à faire au philosophe qui ne veut pas jeter l'écologie avec l'eau du bain fondamentaliste? *«Elaborer une théorie des devoirs envers la nature.»* On attend le philosophe au pied de ce nouveau mur.

Roger Cans

هكذا من الاصل

Dumézil innocenté

Le savant n'eut jamais aucune sympathie pour l'Allemagne nazie. Didier Eribon le démontre et analyse les conceptions politiques du philologue

Georges Dumézil a-t-il eu de la sympathie pour l'Allemagne hitlérienne ? Spécialiste de la mythologie indo-européenne, a-t-il été attiré par le mythe aryen du nazisme ? En relisant à leur manière *Mythes et dieux des Germains*, publié par Dumézil en 1939, quelques historiens, et non des moindres, ont cru pouvoir répondre par l'affirmative à ces questions. D'où une rumeur naissante : entre l'œuvre du savant et des préférences idéologiques douteuses existeraient des liens. Une enquête que publie Didier Eribon, sous le titre *Faut-il brûler Dumézil ?*, fait justice de ces calomnies. Si Dumézil fut effectivement de droite, et même éditorialiste de politique étrangère du *Jour*, il s'opposa à la montée du nazisme, ne fut jamais raciste ni collaborateur. Son travail scientifique n'est pas entaché, et encore moins gouverné, par de telles prises de position. Mais alors, d'où vient la rumeur ? C'est ce que Roger Chartier met en lumière.

FAUT-IL BRULER DUMÉZIL ?
de Didier Éribon.
Flammarion, 345 p., 130 F.

Le Dumézil d'Eribon ne peut laisser aucun historien indifférent. Son premier mérite tient à la virtuosité avec laquelle, pour laver Dumézil de toute connivence avec l'idéologie nazie, il retourne contre l'accusateur – en l'occurrence Carlo Ginzburg – le *« paradigme indiciaire »* forgé par celui-ci. On se souvient comment Ginzburg, voulant libérer l'historien de la tyrannie du chiffre, de la série et de la quantification, lui trouvait trois maîtres inattendus : Morelli, le connaisseur expert dans l'attribution des tableaux non signés, Sherlock Holmes et Freud (1). Au terme d'une enquête exemplaire par sa rigueur, fondée sur la lecture d'archives inédites, Eribon peut conclure au non-lieu – et au dommage causé. Pour rester avec Morelli, on peut dire que pour le livre incriminé, *Mythes et dieux des Germains*, publié en 1939, il y a erreur d'attribution : loin d'être philo-nazi, il traduit plutôt, si on veut absolument lui donner une signification politique, un sentiment inverse, porté par les préférences d'un Dumézil resté proche de l'Action française, favorable au fascisme italien mais farouchement antiallemand. Sherlock Holmes-Eribon ne trouve pas de coupable parce qu'il n'y a pas eu de crime et s'il fait allusion à Freud, c'est pour imputer le délire de l'interprétation, non à l'analysé, mais à l'analyste.

N'était la blessure infligée à Dumézil, qui l'a beaucoup tourmenté, on pourrait prendre la chose avec légèreté et faire l'hypothèse que le véritable objet de l'article de Ginzburg était... Ginzburg lui-même. Il m'a toujours semblé qu'une des raisons de la violence de ce texte tenait à la proximité entre les deux savants. L'un et l'autre déploient avec extrême dextérité et jouissance les beautés de l'érudition philologique. L'un et l'autre sont obsédés par la même question : comment comprendre que des sociétés fort éloignées les unes *des autres partagent des traits* culturels fondamentaux, qu'ils soient rituels, mythiques ou institutionnels ? Faut-il les assigner à un socle commun, à une communauté d'origine ? Ou faut-il postuler que les homologies ne supposent ni matrice unique, ni contacts, ni emprunts, et du coup, doivent être référées à des invariants universels ?

Déterminations multiples

Malgré toutes les précautions prises par Dumézil, qui soulignait que le terme indo-européen n'était qu'un *« signe conventionnel »* et que la communauté qu'il désignait était caractérisée par une *« indistinction ethnique »*, la lecture biaisée de son œuvre a pu nourrir les fantasmes mauvais des zélotes d'un indo-européanisme pur et dur. Pour exorciser le risque, on peut, comme Ginzburg, inscrire dans une anthropologie primordiale les analogies constatées entre des mythes, ou des rites, dispersés dans le temps et l'espace. Comme je le dirai bientôt ici même en rendant compte de son dernier livre, *le Sabbat des sorcières*, l'entreprise n'est pas non plus sans risques même si elle est fascinante.

En centrant son attention sur l'utilisation d'une accusation crûment politique lancée contre une œuvre scientifique, le livre d'Eribon plaide avec force et pertinence contre la disqualification des œuvres de savoir par le maniement polémique de critères extérieurs au domaine de la connaissance. En France, déplacé des marxistes aux libéraux (mais les seconds sont souvent les mêmes que les premiers, vingt ans après), le procédé a connu de belles heures. Mais vouloir restaurer l'autonomie du jugement scientifique n'est pas supposer pour autant que la science n'est pas dépendante de déterminations multiples, institutionnelles, sociales ou nationales.

C'est ce que montre, par exemple, le monumental travail de Jean Bollack sur la tradition philologique : dans une discipline qui paraît la plus « neutre » de toutes, les choix apparemment les plus techniques (la préférence donnée au choix d'une variante, la restitution d'un mot ou d'un passage manquant, l'interprétation d'un terme) sont toujours commandés par les positions et les « intérêts » de ceux qui s'affrontent avec leurs armes propres – qui, par chance, ne frappent *que symboliquement*. A oublier ces compétitions, on peut, à son tour, être injuste comme l'est Eribon lorsque, dans le seul paragraphe vraiment contestable du livre, il entend saper le travail d'historien de Ginzburg en invoquant l'autorité des *« historiens de l'art »*, adversaire de son *Piero della Francesca*, et celle des *« anthropologues et des historiens des religions »*, effarouchés par son *Sabbat*.


ROLLAND ALLARD/VU

Georges Dumézil en novembre 1985 : erreur d'attribution.

Faut-il brûler Dumézil ? est doublement précieux, même si son titre est inutilement dramatique. Parce qu'il répare le tort fait à Dumézil en montrant que son œuvre est toujours demeurée imperméable *« aux idéologies, aux questions politiques ou aux événements extérieurs »* – ce que reconnaissent tous ses contemporains, y compris ses adversaires et, doit-on l'ajouter, y compris tous les savants juifs qui l'ont aidé dans sa carrière. Mais aussi parce qu'il fournit les repères biographiques permettant de comprendre la logique qui a commandé les choix scientifiques et institutionnels de Dumézil, en deçà des hasards de l'existence ou des motivations qu'il leur a lui-même données.

Il ne faut pas croire ce que les savants disent de leur œuvre (dont ils entendent toujours fixer et contrôler le sens) et de leurs raisons : comme tout un chacun, ils produisent les représentations d'eux-mêmes les plus conformes aux modèles acceptés. Didier Eribon a interrogé et écouté Dumézil – ce qui nous a valu, en 1987, un passionnant volume d'entretiens (2). Mais il a su aussi retrouver ce que le vieil homme avait tu ou oublié et reconstituer les tensions, les alliances et les fractures qui traversaient le milieu intellectuel qui avait été le sien. L'avocat passionné s'est ainsi mué en historien.

Roger Chartier

(1) Ces deux articles de Carlo Ginzburg, « Traces » et « Mythologie germanique », sont repris dans son recueil *Mythes, emblèmes, traces. Morphologie et histoire*, Flammarion, 1989.

(2) Georges Dumézil, *Entretiens avec Didier Eribon*, Gallimard, « Folio-Essais », 1987.

La divine traduction

Suite de la page 23

Quant aux usagers juifs de la Bible grecque, pour qui le Messie est signe d'un avenir toujours en cours et jamais advenu, ils furent, parce qu'ils ne pouvaient adopter le nouveau sens de ce terme, contraints, pour s'y retrouver, de choisir un autre verbe de même sens pour désigner l'onction : non plus *khriein* (qui donne donc *khristos*) mais *aleiphein* – dont le participe, *eleimménos*, sera d'ailleurs adopté dans la suite par Eusèbe, lorsqu'il joindra les deux mots, *khristos* et *eleimménos*. Ceci parmi tant d'autres exemples d'emprunts de termes, avec transfert de sens, donnés par Marguerite Harl et les membres de son équipe, constamment à l'affût de tout ce qui peut éclairer sur les origines juives du christianisme, sur les continuités et les ruptures qui s'opèrent à l'aube *de l'ère qui est toujours la nôtre*.

Pour bien montrer ces manières d'appropriation du Texte ancien destiné à servir de nouvelles croyances, les éditeurs de la *Bible d'Alexandrie* donnent d'innombrables illustrations. Ainsi, « l'arbre de vie », au milieu du jardin d'Eden, devient – comme d'ailleurs toute autre mention d'un bois – la préfiguration du « bois » de la croix, « bois de la vie ». Et à l'image de Noé, sauvé du Déluge par le bois de l'Arche, le Christ incarne pour Justin *« le principe d'une nouvelle génération, celle qui renaît grâce à l'eau (figure du baptême), à la foi et au bois qui contient le sens secret de la croix »*.

Comme ceux qui déchiffraient jadis les poèmes homériques, comme les rabbins de leur temps, les Pères de l'Eglise eurent une pratique intensive de l'interprétation allégorique visant à déceler sous la littéralité d'un texte une autre signification, cachée, plus profonde. Avec un sens aigu de la remise des textes dans leurs contextes littéraires et historiques, Marguerite Harl dissèque un grand nombre d'épisodes et de formules en constatant que *« la moindre parcelle du texte »*, tout, dans les Ecritures anciennes, se met soudain à parler *« du Christ et des mystères chrétiens »*. Ces exégèses sont d'autant plus efficaces qu'elles s'appliquent à éclairer des « paraboles », des « paroles obscures » et d'autres énigmes de la Septante.

L'un de ceux qui participent, au troisième siècle, à la clôture du canon chrétien en expulsant ces « paroles » de Jésus reléguées depuis dans les écrits noirs et solitaires de l'Eglise – les apocryphes, – Origène, achève « la » bonne interprétation de la Bible juive en la christianisant. Avec tant d'autres Pères de l'Eglise, il élabore les fondements théologiques utiles à la compréhension du Vieux Texte qui, pris à la « lettre », demeure inexact, obscur. Pour Origène, l'Ecriture est comme l'agneau pascal, dont il ne faut, en aucun cas, *« manger la chair crue »*. Il ne faut pas plus bouillir *« la chair crue de l'Ecriture »* : *« On doit prendre garde de ne pas transformer le texte en quelque chose de plus ou moins flasque, aqueux, mou... »* Comme pour l'agneau sacrifié, dont *« il faut faire rôtir la chair »*, on ne peut expliquer et comprendre l'Ecriture qu'en la passant au feu de l'esprit chrétien qui en dégage le sens ultime.

Marguerite Harl écrit : *« Œuvre juive, la Septante est devenue ce qu'elle n'était évidemment pas : une bible « chrétienne. »* Traduit de l'hébreu, ce Texte d'adoption n'a cessé d'intensifier, au fil des générations, des questions de filiation, de fidélité et de trahison. La poétique incandescente d'Origène n'est-elle pas à la dimension de la puissance interprétative d'une foi nouvelle qui se bat à la fois *pour et contre* la vieille Loi juive ?

Inspirée par le silence des soixante-douze maisonnettes ou résultant de bruyants colloques alexandrins, la Septante, une traduction qui a *pour vocation* d'être un original divin, non une copie de seconde main, fut oubliée, rejetée à la fois par les juifs et les chrétiens. Les rabbins, ne reconnaissant plus « leur Bible » grecque, truffée de « déformations » dues aux lectures apologétiques chrétiennes, condamnent la Septante. Marguerite Harl écrit à ce propos que *« les juifs eurent le sentiment qu'après avoir donné au monde grec ce qu'ils avaient de meilleur – leurs livres sacrés traduits en grec, – ils avaient reçu en réponse... les persécutions ! »*

Quant aux chrétiens, après quelques traductions latines du grec, ces « Vieilles latines » dont se sert saint Augustin, ils abandonnent définitivement la Septante lorsqu'à la fin du quatrième siècle saint Jérôme fait son « retour à l'hébreu » pour donner à l'Eglise la Vulgate. Aujourd'hui, cette Bible juive d'Alexandrie, qui est aux sources de la civilisation chrétienne d'Occident, seuls les chrétiens d'Orient, catholiques et orthodoxes de rite byzantin, la psalmodient encore.

Maurice Olender

A lire aussi

- *La Bible. Ecrits intertestamentaires*, sous la direction d'A. Dupont-Sommer et M. Philonenko, « Bibliothèque de la Pléiade », Gallimard, 1987, 1905 p., 380 F.
- *La Bible grecque des Septante. Du judaïsme hellénistique au christianisme ancien*, de M. Harl, G. Dorival, O. Munnich, Cerf/CNRS, 1988, 370 p., 194 F.
- *Lettre d'Aristée à Philocrate*, introduction et traduction de A. Pelletier, Cerf, 1962, 326 p.
- *Les juifs d'Egypte, de Ramsès II à Hadrien*, de J. Mélèze-Modrzejewski, Armand Colin, 1991, 216 p., 170 F.
- *Sagesses barbares*, de A. Momigliano, La Découverte, 1979, 168 p., 85 F, réédité en Folio-Gallimard.
- *Naissance de la méthode critique*, colloque du centenaire de l'Ecole biblique et archéologique française de Jérusalem, préface d'A. Caquot, Cerf, 350 p., 200 F.
- *Introduction à la littérature gnostique*, de M. Tardieu et J.-D. Dubois, Cerf/CNRS, 1986, 152 p., 130 F.
- *Targum du Pentateuque*, traduit de l'araméen par R. Le Déaut et J. Robert, 5 vol., Cerf, 1978-1981. Environ 1 500 p. Chaque volume, de 249 F à 340 F.

On lira également avec profit « La traduction de l'Ecriture », une réflexion d'Emmanuel Levinas *dans son recueil A l'heure des nations*, Minuit, 1988, p. 43-65.

Elizabeth Bishop l'oubliée

Découvrira-t-on enfin ce poète majeur qui fut salué par les plus grands, d'Ezra Pound à Octavio Paz ?

UNE FOLIE ORDINAIRE
d'Elizabeth Bishop.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Bernard Hoepffner
Circé, 168 p., 98 F.

GÉOGRAPHIE III
d'Elizabeth Bishop.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Alix Cléo Roubaud, Linda Orr et Claude Mouchard.
Préface d'Octavio Paz.
Postface de Claude Mouchard.
Circé, 78 p., 85 F.

Après que, dans un ouvrage réunissant vingt poètes américains (1), l'absence d'Elizabeth Bishop eut déconcerté quelques-uns de ses pairs et les connaisseurs qui la plaçaient très haut, la revue *Poésie*, dirigée par Michel Deguy, proposa – dans la traduction superbe d'Alix Cléo Roubaud – un petit choix de poèmes de l'oubliée, suscitant une admiration étonnée mais, somme toute, confidentielle.

Il y a tout juste un an, les éditions Circé publiaient heureusement, en édition bilingue, *Géographie III*, paru à New-York trois ans avant la mort du poète, survenue en 1979, et qui lui avait valu le Book Abroad/Neustadt International Prize for Literature. Elles récidivent aujourd'hui avec un recueil de nouvelles, *Une Folie ordinaire*.

Elizabeth Bishop était née en 1911, à Worcester, dans le Massachusetts : *« Mon père est mort, ma mère est devenue folle quand j'avais quatre ou cinq ans »*, dit-elle dans un entretien accordé à *Paris Review*, dont l'éditeur a repris un fragment : *« Ma famille : je crois bien qu'ils étaient tellement désolés pour ce pauvre enfant qu'ils ont tenté de faire de leur mieux. Et je crois qu'ils y sont parvenus (...). Mes rapports avec ma famille... J'ai toujours été une sorte d'invitée, et je crois que j'en ai toujours été consciente. »*

« Comme l'alouette de mer... »

A ses études au célèbre Vassar College, cher à Mary McCarthy, allaient succéder, tout au long de son existence, voyages et rencontres capitales : celle de Mariane Moore (encore une inconnue du public français!), qui découvre son talent; celle de Pablo Neruda, d'Ezra Pound, de Robert Lowell – dont certains poèmes reprennent *« à peu près mot pour mot des lettres que lui avait envoyées Elizabeth Bishop* (2) *»*; celle, enfin, d'Octavio Paz, qui la traduisit en espagnol, et que, de son côté, elle traduisit en anglais.

Les voyages? *« Toute ma vie j'ai vécu, je me suis comportée comme l'alouette de mer – toujours courant sur le bord des divers pays et continents « en quête de quelque chose » (...). Et j'ai toujours vécu avec l'océan à proximité, et bien souvent à portée du regard. »*

Aussi passe-t-elle, à vingt-quatre ans, tout un été en Bretagne, et l'hiver à Paris; trois ans plus tard, la voici installée à Key West et, ensuite, au Mexique. Elle connaîtra l'Espagne et l'Italie, les pays scandinaves et l'Afrique du Nord, la Grande-Bretagne et la Russie, avant de se rendre au Brésil, en 1951, où elle restera une bonne quinzaine d'années – vivant à Ouro-Preto, mais enseignant à

par Hector Bianciotti

Harvard... Ce qui frappe tout d'abord dans l'art d'Elizabeth Bishop, c'est l'incomparable puissance de ses descriptions, et à quel point les mots répondent à l'acuité de son regard. *« Si elle parle d'une chaise on peut presque s'asseoir dessus quand elle a fini »*, disait, à ce sujet, Mariane Moore. Et puis, avec quelle exactitude n'exprime-t-elle pas cette *« merveilleuse pluralité du simple »* dont parlait Bachelard, qui met si souvent au défi nos ressources d'expression! La notion, si couramment admise, d'un réel



J.-L. CASTEL

Elizabeth Bishop : étoile solitaire.

qui s'opposerait à l'apparence lui est étrangère : pour Elizabeth Bishop, celle-ci n'est qu'un incident de la perception, tout en n'ignorant *pas qu'une description ne restitue* pas un objet, mais l'évoque, permettant, au mieux, si on en connaît l'espèce, de capter les nuances de l'exemplaire proposé – telle algue, ou moisissure, ou candélabre...

Cela dit, comme observe si justement Octavio Paz, chez Bishop *« les choses deviennent autre chose sans cesser d'être les choses qu'elles sont »*, parce que *« la poésie n'est pas dans ce que disent les mots, mais dans ce qui se dit entre eux et qui apparaît fugitivement dans des pauses et des silences »*.

En l'occurrence, le poète ne le sait que trop; et, aussi, que la description toute seule est incompatible avec la voix de la poésie; que toute contemplation attend l'intervention du passé, car, ce qu'il y a de plus réel que la réalité, c'est le désir, le besoin, tout ce qui en nous demande réponse, et qu'il n'y a pas de poésie sans qu'intervienne le levier du cœur.

Aussi, assemblant des mots simples, usant d'un langage presque quotidien décanté à l'extrême, livre-t-elle passage aux souvenirs, et, pour le principal, à ceux qui remontent à l'enfance : *« Je me dis : dans trois jours/tu auras sept ans./Je me le disais pour arrêter la sensation/ de tomber hors/du monde tournant et rond/dans l'espace froid, bleu-noir./ Mais je sentis : tu es un « je »,/tu es une « Elizabeth »,/tu es l'une d'entre « eux »./Pourquoi faut-il que tu sois l'une d'eux? »*

Vers la fin de sa vie, Elizabeth Bishop soupçonnait que nombre des nouvelles qu'elle avait écrites n'étaient que des poèmes en prose. Certes, dans *Une Folie ordinaire* qui en comporte huit, certaines – tel ce chef-d'œuvre intitulé « Au village » – sont si riches de cette imprécision ou dualité du sens inhérentes à la poésie que, comme les poèmes, toute tentative de les raconter est vouée à l'échec. Mais il y en a d'autres, d'un réalisme étrange, où une petite fille ne prie qu'étendue sur son lit, car elle sait qu'elle va mourir; où des enfants morts de froid pendant leur sommeil sont comme transformés en sculptures...

Enfin, ne manquent pas non plus les récits allégoriques, à la manière de Kafka : celui de l'homme enfermé dans le dilemme existant entre la liberté et la nécessité, qui attend avec impatience le *moment d'entrer en prison, et qui* envisage la cellule idéale, ses proportions, la taille de la fenêtre, ses murs *« tachés, écaillés ou abîmés de façon intéressante »*, et qui compose d'avance les paragraphes qu'il voudrait y inscrire, et même un poème *« court mais immortel »*.

Ou bien « La Mer et son rivage », où l'on voit un individu embauché pour nettoyer le sable – *« il va sans dire que selon les lois de la nature une plage devrait pouvoir se nettoyer elle-même, comme le font les chats »*, – un homme qui cueille les papiers qui y traînent, collectionne les imprimés, les lit, les étudie, jusqu'à concevoir, dans sa solitude, que les oiseaux, l'empreinte de leurs pattes, les insectes, le mouvement des vagues, les rochers, les nuages, les astres... composent un alphabet, et que le monde tout entier est un immense hiéroglyphe que l'on se doit de déchiffrer. Au XVIe siècle, Francis Bacon, *« l'observateur expérimental »*, avait caressé le même rêve.

Grâces soient rendues à l'éditeur, qui nous promet l'œuvre complète d'Elizabeth Bishop; et aux fervents traducteurs qui nous laissent apercevoir cette étoile solitaire dans le ciel de plus en plus ennuagé de la littérature, galaxie qui s'éloigne de nous – à moins que ce ne soit nous qui ne nous éloignions d'elle.

(1) *Vingt poètes américains*, choix de Michel Deguy et Jacques Roubaud. Gallimard, 1980.

(2) Bernard Hoepffner, dans sa revue *la Main du singe*, numéro de septembre 1992. Editions Comp'Act, 75, quai Pierre-Scize, 69005 Lyon.

Ford voyage immobile

Les personnages de l'écrivain américain se déplacent beaucoup. Pour, finalement, au « bout du rouleau », ne retrouver qu'eux-mêmes

LE BOUT DU ROULEAU
de Richard Ford.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Brice Matthieussent,
éd. de l'Olivier. 281 p., 110 F.

« Ça se passe à Oaxaca, un bled montagneux du centre du Mexique, un peu comme votre Massif Central, et c'est l'histoire d'un type qui est là pour essayer de faire sortir de prison son beau-frère, un petit trafiquant de cocaïne. Sa femme le rejoint et, sur ce canevas « noir », se greffe une histoire d'amour : celle d'un homme qui doit apprendre à baisser sa garde pour accepter l'affection de quelqu'un d'autre. En fait, c'est comme dans tous mes autres bouquins : deux êtres s'aiment et ils essayent de se faire une raison... »

Richard Ford parle de son dernier livre, *le Bout du rouleau*, comme s'il venait de le lire après l'avoir écrit presque à son insu. Comme si tous commentaires, toutes appréciations du sens de l'œuvre achevée devaient être laissés au seul talent de ses lecteurs.

Richard Ford est un écrivain qui n'aime pas qu'on cherche à l'enfermer. Il refuse l'étiquette d'écrivain voyageur, *« tous mes amis écrivains voyagent autant, sinon plus que moi »*, mais déménage chaque fois qu'on croit l'avoir localisé et, du Mississippi au Montana en passant par le Mexique et le Michigan, c'est sur une carte des Etats-Unis qu'on suit le mieux le parcours de sa vie et de son œuvre. *« Mon prochain livre est un essai sur l'influence du voyage dans le roman... J'ai grandi dans une partie très isolée de ce pays, le Mississippi, le Sud, et c'est par des informations de seconde main, la télé, les journaux, que j'ai découvert le reste du pays; ça m'a rendu très curieux. D'autre part, et en raison de son profond racisme, je me sentais très mal dans cette région et j'ai fichu le camp à la première occasion. Ce fut une rupture importante dans ma vie : le berceau de mon enfance m'était devenu un endroit très inhospitalier. En voyageant toujours plus loin de chez moi, j'ai senti que ma vie devenait sans cesse plus diverse. Voyager dans ce pays, c'est faire l'expérience de l'universalité et de l'unicité : une multitude de paysages mais une seule langue et un seul gouvernement. Plus tard, en devenant écrivain, je me suis dit que cette facilité à se déplacer était un des puissants ressorts dramatiques de ce pays. Les gens vont d'un endroit à un autre comme on traque le bonheur mais, et c'est là que le drame intervient, ils doivent chaque fois tout réapprendre, se plier aux nouvelles règles d'un nouvel environnement pour, finalement, ne retrouver qu'eux mêmes... »*

Tous les romans de Ford sont des instantanés de personnages qui, soudain immobiles entre deux errances, prennent le temps de se regarder vivre et constatent que, trop petits pour pouvoir se réclamer de l'épopée ou de la tragédie, ils sont, comme les montagnes, la proie d'une lente érosion.

Et même si l'argument de son dernier roman traduit en français – *le Bout du rouleau* est, chronologiquement, le second écrit par Ford – se coule dans un décor épique, *« le Mexique de la guérilla et des trafiquants de came qui fascine l'Amérique parce qu'il reste le reflet d'un passé violent qu'elle ne parvient pas à oublier »*, et se nourrit de la dramaturgie tragique du roman noir, un sens obscur de l'éthique qui pousse des êtres ordinaires à se surpasser jusqu'à l'héroïsme, il n'en reste, lecture faite, que l'admirable et très rassurante histoire d'un homme et d'une femme qui, après avoir passé leur vie à se fuir, découvrent que c'est dans l'acceptation de l'amour de l'autre que réside leur véritable héroïsme.

Cauchemar poisseux

Ex-marine, ancien du Vietnam, Harry Quinn débarque à Oaxaca persuadé que son habitude de la violence et un confortable matelas de dollars suffiront, dans un pays corrompu jusqu'à l'os, à faire sortir de prison Sonny, le frère de Rae, la femme qu'il aime mais qui vient de le quitter. Rae vient le rejoindre pour les besoins de la cause et c'est un couple artificiellement reconstitué qui devra affronter le cauchemar poisseux dans lequel il bascule. Un univers qui dépasse en violence tout ce qu'il a pu connaître et où flics corrompus, avocats marrons, narcotrafiquants, terroristes et militaires déjantés jouent à cache-cache sous un soleil décérébrant qui ne laisse aucune zone d'ombre sur l'état de misère et de dénuement du pays qu'il éclaire.

En contrepoint à ce décor impitoyable vient se greffer, comme des bouffées de tendresse et de nostalgie, le passé amoureux de Rae et Quinn; souvenirs un peu brumeux de l'histoire d'amour ordinaire que se sont jouée deux personnages ordinaires qui croyaient qu'il y avait plus de courage à fuir leurs dissemblances qu'à les accepter. C'est là que réside toute la force et la beauté du roman de Ford. Mis en face des dangers et des horreurs d'une véritable tragédie, Rae et Quinn comprennent qu'ils se sont trompés de registre, que l'aventure de leur différend est, tout au plus, la trame d'une comédie douce-amère et que, face au plus irrémédiable des malheurs, c'est dans la reconnaissance de leur bonheur que réside leur dignité.

Comme toujours chez cet écrivain doué jusqu'à la discrétion, cette vision du monde, cet humanisme compatissant n'empruntent jamais aux facilités prétentieuses des considérations abstraites. *Le Bout du rouleau* n'affecte pas la forme d'un roman d'aventure pour faire passer le point de vue philosophique de l'auteur; c'est un vrai roman d'aventure. Romancier américain, Ford utilise et pousse à la perfection la technique de l'écriture du comportement pour rendre compte du mystère qui fait agir ses personnages. C'est par la justesse de trois répliques, la grâce d'un geste minutieusement observé et décrit, que la vérité des personnages s'installe comme une évidence soudain inoubliable. Et si Ford est un écrivain unique, c'est que, à l'opposé de ceux qui se nourrissent de l'héroïsme, il a choisi d'explorer la conscience d'un personnage unique : nous-mêmes.

Patrick Raynal

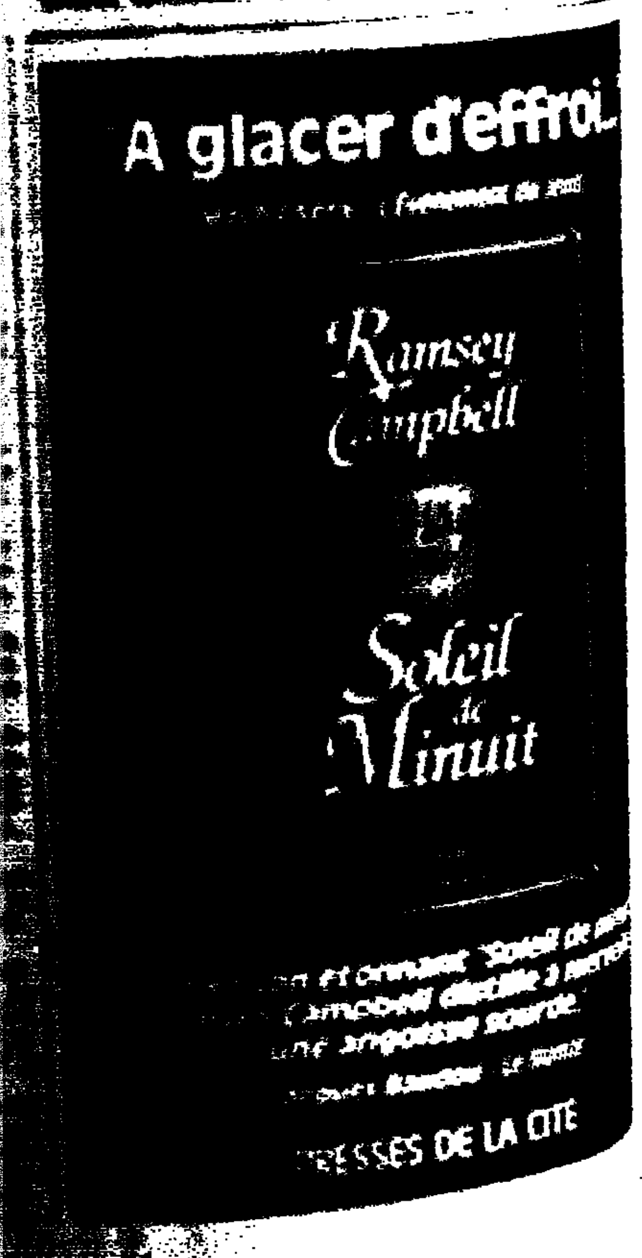
Dialectique du pas de côté

Suite de la page 23

Voici ici enfin une définition de la peinture : vieille activité humaine, probablement nécessaire à l'espèce. C'est un peu vague? On ne peut pas en dire plus. Il faut tenir pour nulle la question de son origine – *« La barbe ! ... »* – et pour comique l'hypothèse de son perfectionnement – *« Il est évident qu'il n'y a pas de progrès. »* Tout autre discours condamne son auteur à se figer dans une pose et à s'immobiliser sur une position. Ainsi de la notion si commode de style : *« Le style est une supercherie. J'ai toujours pensé que les Grecs se cachaient derrière leurs colonnes. C'était une idée affreuse de chercher, comme Van Doesburg et Mondrian, à produire, de toutes pièces, un style. La force réactionnaire du pouvoir consiste précisément à perpétuer le style et tout le reste. »* Comme chacun sait, nous en sommes justement là, à ce point de perpétuation forcenée et de supercherie. Il faut donc lire De Kooning, professeur de liberté, irréductible isolé, empirique, sceptique, critique. Il se dégage des filets qu'on lui lance, il manœuvre entre les embuscades et les leurres, il évite les lacets, il se rit de toute pesanteur et de tout dogme esthétique, il dessine les yeux fermés mais il aperçoit de loin les pièges que l'époque, et ses meilleurs amis, un peu las de son nomadisme, complotent pour le fixer enfin. Il y a du tigre et du serpent en lui.

Encore une citation pour finir? *« Dans la Genèse, il est écrit qu'au commencement était le néant et que Dieu fit son œuvre à partir de lui. Pour un artiste, ceci est assez clair. »*

Philippe Dagen



هكذا من الاصل

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Pour une Internationale du patrimoine européen

PATRIMOINE LITTÉRAIRE EUROPÉEN
dirigé par Jean-Claude Polet.
Vol. 1 : Traditions juive et chrétienne.
Vol. 2 : Héritages grec et latin.
Vol. 3 : Racines celtiques et germaniques.
Editeur De Boeck-Wesmael, (Bruxelles), diffusion en France : Belin.
Chaque volume cartonné, 700 à 800 p., 300 F.

HISTOIRE DE LA LITTÉRATURE EUROPÉENNE
dirigée par Annick Benoît-Dusausoy et Guy Fontaine.
Cartonné, illustré.
Hachette Education.
1 024 p., 275 F.
(Après le 31 décembre : 345 F.)



DR

L'art de Jan Potocki réside-t-il dans la boule d'argent de sa théière ?

AU seuil du troisième millénaire de son ère, tandis que l'Europe accouche difficilement d'elle-même, voici venu le temps de se familiariser avec notre patrimoine, avec les biens culturels que nous avons hérités et que nous possédons encore, ou allons posséder, en commun. Et que nul traité jusqu'ici ne s'est préoccupé de garantir, puisqu'il ne s'agit que de culture et de littérature... Aussi faut-il saluer, avec l'admiration qui convient aux «grands travaux» réussis, la publication en français d'un *Patrimoine littéraire européen*, sous la forme d'une anthologie monumentale des littératures de l'Europe, en douze volumes (plus un treizième pour l'index), depuis l'Antiquité jusqu'au vingtième siècle, de l'Oural à l'Atlantique, tout en tenant compte de la pérennité des influences. C'est ainsi que les trois premiers volumes, consacrés aux fondations de notre patrimoine moderne, viennent de paraître : *Traditions juive et chrétienne, Héritages grec et latin, Racines celtiques et germaniques.* Un quatrième volume de «fondations» traitera du Moyen Age, de Byzance jusqu'à la naissance de Pétrarque (1304). Regroupés sous le titre «L'édifice moderne», les volumes V à XII (à paraître avant 1997) suivront la formation d'une cohérence culturelle qui, de 1304 à 1922, va s'imposer au cours des temps modernes à toute l'Europe. La date de 1922, année de la mort de Marcel Proust, qui coïncide avec une mondialisation de l'Europe, a été choisie prudemment afin de garder un certain recul pour discerner et choisir une juste proportion d'auteurs à mettre dans un recueil de textes représentatifs et ne pas donner, comme cela se fait trop souvent, une importance *excessive à ce qui est proche de nous.*

C'est de Belgique, toujours particulièrement ouverte aux courants de l'Europe, que nous arrive l'initiative de cette entreprise européenne de langue française d'une envergure considérable. Initiateur de ce projet grandiose d'un inventaire de notre patrimoine, Jean-Claude Polet, professeur à l'Université catholique de Louvain où il enseigne la littérature comparée et l'histoire des littératures modernes, a travaillé depuis plus de six ans, dans l'enthousiasme et le désintéressement total, avec plusieurs centaines d'universitaires de tous les pays qui ont constitué une chaîne internationale d'intellectuels bénévoles. Sans aucune rémunération. Lorsque les trois premiers volumes leur ont été soumis, les éditeurs français ont refusé de se lancer dans l'aventure. Et les diverses instances européennes de Bruxelles n'ont pas non plus estimé utile d'accorder leur aide...

Dans la préface aux deux premiers volumes, le professeur Claude Pichois, Français de l'étranger qui enseigne à Nashville, dispose de la distanciation nécessaire pour apprécier l'objet de cette entreprise : *«Il s'agit moins d'établir un bilan du passé, de recenser des valeurs admirables mais défuntes*, écrit-il, *que de montrer les éléments vivants dont s'est nourrie la civilisation de langue française et de l'inviter à s'y ressourcer.»* On trouvera là un prodigieux inventaire non seulement de la littérature au sens moderne, mais de tout ce qui, dans l'écrit, a pu contribuer à l'inscription d'une mémoire.

Le choix d'une anthologie de textes présentés dans un ordre chronologique n'exclut pas de proposer une projection dans les époques postérieures et une idée des perspectives, notamment à cause d'un choix représentatif, exigeant, des différents aspects de ce qu'on ne nomme pas forcément littérature. Dans une perspective d'échanges, de contamination des patrimoines, il est tout à fait passionnant de considérer l'impor*tance donnée aux traducteurss* puisqu'une des originalités de l'ouvrage, et non la moindre, a été de donner à lire les auteurs étrangers dans des traductions choisies tout au long de l'histoire de la langue, afin de faire sentir les modes successifs de l'intégration en français de la littérature européenne. Ainsi le premier tome s'ouvre-t-il, de façon significative, avec *le Jardin d'Eden* de la Genèse dans deux traductions : celle de 1707 de David Martin, un pasteur protestant de la région de Montauban, et celle de 1974 du séfarade André Chouraqui... Citons encore, parmi les traducteurs, Clément Marot en 1561 pour les *Psaumes* de la Bible hébraïque, Ernest Renan en 1881 pour *l'Ecclésiaste («Vanité des vanités...»), Léon Blum pour* Flavius Josèphe, Arlette Elkaïm-Sartre pour le Talmud. Et aussi Marguerite Yourcenar pour Grégoire de Nazianze ou pour Archiloque, Boileau pour Sappho, José-Maria de Hérédia pour Hésiode, Leconte de Lisle pour Anacréon ou Théocrite, mais aussi pour *le Chant de Gudh-run* des *Eddas* islandaises, Jean de La Fontaine pour Esope... Enumération fabuleuse, qui vous fait tourner la tête, mais dont il ne faudrait pas non plus exclure les traductions contemporaines.

UNE œuvre universitaire qui s'enracine dans l'Histoire, les histoires des différentes cultures, et qui s'adresse à tous ceux pour qui la littérature n'est pas seulement un passe-temps purement esthétique. A celui qui veut prendre conscience de cet agrégat complexe qu'est l'Europe, à celui qu'on nomme encore un «honnête *homme», cette anthologie* remarquablement présentée, avec un choix judicieux de bons textes replacés dans leur contexte chronologique et géographique, dans leur enracinement national, sera un embryon de bibliothèque. Au curieux d'explorer, s'il le veut, les œuvres dans leur intégralité grâce aux compléments bibliographiques clairement indiqués. Un ouvrage de base.

Chez Hachette, on a choisi de présenter les lettres européennes dans une histoire. S'insurgeant contre l'obsession qui tend a enfermer un auteur dans une aire géographique ou linguistique, quelque deux cents universitaires ont travaillé à montrer que toute œuvre littéraire s'inscrit dans une unité *culturelle plus internationale.* Au lieu de juxtaposer les histoires littéraires de chaque pays, on a voulu replacer la production littéraire de toute l'Europe dans une perspective synthétique. Quatorze chapitres, qui partent également de l'héritage judéo-chrétien et gréco-latin, passent en revue les convergences et les diversités littéraires d'une période donnée.

Louable intention qui secoue les idées reçues en donnant une place aux littératures moins traduites, moins connues, avec parfois des juxtapositions surprenantes qui auront le mérite de faire réfléchir le lecteur bousculé dans ses habitudes et de faire passer un courant d'air salutaire. Avec parfois, hélas, des auteurs surévalués par souci de justice ou d'internationalisme mal compris. L'index monumental ne rend pourtant pas plus facile la consultation d'un ouvrage qui montre les limites du comparatisme et qui répartit étrangement ses informations (dix-neuf mentions pour Lessing, quatre pour Remarque et Rosa Liksom, sept pour Marivaux, huit pour Marx, trois pour Günter Wallraff, etc.), avec des notices scolaires, fades, mal écrites, parsemées de trop d'inexactitudes et d'erreurs. Ou d'étranges rébus, comme l'article consacré à la théière de Jan Potocki dont *«les passions bizarres, proches du mysticisme, voire du satanisme, séduiront le grand public du siècle suivant, amateur de romans noirs»...*

Il aurait été charitable de passer sous silence cette entreprise si elle ne reflétait pas le trouble qui s'empare des esprits à la pensée qu'il va nous falloir être européens, abattre non seulement les frontières et les douanes, mais surtout les ignorances que nous avons des autres – à cause de l'Histoire et de ses conflits, à cause de notre méconnaissance des langues, à cause de l'abandon généralisé de la culture classique, à cause, tout simplement, de la «différence». Et de *l'indifférence. La conscience nous* vient qu'il faut apprendre la culture des autres, ce que nous appelons jusqu'à présent la littérature «étrangère» et qu'il va falloir, dès 1993, rebaptiser autrement. D'un terme *«politiquement correct»*, comme disent les Américains. L'Europe des lettres a encore beaucoup à nous apprendre.

La mort d'Ivar Ivask

Nous avons appris avec tristesse la mort du poète et critique estonien Ivar Ivask, le Balte d'Oklahoma, un homme de culture irremplaçable, un des rares hommes de ce temps dont l'ampleur de la vision dépassait les frontières et dont la revue *World Literature Today* aura témoigné utilement, loin du tumulte de la mode, des mouvements littéraires et des écrivains contemporains sans limites de langues ou de continents.

Né le 17 décembre 1927, à Riga, capitale de la Lettonie, d'un père estonien et d'une mère lettone, Ivar Ivask, après des études en estonien à Wiesbaden et un diplôme d'histoire de l'art et de littérature comparée à l'université de Marburg, avait émigré aux Etats-Unis en 1949 avec sa femme Astrid, originaire de Lettonie. Il commence par enseigner la langue et la littérature allemandes dans le Minnesota, voyage fréquemment en Europe, puis, à partir de 1967, se fixe à l'université d'Oklahoma, à Norman, où il dirige la revue internationale de littérature *Books Abroad*, qui devient, en 1977, *World Literature Today*, dont il avait consacré les derniers numéros à Edouard Glissant et à Manuel Puig.

Il avait fondé, en 1970, le prix Neustadt de littérature, décerné tous les deux ans à l'université d'Oklahoma par un jury international, et qui, plusieurs fois, s'enorgueillit d'un palmarès prestigieux et aussi d'avoir distingué, avant l'Académie suédoise, de futurs Prix Nobel. Et d'autres qui l'auraient mérité : Giuseppe Ungaretti (1970), Gabriel Garcia Marquez (1972), Francis Ponge (1974), Elizabeth Bishop (1976), Czeslaw Milosz (1978), Josef Skvorecky (1980), Octavio Paz (1982), Paavo Haavikko (1984), Max Frisch (1986), Raja Rao (1988), Tomas Tranströmer (1990).

Poète lui-même, Ivar Ivask avait publié huit recueils en estonien, des ouvrages de critique, notamment sur Jorge Guillen, Octavio Paz, Cortazar, la poésie de l'Europe de l'Est. Il avait pris sa retraite l'an dernier et s'était établi en Irlande, où il est mort le 23 septembre. Discrètement.

N. Z.

Pour Danilo Kis

Il y a trois ans que mourait, à quarante-trois ans, Danilo Kis, l'auteur d'*Un tombeau pour Boris Davidovitch*, de *Chagrins précoces*, d'*Encyclopédie des morts*. Pour rappeler la mémoire de ce Yougoslave né près des frontières hongroise et roumaine, dans des cultures juive et chrétienne, élevé au Monténégro, mort à Paris, enterré à Belgrade, qui fut un remarquable traducteur des poètes français, hongrois et russe, et un des grands écrivains de notre temps, la revue *Est-Ouest internationale* (que dirige Georges Ferenczi) publie un numéro spécial à sa mémoire (1).

Un dossier important entrecoupé de superbes photos de *Danilo Kis, et un recueil de* témoignages de ses amis et admirateurs de partout, notamment Mirko Kovac, Predrag Matvejevic, Ilma Rakusa, Gyorgy Konrad, Czeslaw Milosz, Bernard-Henri Lévy. Ainsi que des gouaches de Vladimir Velickovic.

(1) *Est-Ouest internationale*, n° 3, 100 F, 140, rue de Belleville, 75020 Paris.